

Réformes et développement dans le monde musulman : indices d'islamicité en guise de repère

de

Hossein Askari, Hossein Mohammadkhan et Liza Mydin

Traduction de l'anglais

par

Maryam Askari et Laurence Chamlou

Dédicace

Pour tous ceux qui s'efforcent de construire des institutions islamiques efficaces, surtout pour instaurer la liberté, la justice et un état de droit

Réformes et développement dans le monde musulman : indices d'islamicité en guise de repère

Table des matières

Préface

Remerciements

Liste des graphiques

Chapitre 1 : Introduction

Chapitre 2 : Les enseignements islamiques et les structures des institutions

Chapitre 3 : Indices d'islamicité et évaluation des institutions

Chapitre 4 : Résultats généraux

Chapitre 5 : Les indices des pays musulmans et attribution d'indices

Chapitre 6 : Indices d'islamicité comme référence pour les réformes dans le monde musulman

Chapitre 7 : Soutien des grandes puissances

Chapitre 8 : Les musulmans comme ambassadeurs en terres étrangères

Chapitre 9 : Conclusions

Appendice I : Indices d'islamicité –éléments, indicateurs et introductions de données

Appendice II : Données et indices de disponibilité selon les pays

Bibliographie

Index

Preface

En 2015, nous avons publié un livre, *Islamicity Indices: The seed for Change*, et à présent, à peine deux années plus tard, nous poursuivons avec un autre livre sur les indices d'islamicité dans le titre ! Pourquoi ? Ces indices continuent d'attirer une attention étendue dans les pays musulmans, surtout parmi les jeunes musulmans qui aspirent à des réformes politiques, sociales et économiques dans leur quête pour plus de liberté, de progrès social et de prospérité économique.

Pour être utile, ces indices exigent des améliorations et des mises à jour continues. Les indices constituent un travail en cours. Les indices indiqués dans notre livre précédent concernaient une année, 2015, qui ne présentaient aucune perspective historique quant aux performances dans le temps offrant peu d'indications sur les politiques utiles ou nuisibles. Dans ce livre, nous proposons la tendance historique qui remonte à l'année 2000. De plus, nous espérons que ce volume fournira un meilleur repère pour les musulmans afin d'évaluer leurs performances individuelles et celles de leurs communautés, tenant leurs gouvernements pour responsables, tout en œuvrant paisiblement pour des institutions qui serviraient de fondement pour des communautés musulmanes prospères.

Etant données les conditions dans beaucoup de pays musulmans (des gouvernances dictatoriales et autocratiques, peu ou pas de libertés individuelles, une absence flagrante du respect des droits de l'homme, des performances économiques médiocres et inférieures à leurs capacités, une stagnation sociale et culturelle, une injustice sociale et économique, et une violente rhétoriques de quelques milliers de musulmans

extrémistes), il n'y a pas de doute que les pays musulmans ont besoin de réformes. Le prétexte classique des musulmans quant aux échecs passés est l'exploitation étrangère et le soutien des dirigeants illégitimes par les grandes puissances. Même si les puissances étrangères ont contribué en partie à l'état actuel de nombreux pays musulmans par leur intervention et leur soutien des dirigeants autocratiques, les musulmans doivent reconnaître qu'ils ont joué un rôle important dans l'évolution de leur communauté et leurs manquements. En même temps, tout en reconnaissant que les musulmans sont responsables de l'échec de leur société et de l'extrémisme, il est regrettable et de constater que ces échecs sont attribués à l'islam par des observateurs islamophobes, ce qui empoisonne les relations inter-religieuses. Quelques musulmans sont terroristes ou extrémistes, mais l'islam est une religion et il n'y a pas de terroristes islamiques ou islamistes. Les occidentaux ne se réfèrent pas à leur religion lorsqu'ils citent des atrocités perpétrées par d'autres communautés. Alors pourquoi en est-il autrement pour les musulmans ? Pourquoi dénigrer ainsi une religion et 1,7 milliards de musulmans ? Les responsables politiques occidentaux et leurs conseillers ne montrent que leur ignorance et recherchent ainsi des avantages politiques lorsqu'ils font un lien entre l'islam et une religion « noire ».

C'est dans cette atmosphère que nous avons commencé à mettre au point les indices d'islamicité afin d'évaluer les sociétés qui répondaient aux enseignements du Coran et de jauger leurs résultats par rapport à ce repère. En d'autres termes, quelles étaient les sociétés qui *mettaient en pratique* ce que l'Islam prêchait dans le Livre Saint et à travers l'exemple du Prophète ? Le Prophète aurait dit : « La foi sans l'action correspondante est comme un corps sans tête. » Nous voulions ainsi savoir dans quelles mesures les enseignements de l'Islam étaient mises en pratiques et prévalaient dans les pays

musulmans, en d'autres termes, dans quelle mesure chacun des pays musulmans était en accord avec l'Islam.

Notre but n'était pas de déterminer si les musulmans priaient cinq fois par jour ou s'ils assistaient à la prière du vendredi, mais plutôt de trouver un repère pour savoir si ces sociétés étaient en accord avec les enseignements politiques, sociaux et économiques de l'Islam qui fourniraient un cadre pour la justice et offriraient aux individus la liberté et d'égales possibilités pour se développer, proposant des réformes institutionnelles et politiques pour améliorer leur performance politique, sociale et économique. Ceci étant, certains observateurs seraient mécontents de nos résultats car nous ne donnons pas une place importante aux cinq piliers de l'Islam et à d'autres facteurs qu'ils pourraient considérer comme essentiels.

Tout commentaire serait le bienvenu et en réponse, nous ferions des commentaires et des propositions. De tels indices peuvent toujours être améliorés et doivent être mis à jour pour être pertinents, nous accueillons donc tout commentaire et proposition utiles. Nous pensons avoir tenu compte de la plupart des enseignements de l'Islam qui ont trait au bien-être d'une communauté, mais encore une fois, nous sommes ouverts à toute proposition utile. Nous nous sommes efforcés de trouver des données et des indicateurs qui représentent ces enseignements et nous admettons que les améliorations arriveront avec le temps. Cependant, il y a une donnée incontournable : le monde musulman n'est pas épanouissant et le problème n'est pas l'Islam mais les musulmans qui ne suivent pas les chemins indiqués par le Coran et les interprétations du Prophète.

Nous avons été encouragés par la publicité et les nombreux commentaires que nous avons reçus.

Alors que la publicité est venue du monde entier, des sources musulmanes et non musulmanes et de toute sorte de media (télévision, radio, presse écrite et de nombreux

réseaux sociaux), les commentaires individuels sont venus des musulmans. La diversité de ces commentaires a confirmé les besoins de continuer nos travaux. D'un côté, d'où est venu la grande majorité des réactions et des commentaires, les musulmans nous ont dit qu'alors qu'ils appréciaient le détail du travail, le message et son utilisation pour réaliser des réformes, les résultats leur paraissaient évidents depuis longtemps. Ils constatent plus de liberté, de justice et d'égalité des chances (les enseignements de l'Islam) dans les pays occidentaux que dans les pays musulmans. Quelques musulmans ont également ajouté que notre message ne peut même pas être discuté dans la plupart des pays où ils habitent. De l'autre côté, quelques musulmans ont rejeté notre travail précisément parce que nous ne donnons pas assez de poids aux cinq piliers de l'Islam. Nous pensons que l'Islam (dans le texte et dans les actions du Prophète) comprend bien d'autres choses que les cinq piliers. Ce sont ces enseignements, ces actions et leur impact sur une communauté musulmane dont nous avons essayé de tenir compte dans ces indices. Entre ces deux extrêmes, certains musulmans ont préconisé la prudence. Alors qu'ils admettent que les pays musulmans ont besoin de réformes fondamentales, ils pensent que les réformes provoqueront des bouleversements et de l'instabilité, comme nous avons constaté lors des printemps arabes. Bien qu'ils désirent le changement, ils ne souhaitent pas que leur pays soit transformé en une autre Syrie ! Ils veulent que la phase de violence soit contournée. Nous comprenons tout à fait et nous comprenons ces inquiétudes et nous n'avons que peu d'arguments pour les reconforter. Oui, la plupart des dirigeants autocratiques ne partiront pas tranquillement. Oui, les forces efficaces d'opposition ont été décimées dans les pays musulmans de façon à ce que même si les dirigeants s'écartaient sans violence, il y aurait un vide de gouvernance. Oui, les puissances étrangères continueront à lier les droits de l'homme à la démocratie mais elles interviennent et soutiennent les dictateurs qui, invariablement, empirent la

situation. Oui, l'état actuel des musulmans est le résultat de décennies et de siècles de politiques abusives de dépendance et des pratiques qui ne peuvent pas être inversées rapidement.

Il y a de l'espoir si ces indices, ou leurs variantes, sont largement discutés et acceptés à travers le monde musulman, et ils rassembleraient les musulmans réformateurs du monde entier. Ils fourniraient un repère et un standard international soutenu par une communauté musulmane internationale au-delà des frontières nationales. Un tel mouvement et repère reconnu serait difficile à rejeter par un tyran dans n'importe quel pays musulman et fournirait les fondements pour des réformes significatives. En même temps, il deviendrait beaucoup plus difficile et risqué pour les puissances étrangères d'intervenir et de détourner la transformation réelle des pays musulmans car leurs propres intérêts nationaux seraient en danger. Un mouvement international, crédible, reconnu et non violent pour des réformes serait établi, qui aurait pour but la réforme et le développement des communautés musulmanes. Ces indices pourraient alors fournir un cadre et un repère pour des réformes, avec un calendrier transparent et réaliste de réformes qui devraient être personnalisées pour convenir à l'histoire de chaque pays musulman, à sa culture et à ses circonstances particulières. De cette manière, il serait possible d'éviter beaucoup de turbulences et de bouleversements qui ont été les conséquences du printemps arabe.

Mais nous devons souligner un fait que nous répéterons souvent dans cet ouvrage : toutes les réformes commencent avec les musulmans. Les musulmans doivent reprendre leur religion des mains des dirigeants et du clergé. Ils doivent étudier, et débattre autour du Coran et des pratiques du Prophète afin de déterminer leur application aux

circonstances de chaque pays dans les temps modernes. Afin de bien comprendre le Coran et la pratique du Prophète, et leur application dans l'époque moderne, les musulmans doivent apprécier ce don d'Allah qu'est la liberté et que personne ne peut leur enlever. Ils doivent se développer selon les recommandations de l'Islam. Un changement positif ne peut arriver que lorsque les musulmans étudieront leur religion et accepteront ses préceptes.

Dans cette recherche non violente de réformes, cet ouvrage présente des résultats améliorés et mis à jour avec des chiffres et des classements des pays remontant à l'an 2000. Nous espérons que ce travail représentera un repère utile, avec des politiques et des approches pour les musulmans, afin de commencer à réformer leur pays dans la paix. Nous avons un site qui transmet les activités en cours (<http://islamicity-index.org/wp/>). Nous projetons de développer notre site afin de permettre un accès interactif à toutes les informations

(y compris les données utilisées pour des **sous-composants**), qui sont trop étendus et volumineux pour être cités dans ce livre. Afin d'assurer la pérennité de cette entreprise, nous projetons de créer une fondation pour superviser ce travail dans les années à venir.

Remerciements

Nous sommes reconnaissants pour l'aide et le soutien de Mostafa Omid, pour sa contribution remarquable comme Webmaster pour notre site (<http://islamicity-index.org/wp/>). Il s'est montré désintéressé et dédié à cette tâche. Comme toujours, nous sommes tous reconnaissants pour le soutien et la compréhension de nos familles. Liza Mydin est redevable au soutien généreux de Khazanah Nasional Berhad qui a rendu possible sa participation à ce projet.

Liste des tableaux

Tableau 1.1 : les groupements économiques des pays de l'OCI

Tableau 1.2 : PNB des pays de l'OCI et d'autres groupes de pays (2011 et 2015)

Tableau 1.3 : PNB per capita pour les pays de l'OCI (1980 et 2015)

Tableau 1.4 : Les indicateurs humains, politiques et de développement social

Tableau 3.1 : Indices d'islamicité et leurs éléments

Tableau 4.1 : L'index du classement et des résultats de l'islamicité économique

Tableau 4.2 : L'index du classement et des résultats de l'islamicité dans le système juridique et gouvernemental

Tableau 4.3 : L'index du classement et des résultats de l'islamicité dans le domaine des droits humains et politiques

Tableau 4.4 : L'index du classement et des résultats de l'islamicité dans le domaine des relations internationales

Tableau 4.5 : L'index du classement et des résultats de l'islamicité dans son ensemble

Tableau 5.1 : L'index du classement et des résultats des pays musulmans dans le domaine économique

Tableau 5.2 : L'index du classement et des résultats des pays musulmans dans le domaine juridique et gouvernemental

Tableau 5.3 : L'index du classement et des résultats de l'islamicité des pays musulmans dans le domaine des droits humains et politiques

Tableau 5.4 : L'index international du classement et des résultats des pays musulmans

Tableau 5.5 : L'index général d'islamicité du classement et des résultats des pays musulmans

Tableau 5.6 : La moyenne et le médian des indices et des résultats d'islamicité dans les pays musulmans

Chapitre 1

Introduction

L'Age d'or de l'islam était une époque où la communauté musulmane a donné naissance à de grands médecins, scientifiques, philosophes et poètes, avec des avancées considérables en médecine, en science, en art et en commerce qui ont fait sortir l'Europe des périodes sombres et ont amélioré le cours de l'histoire. Alors que la plupart des historiens limitent cette période entre 632 et 1258, d'autres suggèrent que l'« âge d'or » des penseurs et inventeurs musulmans a dépassé cette date pour arriver jusqu'au dix-huitième siècle, mais peu importe la durée de cette période, cette histoire riche et fascinante n'est aujourd'hui qu'un lointain souvenir.¹ Aujourd'hui, la plupart des personnes à travers le monde voient peu de preuves de cette riche histoire dans leur vie quotidienne et ce, encore moins dans le monde musulman. Selon nous, l'islam était à son apogée pendant la vie du Prophète Mohammad ; peu après sa mort, l'étendard de la religion et ensuite sa pratique ont été détournés par des dirigeants corrompus et leurs courtisans ; et ce que nous voyons dans le monde musulman aujourd'hui est le résultat d'une longue période de divergences entre les enseignements du Coran (et son interprétation par le Prophète) et les pratiques des musulmans dans le monde musulman. Les caractéristiques et l'état du monde musulman au vingt et unième siècle ressemblent peu à la vision du Coran, à ses interprétations et aux pratiques du Prophète. Récemment, depuis les attentats du 9 septembre, l'islam est considéré d'une façon encore plus négative, cette vision négative s'accroît de façon exponentielle après chaque attentat terroriste en Occident accompagné de reportages et de photos montrant des musulmans tuant d'autres musulmans dans une guerre terroriste dans les conflits et des guerres civiles. Des partis et des hommes politiques populistes ont de plus en plus de succès en Europe et en Amérique du nord, en faisant l'éloge de l'islamophobie et en soutenant les politiques qui interdisent les migrations et l'accueil des réfugiés musulmans, et ils pourraient aller plus loin en demandant l'enregistrement de tous les musulmans.

En Occident, les *mots* islam et musulman sont craints et invariablement associés au terrorisme, à d'autres actes horribles et à un état d'arriération. Les grands titres des

¹Morgan, 2007, p. xvii

journaux décrivent les musulmans comme des combattants zélés contre les chrétiens et l'Occident. Les occidentaux montrent peu de connaissance de l'islam étant donné que son enseignement a été détourné, provoquant une division de plus en plus grande entre l'Orient et l'Occident. Tout le temps, les principes fondamentaux de l'islam d'après le Coran, ses interprétations et les pratiques du Prophète Mohammad sont rarement expliqués. Au centre de ces enseignements, il y a l'unité de la Création d'Allah, le don divin de liberté à toute l'humanité, l'amour, la paix et la justice sociale que nous discuterons avec plus de détails dans le chapitre 2. Cependant, l'image des musulmans (et des enseignements islamiques) dans le monde non musulman est celle de terroristes, du djihad, de l'arriération, des dictatures, de la corruption et de l'injustice. Franchement, nous ne pouvons pas rejeter ces attributions liées à certains musulmans, puisque les musulmans pieux, eux-mêmes, considèrent aussi que ces communautés musulmanes et leurs gouvernements (les dirigeants) ont failli aux règles fondamentales d'une communauté musulmane florissante. A la place, ce que nous voyons dans la grande partie du monde musulman a peu à avoir avec l'islam et ce qu'il préconise.

Un coup d'œil rapide à travers le monde musulman ne présente pas une belle image. La plupart des dirigeants musulmans sont tyranniques, corrompus et injustes. Bien que les musulmans soient les premiers responsables de ne pas demander des comptes à leurs dirigeants, et de l'organisation de leurs communautés, l'Occident devrait également reconnaître sa complicité quant au soutien de ces mêmes dirigeants et de leur gouvernance oppressive. Depuis 2011, nous avons été témoins du résultat terrifiant de décennies et de siècles de gouvernements illégitimes. Bashar al-Assad a été impliqué dans une guerre civile en Syrie, ce qui représente pour notre génération une chute ultime de toute humanité. Depuis le début du conflit en 2011, le nombre de morts à la fin de 2016 approchait les 500 000, avec plus d'un million de blessés et 12 millions de Syriens déplacés². Simultanément, nous avons vu apparaître les révoltes des « printemps arabes » contre leurs dirigeants qui avaient établi depuis des décennies des gouvernements injustes et corrompus, y compris la révolte contre le Tunisien Zine El Abidine Ben Ali, le Libyen Muammar Ghadhafi, les Al-Khalifs de Bahrain et l'Egyptien Hosni Mubarak³.

²Al Jazeera, 2016, www.aljazeera.org extrait le 14/12/2016 et les Nations Unies (2016)

³Ibid

Les soulèvements dans les pays musulmans ne montrent pas le chemin vers un avenir meilleur, mais ne font qu'empirer l'image de l'islam comme religion - une religion qui, au contraire, prêche, et insiste sur la liberté, la paix, l'unité et la justice. Ces événements détériorent encore davantage les relations entre chrétiens et musulmans et demanderont des siècles à être inversés. Les soulèvements dans les pays musulmans suivent un schéma connu de gouvernements tyranniques qui mobilisent une force militaire lourde pour empêcher les protestations pacifiques et les réformes politiques, alors que les puissances étrangères aident leurs dictateurs favoris ou un groupe d'opposition au nom de la « stabilité », alors qu'en réalité, ils ne veulent que préserver leurs intérêts à court terme. De tels scénarios fournissent un terrain idéal pour une activité terroriste rampante ; des victimes civiles nombreuses qui accélèrent à leur tour la chute des sociétés musulmanes dans des profondeurs inimaginables. Regardons simplement l'Irak, la Syrie et la Libye d'aujourd'hui pour constater à quel point ces pays ont été dévastés et ont reculé de 50 ou de 100 ans et ce qui attend d'autres pays musulmans aux gouvernements tyranniques et injustes. L'effondrement physique, politique, social et économique catastrophique de ces sociétés aura un impact durable sur notre générations et d'autres à venir.

L'islam est en danger. Des individus et des groupes égoïstes, des musulmans et des non musulmans utilisent la religion comme tremplin pour obtenir le pouvoir. Les djihadistes déforment l'islam en une forme violente et extrême, un moyen violent pour renverser les dirigeants corrompus et injustes, et expulser leurs soutiens occidentaux des pays musulmans. Le clergé, les chefs militaires, les familles dirigeantes et les gouvernements illégitimes s'enveloppent dans une version personnalisée de l'islam pour asseoir leur gouvernement oppressif en demandant le soutien des grandes puissances. Ces dirigeants refusent toute discussion et tout débat sur la signification des enseignements de l'islam dans leur quête d'asseoir une société soumise, une société qui ne questionnerait pas les doctrines imposées par l'état. L'enseignement de l'islam est devenu institutionnalisé et mécanique en insistant sur les cinq piliers de l'islam : la reconnaissance de la foi (*Shahadah*), les prières quotidiennes, le Hajj (pèlerinage), le jeûne du mois de Ramadan, et l'aide aux démunis pour purifier la richesse ; tout ceci concerne le musulman en tant qu'individu et non pas les musulmans en tant que

communauté. D'une importance égale sont les considérations dont la plupart des gouvernements ne tiennent pas compte, les devoirs des musulmans envers l'amélioration de l'Unité de la Création en créant des sociétés justes. La règle d'or de l'islam exhorte les musulmans à faire le bien collectivement et à s'éloigner du mal, ou de toute mauvaise action comme le souligne la sourate Al -Imran, verset 104 du Coran :

Que soit issue de vous une communauté qui appelle au bien, ordonne le convenable et interdit le blâmable. Car ce seront eux qui réussiront.

Il y va ainsi de l'intérêt fondamental des dirigeants musulmans corrompus d'accélérer l'instauration d'institutions islamiques efficaces et des parties d'opposition pour la survie de leur règne injuste, absolu et *non-islamique*. Des institutions efficaces, la liberté qu'Allah a accordée à l'humanité comme un don, et qu'aucun homme ne devrait retirer. Des dirigeants qui sont responsables de la communauté et de la distribution et redistribution des ressources, ce qui est la marque des enseignements du Prophète pendant la période de Médine ; tout ceci n'est qu'un mirage aujourd'hui.

La plupart des sociétés musulmanes du vingt et unième siècle se comportent dans un cadre qui ne peut pas être plus éloigné des enseignements donnés dans le Coran et pratiqué par le Prophète. Les pays musulmans d'aujourd'hui ne peuvent même pas être comparés au monde musulman qui apporta la paix, la créativité et des innovations il y a plus d'un millier d'années ; encore moins peut-on les comparer à la société idéale que le Prophète créa à Médine. Nous soutenons que les gouvernements musulmans fonctionnent largement à l'intérieur d'un cadre et des pratiques *non-islamiques*, en dépit de la promulgation de l'islam comme religion officielle de l'état. Nous pouvons diviser les dirigeants musulmans corrompus d'aujourd'hui en deux groupes : les extrémistes et les moins extrémistes. Les dirigeants musulmans extrémistes sont à la tête de régimes draconiens et injustes. Les moins extrémistes sont des dirigeants corrompus et non-transparents qui dilapident les richesses de leur nation en menant une vie d'opulence. Peu importe où se trouve le dirigeant musulman dans cette échelle, il est indéniable que le progrès social et la croissance économique ne peuvent être atteints à l'intérieur des régimes politiques instables, faibles et illégitimes. En disant cela, nous pensons que les sociétés musulmanes sont très vulnérables car leurs gouvernements ont des indicateurs politiques très faibles ; ils montrent peu de respect pour les droits de l'homme, leur

système juridique est injuste, avec peu de reconnaissance pour le règne du droit ; et les ressources et les possibilités sont largement réservées à un petit groupe. Les pays musulmans ont désespérément besoin d'institutions efficaces qui représentent les valeurs et les enseignements islamiques. Nous nous sommes efforcés dans notre travail sur les « indices d'islamicité », de nous centrer sur les preuves qui démontrent cet argument. Nous étudions les résultats politiques, sociaux, humains, ainsi que les conditions économiques de chaque pays musulman, nous comparons leurs réussites et leurs échecs avec ceux des pays non-musulmans, et nous examinons leurs performances de 2000 à 2016. Nos résultats confirment les paroles célèbres de Mohammad Abduh, il y a plus de 100 ans :

« Je suis allé en Occident et j'ai vu l'islam, mais pas de musulmans ; je suis retourné en Orient et j'ai vu, des musulmans, mais pas l'islam. »

Dans la littérature occidentale classique, allant des écrits d'Adam Smith jusqu'à ceux de Douglas North, la réussite économique est obtenue par la liberté et les gouvernements qui sont responsables et à l'écoute du peuple, avec des systèmes économiques justes, l'égalité devant la loi, la protection de la propriété privée et des institutions transparentes. L'islam comprend ces principes et va même plus loin dans l'exigence de la justice sociale et économique en prônant un comportement moral dans tous les domaines de la vie individuelle et de la conduite personnelle et des transactions commerciales. Nous évaluons les résultats des pays musulmans et non-musulmans au regard des principes fondamentaux islamiques afin de mettre au point une échelle de leur performance et de proposer des mesures politiques pour arriver à un changement positif et radical. Cet ouvrage représente un pas en avant dans notre quête de promouvoir des changements pacifiques et positifs dans le monde musulman et d'instaurer un pont entre l'Orient et l'Occident.

Dans ce premier chapitre, nous commençons par donner une définition du monde musulman et de fournir une discussion brève et classique de leur état politique, économique et social.

Les pays musulmans ou l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI)

On a l'habitude de définir les pays musulmans par une population musulmane significative, ou dont le gouvernement professe l'islam la religion officielle qui est pratiquée dans la pays ou qui se déclare république islamique⁴. 56 pays et la Palestine sont inclus dans cette classification et ils sont collectivement membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI)⁵. Dans son discours inaugural en 2004, le Secrétaire Général de l'OCI, Ihsanoglu Ekmeleddin, fixe les grandes lignes des objectifs de l'OCI : consolider la coopération entre les pays de l'OCI dans les domaines économiques, sociaux et culturels, et éradiquer la discrimination et le colonialisme. Quant à conserver et préserver les droits et les luttes des peuples musulmans, l'OCI espère devenir le centre des efforts de coordination pour protéger les lieux saints de l'islam, soutenir la lutte des Palestiniens, y compris en les aidant à regagner leurs droits, et en général, créer une atmosphère convenable pour maintenir la dignité et les droits des musulmans à l'indépendance.

Les pays membres de l'OCI sont dispersés sur le plan géographique sur quatre continents. Le nombre d'habitants dans les pays membres de l'OCI plus la Palestine excède 1,7 milliards ce qui représente 23% de la population mondiale⁶. Les pays les plus peuplés sont l'Indonésie (258 millions), le Pakistan (189 millions), le Nigéria (182 million), Le Bangladesh (161million) et l'Egypte (91millions)⁷. Les pays musulmans constituent une grande partie des pays en développement dans le monde et ils sont à des stades différents de développement économique avec des structures et performances économiques diverses. Dans le tableau 1.1 nous présentons les pays en groupes économiques. Le premier groupe comprend les pays que les Nations Unies ont

⁴Rehman & Askari (2010)

⁵L'OCI comprend l'Autorité Palestinienne et 56 pays. Les 56 pays de l'OCI sont : l'Afghanistan, l'Albanie, l'Algérie, l'Azerbaïdjan, le Bahreïn, le Bangladesh, le Bénin, le Brunei, le Burkina-Faso, le Cameroun, le Tchad, les Comores, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Egypte, le Gabon, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guyane, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, la Jordanie, le Kazakhstan, le Koweït, le Kirghizistan, le Liban, la Libye, la Malaisie, les Maldives, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, la Mozambique, le Niger, le Nigerian, Oman, le Pakistan, le Qatar, l'Arabie Saoudite, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Surinam, la Syrie, le Tadjikistan, le Togo, la Tunisie, la Turquie, le Turkmenistan, l'Ouganda, les Emirats Arabes Unis, l'Ouzbékistan et le Yémen.

⁶ La Banque Islamique du Développement, 2016, www.isdb.org, extrait le 14/12/2016

⁷Ibid

identifiés comme les pays les moins développés. Le deuxième groupe comprend les pays avec des revenus moyens et le troisième groupe les pays exportateurs de pétrole.

Table 1.1: Groupements économiques des pays de l'OCI

Les moins développés	Revenus moyens	Exportateurs de pétrole
Afghanistan, Bangladesh, Benin, Burkina Faso, Tchad, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Sénégal, Sierra-Leone, Somalie, Soudan, Togo, Ouganda, Yémen	<i>Albanie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Egypte, Guyane, Indonésie, Jordanie, Kazakhstan, République Kirghize, Liban, Malaisie, Maroc, Pakistan, Palestine, Suriname, Syrie, Tajikistan, Tunisie, Turquie, Ouzbekistan</i>	Algérie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Brunei, Gabon, Iran, Irak, Koweït, Libye, Nigeria, Oman, Qatar, Saudi Arabie Saoudite, Turkménistan, Emirats Arabes Unis

Source: www.sesric.org

Un certain nombre des pays de l'OCI sont riches en ressources naturelles et humaines. En 2015, l'OCI en tant que groupe avait 58,5% des réserves connues de pétrole brut et produisait 41,5 % de la production mondiale de pétrole brut⁸. L'Arabie Saoudite et l'Union des Emirats Arabes à eux seules produisaient 17% de la production mondiale de pétrole⁹. Dans le tableau 1.2, nous pouvons voir que le PIB des pays de l'OCI exprimé en US dollars courant a augmenté pendant la période de 2011-2015 comme c'est le cas d'autres groupes de pays. Alors qu'on constate une croissance plus rapide dans les pays en développement au fur et à mesure que leur PIB passait de 51,5 billions de dollars US en 2011 à 65,3 billions en 2015. Le PIB des pays développés est passé de 42,7 billions de dollars US en 2011 à 48.2 billions en 2015. La même tendance à l'augmentation peut être observée quant au PIB global qui atteint 113.5 trillions de dollars US en 2015 comparé à 94.2 trillions de dollars US en 2011. En 2015, les pays de l'OCI produisaient 15% du PIB total du monde et 26.1% du PIB des pays en développement¹⁰.

⁸SESRIC (2016)

⁹L'Agence Internationale de l'Energie, 2016, www.iea.org, extrait le 14/12/2016

¹⁰SRIC (2016)

Tableau 1.2 : PIB des groupes pays de l'OCI et d'autres groupes (2011 et 2015)

Source: www.sesric.org

	2011	2015
Groupe de pays	PIB (USD, trillion)	PIB (USD, trillion)
OCI	13.9	17.1
En voie de développement	51.5	65.3
Développés	42.7	48.2
Le monde	94.2	113.5

A première vue, les pays membres de l'OCI paraissent sur un trajectoire de croissance acceptable. Bien que la croissance des pays membres de l'OCI ne soit pas aussi rapide que celle des autres groupes de pays, leur performance économique semble, néanmoins, acceptable. Cependant, un examen plus approfondi nous permet de voir que les pays de l'OCI ont trainé dans la croissance du PIB per capita pendant les trois dernières décennies. Dans le tableau 1.3, nous comparons les performances des pays de l'OIC avec celles des groupes de pays aux revenus moyens et ceux des pays aux revenus élevés. Nous constatons que le taux de croissance des pays de l'OIC a été le plus faible. En 1980, le PIB moyen per capita pour les pays de l'OCI était de 4437 dollars US et il a augmenté pour arriver à 7155 dollars US en 2015. En d'autres termes, pendant les 35 dernières années leur PIB per capita n'a même pas doublé. Alors que pendant cette même période, le PIB moyen per capita dans les pays aux revenus moyens est passé de 671 dollars US à 4776 dollars US et celui des pays aux revenus élevés est passé de 9540,2 dollars US en 1980 à 39716 dollars US. L'écart dans la performance pendant les 35 dernières années a été grand et spectaculaire.

Tableau 1.3 : PIB per capita des pays de l'OCI (1980-2015)

	1980	2015
Pays de l'OCI	PIB per Capita	PIB per Capita
Afghanistan	275.6	594.3

Albanie	n.a.	3,945.2
Algérie	2,189.8	4,206.0
Azerbaïdjan	n.a.	5,496.3
Bahreïn	8,537.6	22,600.2
Bangladesh	222.9	1,211.7
Benin	378.0	762.1
Brunei	25,530.4	30,554.7
Burkina Faso	282.7	589.8
Cameroun	754.7	1,217.3
Tchad	228.9	775.7
Comores	400.3	717.4
Côte d'Ivoire	1,231.1	1,399.0
Djibouti	n.a.	1,945.1
Egypte, Rep. Arabe	528.3	3,614.7
Gabon	5,869.2	8,266.4
Gambie	398.9	471.5
Guinée	n.a.	531.3
Guinée-Bissau	130.2	573.0
Guyane	766.8	4,127.4
Indonésie	491.4	3,346.5
Iran, Rep. Islamique	2,440.3	n.a.
Irak	3,911.5	4,943.8
Jordanie	1,714.4	4,940.0
Kazakhstan	n.a.	10,510.0
Koweït	20,687.5	29,300.6
République Kirghize	n.a.	1,103.2
Liban	n.a.	8,047.6
Libye	n.a.	n.a.
Malaisie	1,770.2	9,768.3
Maldives	268.3	8,395.79
Mali	248.2	724.3
Mauritanie	462.2	n.a.
Maroc	1,074.5	2,878.2
Mozambique	295.4	529.2
Niger	420.7	359.0
Nigéria	871.1	2,640.3
Oman	5,181.8	15,550.7
Pakistan	303.4	1,434.7

Palestine	34,995.8	n.a.
Qatar	16,598.7	73,653.4
Arabie Saoudite	629.1	20,481.7
Sénégal	356.6	899.6
Sierra Leone	n.a.	653.1
Somalie	390.2	549.3
Soudan	2,191.2	2,414.7
Suriname	1,458.5	9,485.3
République Arabe Syrienne	n.a.	n.a.
Tadjikistan	417.7	925.9
Togo	1,369.7	559.6
Tunisie	1,566.7	3,872.5
Turquie	n.a.	9,125.7
Turkménistan	99.2	6,672.5
Ouganda	42,878.9	705.3
Emirats Arabes Unis	n.a.	40,438.8
Ouzbekistan	n.a.	2,132.1
Yémen, Rep.	275.6	1,406.3
OCI	4,437.4	7,154.75
Monde	2,495.7	10,057.9
Le moins développés	n.a.	978.8
OCDE	8,861.1	35,886.6
Revenus hauts	9,540.2	39,716.8
Revenus moyens	671.0	4,775.6
Revenus bas	n.a.	617.7

On ne peut ignorer le fait que du point de vue de la production économique, les performances à long terme des pays de l'OCI ont été tout simplement déplorables. Lorsque les pays ont une si mauvaise performance, d'autres indicateurs économiques peuvent aussi avoir eu une influence — une productivité faible, un taux de chômage élevé et un faible taux d'investissement de d'épargne. Mais, dans la vie il n'y a pas que le PIB.

L'homme a besoin de pain mais il ne vit pas que de pain ! D'autres facteurs qui comptent invariablement sont les niveaux de développement des indicateurs humains, politiques et sociaux.

Les pays musulmans ont-ils réussi mieux dans ces domaines ? Nous avons réuni certains de ces indicateurs dans le tableau 1.4.

Tableau 1.4: Indicateurs humains, politiques et sociaux

	2015		2015	2015	2015	2015	2015
Pays de l'OCI	IDH	Rang	Alphabétisation	Stabilité politique	Respect de la loi	Voix & redevabilité	Corruption
Afghanistan	0.47	171	38.17	1.43	2.40	16.26	4.81
Albanie	0.73	85	97.55	58.57	41.83	53.69	40.38
Algérie	0.74	83	79.61	13.33	20.67	24.63	28.37
Azerbaïdjan	0.75	78	99.81	22.38	31.25	7.39	20.19
Bahreïn	0.82	45	95.72	11.90	67.79	12.32	62.50
Bangladesh	0.57	142	61.49	10.95	27.40	30.54	18.27
Benin	0.48	166	38.45	48.10	32.21	58.13	30.77
Brunei	0.86	31	96.66	92.38	67.31	26.11	73.08
Burkina Faso	0.40	183	37.75	23.33	34.13	40.89	47.12
Cameroun	0.51	153	74.99	14.29	15.87	21.67	12.98
Tchad	0.39	185	40.02	14.76	10.10	10.34	6.73
Comores	0.50	159	78.14	40.48	20.19	37.44	30.29
Côte d'Ivoire	0.46	172	43.27	20.48	30.29	32.51	42.31
Djibouti	0.47	168	n.a.	30.95	18.27	9.36	33.65
Egypte, Rep. arabe	0.69	108	75.84	8.57	35.58	18.23	35.10
Gabon	0.68	110	83.24	50.48	33.65	22.17	28.85
Gambie	0.44	175	55.57	49.05	29.33	8.37	21.63
Guinée	0.41	182	30.47	31.43	9.13	24.14	15.38
Guinée-Bissau	0.42	178	59.77	31.90	6.73	25.62	3.37
Guyane	0.64	124	87.54	39.05	36.06	55.67	22.60
Indonésie	0.68	110	95.44	24.76	39.90	52.22	38.46

	2015		2015	2015	2015	2015	2015
Pays de l'OCI	IDH	Rang	Alphabétisation	Stabilité politique	Respect de la loi	Voix & redevabilité	Corruption
Iran, Rep. islamique	0.77	69	87.17	17.14	16.35	5.42	31.73
Irak	0.65	121	79.72	2.86	3.85	14.78	4.33
Jordanie	0.75	80	98.01	26.67	68.27	26.60	64.42
Kazakhstan	0.79	56	99.79	42.86	41.35	16.75	24.52
Koweït	0.82	48	96.12	40.95	58.65	28.57	51.44
Republique Kirghize	0.66	120	99.50	18.57	14.90	31.53	11.54
Liban	0.77	67	94.05	7.14	24.52	31.03	17.79
Libye	0.72	94	91.39	3.33	1.92	9.85	0.96
Malaisie	0.78	62	94.64	54.29	71.63	36.45	65.87
Maldives	0.71	104	99.32	60.95	35.10	30.05	49.52
Mali	0.42	179	33.07	7.62	25.00	39.90	29.81
Mauritanie	0.51	156	52.12	22.86	21.15	23.15	16.35
Maroc	0.63	126	71.71	34.76	54.81	28.08	50.48
Mozambique	0.42	180	58.84	26.19	19.71	37.93	20.67
Niger	0.35	188	19.10	15.24	30.77	39.41	33.17
Nigeria	0.51	152	59.57	5.71	12.98	33.00	11.06
Oman	0.79	52	93.97	68.57	68.75	20.20	62.98
Pakistan	0.54	147	56.44	0.95	23.56	27.09	23.56
État of Palestine	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Qatar	0.85	32	97.76	81.90	77.88	20.69	81.25
Arabie Saoudite	0.84	39	94.84	27.62	64.90	3.94	59.62
Sénégal	0.47	170	55.62	40.00	51.92	57.14	59.13
Sierra Leone	0.41	181	48.43	43.33	17.79	36.95	21.15
Somalie	n.a.	n.a.	n.a.	1.90	0.00	1.48	1.44

	2015		2015	2015	2015	2015	2015
Pays de l'OCI	IDH	Rang	Alphabétisation	Stabilité politique	Respect de la loi	Voix & redevabilité	Corruption
Soudan	0.48	167	58.60	4.29	8.17	3.45	2.40
Suriname	0.71	103	95.54	55.24	47.60	63.05	34.13
République Arabe de Syrie	0.59	134	86.30	0.00	4.33	2.96	1.92
Tadjikistan	0.62	129	99.78	19.52	14.42	6.90	13.94
Togo	0.48	162	66.54	39.52	23.08	27.59	25.96
Tunisie	0.72	96	81.05	19.05	56.25	54.68	55.29
Turquie	0.76	72	95.69	9.52	55.29	35.47	54.81
Turkmenistan	0.69	109	99.69	41.43	5.77	0.00	8.17
Ouganda	0.48	163	73.81	20.00	43.27	29.06	12.02
Emirats Arabes Unis	0.84	41	92.99	71.43	75.00	19.70	82.69
Ouzbékistan	0.68	114	100	32.38	12.50	2.46	10.58
Yémen, Rep.	0.50	160	69.96	0.48	7.21	7.88	2.88

Sources: UNDP 2016 and WDI 2016

L'indice des Nations Unies pour le Développement Humain (HDI) estime le développement d'un pays pas seulement en fonction de sa croissance économique mais aussi par les progrès dans les domaines de la santé, de l'éducation et du niveau de vie. Nous avons trouvé que 41% des pays de l'OCI avaient des résultats médiocres en développement humain et seulement 5 pays (Bahreïn, Koweït, le Qatar, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes) tombaient dans la catégorie des pays au développement humain élevé¹¹. On devrait remarquer que ces pays (à l'exception de Bahreïn qui repose sur l'aide de l'Arabie Saoudite) sont des pays qui ont une importation élevée de pétrole et de gaz per capita, quelque chose qui ressemble à une 'manne

¹¹Les Nations Unies considèrent les résultats inférieurs à 0,55 comme des pays avec un développement humain pauvre, 0,55-0,69 avec un développement humain moyen, 0,70-0,79 comme développement humain élevé et au-dessus de 0,89 comme développement humain très élevé.

tombée du ciel' tant que durent les réserves. Un nombre significatif des pays membres de l'OCI avait des résultats faibles ou moyens dans le domaine du développement humain. Nous avons examiné ensuite les performances des pays de l'OCI dans le domaine de l'éducation d'après le taux d'alphabétisation des adultes de la Banque Mondiale (le pourcentage de la population de plus de 15 ans capable de comprendre, lire et écrire un court texte dans leur vie quotidienne). Six pays membres avaient un taux d'alphabétisation inférieur à 40% et plus de la moitié des pays membres de l'OCI appartenait au groupe avec un taux d'alphabétisation inférieur à 75%. Les pays développés avaient un taux moyen d'alphabétisation proche de 100%.

Les indicateurs de gouvernance proviennent des résultats de la Banque Mondiale concernant la stabilité politique, l'état de droit, la responsabilité et le contrôle de la corruption. Les résultats sont reportés en pourcentage avec zéro correspondant au résultat le plus faible et 100 au plus élevé. Les mesures de stabilité reposent sur les perception de probabilité d'instabilité politique y compris la violence politique, comme le terrorisme. A part Brunei et le Qatar, tous les autres pays membres de l'OCI avaient des résultats inférieurs à 75%. Une majorité des pays membres de l'OIC sont perçus comme des pays avec une grande probabilité d'instabilité politique. 45 des pays de l'OCI ont des résultats inférieurs à 50% et 23 pays sont inférieurs à 20%. 17 pays ont des résultats faibles (inférieurs à 15%) et sont perçus comme ayant le plus de risque de connaître des violences d'origine politique. Plus d'une dizaine de pays musulmans se trouvent aujourd'hui dans un état de trouble.

En effet, il parait évident dans la littérature que le nombre de conflits dans les pays de l'OIC n'a cessé d'augmenter depuis 1980 et ces conflits ont été constants dans les dernières années à cause des gouvernements instables et oppressifs.

L'augmentation du nombre des conflits est le plus évident au Moyen Orient¹². Ce n'est pas une coïncidence que pendant la même période, les pays membres du CCG (le Conseil de Coopération du Golfe) ont figuré parmi les plus grands importateurs d'armes au monde. Les guerres impliquant les principaux pays exportateurs de pétrole dans le Golfe Persique ont entravé la croissance des revenus et le progrès économique en général. Les guerres les plus

¹²Ce paragraphe est extrait d'un manuscrit non publié intitulé *Resource Rich Countries and Institutional Reforms*

importantes sont la guerre Iran-Irak (1980-1988), la première guerre du Golfe ou l'Opération Bouclier du Désert (1990-1991), et la deuxième guerre du Golfe ou l'Invasion de l'Irak(2003)¹³.

Dans la guerre Iran-Irak, presque les deux-tiers du coût du conflit, 1,4 billion de dollars US ont été supportés par les belligérants directs¹⁴. Avant la guerre, les revenus pétroliers de l'Iran étaient autour de 30 milliards de dollars US 1988, alors que les revenus pétroliers irakiens étaient d'environ 37 milliards en dollars US 1988. Le coût total de la guerre pour l'Iran était d'environ l'équivalent de 19 années des revenus des exportations pétrolières. Pour l'Irak, le fardeau a représenté l'équivalent de 13 années de ses revenus pétroliers d'avant guerre. Le PIB cumulatif iranien entre 1980 et 1988 était de 739 milliards en dollars US constant en 1988. Par conséquent, les dommages à l'économie iranienne pendant la guerre était l'équivalent d'environ 77% de l'activité économique cumulée pendant les années de guerre. La production agrégée de l'Irak entre 1980 et 1988 était de 363 milliards en dollars US 1988. Ainsi, le coût dû à la guerre était environ l'équivalent de 136% de son activité économique cumulée pendant la même période.

¹³Les deux prochains paragraphes sont d'Askari (2012).

¹⁴Voir Askari (2012), Chapitre 5.

Dans la Première Guerre du Golfe, les économies irakienne et koweïtienne ont subi le plus de dommages. Étant donné que les revenus pétroliers irakiens avant l'invasion du Koweït étaient de 15 milliards de dollars US, l'Irak aurait eu besoin de 18 années de ses revenus pétroliers d'avant-guerre pour payer la totalité des dommages infligés à son économie. De l'autre côté du conflit, l'économie du Koweït a subi au moins 130 milliards de dollars US de perte budgétaire et macroéconomique pendant l'invasion et l'occupation irakiennes. L'invasion de l'Irak a infligé des souffrances budgétaires sévères aux États-Unis. Plus de la moitié du coût total estimé de la guerre a été et sera subie par les États-Unis —un chiffre de plus de 1,7 billions. Mais le coût des pertes humaines de la guerre pour l'Irak, les morts, les blessés et les populations déplacées a déjà dépassé les milliards de dollars d'après nos estimations très approximatives et prudentes.

Il n'est pas étonnant de constater que l'état de droit dans les pays musulmans n'est pas satisfaisant. L'état de droit donne confiance dans les relations commerciales, le comportement de la police, l'impartialité des tribunaux et diminue la probabilité des crimes et de la violence. Seulement deux pays, les Emirats Arabes Unis et le Qatar, ont des résultats de 75% et plus. Nous avons étudié l'indicateur de Voix et de Responsabilité afin de mesurer le niveau ressenti de la liberté d'expression, d'association et médiatique. L'indicateur montre également la perception des citoyens du pays quant à leur possibilité de participer librement au choix de leur gouvernement. Un nombre étonnant de 46 pays de l'OCI se trouva au-dessous de 40% avec un grand nombre de citoyens qui ressentent une limitation dans la liberté d'expression. 17 pays se trouvaient avec des résultats inférieurs à 15%.

Enfin, nous avons examiné les niveaux de Contrôle de la Corruption, la perception de l'étendu du pouvoir public exercé à des fins privés. À l'exception du Brunei, du Qatar et des Emirats Arabes Unis, tous les autres pays de l'OCI ont eu des résultats inférieurs à 70% . Il y avait 17 pays qui se trouvaient en dessous de 15% avec les résultats les plus faibles. Les autres pays de l'OCI se trouvaient pour la plupart entre 20 et 30%.

Nous pouvons conclure que les pays de l'OCI ont de sérieuses déficiences institutionnelles qui limitent leur développement et leur croissance. Alors que les indicateurs économiques, comme le PIB peuvent paraître positifs, malgré les sous-tendances, les niveaux perçus des attributs politiques et sociaux tels que la liberté d'expression et la stabilité politique, qui sont à la base du progrès économique, sont faibles de façon alarmantes. Dans une large mesure, il y a de l'ambiguïté quand on se base uniquement sur le PIB comme le seul indicateur de progrès et de développement d'une société, car les obstacles rencontrés dans d'autres domaines de développement comme l'inégalité de chance dû à une mauvaise gestion des ressources ne sont pas intégrés. Comme mentionné dans Mirakhor et Askari (2010), les maladies de l'affluence peuvent tuer aussi facilement que celles de la pauvreté.

Malgré les ressources naturelles importantes et, pour certains, une histoire riche, pourquoi les pays musulmans sont-ils incapables d'atteindre un développement et une croissance rapides et prolongés. Pourquoi les pays musulmans sont-ils devenus un terrain pour les terroristes, alors qu'il y a seulement trois siècles le monde musulman produisait de grands penseurs et des innovations utiles au monde entier ?

Le développement selon l'islam

Le Coran fournit un guide détaillé et complet pour atteindre un développement réussi. Il fournit le cadre, les structures et les règles qui imposent la justice, la coordination, la coopération, la confiance et le partage afin de gérer les ressources dans l'intérêt de tous les membres de la société. L'interprétation et la pratique du Prophète Mohammad envisageaient une société florissante qui dépassait l'accumulation des richesses. D'après Mirakhor et Askari (2010), le concept de développement en islam est englobant et contient trois dimensions. La première est le développement de soi (*rushd*), la seconde est le développement physique de la terre (*isti'mar*) et la troisième dimension est le développement de la collectivité humaine qui couvre à la fois la dimension de soi et la dimension physique. Le premier concept concerne la croissance de soi pour arriver à la perfection humaine évoqué par le Tout Puissant. Le second concept fournit des précisions et des codes concernant l'utilisation des ressources humaines afin de développer le monde physique et de faire face aux besoins matériels de l'individu et

de l'humanité. Le troisième se réfère à la collectivité humaine allant vers l'intégration et l'unité.

Au centre de toutes ces dimensions se trouve la croyance que Dieu fournit les moyens et montre les chemins pour faciliter la réalisation de ces trois dimensions de développement, et une confiance absolue doit être placée en Dieu, le Créateur Suprême et en ses règles. Quant aux développements physiques, le Tout Puissant a fourni les ressources nécessaires du moment que les humains partagent et il a créé des ressources égales et justes pour que les humains puissent accomplir les devoirs qui leur incombent, encore une fois, du moment qu'ils acceptent de partager. Les règles de Dieu précisent qu'il faut traiter les ressources comme des moyens selon les enseignements du Coran et non d'après ses propres volontés et désirs. Dans le domaine des ressources épuisables, l'islam encourage les générations actuelles à préserver les droits des générations futures par une gestion efficace et saine qui préserve les bénéfices de ce genre de capital confié aux humains toutes générations confondues.

Dans le domaine du développement des collectivités humaines, le Coran reconnaît des autorités légitimes dans la société musulmane. Les dirigeants musulmans sont choisis en fonction de leur position d'autorité du moment qu'ils promulguent et suivent les règles de Dieu et servent au mieux leur communauté. On insiste tout particulièrement sur la solidarité sociale et l'unité. Les progrès humains devraient être dirigés vers le chemin de la perfection qui mènent au Créateur Tout Puissant.

En effet, l'application des règles mentionnées dans le Coran et interprétées par le Prophète créeraient des sociétés justes et prospères avec des performances économiques supérieures. Nous mentionnons cela car les structures institutionnelles que l'islam recommande dépasse celles envisagées par Adam Smith et Douglas North. L'islam ajoute également la confiance, la solidarité sociale, le partage et la justice dans ses fondements. Si les pays musulmans sont incapables d'atteindre les résultats que nous attendons, l'islam ne peut pas être le problème mais le problème doit être plutôt l'échec des musulmans à adopter et suivre les règles islamiques. Ainsi, il y a un besoin urgent de mettre la lumière sur le degré d'islamicité des pays qui se considèrent comme islamiques.

Notre but est de mesurer l'islamicité des pays musulmans ou, en d'autres termes, de fournir une *unité de mesure* pour voir comment les sociétés musulmanes respectent les règles. Respectent-elles les règles prévues dans le Coran et pratiquées par le Prophète ? Et s'il y a des manquements, quels sont les domaines où les progrès sont possibles, pour que les sociétés musulmanes puissent se repositionner d'après le cadre de développement islamique? Au cours de ce processus, nous espérons fournir une approche simple, ou un système pour les musulmans et non-musulmans, de comprendre ce que l'islam prêche ; et qu'une application correcte de ces règles créeraient des sociétés prospères.

Résumé

La situation politique, sociale et économique des pays musulmans, les pays membres de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) était déplorable en 2017. Leur performance politique, sociale, humaine et économique depuis 1980 a été en dessous des attentes. Mais ce qui est encore plus décourageant, est qu'il y a peu d'espoir pour des performances meilleures dans l'avenir car ces pays manquent d'infrastructures institutionnelles qui leur permettraient de réussir. Il ne peut y avoir de développement et de croissance réelles sans liberté, respect des droits humains, et sans état de droit et sans justice, mais ceux-ci exigent des réformes sociales et politiques pour établir une gouvernance représentative qui serait responsable devant le peuple.

Alors que tout a tendance à changer dans ces pays dans un contexte musulman, l'islam n'est pas la cause de leur arriération puisqu'ils n'ont pas suivi les règles et les principes mentionnés dans le Coran et pratiqués par le Prophète. Mais au contraire, l'islam fournit le cadre et le chemin vers des sociétés florissantes. Notre but est de développer, d'améliorer et de mettre à jour les indices d'islamicité qui sont l'outil de mesure du progrès dans les pays musulmans. Nous espérons que les indices d'islamicité pourront être le moyen pour les musulmans d'exiger sans violence des changements, de dessiner un meilleur avenir pour leur société et d'établir de meilleures relations avec l'occident ; et ce-faisant, ces indices pourraient fournir un cadre simple pour les non-musulmans pour mieux se familiariser avec l'islam et ses enseignements.

Chapitre 2

Les enseignements de l'islam et la structure institutionnelle

Aujourd'hui, l'islam est la religion la plus mal connue de la planète. Dans la pensée occidentale, l'islam est perçue comme une religion pervertie qui abhorre la liberté et qui produit des dirigeants autoritaires, qui engendre la corruption et une vie d'opulence pour quelques privilégiés ; une religion violente, dure et barbare qui s'est répandue grâce au pouvoir de l'épée et par la peur, donnant naissance à des systèmes politiques, sociaux et économiques arriérés, la frustration et la colère caractérisant le musulman. Les occidentaux présument que la colère des musulmans, leur frustration et leur envie ont poussé les extrémistes parmi eux de se tourner vers des actes de terreur contre l'Occident, des pays qui ont prospéré et qui, pensent-ils, leur ont dérobé leur réussite et veulent récupérer les réussites des siècles passés en répétant ce qu'ils savent faire de mieux, les actes de violence, de terreur, de conquête et d'assujettissement. C'est leur moyen de retrouver une position prédominante. Ces présomptions ont à leur tour augmenté la popularité des hommes et femmes politiques dans le monde dont les programmes comprennent des mesures pour arrêter l'immigration et l'accueil des réfugiés musulmans, allant parfois jusqu'à envisager de répertorier les citoyens et résidents musulmans.

Alors qu'il y a des communautés musulmanes sous-développées, d'autres sont en crise et les extrémistes y assassinent des musulmans et des non-musulmans innocents. Ce ne sont pas là les enseignements de l'islam. Si même une petite fraction de ce que nous voyons se trouvait dans le message de l'islam, alors le monde aurait une bonne raison pour repousser l'islam et se préparer pour une lutte épique que certains dirigeants politiques occidentaux semblent préconiser. Alors, si l'état misérable de nombreux pays

musulmans et le comportement des extrémistes ne dérivent pas de l'islam, comment peut-on expliquer l'état des pays musulmans et le comportement des musulmans et comment peut-on inverser cette tendance? Nous espérons répondre à ces questions dans ce livre, mais pour l'instant nous retournons aux enseignements fondamentaux de l'islam.

Quelle est la source des enseignements islamiques et où devons-nous trouver les vrais et purs enseignements de la religion ? Le clergé, les dirigeants et encore moins les extrémistes ne constituent la source de l'islam. Ces hérauts auto-proclamés de l'islam ramassent et répandent invariablement ce qui sert leurs propres intérêts et leurs programmes. Par conséquent et à cause de la publicité que reçoivent les dirigeants, les extrémistes et les terroristes, cette présentation déformée et globale de l'islam est devenue le visage de cette religion dans beaucoup de pays non musulmans et même dans le monde musulman. Malheureusement, peut-être à cause de l'oppression des dirigeants ou la paresse qui exclut l'étude et l'apprentissage personnels, de nombreux musulmans suivent un ou plusieurs de ces faux « prophètes » et leurs doctrines soigneusement présentées. Les musulmans doivent discuter et débattre des enseignements de leur religion sans craindre les persécutions des dirigeants et du clergé auto-proclamés. Dieu a fait don de liberté à l'humanité, liberté de choisir dans différents secteurs de la vie, étudier, apprendre, pour se perfectionner dans cette existence temporaire qui nous prépare pour l'Au-delà, et même le suivre ou le rejeter, lui, le Tout-Puissant. Si le Tout-Puissant avait voulu, il aurait pu créer des humains parfaits qui auraient suivi son chemin automatiquement. Mais dans un tel monde humain « parfait », la dignité et la moralité des humains aurait eu peu de sens.

La source de l'islam est la même depuis 1400 ans - le Coran et les Hadiths (les enseignements et les pratiques) du Prophète. Les deux vont ensemble et sont inséparables. Le Coran est la présentation immuable, abstraite et théorique de l'islam et la vie du Prophète est l'interprétation du Coran en son temps sur terre, ce qui peut être changé et adapté aux conditions du moment. Ainsi, en tout premier lieu, le Coran est le fondement et la source de l'Islam. En second lieu, l'interprétation et les pratiques du Prophète Mohammad représente son application au monde réel. Le Coran et les pratiques du Prophète fournissent aux hommes les fondements et les règles à construire une société musulmane prospère et juste. Dans ce chapitre, nous commençons avec les enseignements fondamentaux de l'islam. Nous en déduisons les règles à suivre, puis nous entamerons les discussions concernant les institutions importantes qui sont exigées par ces enseignements et ces règles¹⁵. Dans le chapitre suivant, nous appliquons les règles et les institutions pour construire ce que nous considérons comme des indices indicatifs pour mesurer le degré d'islamicité - la réflexion et la manifestation de ces enseignements dans une communauté ou dans un pays.

Les enseignements principaux, les règles de comportement et les institutions en islam

(i) L'unité de création et de liberté de choix

Il y a quatre concepts fondamentaux dans le système islamique. Le premier est le *Walayahh*, l'amour du Créateur Suprême pour sa Création, un amour inconditionnel, dynamique, actif et toujours présent, manifesté à travers la création et la provision suffisante des ressources pour maintenir la vie. Les humains font un acte de réciprocité

¹⁵Ce chapitre est basé sur Mirakhor et Askari (2010), Palgrave Macmillan et adapté de Askari et Mohammadkhan, (2015), Palgrave Macmillan.

à partir de cet Amour en étendant leur amour aux autres humains et au reste de la création. La poursuite du *walayahh* est l'amour manifesté à travers le savoir et le maintien de la justice. Le second est le *karamah*, la dignité humaine. Le Coran considère les humains comme l'achèvement suprême de création pour qui tout a été créé afin qu'ils vivent dans l'aisance individuelle et collective. Les humains sont dotés d'intelligence pour connaître leur Créateur, pour reconnaître et apprécier l'univers et ce qu'il y a dedans, et de comprendre les raisons de leur propre existence. Une facette importante de cela est la liberté qui a été donnée aux humains - la liberté de penser, de décider et de choisir leur chemin dans la vie, tout en soutenant le bien et opposant le mal. Le troisième est le *meethaq*, la convocation primordiale des humains par leur Suprême Créateur, quand on leur demandera de témoigner qu'ils Le reconnaissent comme le Seul Créateur à l'origine de toute la Création et de ses implications à partir de ce témoignage. Le quatrième concept est le *khilafah* : agent ou représentant. Ensemble le *Walayahh* et le karma fournissent la base du *khilafah*. L'Amour du Créateur donne aux humains dignité et intelligence, afin qu'ils puissent manifester le *Walayahh* à travers les moyens du *khilafah*. *Khilafah* est un pouvoir donné aux humains par leur Créateur pour qu'ils agissent comme agents ou représentants pour étendre le *Walayahh* les uns aux autres, matériellement à travers les ressources que leur a fourni le Créateur, et autrement par un amour inconditionnel pour leurs prochains aussi bien que pour le reste de la création, ce qui peut être au mieux atteint par la poursuite de l'unité et de justice.

De nombreux versets du Coran affirment l'unité de l'humanité (1:4 ; 13:49 ; 28:31)¹⁶.

Ces versets, ainsi que ceux concernant la disponibilité des ressources et des dotations

¹⁶ Les versets du Coran auxquels on se réfère dans le texte sont indiqués ainsi: (verset ; chapitre)

humaines sont les fondements du cadre législatif et ses règles (les institutions) pour le comportement socio-économique et politique des humains. Les ressources sont créées pour tous les humains. La diversité des humains ne doit pas signifier leur désunion. La dimension la plus importante de l'adoration de Dieu consiste à enlever les barrières sur le chemin des autres humains. Par exemple, la pauvreté et la destitution sont des barrières pour les pauvres sur le chemin pour atteindre la perfection. Le retrait des barrières sur le chemin des pauvres est une démonstration du *walayahh*, comme dans le domaine politique, en assurant qu'aucun être humain n'est privé de liberté de choix en prônant la justice, ce qui inclut le soutien aux dirigeants justes et l'opposition aux dirigeants injustes. Des actions prises pour assurer la capacité des autres humains de faire fonctionner les talents qu'ils ont reçu par leur Créateur est un acte d'adoration du Créateur.

(ii) Le développement humain et économique en islam

Le concept du développement en Islam a trois dimensions : l'auto-développement individuel appelé *rushd*, le développement physique de la terre appelé *isti'mar*, et le développement de la collectivité humaine qui comprend les deux. Le premier est un processus dynamique dans l'évolution vers la perfection. Le second porte sur l'utilisation des ressources naturelles pour développer la terre et satisfaire les besoins matériels de l'individu et de l'humanité. Le troisième concept concerne le progrès de la collectivité humaine vers l'intégration et l'unité totales. Le plus important de tout est la croyance que le Créateur Suprême a fourni des chemins et des moyens pour faciliter la réussite des trois dimensions du développement.

Quant au développement physique de la terre, le point de vue islamique suggère que le Tout Puissant ne laisserait pas les humains sans ressources suffisantes pour accomplir les devoirs qui leur sont imputés. En effet, le Coran stipule clairement que Dieu a créé des ressources *suffisantes* pour satisfaire les besoins de tous les humains à tout moment et qu'Il a fait ceci de façon dynamique ce qui signifie que cette suffisance est maintenue quel que soit le temps et la population. (49 : 54 ; 8 : 13; 3 : 65 ; 21 : 15). Par conséquent, la supposition que dans l'ensemble, l'humanité puisse rencontrer des manques, serait intenable (macro). Ceci peut ne pas être le cas à un niveau micro¹⁷. Dans l'expérience des humains, il y a des individus et des groupes qui connaissent des conditions d'opulence en même temps que des manques (15-18 : 89 ; 37-42 : 30 ; 34-36 : 34). Les règles de Dieu fournissent des réponses appropriées à ces épreuves. Les riches sont ceux qui sont le plus susceptibles de réagir de façon inappropriée. Le point de vue islamique sur le manque est ainsi en contradiction avec les points de vue économiques classiques, où il n'y a jamais assez de choses en circulation. D'après l'islam, il y a des ressources suffisantes si les individus partagent. La notion de partage est centrale en islam, car elle démontre l'unité de l'humanité et l'amour inconditionnel de la création du Tout Puissant. Quant aux ressources non-renouvelables, l'islam enseigne qu'elles sont l'héritage de toutes les générations et que les générations actuelles doivent préserver les droits des générations futures, pour que chaque individu dans chaque génération puissent moissonner les mêmes bénéfices. Robert Solow est arrivé à une conclusion similaire dans ses écrits sur l'économie conventionnelle des ressources naturelles lorsqu'il dit : « Les ressources globales finies (j'exclue le recyclage total) devraient être utilisées de façon optimale d'après les règles générales qui gouvernent l'utilisation optimale des actifs

¹⁷Zaman, "Toward A New Paradigm for Economics," et "The Ethical and Political Foundations of Scarcity"; Barrera; and Marglin.

reproductibles. En particuliers les générations précédentes ont le droit de diminuer la masse (de façon optimale bien sûr), du moment qu'ils augmentent (de façon optimale, bien sûr) les réserves du capital reproductible¹⁸. »

Quant au développement de la collectivité humaine, le Coran reconnaît les autorités légitimes, notamment les dirigeants et les gouvernements choisis, dans une société musulmane. Ici, l'élément important est que ceux qui se trouvent en position d'autorité doivent se soumettre à la loi si ils sont amenés à contrôler les applications des règles prescrites. Les croyants sont les premiers à reconnaître la force de la foi chez ces personnes et, à travers l'exercice de leur libre choix, les suivre et leur obéir. L'islam souligne fortement le besoin de réaliser la solidarité sociale et l'unité. L'objectif fondamental est de créer une société dans laquelle les individus sont conscients de leurs capacités, y compris les capacités spirituelles. L'objectif ultime de chaque société est d'assurer l'actualisation des capacités humaines qui doivent prendre le chemin de la perfection de leur Créateur.

iii) La structure économique et les règles de comportement en islam

En accord avec les objectifs des messagers et des prophètes, les humains doivent écouter la révélation dans le but de s'approprier les règles de comportement (les institutions) prescrites dans le message, se purifier des traits de caractère indignes de l'humain, développer la terre (Coran, 11:61), établir la justice sociale (57 : 25) et finalement quitter l'obscurité pour rentrer dans la lumière (2 : 257 ; 5 : 16) et aider les autres de leur espèce d'en faire autant. Les humains peuvent atteindre tous ces résultats en obéissant totalement aux règles.

¹⁸Solow.

À présent, nous nous tournons vers les principes et les idéaux islamiques dans le domaine du comportement économique, tels que le refus d'amasser des richesses et le partage, nous résumerons certaines règles des droits de propriété, du comportement sur les marchés, l'échange et le commerce, les contrats et la confiance, ainsi que les règles qui régissent la distribution et la redistribution.

Le Prophète, pendant ses dix années à Médine, mit au point plusieurs règles pour guider le comportement économique et social : les règles de gouvernance, la responsabilité et la transparence, les règles concernant la propriété et la protection, les règles dans le domaine de la formation et la structure du marché, les règles qui régissent le rôle de l'état dans le contrôle du marché, des règles du comportement des participants dans le marché, des règles concernant la distribution et la redistribution, les règles concernant l'éducation, les progrès techniques et l'infrastructure de la société, et les règles concernant les sources des revenus du gouvernement ainsi que ses dépenses. La justice constitue l'axe central de la structure et du fonctionnement de ces règles. Le Prophète enseigna la responsabilité de l'individu et de la collectivité. Il mit tout particulièrement l'accent sur l'égalité des individus face à la loi, ce qu'aujourd'hui nous appellerons un état de droit. Le contrat social avec les habitants de Médine était constitué de procédures acceptées pour administrer la société ainsi que des règles pour un soutien et une défense mutuels.

Le Prophète clarifia les règles concernant les droits de propriété sur les ressources naturelles et encore une fois, comme nous le verrons, ces règles dessinent les limites de la justice distributive en islam. Les relations de propriété sont gouvernées par une série de règlements concernant les droits et les obligations. La première règle qui régit les

relations de propriété est que tout ce qui est dans la création, y compris les humains, est la propriété du Créateur. Il a créé les ressources naturelles pour le bénéfice de toute l'humanité. La deuxième règle affirme le droit d'accès de la collectivité humaine à ces ressources : ***C'est qui qui créa pour vous ce qui est sur la terre (29 : 2), et Ne gaspille pas tes ressources que Dieu t'a confiées pour que tu le sauves des ignorants (5:4).***

Ces deux versets, et un bon nombre d'autres établissent un droit d'accès à ces ressources à tous les humains. La troisième règle précise qu'une fois que la propriété est acquise et améliorée avec le travail des individus, un droit de possession des produits qui en découle est établi pour l'individu sans pour autant que le Créateur perde son Droit Initial de propriété et sans que la collectivité perde son droit initial sur ces ressources. La quatrième règle reconnaît seulement deux moyens pour que les individus puissent accéder au droit de propriété : (i) par leur travail créatif, et:ou (ii) au moyen de transferts (par échange, contrat, donation ou héritage) d'autres personnes qui ont obtenu les titres de propriété par leur propre labeur.

Donc, fondamentalement, le travail est la base de l'acquisition du droit à la propriété. Cependant, le travail n'a pas pour seul but de satisfaire les désirs d'une personne, il est considéré comme un devoir et une obligation. L'importance du travail a été soulignée dans plus de 300 versets du Coran et représenté dans le *Sunnah*. Un corollaire important de la valeur du travail se trouve dans une quatrième règle qui interdit l'acquisition instantanée des droits de propriété sans avoir travaillé, à l'exception d'un transfert légal. Cette règle interdit tout droit de propriété obtenu par les jeux du hasard, par le vol, par l'intérêt de l'argent, la corruption et généralement par tout ce qui est illégal (188 : 2 ; 29 : 4). Bien que l'islam interdise les contrats basés sur les dettes, il reconnaît un contrat

d'échanges qui comporte un partage de risques et un étalement de la consommation (275 : 2 ; 29 : 4).

De même que le travail est un droit et une obligation pour tous les humains, les humains ont accès à l'utilisation des ressources naturelles et physiques fournies par le Créateur afin de produire des biens et des services. Si un individu, pour une raison quelconque, n'a pas la capacité de travailler cela ne le prive pas de son droit initial aux ressources attribuées à chaque être humain. C'est ainsi que « l'immutabilité des droits de propriétés » constitue le sixième règlement des relations concernant la propriété. Avant qu'un travail soit fait sur les ressources naturelles et physiques, les humains possèdent un droit égal et la possibilité d'accès à ces ressources. Lorsque les individus consacrent leur travail créatif à ces ressources, ils obtiennent un droit de priorité dans la possession, à l'utilisation, à l'échange du produit résultant sans effacer les droits de propriété initiaux du Créateur ni les droits qu'Il a accordé à tous les humains sur le produit fini ou les bénéfices résultant de ses ventes. C'est la justification de la règle de partage (33 : 4 ; 180 : 3 ; 36-37 : 4 ; 5-11 : 92). Le devoir de partage du produit ou du revenu de la richesse résultant de sa vente constitue la septième règle dans les relations de propriété - ceci a trait aux droits de propriété comme un fonds. Ce règlement est appliqué en respectant les devoirs imposés sur le revenu et la richesse, qui doivent être payés pour purifier le revenu et la richesse des droits des autres. C'est peut-être la raison pour laquelle le Coran appelle ces devoirs *zakat* dont la racine signifie purification, semblable à l'élagage d'un arbre qui à la fois débarrasse l'arbre de ses parties indésirables et permet une croissance future. La huitième règle des relations de propriété impose des limitations quant à l'utilisation de la propriété - un droit qui, en Occident, est absolu. En islam, les individus ont l'obligation de ne pas gâcher, gaspiller, détruire ou d'utiliser la propriété pour l'opulence ou des buts illégaux (*haram*) comme la corruption.

Une fois les obligations effectuées, y compris celles de partager selon le montant et la manière prescrits, les droits de propriété sur le revenu restant, la richesse et les actifs sont détenus de façon sacrée et inviolable et personne ne peut forcer leur appropriation ou expropriation. Bien que ces huit règles affirment fortement la tendance naturelle des humains de posséder (particulièrement les produits résultant du travail individuel), les obligations concomitantes de propriété introduisent une interdépendance et une cohésion parmi les membres de la société. Les croyants sont des personnes dans un état de réciprocité relationnelle. L'initiative privée, le choix et la récompense sont reconnus comme légitimes et protégés, mais ne sont pas permis pour subvertir l'obligation de partage.

Le Coran reconnaît complètement la contribution importante des marchés et insiste beaucoup sur les contrats d'échange et de commerce. Le Prophète a mis au point de nombreux moyens pour rehausser le mécanisme du marché et pour encourager l'expansion du commerce. Alors que Médine avait son propre marché, le Prophète, conseillé par les grands marchands, choisit un nouvel endroit pour un marché pour les musulmans. Contrairement à ce qui se passait sur le marché de Médine, le Prophète interdit l'imposition de taxes sur les transactions et sur les marchands individuels. Il mit également au point des moyens pour encourager le commerce entre les musulmans et les non-musulmans en créant des incitations pour les marchands non-musulmans à l'intérieur et à l'extérieur de Médine. Les règlements, *inter alia*, et en plus de ce que nous avons mentionné précédemment, il n'y avait aucune restriction dans le commerce international ou inter-régional (y compris l'absence de taxes sur les importations et les exportations), une liberté de mouvement d'un marché à un autre pour les ressources, les

biens et les services, aucune barrière à l'entrée et à la sortie du marché, une information libre et transparente quant au prix, quant à la qualité et la quantité des biens, surtout dans le cas de

commerce isolé, l'indication de la date exacte de la fin du commerce, l'endroit où le commerce avait lieu, l'indication de la propriété et les autres droits des autres participants dans chaque contrat, la garantie par l'état et son appareil légal de l'application du contrat, l'interdiction d'accumuler des biens et des ressources productives dans le but d'en augmenter les prix, l'interdiction des contrôles de prix, la mise au ban des acheteurs et des vendeurs qui portent atteinte aux intérêts des autres participants du marché, par exemple, en permettant à une troisième personne d'interrompre les négociations entre deux parties afin d'influencer les négociations pour favoriser une des parties, et en pénalisant les acheteurs tricheurs, par exemple, ceux qui ne donnent pas le bon poids et la bonne mesure.

Les fondements éthiques et moraux du comportement commercial prescrits dans le Coran et mis en pratique par le Prophète avaient pour but de minimiser le risque pour les participants et d'augmenter l'efficacité de l'échange. De plus, les règles précisées dans le Coran concernant la fidélité et la constance face au terme du contrat et la connaissance de leur application augmenta la certitude et réduisit le coût des contrats. Le Prophète conseillait aux participants d'aller au-delà de l'application simple des règles et de traiter leurs prochains avec bienfaisance. Quand la justice sur le marché serait présente grâce à l'application des règles, ce qui limite et contrôle le comportement égoïste, les bénéfices augmenteraient par le sacrifice de l'intérêt personnel au profit des intérêts de autres.

Le Prophète souligna le fait que ce sont toujours les riches et les puissants qui exploitent les autres humains et qui amassent des richesses «étant ainsi la source des persécutions et des

souffrances pour leurs prophètes et leurs disciples¹⁹. » Le Prophète rappelle dans le Coran que l'aspect crucial de sa propre mission et celle des autres prophètes avant lui est d'établir la justice. Dans la pratique, le Coran stipule clairement que cela signifie la création d'une société équilibrée qui évite les extrêmes en richesse et en pauvreté, une société dans laquelle tout le monde comprend que la richesse est un don accordé par le Créateur à la seule fin de fournir un soutien pour la vie de tous les membres de la société. Alors que les riches consomment dans l'opulence, les pauvres souffrent de privation car leurs droits aux richesses des riches n'est pas reconnu²⁰. L'islam ordonne que ce qui reste une fois un modeste niveau de vie atteint, doit être retourné à ceux des membres de la société les moins capables comme un acte pour compenser leurs droits (7 : 57). Par conséquent, alors que l'islam ordonne un travail intense, le développement de la terre et des ressources naturelles fournies par le Créateur, et l'utilisation des résultats pour satisfaire les besoins de tous les humains, il interdit la concentration de la production des richesses entre les mains de quelques uns²¹. De façon pratique, on peut définir une telle économie comme : un ensemble d'institutions, des règles de conduites (décrits ci-dessus), et leur mise en pratique pour régler la répartition des ressources, la production et les échanges des biens et des services, la distribution et la redistributions des revenus et des richesses afin d'établir une société juste et équilibrée²².

Comme mentionné ci-dessus, en islam, ce n'est pas la rareté qui est à la racine des causes de grande inégalité et de l'injustice dans la distribution ; c'est plutôt l'égoïsme et la mauvaise utilisation des ressources et l'avidité des humains qui provoque la rareté, la pauvreté, la misère et la destitution. Les sociétés qui rejettent la loi divine ont des institutions et des

¹⁹ Al-Hakimi et al., 1989, Vol 3, 285-318.

²⁰ Al-Hakimi et al., 1989, Vol. 3, 211–214; Vol. 4, 203–273.

²¹ Al-Hakimi et al., 1989, Vol. 4, 168-179.

²² Al-Hakimi et al. 1989, Vol. 6, 324-415.

relations de pouvoir qui permettent des inégalités significatives, ce qui, en retour, mène à une inégalité de revenus et de richesse. Ce sont les structures institutionnelles de la société qui permettent un cadre pour l'accumulation des richesses, créant ainsi l'abondance pour quelques uns et la rareté pour beaucoup. C'est ce qui crée des divisions sociales, et non une rareté naturelle. Ce sont les structures institutionnelles de la société qui déterminent les ressources de leurs membres qui, en retour, déterminent la structure de leurs préférences, et pour finir, de leur comportement économique. De telles structures institutionnelles avec un processus faible d'auto-développement ne fournissent pas de possibilités pour l'individu de transcender son centre d'intérêt qui est « moi et le mien. » L'auto-développement est nécessaire pour transcender l'égoïsme. Le Coran stipule clairement le besoin pour une « révolution dans les sentiments et les motivations » (11 : 13). La révolution définie tout au long du Coran en détails est un changement vers le respect des règles pour une conduite juste des individus. La définition de la justice est la création d'une société par un peuple critique parmi ceux qui respectent complètement les règles prescrites.

L'islam a des règles pour organiser l'accès aux ressources, à la production, aux échanges, à la distribution et la redistribution. Bien que le Coran reconnaisse que, dans sa grande sagesse, le Tout Puissant a créé les humains avec des différences, il insiste également sur le fait que ces différences ne sont qu'apparentes et que tous les humains sont d'une même nature. Dans une société où il y a de la pauvreté à côté de l'abondance, les racines de l'inégalité doivent être trouvées dans les distorsions qui existent dans les structures des ressources et des dons, dans le fonctionnement de l'échange et/ou dans les mécanismes de distribution et/ou dans le cadre de la redistribution. Le plus important dans tout cela est le cadre des ressources et des dons. Ce cadre détermine la formation des préférences individuelles qui déterminent le comportement dans le reste de l'économie et dans la société. Les préférences individuelles ne sont pas seulement influencées par la structure des ressources et des dotations, mais également par les principes de la société. Les principes de

la société sont influencés, à leur tour, par les croyances individuelles. Les processus de retour entre le cadre des droits sur les ressources, les croyances, les principes et la formation des préférences sont complexes, et des distorsions dans ces processus peuvent avoir de nombreuses conséquences quant à l'émergence de la pauvreté, des inefficacités économiques et sur la réduction de la croissance et du développement économique.

Dieu a accordé un accès égal aux ressources à tous les humains ainsi que l'accès au revenu et à la richesse, ce qui implique, suivant le principe précédent, que toutes Ses bénédictions sont à Lui, qu'elles ne doivent pas être amoncelées, mais doivent être partagées avec ceux qui ont moins accès aux ressources initiales²³. Cette dépense s'ajoute à la portion obligatoire des revenus nets et de la richesse amassée par l'autorité légitime (*zakat, khums, kharaj*)²⁴.

On se réfère à ces dépenses comme des *sadaqat*, de la racine du mot qui signifie sincérité et vérité. Leur paiement fidèle indique le degré de sincérité de la croyance d'une personne. Ces dépenses sont essentiellement un rapatriement et une rédemption des droits des autres dans les revenus et la richesse d'une personne. Elles ont pour but le bien de la personne qui les paye. Puisque ces dépenses sont un paiement pour le droit de ceux qui étaient incapables ou moins capables d'accéder aux ressources naturelles et physiques que le Créateur a mis à la disposition de tous les humains, elles constituent un remboursement d'une dette sans lequel la richesse serait souillée. Racheter ces droits est une manifestation de la croyance de chacun à l'intérieur de l'axiome essentiel que le Créateur ainsi que sa Création sont uniques. Lorsque le Créateur nous a fait le don d'une capacité mentale et physique pour accéder à ces ressources, cela signifie que d'autres, moins capables ou incapables d'utiliser ces ressources sont en réalité nos partenaires. Leurs droits post-production et post-marché doivent être rachetés. Le Coran affirme que ces droits doivent

²³ Al-Hakimi et al. 1989, Vol. 6, 93-111.

²⁴ Al-Hakimi et al. 1989, Vol. 5, 441-480; Vol. 6, 33-92.

être rachetés et ce n'est pas de la charité, on doit respecter la dignité humaine de celui qui reçoit.

La série suivante de règlements concerne ceux qui établissent des droits et des groupements d'entreprises. La clé pour une opération sur le marché est l'autonomie de décision. « La participation dans l'échange est bénévole ; les acheteurs et les vendeurs peuvent poser leur veto à n'importe quel accord... (les choix des acheteurs et des vendeurs) ne sont cependant pas tout-à-fait libres ; ils sont limités par l'étendue de leur ressources ainsi que par les règles du marché²⁵. »

L'autre ensemble de règles qui recouvrent les contrats et les trusts. La clé des opérations de marché retrouve dans l'autonomie de la prise de décision. « La participation à l'échange n'est pas obligatoire. Les acheteurs et les vendeurs peuvent opposer leur veto à l'opération... (le choix des acheteurs et des vendeurs) n'est cependant pas tout-à-fait libre : il dépend de l'étendue de leurs ressources et des règles du marché²⁶. » L'ensemble des procédés qui organise et soutient les transactions, les canaux de transmission d'information, les lois et les règlements qui définissent les droits de propriété et appliquent les contrats, et les règles, les normes et les codes informels qui aident à l'auto-régulation des marchés sont appelés le cadre du marché. Un cadre qui permet au marché de garder les frais de transaction bas - ce que McMillan appelle un cadre de marché « fonctionnable ». À juste titre, il prétend que les frais de transaction élevés rendent le marché dysfonctionnel. Deux éléments que McMillan considère comme essentiel dans le cadre fonctionnable d'un marché sont la libre circulation des informations et la confiance - éléments qui baissent les coûts des transactions²⁷.

²⁵ Al-Hakimi et al. 1989, Vol. 6, 66-75.

²⁶ McMillan 2002, p. 5.

²⁷ McMillan 2002, p. 9.

Les règles prescrites par le Donneur de Loi et interprétées et mises en pratique par le Prophète étaient destinées à réduire les frais des transactions, un facteur qui est important pour l'investissement et l'activité économique dans tous les systèmes économiques. Comme nous observons dans les règles développées pour le marché de Médine, le Prophète assura, à travers la propagation des règles et des comportements du marché, qu'il n'y aurait pas d'interférence dans la circulation des informations concernant la quantité, la qualité et les biens et des services du marché, et pour cela, il alla jusqu'à interdire une pratique répandue précédemment, c'est-à-dire des intermédiaires qui attendaient les caravanes commerciales à l'extérieur des villes pour acheter leurs produits avant que celles-ci atteignent le marché. Des surveillants du marché, désignés par le Prophète, s'assuraient qu'il n'y avait pas de fraude, de tricherie, de retenue d'information ni d'autres pratiques qui pouvaient contribuer à un mauvais fonctionnement du mécanisme des prix. Chaque parcelle physique du marché était spécialisée pour recevoir certains produits. Les prix étaient déterminés à l'issue d'une compétition entre des fournisseurs et chaque marché était hautement surveillé par une personne appelée *Muhtasib*, une fonction et une pratique initiées par le Prophète. La surveillance du marché était en plus assurée par des représentants de chaque profession et commerce²⁸. Des procédés de supervision étaient basés sur le mécanisme d'application des lois en ordonnant le bien en interdisant le mal. Ces procédés d'application étaient renforcés par l'architecture des bazars qui étaient construits de sorte qu'une grande mosquée se trouvait au centre du bazar. Chaque participant du marché, tout particulièrement les vendeurs, avait la possibilité d'assister à au moins deux ou cinq prières quotidiennes dans la mosquée, à midi et dans l'après-midi. C'était

²⁸Metz, Chapitre 26; Kister; Shihata

une occasion pour tous les participants du marché de se rappeler la présence du Créateur, et leurs obligations envers Lui, envers les autres humains, et de se sentir redevable le jour du jugement dernier. Tout au long de l'histoire légale de l'islam, une série de règles basées sur le Coran et sur les traditions du Prophète, a constitué une théorie générale concernant les contrats. Ce corps de règles couvrant tous les contrats a établi le principe que tout accord non interdit spécifiquement par la loi était valide et engageait les parties.

Dans une tradition très importante, le Prophète dit : 'Trois (traits de comportement) trouvés chez une personne font de lui un hypocrite, même s'il jeûne, prie, effectue des grands et des petits pèlerinages et dit « je suis musulman »: quand il parle, il ment, quand il promet, il rompt sa promesse, et quand on lui fait confiance, il trahit²⁹. » Ainsi, l'islam exige bien plus des musulmans et de leur communauté que ce qui est communément appelé les cinq piliers de l'islam (les prières, le jeûne, l'aumône, le pèlerinage et la déclaration de foi), ce fait nous encourage à fabriquer des indices qui reflètent le degré de conformité des communautés musulmanes à l'islam.

Il y a une forte interdépendance entre le contrat et la confiance; sans confiance, les contrats deviennent difficiles à négocier et à conclure. Leur surveillance et mise en application sont coûteuses. Lorsque la confiance est faible quelque part ou à un moment donné, il est nécessaire d'avoir des procédés administratifs complexes et coûteux pour faire appliquer les contrats. De plus, il est bien connu que des contrats complets, ceux qui prévoient toutes les contingences, n'existent pas. Ainsi, la confiance est un élément

²⁹ Al-Hakimi et al. 1989; Z. Iqbal et A. Mirakhor: 35–38, 244–246, 298-302.

important dans un marché bien conçu. Si les droits de propriété ne sont pas clairement définis et protégés dans un lieu, ou à un moment donné, le coût d'amasser et d'analyser l'information est élevé, et la confiance faible, il est difficile de préciser clairement les termes des contrats et les mettre en application. Dans ces cas-là, les frais de transaction, c'est-à-dire la recherche et les coûts de l'information, les coûts des marchandages et des décisions, ceux des négociations et des mises en application sont élevés. Lorsque les frais de transaction sont élevés, il y a moins de commerce, moins de participants sur le marché, moins d'investissements à long terme, une productivité plus basse, et une croissance économique plus lente.

Une des questions les plus importantes que rencontre l'humanité a été de savoir sur quelles bases on doit distribuer les ressources économiques. La réponse dépend du concept de fond de justice et d'égalité, qui dépend du système de croyance. Le concept de justice pour les êtres humains est simple et sans ambiguïté, la justice est obtenue lorsque tout est à la place que le Créateur a décidé ! Comment les êtres humains peuvent-ils savoir où se trouve la juste place de chaque chose? La réponse est : suivez les règles prescrites par le Créateur³⁰. À travers Ses *Walayahh*, le Créateur Aimant a fourni tout ce qui était nécessaire pour les humains pour atteindre la perfection. Il a également clairement désigné le chemin vers la perfection, et a défini des règles de comportement pour tous les aspects de la vie humaine. Le respect des règles assure la justice, ce qui à son tour apporte l'équilibre aux individus et à la société. Respecter les règles, cependant, va plus loin que la création d'équilibre; cela garantit aux humains d'approcher leurs buts finaux, c'est-à-dire le Créateur. Donc, la moralité est le résultat d'un comportement juste.

³⁰Al-Hakimi et al. 1989, Vol. 2, 2-25; Vol. 6, 324-451; Seyed Qutb.

iv) La vision islamique d'une justice distributive

La conception d'une justice distributive - la division « juste » du gâteau économique (la production et la richesse) parmi les membres de la société qui comprend les propriétaires du capital, les travailleurs, ceux qui ne peuvent pas subvenir à leurs propres besoins ainsi que les espèces animales, a évolué depuis le temps d'Aristote, évolue toujours et est loin d'être définie. Certains considèrent que les gouvernements ont un rôle à jouer dans l'application de cette justice, alors que d'autres ne font pas intervenir les gouvernements.

Fondé sur un concept utilitaire, l'économie sociale a mis au point une position analytique : un système dans lequel les prix étaient déterminés par un libre jeu entre l'offre et la demande, tous les facteurs de production recevraient des compensations au prorata de leur contribution marginale à la production des biens et des services. Vilfredo Pareto a démontré de façon analytique que, dans un tel système le « bien être social » serait optimal. Au-delà de ce point, toute tentative pour augmenter les compensations d'un quelconque facteur de production mènerait à une diminution de l'optimalité. Donc, à ce point d'équilibre, les actions ou les politiques pour s'éloigner d'une telle solution de marché pourraient être justifiées, si et seulement si, au moins une personne s'enrichirait sans qu'aucune autre personne ne soit lésée. Cette version simplifiée de la règle de Pareto est en réalité le critère d'une distribution juste fondée sur l'utilitarisme.

John Rawls, insatisfait avec l'utilitarisme, a cherché un principe de distribution alternatif fondé sur le concept du contrat social, une approche procédurale qui prend en compte

quelques traits importants de ce qui est juste et impartial afin d'arriver à ce qui serait considéré comme une solution juste³¹. Après avoir pris en considération les caractéristiques principales de la justice et de l'égalité et la supériorité théorique de cette approche par rapport à l'utilitarisme, Rawls s'arrête sur deux principes de justice, où les membres de la société, avec des concepts différents de ce qui est bien et juste, peuvent s'entendre sur une coopération et former un ensemble social fondé sur les avantages mutuels et non pas seulement sur l'amour ou la poursuite de la justice. Le premier principe (le Principe de Liberté) garantit le droit de chaque personne à avoir une base la plus large de liberté compatible avec la liberté des autres. Le deuxième principe (le Principe de Différence) stipule que les positions sociales et économiques doivent être organisées de façon à (a) tenir compte des avantages de tous, et (b) être lié aux situations et aux positions ouvertes à tous. Pour Rawls, L'ordre séquentiel est nécessaire afin que la possibilité d'un éloignement du premier principe de liberté pour tous puisse être compensée par un avantage économique plus grand ; ces principes s'appliquent à « la structure de base de la société », définie comme émanant des institutions sociales, une série d'institutions « définit et garantit les libertés du citoyens » et un autre ensemble « précise et établit les droits à l'égalité dans le domaine social et économique ». Il étudie les gens à l'Origine, qui veulent chacun avoir un avantage dans un système qui est juste pour tous, puisque sous le Voile de l'Ignorance, il y a l'impartialité morale et un sens de l'égalité sans référence à leur race, sexe, classe, naissance, âge, ou la finalité de leur choix concernant les règles de distribution.

³¹ Probablement, *A Theory of Justice*, Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 1971 et 1999 de John Rawls est parmi les cinq livres les plus importants sur la philosophie politique occidentale avec les quatre suivants: *La République* de Platon, les deux livres d'Adam Smith, *La Théorie des sentiments moraux* et *La Richesse des nations*, *Le Leviathan* de Hobbes et *Le Prince* de Macchiavel.

Rawls déclare que le Principe de Différence mènerait l'ignorant (quant au fait qu'elle ou il se trouverait dans une position la moins désirable) à choisir ce qui maximise les possibilités pour le groupe de citoyens qui sont les moins avantagés. Si l'on tient compte du Voile de l'Ignorance, ce choix paraît logique. Puisque personne ne sait si il ou elle se trouvera dans le groupe le moins privilégié et puisqu'ils suivent tous leurs propres intérêts, ils seraient d'accord pour que toutes les opportunités soient distribuées de façon égale sauf si les moins avantagés pouvaient bénéficier d'une distribution inégale. Ce principe permet alors des comparaisons entre les sociétés quant à leur justice distributive. Une société est juste si les moins avantagés au sein de la société sont au moins aussi à l'aise que dans tout autre système alternatif. Le livre de Rawls (1971) est à présent reconnu comme une des rares contributions importantes à la philosophie politique occidentale. La théorie de justice de Rawls a déclenché des débats qui continuent aujourd'hui après plus de quatre décennies.

Il n'y a pas de doute que la solution proposée par Rawls est raisonnable et compréhensible, mais est-elle juste? Pouvons-nous appeler une solution juste si il y a des inégalités flagrantes? Dans le système de Rawls, les inégalités sont essentiellement le résultats du fait que les membres les plus capables d'une société ne travailleront pas aussi dur si leur impôt sur le revenu additionnel (au dessus de la solution de Rawls) est augmenté. Dans ce cas, qu'est devenue l'empathie individuelle, la moralité et la coopération dans le société ? L'islam exige bien plus dans sa définition de la justice.

Le Coran ne présente pas une théorie de justice séparée ou à part. À la place, le Coran indique que l'obéissance aux règles de comportement (ce que certains pourraient appeler des devoirs) inscrite dans le Coran et interprétée par le Prophète *garantit*

l'émergence de la justice comme un *résultat naturel* de la pratique d'une société qui obéit aux règles. La justice et un système social, politique et économique juste est ainsi une résultante essentielle du système islamique si les musulmans suivent les règles du divin. En un mot, une société serait juste en islam si les dirigeants et le peuple obéissent aux règles. En bref, nous pouvons dire que l'islam a deux propositions simples pour une société juste: (i) mettre les choses à leur juste place et (ii) donner à chacun son dû. Le premier peut être inclus dans le second. La juste place et ce qui est dû sont garantis par l'obéissance aux règles.

Les écrivains occidentaux ont décrit pourquoi les règles et le respect des règles sont importants. Leur raisonnement, bien que similaire, est très différent de celui de l'islam. Il y a de nombreuses raisons pour les règles en islam : établir l'ordre social, définir ce que les individus peuvent faire en opposition à ce qu'ils souhaitent faire, réduire le doute et promouvoir la prédictibilité, permettre des souhaits appropriés, créer une structure de référence qui puisse juger la justice et l'égalité du comportement individuel, promouvoir la coordination, la cohésion sociale, l'efficacité du système économique en réduisant les coûts des transactions et en encourageant l'égalité des traitements, la dignité humaine et la justice collective dans la société.

Le Coran rappelle constamment que l'aspect essentiel de la mission du Prophète est d'établir la justice. En termes simples, le Coran stipule clairement que cela veut dire qu'il faut créer une société équilibrée qui évite les extrêmes richesses et pauvreté, une société dans laquelle tout le monde comprend que la richesse est une bénédiction accordée par le Créateur dans le seul but de subvenir aux besoins des membres de la société. Et dans les mots reconnus du Prophète : « *L'autorité peut survivre à l'incroyance mais pas à*

l'injustice. » Dans le Coran, Dieu insiste sur son amour de la vérité de la justice. « *Le mot de ton Seigneur tu trouveras dans l'accomplissement de la vérité et de la justice. Personne ne peut changer Ses mots : car Il est celui qui entend et qui sait tout.* »³² L'islam n'a pas inventé les théories de justice mais il est lui-même justice.

Le but de l'islam est d'atteindre le bien-être de tous les membres de la société ainsi que la justice socio-économique. On doit donner les mêmes possibilités de réussite à tous les membres d'une société islamique, en d'autres termes, une égalité des chances, y compris l'égalité pour chaque membre de la société dans toutes les générations, pour accéder aux ressources naturelles que Dieu a fournies. Pour ceux qui n'ont pas de travail et ceux qui ne peuvent pas travailler, la société doit fournir le minimum requis pour une vie digne : l'abri, la nourriture, l'accès aux soins et à l'éducation. Pour ceux qui n'ont pas accès aux ressources naturelles fournies par Dieu, la société doit garantir leurs droits, tout en sauvegardant les droits des générations futures. Ainsi, l'islam prône un environnement où le comportement de chacun fait avancer les buts d'une société islamique : le bien être de la société et la justice socio-économique, avec pour but d'unir les humains pour confirmer l'Unité de la création de Dieu. Le Coran a pour but de promouvoir l'Unité de la Création, le partage des risques étant le fondement de la finance afin de renforcer la confiance.

L'institution économique la plus importante est celle qui doit organiser l'objectif d'atteindre une justice distributive et sociale, cette institution est celle qui affirme la règle de la distribution-redistribution à l'intérieur du paradigme économique islamique.

³² Le Coran 6 : 115

En pratique, le Coran stipule clairement que cela signifie la création d'une société équilibrée qui évite les extrêmes dans l'opulence et la pauvreté, une société dans laquelle tout le monde réalise que la richesse est une bénédiction qui vient du Créateur dans le seul but d'assurer la vie de l'humanité. Le point de vue islamique proclame qu'il n'est pas possible d'avoir beaucoup de gens riches qui continuent de mettre tous leurs efforts pour accumuler des richesses sans avoir simultanément de nombreuses personnes économiquement pauvres et dans le besoin. Les riches consomment dans l'opulence alors que les pauvres souffrent de privation car leurs droits à la richesse ne sont pas reconnus par les riches et les puissants. Pour éviter cela, l'islam interdit l'accumulation de la richesses, impose des limites à la consommation en prohibant les dépenses extravagantes, le gaspillage et les dépenses ostentatoires et inconsidérées. Puis, il ordonne que le surplus, après les dépenses modérées et nécessaires pour un niveau de vie modeste, doit être donné aux membres de la société qui, pour des raisons multiples, sont incapables de travailler et ainsi, les ressources qu'ils auraient pu utiliser pour produire des revenus et des richesses ont été utilisés par des personnes plus aptes.

Le Coran considère que les personnes les plus aptes sont des agents de confiance pour utiliser ces ressources à la place des moins aptes. De ce point de vue, la propriété n'est pas un moyen d'exclusion mais d'inclusion où les droits des moins aptes sont récupérés dans les revenus et les richesses des plus aptes. Le résultat serait une économie équilibrée sans extrêmes richesse et pauvreté. Le mécanisme opérationnel pour récupérer les droits des moins aptes aux revenus et richesses des plus aptes sont le réseau des paiements obligatoires ou bénévoles tels que *zakat*, *khums*, *kharaj* et les paiements regroupés sous le terme *sadaqat*.

La *distribution* a lieu après la production et la vente lorsque tous les facteurs de production ont touché ce qui leur revient au *prorata de leur contribution* à la production, à l'échange, à la vente des biens et des services ? Le terme *redistribution* se réfère à la phase post-distribution *lorsque les montants dus aux moins aptes sont prélevés*. Ces dépenses sont essentiellement le rapatriement et l'obtention des droits des autres sur un revenu et une richesse. S'acquitter de ces droits est la manifestation de la croyance en l'Unité du Créateur et de son corollaire, l'unité de la création en général et de l'humanité en particulier. C'est la reconnaissance et l'affirmation que Dieu a créé les ressources pour toute l'humanité qui doit y avoir totalement accès. Même les capacités qui donnent accès aux ressources possibles sont un don du Créateur. Cela signifie que ceux qui sont moins capables ou incapables d'utiliser ces ressources sont des partenaires des plus capables. Les Dépenses (*sadaqat*) qui ont pour but de récupérer ces droits indiquent la force de la croyance et de la sincérité d'une personne (Coran, 2 : 26 ; 2 : 272). Le Coran insiste sur le fait que ces droits sont ceux des pauvres sur la fortune des riches ; ce ne sont pas des actes de charité (Coran, 917 : 26 ; 38 : 30 ; 70 : 25 ; 19 : 51 ; 2 : 177). Ainsi, le Coran demande qu'on porte une attention particulière à la dignité humaine de ceux qui reçoivent ces sommes car ces destinataires sont tout-à-fait conscients de leur état et ne souhaitent pas révéler leur pauvreté. Le Coran recommande donc que le paiement aux pauvres soit effectué secrètement (Le Coran, 2 : 271-273).

Etant données les règles qui régissent les droits de propriété, de travail, de production, d'échange, de marchés, de distribution et de redistribution, il est raisonnable de conclure que dans une société respectueuse des règles et consciente de Dieu, la pauvreté absolue ne pourrait pas exister. On peut affirmer qu'il n'y a pas de sujet plus important en islam que la justice et la pauvreté, ainsi que la responsabilité qui incombe aux

individus et à la société pour éradiquer la pauvreté. Le Prophète déclara que la pauvreté est proche de la non-croyance et qu'elle est pire que le meurtre³³. Il est presque évident que dans une société où il y a de la pauvreté les règles islamiques n'y sont pas respectées. Cela signifie que les riches et les fortunés ne se sont pas acquittés des droits qui leur incombent et que l'état a échoué dans son action corrective. Ainsi, les dirigeants qui vivent dans l'opulence *prima facie* ne respectent pas le règlement. Mais ceux qui vivent ainsi alors que d'autres vivent dans la pauvreté sont également injustes et illégitimes.

Quant à la finance islamique, sa proposition centrale est le partage des risques, ce qui permet à chaque parti de réduire les risques de volatilité des revenus et de permettre une consommation stable, ce qui est une résultante du partage des risques. Il est généralement reconnu que la participation dans les compagnies est le meilleur instrument de partage des risques. Alors que les bénéfices et le caractère éthique de la finance islamique sont évidents, la plupart des observateurs ont largement ignoré les bénéfices économiques. En effet, dans les années de l'entre deux guerres, d'éminents économistes occidentaux comme Keynes soulevèrent de sérieuses questions concernant la stabilité de la finance classique. Plus récemment, de nombreux d'économistes questionnent à nouveau la stabilité financière et bancaire, les caractéristiques basées sur la dette et le profit, et les conséquences des crises financières sur les inégalités de revenus et de richesse.

(v) Les institutions et leur importance en islam

³³ Al-Hakimi et al. 1989, Vol. 4, 278-468; Seyed Qutb.

Douglas North (1990) a affirmé que la clé de la performance des économies qui réussissent se trouve dans les bas coûts des transactions, ce qui est le résultat d'une structure institutionnelle que ces pays ont mis au point pendant plus de deux siècles. Les coûts des transactions sont un obstacle au progrès économique et social et à la prospérité. Ils apparaissent parce que, avoir accès à l'information est coûteux et n'est pas à la portée de tous de façon égale. On peut avancer un autre argument : les institutions de la collectivité fournissent à la société de quoi établir un ordre stable en réduisant les incertitudes et les ambiguïtés auxquelles les membres de la société font face.

Selon North, une performance faible est causée par les obstacles résultant d'une structure institutionnelle passée, un héritage culturel encombrant, qui impose des « contraintes sévères sur les capacités d'effectuer des changements. » C'est la raison pour laquelle la dépendance au passé pourrait être le résultat d'une structure institutionnelle qui reflète un système de croyances difficile à modifier, soit parce que les changements nécessaires qui amélioreraient les performance économiques vont à l'encontre du système de croyance ou que ces changements constituent une menace pour les dirigeants politiques ou commerciaux. Les changements nécessaires dans la structure institutionnelle peuvent être également difficiles à réaliser car, bien que les règles puissent être changées de force, les normes sociales pourraient être moins flexibles et leur imposition plus lente. Tout en reconnaissant que l'amélioration des performances économiques pourraient être lente à cause des factures culturelles et du poids du passé, North envisage néanmoins un idéal institutionnel politique et

économique qui, de son point de vue, a une plus grande chance d'obtenir une bonne performance économique et un bien-être pour la société.

L'islam pourrait accepter les institutions recommandées par North, mais en incluant les règles islamiques que nous avons élaborées ci-dessus en tant qu'objectifs. Ainsi, en plus des institutions (règles) recommandées par North, l'islam requiert des institutions qui contrôlent et appliquent la distribution et la redistribution qui éradiquent la pauvreté et fournissent à ceux qui sont dans le besoin même après que des individus ont fait ce qu'ils devaient faire, et assurent une égalité de chance et un accès aux soins et à une éducation de qualité.

Nous devons insister sur le rôle essentiel en islam, la règle « qui commande le bien et interdit le mal », applicable aux individus et à la société, qui assure que les dirigeants sont choisis par la communauté et sont redevables de leurs actions ; les dirigeants obtiennent la légitimité en étant encore plus obéissants aux règles que les membres de la communauté ; les dirigeants doivent être confrontés s'ils ne respectent pas et n'appliquent pas les règles divines. À son tour, cette règle garantit une participation totale et active de tous dans les affaires de la société. L'existence d'une pauvreté absolue ou relative avec une inégalité sensible dans les revenus est une violation patente des règles et l'échec de la gouvernance pour lequel les membres de la société sont individuellement et collectivement responsables!

Résumé du système islamique

Dieu aurait pu créer un monde de totale perfection habité par des humains « parfaits » qui n'auraient eu aucun libre arbitre. S'il avait fait ainsi, la dignité humaine aurait été

vide de toute signification. Il a tout d'abord donné aux humains la liberté et la liberté de choix, redevable et égale. L'islam est fondé sur la liberté, l'égalité et la justice; et ainsi, la conception de justice en islam est basée sur la liberté et l'égalité de l'humanité (l'Unité de la Création). Puis, il donna aux êtres humains des ressources en abondance qui, si elles étaient bien gérées et partagées, pouvaient satisfaire tous les besoins humains. En conséquence, le Créateur est le propriétaire ultime de toute chose en ce monde. Mais, il a placé les humains au-dessus de toute sa création et en a fait des dépositaires de confiance. Les humains, dépositaires de confiance, doivent obéir à ses règles.

Fondée sur la vision islamique développée ici, nous nous attendons à ce que la solution islamique diffère dans plusieurs domaines du système de marché conventionnel : un plus grand degré de justice dans tous les aspects de la gestion économique, un niveau plus élevé de moralité, d'honnêteté et de confiance sur les marchés et dans toutes les transactions économiques, l'éradication de la pauvreté, une plus grande égalité dans la distribution de la richesse et des revenus, pas d'accumulation de richesses, pas d'opulence dans la consommation, pas de spéculation basée sur l'exploitation, un partage des risques comme proposé dans les contrats de dette, une meilleure infrastructure sociale et une offre de services sociaux, un meilleur traitement des travailleurs, des dépenses plus importantes pour l'éducation, une plus grande sauvegarde de l'environnement, et des marchés contrôlés avec vigilance.

Ce système économique islamique est fondé sur le marché, mais il a très peu de choses en commun avec le système capitaliste d'aujourd'hui qui, lui-même, est très différent de la conception d'Adam Smith, où il y a une grande part de moralité et d'empathie pour les autres, comme développé dans son autre livre, *La Théorie des sentiments moraux*. Le

capitalisme a des institutions qui n'existent pas en islam, ou elles sont interdites, telles que l'accumulation illimitée de propriétés privées et de richesses, la dette avec un intérêt associé, la société de consommation et ses excès, ses extravagances et son opulence, une mauvaise distribution des revenus, une pauvreté massive, une exclusion économique et financière croissante, et toute la dégradation environnementale qui s'en suit. De plus, dans beaucoup d'économies capitalistes, comme aux Etats-Unis, un système d'impôts injustes qui favorise les très riches et augmente l'immoralité du système.

On pourrait s'attendre à ce que les nombreuses différences mentionnées ci-dessus se reflèteraient dans une croissance économique quantitative et qualitative si les règles et les objectifs islamiques étaient adoptés. On pourrait s'attendre à un taux de croissance plus élevé, car le taux d'investissement serait plus élevé (avec moins d'accumulation de capital et une absence de consommation financée par la dette), les dépenses pour l'éducation seraient plus grandes, il y aurait plus de conscience sociale, un meilleur fonctionnement des marchés, une plus grande confiance, (des coûts de transaction moins élevés), et des institutions essentielles à la croissance. Nous devons ajouter que les contrats de partage des risques à la place des contrats de dette sont importants pour réduire la possibilité des crises financières et d'exacerbation des inégalités de richesses et de revenus.

En islam, la justice est florissante et se développe lorsque tout est à sa place et obtenu grâce au respect des règles divines. Afin de susciter un débat authentique dans les pays musulmans et ainsi, provoquer des changements nécessaires, la critique de leurs politiques et pratiques doit être construite autour des contradictions et des manques de

leur comportement en insistant sur *les inconséquences de leur régime*. Ainsi, on doit établir un cadre islamique pour une société juste et ensuite procéder à une comparaison des politiques et des pratiques par rapport à ce cadre, les erreurs et les échecs peuvent être identifiés et attribués, la structure institutionnelle d'une société et ses politiques permettent l'accumulation des richesses, la création d'une abondance pour quelques uns, et le dénuement pour les autres. C'est ce qui crée les divisions sociales, et non pas un dénuement naturel. C'est la structure institutionnelle d'une société qui détermine la répartition des ressources pour ses membres, qui en retour, détermine la structure de leurs préférences et pour finir, leur comportement économique. Une telle structure institutionnelle, avec un dysfonctionnement du développement de soi ne donne pas la possibilité à chacun de dépasser ses intérêts, « moi et le mien ». Le développement de soi est nécessaire pour transcender l'égoïsme. Le Coran stipule clairement le besoin d'une « révolution dans les motivations et les sentiments » (11 : 13). La révolution, qui est définie en détails dans le Coran, est un changement vers l'obéissance aux règles de conduite justes pour l'individu. Dans une société islamique, le rôle de l'état est celui d'un administrateur, d'un contrôleur et d'un protecteur de la société. Il incombe aux membres de la société de se développer eux-mêmes et d'assurer l'avènement de la justice. Il est peu probable que les chefs et les dirigeants changent, à moins que les musulmans qui ont travaillé sur eux-mêmes leur forcent la main et obligent à changer de direction ou à être remplacés.

À notre avis, dans une communauté musulmane respectueuse des règles, il doit y avoir une liberté individuelle et politique, une absence de pauvreté et de grande richesse, des dirigeants et des gouvernements responsables, et une justice socio-économique. Pour nous, ce sont des éléments principaux d'une communauté musulmane respectueuse des

règles. Il est essentiel de noter que, dans la plupart des pays musulmans, un changement significatif et pérenne viendra dans un contexte islamique. C'est pour cette raison que les conditions existantes et le progrès devraient être examinés dans un cadre islamique. Nous espérons que les indices d'islamicité fourniront un tel cadre pour apporter les réformes nécessaires dans les pays musulmans. Pour être significatives, les réformes institutionnelles et économiques doivent être accompagnées de réformes politiques. Car comment peut-on avoir un état de droit (une justice égale pour tous) et une justice économique et sociale dans une dictature absolue ? Cette simple question, avec ses larges implications n'a pas été traitée de façon sérieuse dans la plupart des pays musulmans, et tant que les musulmans n'auront pas fait face à ce dilemme, le progrès sera douloureusement lent et potentiellement plus violent.

Chapitre 3

Les indices d'islamicité et l'examen des institutions

Nous commençons ce chapitre avec une phrase que nous répéterons plusieurs fois. Notre but dans ce travail et dans ce livre est d'examiner à quel point les pays musulmans et non musulmans incarnent et reflètent les enseignements de l'islam³⁴. Dans notre examen, nous ne tenons pas compte de ce qu'on appelle communément les cinq piliers de l'islam - la déclaration de foi (il n'y a pas d'autre Dieu que Dieu et Mohammad est Son Prophète), les prières quotidiennes, les dons (*zakat*), le jeûne pendant le mois de Ramadan, et le pèlerinage à la Mecque (*Hajj*)). Ce sont là des engagements que les musulmans prennent en tant qu'individus (les dons ou *zakat*) a une influence sur la société dans son ensemble, le reste se passe directement entre l'individu et le Créateur. Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre 2, le Prophète aurait dit : « Si l'on trouve trois traits dans le comportement d'une personne, alors c'est un hypocrite, même s'il jeûne, prie, et effectue le grand et le petit pèlerinage, et qu'il dit « Je suis musulman »: quand il parle, il ment ; quand il fait une promesse, il ne la tient pas ; et quand on lui fait confiance, il trahit. » Nous pensons qu'en islam, les actions doivent parler plus fort que les paroles. De la même façon, le Prophète aurait dit : « La foi (*Iman*) sans une action équivalente est comme un corps sans tête. » Le Coran contient plus de cent versets qui relient une bonne action à la foi³⁵. C'est à propos de ce musulman-là que le Coran dit : « Assurément l'humain est perdu sauf s'il croit

³⁴ Certaines parties de ce chapitre ont été adaptées de l'ouvrage d'Askari et Mohammadkhan(2015).

³⁵Par exemple, les versets 25, 62, 82, 277 de la sourate 2 du Coran.

activement tout en faisant des bonnes actions et en exhortant les autres à aller vers la vérité et la patience « (2-3 : 103). Le Prophète a aussi dit : « La guerre sainte (*jihad*) la plus vertueuse consiste à dire la vérité devant un dirigeant injuste. » Ces mots et beaucoup d'autres, nous renseignent clairement sur le fait qu'il y a bien davantage en islam que les cinq piliers. Ces mots insistent sur l'importance de suivre les règles en islam, et comme nous l'avons détaillé, il y a plusieurs règles à suivre pour les individus s'ils veulent créer une communauté juste, prospère et florissante. Si les musulmans suivent ces règles individuellement et collectivement, y compris en considérant leurs dirigeants redevables, le résultat devrait être visible dans les conditions et le paysage des sociétés et des pays musulmans, c'est-à-dire, des sociétés libres, paisibles, justes et prospères.

Ces indices nous permettent de dépasser les premiers aspects, tels que l'éradication de la pauvreté et le revenu per capita. Les indices fournissent un *repère multidimensionnelle*. Les musulmans ont besoin d'une carte pour mesurer le bien-être de leur communauté. Comment leur gouvernement travaillent ? Leur communauté progresse-t-elle ou décline-t-elle ? Quels sont les domaines où ils réussissent et ceux où ils échouent ? Quelles sont les politiques qui marchent et celles qui ne marchent pas ? Avec un repère largement accepté, les musulmans peuvent poser des questions à leurs gouvernements et à leurs dirigeants plus efficacement, questions qui ne pourront pas être facilement écartées. Il est possible qu'ils jouissent de plus de protection contre la persécution et l'emprisonnement lorsqu'ils posent des questions et débattent des enseignements, du message du Coran et du mode de vie dicté par leur religion. D'autre part, plus ces indices reçoivent une reconnaissance et une attention internationale, plus les non- musulmans accepteront les enseignements de l'islam et comprendront les raisons pour lesquelles les dirigeants musulmans doivent effectuer des réformes. À leur tour, les réformes efficaces vont

contrecarrer le message des extrémistes et des terroristes et apporteront la paix en terre d'islam et dans les relations Est—Ouest.

Les indices d'islamicité constituent un travail en cours car ils peuvent toujours être améliorés avec plus de recherche (sur les enseignements à incorporer et avec de meilleures données (contributions) pour les enseignements (variables) inclus dans l'index). Et, ce qui est important, si il y a un désaccord sur un enseignement, sur une variable ou une donnée, l'index peut être facilement ajusté. Mais un index, les enseignements et les variables qui sont ses contributions, fournissent un repère pour contenir les dirigeants et les gouvernements qui se cachent derrière le voile redevable. Ces indices peuvent être utilisés pour soutenir des mouvements pacifiques en faveur de la réforme et du renouveau dans les pays musulmans.

Dans quelle mesure les pays musulmans sont-ils islamiques ou quel est leur degré d' »islamicité »? En essayant de répondre à cette question, on doit se mettre d'accord sur les enseignements islamiques et sur la conduite et le comportement demandé à ceux qu'on pourrait légitimement appeler musulmans. Ainsi, en nous basant sur les enseignements islamiques fondamentaux présentés dans le chapitre 2, tiré du Coran et des pratiques du Prophète, nous développons les dimensions importantes d'une société musulmane respectueuse des règles. Nous avons classé les domaines suivants : économique, juridique et gouvernemental, des droits humains et politiques et les relations internationales. Dans l'absolu, notre but est d'examiner le degré de réussite des pays musulmans (membres de l'OCI, où un grand pourcentage des citoyens s'identifient comme musulmans) par rapport aux enseignements qu'ils professent ou en d'autres termes, dans quelle mesure les pays musulmans reflètent les enseignements de l'islam.

Avant d'expliquer comment nous avons procédé à une division des enseignements de l'islam en quatre domaines mentionnés ci-dessus (avec l'index d'islamicité d'ensemble qui représente le cinquième domaine) et leurs contenus, nous devons discuter brièvement les principales objections que certains ont présenté concernant notre effort de mesurer l'islamicité.

Tout d'accord, comme nous avons mentionné ci-dessus, il y a un certain nombre de devoirs qui sont requis d'un musulman : *shahadah* (il n'y a qu'un Dieu et Mohammad est son messager), *salat* (prières quotidiennes), *haji* (pèlerinage), *zakat* (don de 2,5% de sa richesse chaque année aux pauvres et au nécessiteux) et *sawn* (jeûne pendant le mois de Ramadan). Nous avons exclu ces éléments pour certaines raisons. Notre but n'est pas d'examiner à quel point les musulmans sont individuellement respectueux des règles dans leur propre purification et dans leur unité avec le Tout Puissant. Encore une fois, alors que les musulmans doivent adhérer à ces devoirs mécaniques de leur religion, ces devoirs, à l'exception de *zakat*, n'ont pas un impact direct et visible sur la société où ils vivent et à laquelle ils appartiennent. Ce sont ces facettes que nous voulons voir comme les a étudiées Mohammad Abduh il y a plus d'un siècle. Nous voulons déterminer à quel point les sociétés musulmanes ont adopté et pratiqué les principaux enseignements, ou en d'autres termes la philosophie et les règles de l'islam qui affectent la société. Comme le dit Mohammad Abduh, *notre but n'est pas de voir les musulmans, mais de rechercher et de voir l'islam*³⁶. Notamment, où sont les endroits où les enseignements islamique sont tissés dans la vie quotidienne ? De plus, si nous avions inclus les cinq piliers, il y aurait un

³⁶ « Je suis allé en Occident et j'ai vu l'islam, mais pas de musulmans ; je revins en Orient et je vis des musulmans mais pas d'islam. »

fort préjugé contre les pays non-musulmans (ou plus exactement, les pays avec un faible pourcentage de musulmans déclarés) dans la valeur de l'index, qui pourraient ou pourraient ne pas montrer les caractéristiques extérieures d'une société musulmane respectueuse des règles. À l'extrême, si nous devions inclure le pourcentage de la population qui professe l'islam comme la variable pour représenter ces devoirs comme musulman, alors nous finirions par prendre un mauvais chemin.

Deuxièmement, certains pourraient critiquer notre approche car elle n'est pas conforme aux *Magasid Shariah* (le but de la *Shariah* – religion, vie, lignée, intellect et richesse). La première exigence de la *Shariah* consiste en un engagement dans la foi islamique.

L'acceptation des axiomes fondamentaux de l'islam, *Tawheed* (l'unité), *Nubuwwah* (le Prophète), et *Ma'ad* (la responsabilité) exige une manifestation à travers une action correspondante. *Tawheed* consiste à reconnaître Dieu comme Un et Seul Créateur et le Soutien de toute la création. Cela implique également l'Unité de la création et le refus de toute sorte de discrimination et désunion. *Nubuwwah* se réfère aux Prophètes et aux Messagers dotés de révélation divine pour guider l'humanité. *Ma'ad* stipule la responsabilité et la justice, car les hommes seront jugés et récompensés en fonction de leur respect ou non respect des règles. D'un point de vue islamique, la purification de soi n'est pas seulement cruciale pour professer le *Tawheed*, mais également pour permettre un développement parce qu'elle exige une conscience présente de soi et de son Créateur. Cela mène in fine à une présence des vertus islamiques et à une obéissance aux règles et aux principes prescrits par Dieu. Bien sûr, si les musulmans sont généralement respectueux des règles, alors leur adhérence sera visible dans ce que l'on observe dans la société. Nous pensons avoir résumé les principaux enseignements de l'islam à partir de sa source indiscutable, le Coran, et de son application précise et indiscutable par le

Prophète. Mais nous avons exclu certaines exigences individuelles et personnelles qui incombent aux musulmans comme expliqué dans le paragraphe précédent.

Troisièmement, certains pourraient discuter le fait que l'enseignement islamique que nous avons résumé ne représente pas les caractéristiques complètement et ne tient pas compte de certaines dimensions importantes de la communauté musulmane respectueuse des règles. Bien entendu, nous ne prétendons pas avoir toutes les réponses et d'avoir déduit correctement tous les enseignements importants de l'islam à partir du Coran et des pratiques du Prophète. Nous sommes ouverts à la discussion et aux critiques. Nous invitons d'autres enseignements à être ajoutés, certains à être supprimés et développer, améliorer et mettre en valeur des indices ou des repères. Nous pensons que ce sont là des éléments qui peuvent être trouvés dans le Coran et dans la vie du Prophète, et d'après savants musulmans, ils représentent les enseignements les plus importants de l'islam, mais avec une exception importante que nous avons signalée ci-dessus (i.e. mettre de côté les obligations importantes, bien que personnelles et individuelles des musulmans). En fait, notre but ultime, c'est que d'autres mettent au point un index que la plupart des musulmans accepteraient.

Quatrièmement, même ceux qui acceptent notre présentation des enseignements fondamentaux de l'islam pourraient critiquer l'endroit où nous nous avons placé cet enseignement, par exemple, sous la rubrique Islamicité Economique ou Islamicité Juridique et Gouvernementale. De plus, il pourrait y avoir un désaccord sur ce que signifie en pratique la division des enseignements (les éléments qui représentent un enseignement particulier) (Voir tableau 3.1 ci-dessous). Il n'y pas de bonne ou mauvaise réponse. Par exemple, une personne pourrait être d'accord avec nous que la justice

économique est un principe essentiel en islam et qu'elle devrait être placée dans la rubrique Islamicité Economique, mais cette personne pourrait contester le fait qu'une des caractéristiques de la justice économique consiste à éviter les grandes inégalités des revenus. L'organisation que nous avons utilisée ici n'est que légèrement différente de celle que nous avons adoptée dans notre étude précédente.

Cinquièmement, même s'il y a un accord sur les enseignements et les éléments, il pourrait y avoir des objections quant aux informations et données que nous avons choisies pour représenter ces éléments dans l'index (voir l'index, les éléments et les représentations dans l'Annexe 1). Par exemple, même si une personne est d'accord que les grandes inégalités de revenus devraient être évitées, il ou elle pourrait désapprouver la capture par différence dans les coefficients Gini ou par d'autres moyens que nous avons choisis. Dans les mêmes domaines, il pourrait y avoir des sources de données meilleures que celles que nous avons utilisées pour représenter une variable particulière.

Sixièmement, on devrait noter qu'il y a clairement des chevauchements dans les enseignements principaux, surtout quand on parle des principes économiques, pas seulement dans les contenus, mais aussi dans les causes et effets. Mais, ils éclairent toujours les succès et les échecs dans le domaine économique, social et politique des pays islamiques. On devrait également remarquer qu'il est problématique de capturer précisément les dimensions des principes islamiques (et des catégories) avec diverses variables qui nous servent de remplaçantes qui ne se chevauchent pas. Ces éléments ne sont pas des indicateurs idéaux des principes islamiques en question mais ils

représentent des mesures qui sont facilement disponibles. Il est à espérer que le temps permettra des améliorations et fournira de meilleurs remplaçants.

Septièmement, et c'est un problème général concernant tous les indices, l'importance ou le poids accordé à chaque élément dans l'index pour construire l'ensemble. Bien sûr, le plus petit nombre des sous-éléments à agréger dans l'index est le moins important. Dans notre cas, l'Index d'Islamicité dans les Relations Internationales comporte moins de questions épineuses que l'Index d'Islamicité Economique (qui contient divers éléments à combiner) qui, à son tour, comporte moins d'éléments que l'index général qui comprend également des éléments dissemblables (l'économie, la gouvernance et le juridique, les droits politiques et humains et les relations internationales). Comme beaucoup d'autres, nous avons choisi l'approche la moins controversée et accordé une importance et un poids égal à chacun de nos sous-éléments (ou sous-composants) à l'intérieur de chacun des quatre indices d'Islamicité (voir tableau 3.1). Encore une fois, tout le monde est encouragé à refaire les indices en utilisant des poids différents, mais pour l'instant, nous n'avons pas le courage nécessaire pour lancer ce défi ! La seule exception à cette généralisation est l'Index Général d'Islamicité. Pour l'Index Général d'Islamicité (la combinaison des quatre indices), nous avons utilisé et pesé les trois premiers indices au niveau 0,3 et les relations internationales au niveau 0,1³⁷. Alors que nous pensons que l'index des relations internationales devrait peser moins que les trois autres indices, il n'y a pas de sciences qui impose son poids de 0,1 dans l'index général. Nous sommes

³⁷L'autre exception était dans l'indicateur de l'intégrité légale (12 dans le tableau 3-1), nous n'avons pas accordé la même importance au 12.1 et 12.2 mais nous avons accordé à l'indicateur légal et judiciaire une importance plus grande, 0,7 et 0,3 pour l'interférence militaire).

simplement fortement convaincus que, pour une communauté musulmane, les trois autres indices ont beaucoup plus d'importance que l'index des relations internationales.

Huitièmement, ce travail ne devrait pas être considéré comme un exercice statique. Les enseignements que nous avons identifiés et leurs éléments devraient être continuellement débattus et revus. Ce sont des indices dont la construction peut être améliorés. Dans plusieurs domaines où l'information est manquante et limitée, nous avons estimé l'information à partir d'autres sources, mais dans les cas où le manque est étendu, nous avons été contraint d'éliminer le pays. La disponibilité de l'information (en grande partie les indices des caractéristiques tels que la liberté, le niveau de pauvreté, etc...) devraient augmenter avec le temps avec des comparaisons plus précises et le rajout d'autres pays. Et bien entendu, au fur et à mesure que les informations sont mises à jour, l'index devrait être revu. Pour l'instant, les informations ne sont pas disponibles pour un certain nombre de petits pays. Nous avons rapporté les résultats pour les pays où nous avons des informations pour au moins 41 des 52 indicateurs.

Neuvièmement, nous nous référons à nos derniers indices rapportés dans cet ouvrage comme indices de 2016, mais nous devons faire quelques mises en garde sur ce point. Les apports (les données et les indicateurs) de l'index ont été essentiellement rassemblés durant la seconde moitié de l'année 2016. Ils étaient les derniers nombres et valeurs des indicateurs à notre disposition. Quelques uns pouvaient dater de 2014 et d'autres rapportés en 2016, datés en fait de 2015. Il est à noter que les apports de l'index 2016 représentent des informations allant de 2014 à 2015. On ne peut pas faire grand chose pour régler ce problème car nous dépendons des indicateurs recueillis par

d'autres et qui sont rapportés une fois par an et à des moments différents pendant l'année.

Dixièmement, à cause du retard de certains indicateurs observés dans le paragraphe précédent, certains développements très récents peuvent ne pas être pris en compte dans notre index. Par exemple, un scandale de corruption (Malaisie) ou les effets d'un coup d'état avorté (Turquie) ou des atteintes aux droits de l'homme lors d'une chute de gouvernement (Bahreïn) pourraient prendre plus de temps à être rapporté dans un indicateur. En d'autres termes, nos indices pour une année donnée peuvent ne pas refléter les derniers développements dans un pays. Alors, nous vous prions d'examiner la validité de ces indices en tenant compte de ces problèmes occasionnels.

Etant donné tous ces avertissements, nous ne pouvons pas déclarer par exemple qu'il y a une grande différence entre le numéro 1 de l'index et le 5 ou un résultat de 0,91 et 0,89, cependant nous pensons que les rangs de 1 et 10 et les résultats 0,9 et 0,8 nous indiquent que les deux pays sont différents dans leur application des règles que nous avons précisées. De plus, nous devons préciser le point évident que les résultats sont un meilleur moyen de mesurer que le rang car un nombre de pays avec des résultats très proches qui reflètent la même histoire peuvent en même temps être le résultat de pays au rang très différents.

Comme nous l'avons indiqué auparavant, un certain nombre de savants musulmans ont mis au point d'autres indices depuis les indices originaux d'Askari et de Rehman mis au

point il y a presque 10 ans et les articles d'il y a sept ans³⁸. Beaucoup de ces travaux fondés sur le *Maqasid al Shariah* furent présentés lors des deux conférences à la Banque de Développement Islamique en Arabie Saoudite et en Indonésie en 2014³⁹. La nouveauté essentielle de ces indices est qu'ils sont basés sur les buts de la *Shariah* et peuvent être plus facilement justifiés que ceux basés sur des personnes qui se réfèrent directement aux principes du Coran et à la vie du prophète. Alors que nous encourageons une diversité d'approches et d'indices concurrents, nous redoutons que l'ensemble de ce projet puisse être détourné par des tentatives « officielles » pour manipuler des résultats afin de plaire aux dirigeants, aux gouvernements, au clergé et aux institutions. Par exemple, alors que la liberté et la liberté de choix sont essentielles dans la pensée islamique, les indices officiels peuvent insister très peu sur les dimensions économiques (l'islamicité économique) ; et l'approche officielle pourrait minimiser l'importance de l'égalité des chances pour tous et insister sur le nombre de mosquées, le pourcentage de musulmans dans la population, le nombre de pèlerins faisant le Hajj, le rôle des dons et ainsi de suite. À notre avis, dans une communauté musulmane respectant les règles, il doit y avoir une liberté individuelle et politique, pas de pauvreté opposée à une richesse, des dirigeants et des gouvernements responsables et une justice socio-économique. Ce sont pour nous les éléments essentiels d'une communauté musulmane respectueuse des règles. Sans ces éléments, qui manquent

³⁸ »An Econmic Islamicity Index », Scheherazade Rehman et Hossein Askarin *Global Economy Journal*, Volume 10, n°3, Septembre 2010, « How Islamic Are Islamic Countries ? » Schehrazade Rehman et Hossein Askari, *Global Economy Journal*, Volume 10, n°2, Mai 2010, « "The Economic Development of OIC Countries: A Survey," Hossein Askari et Scheherazade Rehman, dans *Islamic Finance and Economic Development*, Zamir Iqbal et Abbas Mirakhor (ed.), Banque Mondiale, Juillet 2013.

³⁹ Les textes de ces conférence peuvent être trouvées sur le site www.irti.org

aujourd'hui dans la plupart de pays musulmans, il y a peu d'espoir d'un avenir meilleur pour les citoyens.

Alors que la tendance pourrait être d'insister sur l'index général d'islamicité, nous conseillons un examen de chacun des quatre indices et de leurs sous-éléments et sous-composants. Ce sont ces sous-éléments qui fournissent des preuves indiscutables, surtout les questions qui pèsent le moins dans l'index, et qui seraient très utiles pour mettre au point directement des politiques et des pratiques pour palier les manques. Nous comprenons que les classements puissent attirer plus l'attention que les résultats des index, cependant, comme nous l'avons dit ci-dessus, la comparaison des résultats entre les pays est plus révélatrice et avec le temps, les résultats fournissent une meilleure idée de la manière dont un pays a évolué.

Dans le tableau 3.1 ci-dessous, nous présentons les composants et les éléments de chacun de nos cinq indices pour 2016. La sélection des ces indices était tout d'abord liée à ce que nous avons présenté comme des enseignements islamiques dans le chapitre 2 et deuxièmement, à la disponibilité des informations et des données pour autant de pays que possible.

Tableau 3.1 : Indices d'islamicité et leurs éléments

I. Index d'islamicité économique

1. Opportunité économique et liberté économique
 - 1.1. Environnement des affaires
 - 1.1.1. Indicateur de régulation économique
 - 1.1.2. Indicateur de facilité à entreprendre des affaires
 - 1.1.3. Indicateur de liberté économique
 - 1.1.4. Indicateur de liberté des affaires et du marché

2. Création d'emploi et égalité d'accès à l'emploi
 - 2.1. Égalité à l'emploi et à la création d'emploi
 - 2.2. Liberté de travail
3. Droits de propriété et respect des contrats
 - 3.1. Droits de propriété et de contrat
4. Provisions pour éradiquer la pauvreté, provision pour l'aide et le bien-être social
 - 4.1. Indicateur de la réalité de la pauvreté
 - 4.2. Index des dons mondiaux
 - 4.2.1. Aider un étranger
 - 4.2.2. Dons d'argent
 - 4.2.3. Le temps du bénévolat
 - 4.3. Bien-être social
5. Système de soutien financier
 - 5.1. Liberté d'investissement
 - 5.2. Liberté financière
 - 5.3. Liberté monétaire
 - 5.4. Indicateur de risque du marché financier
6. Adhésion à la finance islamique
 - 6.1. Indicateur d'absence d'intérêt
 - 6.1.1. Taux de réduction de la banque centrale
 - 6.1.2. Taux de prêt premier de banques commerciales
7. Prospérité économique
 - 7.1. Prospérité économique
 - 7.2. Stabilité des prix
 - 7.3. PIB per capita
 - 7.4. Taux moyen de croissance du PIB per capita

8. Justice économique
 - 8.1. Distribution de revenus

II. Index d'islamicité juridique et de gouvernance

9. Intégrité juridique
 - 9.1. Indicateur d'intégrité juridique et judiciaire
 - 9.1. Indépendance judiciaire
 - 9.1.2. Tribunaux impartiaux
 - 9.1.3. Intégrité du système juridique
 - 9.1.4. Protection des droits de propriété
 - 9.1.5. Application juridique des contrats
 - 9.1.6. Restrictions réglementaires concernant la vente des propriétés
 - 9.1.7. Coût des crimes sur les affaires
 - 9.2. Indicateur des interférences militaires
 - 9.2.1. Interférence militaire dans l'état de droit et l'index du processus politique
 - 9.2.2. Fiabilité de la police

10. Prévention de la corruption

10.1. Indicateur de la transparence internationale

10.2. Indicateur de l'absence de corruption

11. Index de sûreté et de sécurité

11.1. Index de sûreté et de sécurité

12. Index de gestion

12.1. Gestion gouvernementale

12.1.1. Niveau de difficulté

12.1.2. Performance de gestion

12.1.3. Capacité de direction

12.1.4. Efficacité des ressources

12.1.5. Construction d'un consensus

12.1.6. Coopération internationale

12.2. Gestion des ressources épuisables et des autres ressources naturelles

12.2.1 Protection des droits des animaux

12.2.2 Santé environnementale

12.2.3. Qualité de l'air

12.2.4. Ressources en eau

12.2.5. Ressources naturelles productives

12.2.6. Biodiversité et habitat

12.2.7. Energie renouvelable

13. Gouvernance gouvernementale

13.1. Indicateur de voix et de responsabilité

13.2. Indicateur de stabilité politique et d'absence de violence

13.3. Indicateur d'efficacité gouvernementale

13.4. Indicateur de qualité de régulation

13.5. Indicateur d'état de droit

13.6. Indicateur de contrôle de corruption

III. Index d'islamicité des droits humains et politiques

14. Développement humain

14.1. Index de développement humain

15. Capital social

15.1. Indicateur de capital social

16. Liberté individuelle

16.1. Index de liberté individuelle

17. Droits civils et politiques

17.1. Indicateur de libertés civiles

17.2. Indicateur de droits politiques

18. Droits des femmes

18.1. Inégalité de genre

- 18.2. Proportion de sièges tenus par les femmes dans le parlement national
- 18.3. Nombre de femmes par rapport aux hommes

19. Accès à l'éducation

- 19.1. Indicateur d'éducation
- 19.2. Prospérité dans l'éducation
- 19.3. Indicateur d'égalité dans l'éducation
- 19.4. Efficacité de l'éducation

20. Accès aux soins

- 20.1. Espérance de vie à la naissance
- 20.2. Qualité de santé
- 20.3. Prospérité de santé
- 20.4. Taux de mortalité

21. Démocratie

- 21.1. Index mondial de démocratie

IV. Index d'islamicité des relations internationales

22. Index de mondialisation

- 22.1. Indicateur de mondialisation économique
 - 22.1.1. Index de mondialisation
 - 22.1.2. Restrictions
- 22.2. Indicateur de mondialisation sociale
 - 22.2.1. Contact personnel
 - 22.2.2. Flux d'information
 - 22.2.3. Proximité culturelle
 - 22.2.4. Liberté de visite des étrangers
- 22.3. Indicateur de mondialisation politique

23. Armée/ Guerres

- 23.1. Index de militarisation

V. Index d'islamicité générale (addition des indices I-IV ci-dessus)

Encore une fois, l'index général d'islamicité a été mesuré de la façon suivante :

Index d'islamicité économique (0,3)

Index d'islamicité dans la gouvernance et la justice (0,3)

Index d'islamicité dans les droits politiques et humains (0,3)

Index d'islamicité dans les relations internationales (0,1)

Dans l'appendice 1, nous détaillons avec précisions l'équivalent et la source précise que nous avons utilisés pour chaque indicateur pour les éléments du tableau 3.1

Résumé

Il y a bien plus à l'islam que les cinq piliers. En islam, les actions parlent plus fort que les paroles. Il y a des règles détaillées que les individus doivent suivre s'ils doivent créer une communauté juste et prospère ; si les musulmans suivent individuellement et collectivement ces règles et considèrent leurs dirigeants responsables, le résultat devrait être visible dans la condition et le paysage des sociétés et des pays musulmans. Les indices fournissent un repère pour mesurer le degré auquel un pays suit les pratiques et les règles (adopte les structures institutionnelles) avancées par l'islam. Nous reconnaissons et nous insistons sur le fait qu'on peut faire des objections à nos indices car ils ne comprennent pas ce qui communément est appelé les cinq piliers de l'islam. Mais comme nous l'avons répété plusieurs fois, notre but n'est pas de montrer combien de personnes se disent musulmans ou combien ont fait le pèlerinage du Hajj. Notre repère a pour but de mesurer à quel point les pays respectent les enseignements islamiques fondamentaux, ou à quel point les enseignements islamiques sont reflétés dans la société. Ce repère n'est pas statique. Il peut être amélioré et devrait être mis à jour au moins une fois par an. Il peut être utilisé par les musulmans pour mesurer leurs performances comme communauté ou comme pays, pour juger quelles politiques ont encouragé ou entravé les progrès, et ce qui est nécessaire pour prendre le tournant qui permettrait l'établissement d'une communauté juste et prospère.

Nous pensons que nos indices montrent les caractéristiques générales d'une communauté musulmane respectueuse des règles : la liberté politique et individuelle, pas de pauvreté face à la richesse, des gouvernements et des dirigeants responsables et une justice socio-économique. Dans l'absence de ces éléments, qui sont aujourd'hui absents dans la plupart des pays musulmans, il y a peu de perspective pour un avenir meilleur pour les citoyens.

Chapitre 4

Les résultats généraux

Nous avons eu la chance d'avoir assez de données et d'indicateurs pour 150 pays afin de calculer les indices d'islamicité sur une période allant de 2000 à 2016⁴⁰. Les résultats de tous les 150 pays se trouvent dans les tableaux 4.1 à 4.5 : tableau 4.1 (Islamicité économique), tableau 4.2 (la gouvernance la justice), tableau 4.3 (l'islamicité dans les droits politiques et humains), tableau 4.4 (l'islamicité dans les relations internationales) et le tableau 4.5 (l'islamicité en général : la combinaison des quatre indices d'islamicité). Chaque tableau comprend le rang du pays et ses résultats numériques. Comme nous l'avons dit auparavant, bien qu'une comparaison du rang soit plus parlante et plus facile à faire passer l'information, une comparaison des résultats montre plus clairement comment un pays fonctionne. Un pays peut avoir un rang médiocre tout en étant proche du pays avec les meilleurs résultats, car les résultats sont très serrés et se suivent et inversement, il peut se trouver loin derrière les meilleurs tout en ayant un rang élevé. L'importance des résultats est encore plus visible lorsque les performances d'un seul pays sont mesurées pendant une période, comme le montre le chapitre suivant. Les tableaux parlent d'eux-mêmes, cependant, quelques remarques pourraient être utiles. Dans ce chapitre, nous discutons des résultats généraux, notamment comment les différents groupes de pays comme les pays musulmans, l'OCDE ou l'Amérique du Nord et l'Europe se sont comportés, et dans le chapitre suivant, nous examinerons plus en détails les performances d'un certain nombre de pays musulmans, nous tirerons

⁴⁰ Dans l'appendice I, nous détaillons les données et les indicateurs utilisés et dans l'appendice II nous faisons une liste des endroits où ces informations manquent pour chacun des 150 pays.

quelques conclusions, nous proposerons quelques conseils et quelques politiques à suivre.

Dans le tableau 4.1, nous observons les résultats d'islamicité économique. Il y a des mouvements fluctuants des résultats et des rangs, et les pays se trouvant dans les dix premiers varient durant la période 2000 à 2016. Sept pays se sont trouvés dans les dix premiers pendant toute la période de 2000 à 2016 et ils ont eu des résultats qui ont été généralement stables : l'Autriche, le Danemark, l'Irlande, la Nouvelle Zélande, les Pays Bas, la Suède et la Suisse ; et quelques autres se sont trouvés de temps à autre dans les dix premiers. Les 30 premiers pays ont généralement été des pays européens, le Canada, les Etats-Unis, le Japon, la Corée, la Nouvelle Zélande, Hong Kong et Singapour.

Les pays musulmans (seulement 38 pour lesquels nous avons des données suffisantes) ont été à la traîne. Pour nous, les résultats sont très clairs et simples. Nous pensons que les performances médiocres des pays musulmans sont tellement significatives que toute objection concernant la composition de notre index ou les indicateurs et les données que nous avons utilisés ne modifieraient pas radicalement nos résultats. Dans l'ensemble, le rang médian des pays musulmans dans l'index d'islamicité économique a fluctué entre 88,5 et 93,5 et leurs résultats entre 0,48 et 0,439. Leur rang médian et les résultats médians se sont détériorés depuis 2000 et certains pays musulmans présentent une détérioration significative et une fluctuation pendant la période. La détérioration semble refléter généralement des troubles, des révoltes et des conflits⁴¹. Les pays ayant les meilleurs résultats sont l'Azerbaïdjan, Bahrein, la Jordanie, le Koweït, la Malaisie, Oman,

⁴¹ Dans le chapitre suivant, nous observons en détail un certain nombre de pays musulmans et nous proposons des raisons qui expliquent cette détérioration.

le Qatar, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis ; et le pays ayant les meilleurs résultats en 2016, le Qatar, a obtenu seulement 0,664 (et le pays musulman ayant obtenu les pires résultats était le Tchad avec 0,237) comparé au résultat du Danemark, le meilleur de tous les pays, avec 0,873. Dans l'ensemble, il semblerait que les pays musulmans qui s'en sont les mieux sortis sont ceux qui ont une exportation de pétrole et de gaz importante et une faible population.

Tableau 4.2 : Index des rang et résultat d'islamicité dans la gouvernance et la juridiction

	2000		2005		2010		2016	
	Rang	Résultat	Rang	Résultat	Rang	Résultat	Rang	Résultat
Albanie	89	0.387	84	0.410	59	0.554	72	0.489
Algérie	124	0.245	105	0.325	122	0.245	110	0.290
Angola	146	0.140	141	0.127	143	0.106	147	0.067
Argentine	65	0.509	80	0.419	88	0.399	95	0.355
Arménie	116	0.285	82	0.411	96	0.361	81	0.435
Australie	12	0.925	13	0.909	12	0.911	10	0.920
Autriche	10	0.925	10	0.929	10	0.923	13	0.909
Azerbaïdjan	147	0.137	128	0.229	116	0.259	98	0.347
Bahreïn	52	0.592	55	0.587	55	0.581	64	0.545
Bangladesh	138	0.177	143	0.122	127	0.216	139	0.139
Biélorussie	102	0.337	108	0.308	123	0.243	102	0.313
Belgique	19	0.851	19	0.871	18	0.868	17	0.877
Belize	46	0.645	49	0.625	77	0.460	94	0.363
Benin	72	0.473	76	0.439	82	0.439	89	0.400
Bolivie	97	0.349	110	0.303	102	0.325	92	0.375
Bosnie et Herzégovine	90	0.384	95	0.361	93	0.373	79	0.443
Botswana	30	0.776	33	0.760	31	0.768	38	0.737
Brésil	51	0.599	52	0.592	48	0.632	65	0.529
Bulgarie	58	0.548	50	0.619	53	0.588	56	0.575
Burkina Faso	118	0.275	100	0.343	100	0.333	108	0.297
Burundi	141	0.157	132	0.172	138	0.121	143	0.075

Cambodge	79	0.452	79	0.419	99	0.342	126	0.229
Cameroun	143	0.150	147	0.114	141	0.113	136	0.151
Canada	23	0.816	27	0.783	23	0.797	25	0.798
Tchad	136	0.179	150	0.070	150	0.056	149	0.039
Chili	26	0.797	21	0.836	20	0.846	23	0.829
Chine	107	0.315	94	0.363	87	0.412	90	0.394
Colombie	93	0.375	66	0.505	73	0.481	84	0.417
Congo, Rep. Dem.	149	0.113	146	0.115	149	0.071	150	0.031
Congo, Rep.	150	0.104	149	0.097	148	0.090	146	0.073
Costa Rica	31	0.768	36	0.741	32	0.762	34	0.750
Côte d'Ivoire	137	0.178	148	0.101	146	0.097	106	0.298
Croatie	38	0.711	46	0.651	44	0.691	44	0.702
Chypre	20	0.841	20	0.838	21	0.832	24	0.801
République Tchèque	37	0.724	35	0.741	33	0.760	31	0.770
Danemark	1	0.968	2	0.964	3	0.964	3	0.959
République Dominicaine	74	0.466	73	0.443	90	0.385	87	0.403
Equateur	125	0.244	121	0.263	118	0.253	105	0.301
Egypte, Rep. Arabe	92	0.383	89	0.384	103	0.322	116	0.260
Salvador	66	0.503	64	0.527	74	0.474	75	0.471
Estonie	29	0.786	23	0.817	22	0.825	18	0.875
Ethiopie	107	0.315	118	0.278	104	0.319	124	0.247
Finlande	1	0.968	1	0.968	4	0.963	1	0.982
France	16	0.874	17	0.878	15	0.883	20	0.865
Gabon	94	0.365	99	0.355	104	0.319	113	0.271
Géorgie	113	0.295	90	0.381	52	0.589	48	0.660
Allemagne	9	0.929	8	0.931	11	0.918	12	0.910
Ghana	62	0.513	60	0.567	50	0.618	55	0.580
Grèce	42	0.690	39	0.731	47	0.645	47	0.665
Guatemala	99	0.343	102	0.339	104	0.319	111	0.287
Guinée	131	0.220	131	0.198	144	0.105	133	0.185
Guyane	56	0.567	88	0.394	85	0.419	86	0.409
Haïti	120	0.261	134	0.165	132	0.181	137	0.147
Honduras	105	0.325	114	0.291	111	0.289	109	0.291
Hong Kong	35	0.743	26	0.795	24	0.796	32	0.765
Hongrie	32	0.755	32	0.761	40	0.730	46	0.680
Islande	5	0.945	3	0.963	8	0.930	7	0.935
Inde	70	0.494	62	0.551	68	0.515	69	0.506
Indonésie	115	0.289	106	0.325	84	0.426	76	0.463
Iran, Rep. Islamique	109	0.314	109	0.306	129	0.200	127	0.222
Irak	123	0.247	125	0.235	126	0.234	129	0.214
Irlande	15	0.891	14	0.886	14	0.891	14	0.902

Israël	24	0.809	31	0.769	34	0.758	33	0.764
Italie	25	0.797	30	0.775	37	0.745	42	0.704
Jamaïque	50	0.600	57	0.576	67	0.517	58	0.567
Japon	17	0.866	16	0.882	16	0.882	16	0.886
Jordanie	54	0.577	51	0.599	66	0.531	57	0.569
Kazakhstan	140	0.162	117	0.279	109	0.304	87	0.403
Kenya	126	0.243	119	0.277	124	0.241	97	0.348
Corée, Rep.	43	0.687	28	0.779	28	0.785	39	0.734
Koweït	53	0.584	58	0.573	60	0.551	68	0.511
République Kirghize	135	0.185	136	0.147	137	0.137	116	0.260
Laos RDP	114	0.290	116	0.281	121	0.246	119	0.254
Lettonie	60	0.517	37	0.740	38	0.737	29	0.780
Liban	83	0.435	112	0.299	110	0.299	130	0.207
Lesotho	88	0.393	86	0.407	83	0.434	73	0.488
Liberia	122	0.250	127	0.231	108	0.309	100	0.320
Libye	127	0.241	124	0.244	128	0.203	140	0.132
Lituanie	33	0.743	34	0.755	36	0.749	26	0.795
Luxembourg	7	0.932	8	0.931	5	0.942	5	0.944
Macédoine	81	0.444	91	0.379	65	0.535	53	0.612
Madagascar	76	0.460	87	0.401	117	0.255	135	0.165
Malawi	63	0.511	76	0.439	70	0.504	91	0.382
Malaisie	44	0.681	38	0.739	41	0.717	40	0.706
Mali	86	0.407	74	0.443	89	0.393	122	0.248
Malta	28	0.796	25	0.806	26	0.795	21	0.848
Mauritanie	110	0.309	97	0.358	131	0.184	138	0.145
Maurice	33	0.743	42	0.706	39	0.734	35	0.748
Mexique	77	0.459	63	0.548	75	0.465	85	0.411
Moldavie	97	0.349	103	0.327	94	0.371	82	0.425
Mongolie	68	0.496	69	0.491	81	0.441	66	0.525
Monténégro	96	0.358	71	0.463	49	0.629	52	0.615
Maroc	60	0.517	75	0.441	86	0.418	77	0.459
Mozambique	95	0.362	98	0.356	98	0.343	120	0.253
Namibie	36	0.728	43	0.684	45	0.691	45	0.695
Népal	104	0.325	122	0.251	120	0.252	118	0.258
Pays Bas	3	0.963	6	0.938	6	0.940	7	0.935
Nouvelle Zélande	6	0.940	4	0.948	1	0.971	2	0.973
Nicaragua	87	0.398	93	0.373	101	0.327	103	0.302
Niger	112	0.297	120	0.271	115	0.259	112	0.273
Nigeria	142	0.156	135	0.154	135	0.169	141	0.131
Norvège	13	0.923	7	0.936	7	0.931	6	0.936
Oman	57	0.565	59	0.572	51	0.593	63	0.545
Pakistan	119	0.265	129	0.215	130	0.197	128	0.221

Panama	48	0.632	53	0.589	57	0.577	54	0.583
Papouasie Nouvelle Guinée	85	0.413	104	0.326	104	0.319	104	0.301
Paraguay	129	0.230	130	0.201	114	0.263	114	0.267
Pérou	80	0.448	70	0.477	71	0.503	78	0.451
Philippines	84	0.423	78	0.433	97	0.357	70	0.501
Pologne	40	0.699	45	0.668	35	0.754	28	0.789
Portugal	22	0.821	22	0.827	25	0.795	22	0.836
Qatar	55	0.567	56	0.581	42	0.712	40	0.706
Roumanie	74	0.466	67	0.495	61	0.551	50	0.627
Fédération Russe	134	0.196	115	0.287	119	0.253	99	0.325
Rwanda	117	0.279	113	0.295	56	0.580	49	0.634
Arabie Saoudite	63	0.511	96	0.361	62	0.545	59	0.566
Sénégal	82	0.438	81	0.417	95	0.367	61	0.549
Serbie	90	0.384	85	0.409	76	0.463	62	0.549
Sierra Leone	132	0.216	126	0.234	125	0.238	121	0.249
Singapour	18	0.853	18	0.871	17	0.877	15	0.899
République Slovaque	39	0.701	40	0.729	43	0.701	42	0.704
Slovénie	27	0.796	29	0.779	30	0.772	30	0.771
Afrique du Sud	47	0.633	48	0.627	54	0.583	51	0.627
Espagne	21	0.822	24	0.813	27	0.793	27	0.793
Sri Lanka	73	0.467	65	0.523	69	0.508	71	0.493
Soudan	130	0.223	138	0.146	136	0.157	144	0.074
Suriname	69	0.495	82	0.411	72	0.489	80	0.439
Swaziland	101	0.341	123	0.245	91	0.377	101	0.318
Suède	4	0.952	5	0.945	2	0.964	4	0.957
Suisse	10	0.925	10	0.929	8	0.930	9	0.927
République Arabe Syrienne	103	0.333	101	0.339	113	0.263	123	0.248
Tadjikistan	144	0.147	145	0.118	133	0.181	125	0.247
Tanzanie	71	0.485	68	0.493	80	0.447	93	0.369
Thaïlande	59	0.547	54	0.589	64	0.536	83	0.419
Togo	139	0.165	140	0.129	134	0.181	132	0.189
Tunisie	49	0.614	47	0.629	58	0.574	60	0.551
Turquie	67	0.499	61	0.567	63	0.537	67	0.521
Turkménistan	145	0.145	144	0.119	140	0.118	131	0.197
Ouganda	106	0.323	107	0.325	92	0.374	107	0.297
Ukraine	121	0.258	111	0.301	112	0.267	115	0.263
Emirats Arabes Unis	45	0.653	44	0.683	46	0.690	37	0.739
Royaume Uni	8	0.931	12	0.923	13	0.910	11	0.917
Etats Unis	14	0.891	15	0.883	18	0.868	19	0.872
Uruguay	40	0.699	41	0.721	29	0.776	36	0.747

Ouzbékistan	148	0.129	139	0.132	142	0.112	134	0.177
Venezuela, RB	133	0.198	133	0.165	147	0.091	144	0.074
Vietnam	100	0.343	72	0.459	79	0.449	96	0.349
Yémen, Rep.	111	0.303	136	0.147	139	0.119	148	0.064
Zambie	78	0.458	92	0.378	78	0.451	74	0.480
Zimbabwe	128	0.235	142	0.127	145	0.100	142	0.081
Rang et résultat médians pour les pays musulmans	110.5	0.306	105.5	0.325	114	0.261	116	0.260

Les résultats de l'index d'islamicité concernant la gouvernance et la justice sont montrés dans le tableau 4.2. Le Danemark, la Finlande, l'Islande, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suède ont toujours figuré dans les dix premiers et l'Allemagne n'est pas loin. Encore une fois, ces sont les mêmes pays que l'on retrouve dans les 30 premiers avec le Chili qui y entre et la Corée qui en sort.

Encore une fois, les pays musulmans sont à la traîne dans le deuxième index (l'index d'islamicité concernant la gouvernance et la justice). On s'attend à ce que leur performance dans le domaine de la gouvernance et de la justice soit plus médiocre que dans le domaine économique car les exportations de pétrole et de gaz ont aidé l'index économique et aussi parce que nous pensons qu'un gouvernement autoritaire entrave l'état de droit et de gouvernance dans les pays musulmans. Nous avons retrouvé nos attentes. Dans l'ensemble, le rang médian des pays musulmans a fluctué entre 105,5 et 116 et leurs résultats entre 0,260 et 0,325, et les pires rangs et résultats médians montrent une détérioration significative pendant cette période ; on peut même ajouter que les choses sont allées de mal en pis. Seulement deux pays musulmans, la Malaisie et les Emirats Arabes Unis, se trouvent dans les 50 premiers pendant la période entre 2000 et 2016. Nous devons remarquer que l'Azerbaïdjan et l'Indonésie ont montré une

amélioration significative, mais de nombreux pays qui comprennent l’Egypte, le Liban, le Mali, la Mauritanie, la Syrie et le Yémen, ont vu une détérioration significative dans les domaines de la gouvernance et de la justice. Les pays qui ont vu une détérioration significative dans les domaines de la gouvernance et de la justice sont ceux qui ont connu un conflit. En 2016, la pire performance d’un pays musulman était celui du Tchad avec un résultat de 0,0428 ; la meilleure était celle des Emirats Arabes Unis avec un résultat de 0,7408 ; et les meilleurs résultats de tous les pays étaient ceux de la Finlande avec 0,9822. Le fossé entre le pays aux meilleurs résultats dans le monde et celui aux pires résultats est effrayant. Il est clair que la performance médiocre des pays musulmans dans le domaine de la gouvernance et de la justice sous-tend et éclipse leur mauvaise performance économique.

Tableau 4.2: Rang et résultat d’index d’islamicité économique

	2000		2000		2010		2010	
	Rang	Résultat	Rang	Résultat	Rang	Résultat	Rang	Résultat
Albanie	74	0.477	55	0.529	55	0.543	54	0.543
Algérie	68	0.486	74	0.459	81	0.433	111	0.368
Angola	147	0.248	138	0.306	145	0.236	147	0.220
Argentine	66	0.488	119	0.367	132	0.312	145	0.238
Arménie	79	0.471	57	0.527	73	0.454	83	0.437
Australie	12	0.833	12	0.827	6	0.832	10	0.818
Autriche	5	0.865	7	0.852	4	0.847	7	0.830
Azerbaïdjan	54	0.525	52	0.556	51	0.550	56	0.541
Bahreïn	41	0.628	42	0.639	29	0.682	36	0.670
Bangladesh	88	0.441	90	0.429	107	0.371	91	0.416
Biélorussie	103	0.405	76	0.458	72	0.455	89	0.419
Belgique	10	0.840	15	0.806	14	0.790	16	0.784
Belize	61	0.500	71	0.467	97	0.394	110	0.368
Benin	84	0.449	128	0.351	106	0.371	90	0.416
Bolivie	104	0.405	118	0.368	138	0.287	138	0.294
Bosnie et Herzégovine	121	0.363	101	0.409	78	0.436	75	0.465
Botswana	63	0.496	69	0.469	67	0.483	66	0.503
Brésil	106	0.404	105	0.400	108	0.370	123	0.337
Bulgarie	51	0.570	44	0.610	48	0.583	47	0.607
Burkina Faso	98	0.420	123	0.366	89	0.418	86	0.423
Burundi	144	0.269	140	0.303	140	0.284	133	0.316
Cambodge	94	0.432	70	0.467	83	0.431	69	0.490
Cameroun	125	0.351	122	0.366	121	0.340	122	0.339
Canada	11	0.840	9	0.839	8	0.820	9	0.820
Tchad	140	0.288	124	0.359	126	0.333	144	0.242
Chili	38	0.652	38	0.662	40	0.645	43	0.634
Chine	52	0.554	50	0.558	76	0.447	70	0.486
Colombie	87	0.442	94	0.422	63	0.499	59	0.521
Congo, Rep. Dem.	150	0.195	145	0.279	149	0.157	149	0.210
Congo, Rep.	142	0.282	141	0.302	147	0.221	148	0.213
Costa Rica	67	0.487	72	0.466	77	0.438	74	0.467
Côte d'Ivoire	112	0.382	115	0.374	112	0.357	99	0.401
Croatie	64	0.493	62	0.509	62	0.517	63	0.507
Chypre	22	0.771	17	0.792	21	0.758	29	0.715
République Tchèque	24	0.749	18	0.789	18	0.776	15	0.801
Danemark	2	0.890	2	0.887	3	0.864	1	0.872

République Dominicaine	116	0.375	129	0.347	102	0.381	109	0.369
Equateur	126	0.346	131	0.341	136	0.300	141	0.284
Egypte, Rep. Arabe	69	0.485	78	0.457	80	0.435	119	0.345
Salvador	53	0.530	65	0.494	68	0.464	81	0.441
Estonie	32	0.697	27	0.735	36	0.660	23	0.766
Ethiopie	105	0.405	92	0.423	90	0.416	108	0.369
Finlande	14	0.818	10	0.834	12	0.800	12	0.813
France	25	0.733	26	0.744	24	0.731	28	0.717
Gabon	96	0.421	99	0.412	109	0.368	94	0.414
Géorgie	92	0.434	80	0.451	56	0.536	50	0.584
Allemagne	21	0.778	19	0.786	13	0.793	8	0.826
Ghana	120	0.365	104	0.400	91	0.412	85	0.428
Grèce	48	0.591	49	0.575	54	0.544	68	0.497
Guatemala	81	0.459	96	0.417	94	0.397	101	0.390
Guinée	90	0.438	108	0.391	131	0.314	125	0.335
Guyane	86	0.443	95	0.419	103	0.381	112	0.367
Haïti	146	0.253	147	0.242	144	0.248	139	0.284
Honduras	123	0.354	132	0.334	129	0.325	131	0.324
Hong Kong	19	0.783	24	0.776	10	0.807	14	0.803
Hongrie	28	0.713	30	0.715	34	0.664	33	0.700
Islande	17	0.806	14	0.813	25	0.712	21	0.775
Inde	73	0.478	61	0.509	70	0.461	76	0.464
Indonésie	75	0.476	98	0.413	79	0.435	72	0.478
Iran, Rep. Islamique	115	0.376	114	0.380	127	0.331	130	0.324
Irak	133	0.317	127	0.351	125	0.334	96	0.413
Irlande	4	0.883	1	0.891	9	0.815	5	0.844
Israël	34	0.691	33	0.689	27	0.702	26	0.724
Italie	26	0.726	25	0.747	30	0.676	42	0.635
Jamaïque	56	0.520	56	0.528	71	0.458	65	0.504
Japon	15	0.808	20	0.785	16	0.779	20	0.778
Jordanie	43	0.613	45	0.605	49	0.559	49	0.585
Kazakhstan	80	0.460	63	0.506	59	0.530	48	0.590
Kenya	117	0.369	117	0.371	123	0.340	120	0.344
Corée, Rep.	20	0.781	23	0.777	22	0.753	22	0.769
Koweït	27	0.717	34	0.683	41	0.634	46	0.617
République Kirghize	102	0.406	93	0.422	98	0.394	82	0.438
Laos RDP	109	0.395	103	0.402	84	0.425	78	0.461
Lettonie	37	0.665	32	0.707	43	0.619	31	0.707
Liban	60	0.511	68	0.474	66	0.487	87	0.422
Lesotho	138	0.303	130	0.341	133	0.312	132	0.319
Liberia	124	0.351	143	0.292	134	0.309	121	0.342

Libye	131	0.320	134	0.326	130	0.314	124	0.335
Lituanie	40	0.631	29	0.726	35	0.663	24	0.739
Luxembourg	9	0.852	11	0.829	11	0.800	18	0.780
Macédoine	114	0.378	75	0.458	60	0.529	55	0.541
Madagascar	118	0.367	113	0.384	118	0.347	127	0.329
Malawi	130	0.321	135	0.315	124	0.340	135	0.309
Malaisie	35	0.679	41	0.643	37	0.654	27	0.722
Mali	89	0.438	121	0.367	105	0.371	129	0.325
Malte	23	0.757	22	0.779	23	0.750	25	0.734
Mauritanie	143	0.270	137	0.311	142	0.277	134	0.311
Maurice	42	0.615	48	0.586	33	0.666	39	0.658
Mexique	59	0.512	51	0.557	50	0.550	58	0.537
Moldavie	95	0.425	73	0.461	101	0.388	80	0.449
Mongolie	77	0.472	59	0.515	69	0.462	60	0.511
Monténégro	93	0.432	66	0.492	46	0.589	51	0.581
Maroc	57	0.518	79	0.452	64	0.498	77	0.464
Mozambique	149	0.232	148	0.241	146	0.227	143	0.265
Namibie	65	0.492	91	0.427	95	0.397	92	0.416
Népal	82	0.458	100	0.411	92	0.408	97	0.412
Pays Bas	1	0.892	4	0.874	2	0.873	4	0.852
Nouvelle Zélande	7	0.861	6	0.869	5	0.845	3	0.856
Nicaragua	97	0.420	87	0.431	119	0.342	114	0.358
Niger	136	0.310	126	0.353	116	0.348	115	0.355
Nigeria	110	0.385	120	0.367	99	0.391	107	0.370
Norvège	18	0.794	21	0.783	19	0.772	19	0.780
Oman	47	0.594	47	0.589	42	0.621	45	0.623
Pakistan	91	0.437	77	0.457	93	0.399	88	0.420
Panama	58	0.512	67	0.486	65	0.490	62	0.508
Papouasie Nouvelle Guinée	119	0.367	111	0.385	96	0.397	93	0.415
Paraguay	127	0.346	133	0.330	113	0.354	105	0.380
Pérou	72	0.479	83	0.441	58	0.534	57	0.537
Philippines	71	0.479	106	0.400	85	0.423	67	0.498
Pologne	45	0.607	39	0.651	31	0.669	32	0.705
Portugal	29	0.707	37	0.672	45	0.614	44	0.632
Qatar	49	0.589	46	0.597	32	0.667	38	0.664
Romanie	78	0.471	60	0.509	47	0.585	40	0.647
Fédération Russe	99	0.416	85	0.435	104	0.373	106	0.379
Rwanda	145	0.261	136	0.312	100	0.389	84	0.432
Arabie Saoudite	44	0.612	43	0.616	53	0.547	52	0.564
Sénégal	107	0.404	97	0.415	111	0.364	102	0.386
Serbie	83	0.449	81	0.445	75	0.451	64	0.507

Sierra Leone	134	0.312	146	0.276	143	0.270	140	0.284
Singapore	16	0.806	16	0.802	15	0.785	13	0.812
République Slovaque	39	0.643	28	0.728	26	0.704	37	0.669
Slovénie	36	0.668	31	0.708	28	0.701	30	0.714
Afrique du Sud	85	0.448	84	0.436	87	0.421	95	0.413
Espagne	30	0.700	36	0.673	38	0.652	35	0.674
Sri Lanka	50	0.579	53	0.554	61	0.521	53	0.550
Soudan	132	0.318	125	0.354	135	0.304	142	0.275
Suriname	137	0.307	109	0.390	115	0.349	113	0.359
Swaziland	108	0.397	116	0.372	114	0.351	117	0.353
Suède	6	0.864	5	0.873	7	0.829	6	0.841
Suisse	3	0.885	3	0.878	1	0.874	2	0.871
République Arabe Syrienne	70	0.481	64	0.503	88	0.420	103	0.380
Tadjikistan	113	0.380	102	0.404	122	0.340	118	0.347
Tanzanie	100	0.414	86	0.432	86	0.423	100	0.400
Thaïlande	31	0.698	35	0.682	39	0.646	41	0.635
Togo	139	0.294	144	0.291	139	0.287	126	0.331
Tunisie	46	0.600	54	0.548	52	0.549	73	0.470
Turquie	62	0.497	82	0.445	74	0.452	71	0.485
Turkménistan	128	0.324	139	0.306	137	0.289	136	0.308
Ouganda	76	0.473	89	0.429	82	0.432	98	0.404
Ukraine	129	0.324	88	0.430	117	0.347	128	0.329
Emirats Arabes Unis	33	0.693	40	0.646	44	0.614	34	0.695
Royaume Uni	8	0.853	8	0.852	17	0.779	11	0.815
Etats Unis	13	0.827	13	0.815	20	0.770	17	0.783
Uruguay	55	0.520	58	0.517	57	0.535	61	0.510
Ouzbékistan	122	0.354	112	0.385	120	0.341	104	0.380
Venezuela, RB	141	0.284	149	0.211	150	0.136	150	0.130
Vietnam	101	0.411	107	0.398	110	0.368	79	0.455
Yémen, Rep.	111	0.383	110	0.388	128	0.328	116	0.353
Zambie	135	0.311	142	0.301	141	0.278	137	0.295
Zimbabwe	148	0.247	150	0.181	148	0.185	146	0.222
Rang et résultat médians pour les pays musulmans	88.5	0.439	91.5	0.426	91	0.408	93.5	0.414

Tableau 4.2: Rang et résultat d'index d'islamicité économique

Tableau 4.3 : Rang et score des index d'islamicité des droits humains et politiques

	2000		2005		2010		2015	
	Rang	Résultat	Rang	Résultat	Rang	Résultat	Rang	Résultat
Albanie	72	0.484	69	0.508	71	0.507	58	0.540
Algérie	127	0.280	125	0.279	124	0.293	116	0.315
Angola	133	0.257	131	0.257	126	0.289	140	0.217
Argentine	38	0.680	40	0.680	36	0.692	37	0.692
Arménie	84	0.430	87	0.407	99	0.371	97	0.374
Australie	4	0.941	5	0.936	5	0.934	5	0.930
Autriche	17	0.888	15	0.891	15	0.884	17	0.874
Azerbaïdjan	96	0.376	98	0.365	96	0.379	96	0.376
Bahreïn	83	0.432	75	0.482	82	0.449	87	0.418
Bangladesh	119	0.298	119	0.300	110	0.327	125	0.290
Biélorussie	82	0.439	84	0.438	74	0.495	78	0.462
Belgique	11	0.908	12	0.897	14	0.892	13	0.894
Belize	48	0.590	53	0.565	55	0.538	64	0.513
Benin	117	0.301	121	0.293	125	0.290	127	0.280
Bolivie	66	0.516	82	0.461	81	0.450	65	0.509
Bosnie and Herzégovine	90	0.402	73	0.499	78	0.476	74	0.474
Botswana	57	0.550	61	0.521	59	0.525	62	0.516
Brésil	49	0.584	50	0.583	50	0.581	48	0.590
Bulgarie	46	0.613	45	0.641	45	0.612	46	0.595
Burkina Faso	134	0.254	140	0.229	131	0.260	130	0.256
Burundi	140	0.230	130	0.257	132	0.259	134	0.240
Cambodge	121	0.291	110	0.325	93	0.386	94	0.379
Cameroun	135	0.240	139	0.235	139	0.240	128	0.275
Canada	7	0.935	6	0.936	9	0.925	10	0.920
Tchad	147	0.157	150	0.138	149	0.118	149	0.126
Chili	35	0.690	30	0.743	32	0.738	33	0.724
Chine	118	0.300	113	0.314	112	0.325	113	0.326
Colombie	56	0.552	63	0.520	58	0.526	61	0.522
Congo, Rep. Dem.	145	0.173	147	0.159	148	0.141	146	0.174
Congo, Rep.	128	0.276	132	0.251	141	0.226	124	0.292
Costa Rica	28	0.750	29	0.749	31	0.738	32	0.731
Côte d'Ivoire	144	0.195	148	0.153	147	0.157	143	0.180

Croatie	44	0.656	43	0.655	42	0.676	39	0.667
Chypre	24	0.794	22	0.802	21	0.806	26	0.775
République Tchèque	26	0.779	25	0.785	23	0.783	27	0.773
Danemark	8	0.930	4	0.939	6	0.933	2	0.936
République Dominicaine	47	0.611	51	0.577	53	0.555	59	0.537
Equateur	63	0.535	62	0.521	64	0.515	55	0.545
Egypte, Rep. Arabe	142	0.218	142	0.212	140	0.238	137	0.235
Le Salvador	71	0.491	79	0.469	79	0.460	68	0.498
Estonie	31	0.731	31	0.735	28	0.763	25	0.779
Ethiopie	137	0.239	137	0.239	137	0.243	139	0.221
Finlande	10	0.919	10	0.918	11	0.912	11	0.912
France	20	0.861	18	0.864	20	0.858	20	0.850
Gabon	98	0.371	104	0.342	114	0.320	108	0.349
Géorgie	81	0.449	78	0.471	76	0.479	72	0.488
Allemagne	15	0.894	11	0.909	10	0.916	9	0.922
Ghana	69	0.498	65	0.515	68	0.510	84	0.443
Grèce	39	0.673	37	0.695	39	0.678	40	0.660
Guatemala	87	0.414	94	0.383	89	0.409	93	0.399
Guinée	138	0.237	136	0.243	144	0.177	144	0.177
Guyane	55	0.553	58	0.538	69	0.509	73	0.479
Haïti	92	0.397	112	0.317	107	0.331	105	0.354
Honduras	78	0.474	81	0.461	91	0.388	95	0.377
Hong Kong	43	0.659	42	0.665	37	0.685	28	0.765
Hongrie	33	0.717	34	0.719	35	0.705	44	0.629
Islande	9	0.926	9	0.927	8	0.927	8	0.925
Inde	115	0.309	122	0.293	118	0.313	107	0.350
Indonésie	89	0.405	90	0.397	85	0.439	82	0.446
Iran, Rep. Islamique	116	0.302	120	0.298	123	0.301	115	0.322
Irak	143	0.205	144	0.188	142	0.214	129	0.259
Irlande	14	0.895	13	0.896	12	0.901	12	0.899
Israël	27	0.770	27	0.760	29	0.752	24	0.783
Italie	21	0.812	21	0.802	24	0.782	22	0.809
Jamaïque	45	0.642	47	0.608	47	0.591	51	0.576
Japon	22	0.803	26	0.777	25	0.773	30	0.746
Jordanie	95	0.380	97	0.367	102	0.358	101	0.360
Kazakhstan	91	0.399	91	0.396	88	0.413	83	0.444
Kenya	108	0.330	102	0.346	116	0.317	99	0.373
Corée, Rep.	36	0.689	33	0.722	30	0.746	38	0.690
Koweït	62	0.537	66	0.514	62	0.520	81	0.452

République Kirghize	101	0.354	115	0.310	100	0.369	88	0.415
Laos RDP	99	0.371	99	0.360	98	0.373	98	0.374
Lettonie	37	0.682	41	0.671	44	0.653	43	0.645
Liban	110	0.325	85	0.426	86	0.421	106	0.352
Lesotho	103	0.347	100	0.356	104	0.355	114	0.322
Liberia	125	0.283	118	0.301	111	0.326	131	0.246
Libye	107	0.336	101	0.349	106	0.336	104	0.355
Lituanie	41	0.661	44	0.648	40	0.676	36	0.693
Luxembourg	16	0.894	14	0.895	16	0.881	15	0.887
Macédoine	60	0.544	56	0.542	60	0.524	63	0.515
Madagascar	104	0.346	116	0.309	127	0.271	118	0.311
Malawi	94	0.387	103	0.344	92	0.388	122	0.298
Malaisie	64	0.532	67	0.512	65	0.514	66	0.507
Mali	130	0.272	126	0.277	128	0.271	142	0.187
Malte	23	0.796	23	0.788	26	0.773	23	0.803
Mauritanie	141	0.218	138	0.237	130	0.260	141	0.200
Maurice	42	0.659	36	0.702	38	0.683	42	0.653
Mexique	53	0.569	49	0.588	49	0.582	60	0.528
Moldavie	70	0.497	64	0.515	72	0.502	71	0.489
Mongolie	68	0.503	70	0.507	56	0.531	47	0.590
Monténégro	76	0.479	48	0.592	46	0.602	49	0.589
Maroc	139	0.235	128	0.263	133	0.254	133	0.242
Mozambique	109	0.326	114	0.312	121	0.303	123	0.294
Namibie	65	0.530	68	0.510	63	0.517	56	0.542
Népal	122	0.290	129	0.262	113	0.322	91	0.413
Pays Bas	3	0.948	3	0.941	2	0.950	3	0.935
Nouvelle Zélande	6	0.938	7	0.934	7	0.927	7	0.928
Nicaragua	67	0.515	71	0.506	84	0.445	67	0.504
Niger	146	0.168	143	0.204	146	0.160	147	0.170
Nigeria	136	0.239	133	0.248	138	0.243	138	0.228
Norvège	1	0.959	1	0.963	1	0.958	1	0.956
Oman	114	0.310	88	0.405	87	0.416	90	0.413
Pakistan	148	0.149	145	0.168	143	0.201	148	0.168
Panama	34	0.695	38	0.692	43	0.656	41	0.654
Papouasie Nouvelle Guinée	93	0.393	95	0.376	97	0.379	103	0.356
Paraguay	74	0.480	72	0.504	67	0.511	76	0.465
Pérou	61	0.539	54	0.554	54	0.551	54	0.555
Philippines	54	0.559	57	0.539	61	0.521	57	0.541
Pologne	29	0.743	28	0.752	27	0.772	31	0.743
Portugal	25	0.786	24	0.787	22	0.796	21	0.813

Qatar	79	0.465	76	0.477	77	0.476	75	0.466
Romanie	50	0.582	52	0.567	51	0.562	45	0.602
Fédération Russe	88	0.411	92	0.394	90	0.398	100	0.372
Rwanda	129	0.273	117	0.306	115	0.319	110	0.345
Arabie Saoudite	106	0.342	109	0.331	109	0.328	92	0.400
Sénégal	100	0.356	96	0.372	101	0.363	89	0.414
Serbie	52	0.570	55	0.548	48	0.586	50	0.585
Sierra Leone	112	0.320	108	0.331	119	0.311	126	0.288
Singapour	40	0.663	39	0.687	41	0.676	35	0.713
République Slovaque	32	0.721	32	0.727	33	0.728	34	0.715
Slovénie	18	0.866	20	0.860	19	0.861	16	0.874
Afrique du Sud	51	0.572	60	0.523	57	0.527	53	0.558
Espagne	19	0.863	19	0.862	18	0.865	19	0.858
Sri Lanka	75	0.479	74	0.492	73	0.498	69	0.492
Soudan	131	0.269	135	0.245	136	0.251	145	0.176
Suriname	59	0.545	46	0.612	52	0.561	52	0.558
Swaziland	120	0.295	127	0.275	129	0.268	132	0.244
Suède	2	0.958	2	0.954	3	0.950	4	0.930
Suisse	5	0.939	8	0.933	4	0.934	6	0.928
République Arabe Syrienne	126	0.283	123	0.289	134	0.253	136	0.238
Tadjikistan	105	0.343	106	0.339	108	0.330	112	0.333
Tanzanie	113	0.315	107	0.335	105	0.337	109	0.347
Thaïlande	58	0.546	59	0.531	70	0.508	77	0.463
Togo	149	0.144	146	0.159	145	0.169	135	0.240
Tunisie	97	0.374	93	0.392	94	0.383	86	0.438
Turquie	85	0.420	86	0.424	80	0.456	80	0.456
Turkménistan	124	0.286	134	0.246	122	0.303	120	0.307
Ouganda	102	0.348	104	0.342	103	0.356	111	0.341
Ukraine	73	0.483	80	0.464	75	0.494	79	0.456
Emirats Arabes Unis	80	0.453	83	0.446	66	0.513	70	0.490
Royaume Uni	13	0.895	16	0.888	13	0.893	14	0.891
Etats Unis	12	0.902	17	0.885	17	0.880	18	0.866
Uruguay	30	0.734	35	0.715	34	0.717	29	0.752
Ouzbékistan	111	0.324	111	0.318	120	0.311	121	0.299
Venezuela, RB	77	0.478	77	0.476	83	0.448	102	0.359
Vietnam	86	0.415	89	0.404	95	0.382	85	0.441
Yémen, Rep.	150	0.142	149	0.146	150	0.118	150	0.080

Zambie	123	0.290	124	0.280	117	0.314	119	0.308
Zimbabwe	132	0.268	141	0.226	135	0.251	117	0.313
Résultat et rang médians pour les pays musulmans	113	0.315	113	0.314	114.5	0.319	115.5	0.319

Dans le domaine des droits politiques et humains, les pays qui sont dans les dix premiers pendant cette période sont les suspects habituels: l'Australie, de Danemark, l'Islande, le Pays- Bas, la Nouvelle Zélande, la Norvège, la Suède et la Suisse. Les 30 premiers sont à peu près les mêmes que dans l'index économique avec Israël à présent dans le groupe.

Dans le cas des pays musulmans, comme on s'y attend, ils ont leur performance les plus médiocres dans le domaine des droits politiques et humains. Leur rang médian a fluctué entre 113 et 115,5 ; et leur résultat médian entre 0,314 et 0,319. En 2016, il n'y avait pas un seul pays musulman dans les 50 premiers ! Le pays musulman avec les meilleures performance était l'Albanie avec un rang général de 58 parmi tous les pays et un résultat de 0,540. Le Yémen avait la pire performance avec un résultat incroyable de 0,0079. Ces résultats et ces rangs, bien qu'incroyables, sont tout-à-fait exacts et attendus.

Tableau 4.3 : Rang et score des index d'islamicité des droits humains et politiques

Bien que nous discutons les performances d'un certain nombre de pays musulmans en détails dans le prochain chapitre ainsi que les implications et les recommandations pratiques dans ce livre, nous devons souligner quelques faits importants à partir de ces

résultats avant d'aller plus loin. Alors que les performances économiques des pays musulmans ont été mauvaises, elles ont été quelque peu masquées par la « manne tombée du ciel » sous forme de pétrole et de gaz, qui sont des ressources épuisables pour un certain nombre de pays qui se trouvent très haut placés parmi les meilleurs pays musulmans. De plus, quant à la performance économique, nous avons souvent cité des chiffres et des références, mais dans d'autres domaines, cela est moins connu. Nous observons que dans le domaine légal (l'état de droit) et celui de la gouvernance leur performance est simplement catastrophique et quant aux droits politiques et humains, ces performances sont encore pires. En attendant les discussions du chapitre suivant, une chose est claire : les pays musulmans manquent d'institutions importantes, un système légal efficace et impartial (l'état de droit), un système de gouvernance efficace, des garanties de liberté et de droits humains et un système politique libre et représentatif. Comment peut-on s'attendre à ce que les pays prospèrent et progressent sous le poids de l'oppression sans pouvoir se faire entendre ? Alors que certains pays musulmans s'enveloppent du voile de l'islam afin de permettre à quelques uns de dominer, d'opprimer et de diriger dans le but d'augmenter les gains personnels, ils nourrissent les extrémistes et les terroristes, ils dénigrent le nom de l'islam et la réputation de centaines de millions de musulmans dévots et productifs, et ils nourrissent l'islamophobie dans le monde. Même ces macrorésultats confirment le besoin absolu d'institutions efficaces dans le monde musulman avant qu'il y ait un tournant significatif en réduisant les soulèvements, les conflits et les guerres, en éradiquant le terrorisme musulman et en établissant de meilleures relations Est-Ouest.

Les résultats d'islamicité dans les relations internationales se trouvent dans le tableau 4.4. Ici, les meilleurs pays qui se trouvent dans les dix premiers avec les meilleures

performances pendant la période sont peu nombreux : le Canada, l'Irlande, le Luxembourg et Malte. Les 30 premiers sont toujours les pays occidentaux, mais étonnamment et comme prévu, les Etats-Unis, le Royaume Uni et même la France reçoivent quelques coups à cause de leurs aventures militaires à l'étranger et la position d'Israël est détériorée de façon significative par rapport aux trois autres indices.

À nouveau, les pays musulmans ont des mauvaises performances dans l'index d'islamicité internationale. Leur rang médian a fluctué entre 106 et 108,5 et leurs résultats se trouvent entre 0,387 et 0,410. En 2016, le pays musulman avec la meilleure performance était l'Albanie au rang 19, suivi par Nigéria au rang 31, la Malaisie au rang 44 et le Sénégal au rang 50

Tableau 4.4: Rang et résultat des index d'islamicité des relations internationales

	2000		2005		2010		2015	
	Rang	Résultat	Rang	Résultat	Rang	Résultat	Rang	Résultat
Albanie	131	0.280	128	0.340	38	0.597	18	0.700
Algérie	141	0.223	138	0.270	138	0.230	143	0.190
Angola	132	0.270	142	0.227	145	0.187	149	0.137
Argentine	9	0.757	19	0.683	35	0.637	40	0.607
Arménie	142	0.220	143	0.210	142	0.210	137	0.250
Australie	11	0.740	13	0.713	18	0.690	29	0.650
Autriche	13	0.717	21	0.677	20	0.687	15	0.730
Azerbaïdjan	132	0.270	136	0.290	134	0.263	137	0.250
Bahreïn	97	0.430	114	0.397	108	0.400	104	0.400
Bangladesh	80	0.470	84	0.463	92	0.463	88	0.470
Biélorussie	143	0.213	147	0.170	136	0.243	132	0.300
Belgique	13	0.717	5	0.777	6	0.833	8	0.793
Belize	48	0.590	39	0.593	43	0.583	52	0.557

Benin	71	0.510	76	0.500	77	0.497	77	0.490
Bolivie	53	0.570	66	0.537	96	0.440	97	0.450
Bosnie and Herzégovine	128	0.327	130	0.320	58	0.547	27	0.653
Botswana	100	0.413	129	0.333	135	0.253	135	0.260
Brésil	59	0.560	58	0.547	72	0.507	71	0.507
Bulgarie	106	0.403	118	0.387	102	0.413	75	0.493
Burkina Faso	75	0.497	71	0.510	64	0.523	55	0.547
Burundi	145	0.190	146	0.187	137	0.240	139	0.240
Cambodge	134	0.270	133	0.307	133	0.280	131	0.303
Cameroun	69	0.520	73	0.503	90	0.470	92	0.460
Canada	5	0.800	4	0.793	8	0.767	9	0.773
Tchad	126	0.330	107	0.403	148	0.157	147	0.157
Chili	66	0.543	78	0.497	79	0.490	80	0.487
Chine	47	0.593	38	0.603	46	0.580	54	0.550
Colombie	77	0.490	98	0.433	118	0.373	99	0.447
Congo, Rep. Dem.	87	0.457	112	0.400	108	0.400	125	0.347
Congo, Rep.	94	0.447	119	0.383	123	0.360	140	0.240
Costa Rica	12	0.730	16	0.693	26	0.657	34	0.630
Côte d'Ivoire	32	0.643	55	0.553	59	0.543	58	0.533
Croatie	116	0.383	81	0.470	73	0.503	37	0.630
Chypre	109	0.400	100	0.427	85	0.483	87	0.473
République Tchèque	22	0.667	8	0.750	9	0.763	6	0.813
Danemark	37	0.623	34	0.617	30	0.643	34	0.630
République Dominicaine	29	0.650	23	0.653	13	0.707	13	0.747
Equateur	86	0.460	107	0.403	125	0.340	114	0.370
Egypte, Rep. Arabe	120	0.363	130	0.320	128	0.330	114	0.370
Le Salvador	29	0.650	33	0.623	48	0.573	60	0.530
Estonie	31	0.647	49	0.563	68	0.510	74	0.497
Ethiopie	143	0.213	127	0.343	120	0.367	106	0.397
Finlande	56	0.563	58	0.547	60	0.537	59	0.533
France	41	0.610	22	0.663	29	0.647	33	0.633
Gabon	93	0.450	99	0.430	97	0.433	109	0.387
Géorgie	126	0.330	103	0.420	84	0.483	84	0.480
Allemagne	18	0.680	25	0.650	15	0.700	16	0.727
Ghana	24	0.660	16	0.693	27	0.653	38	0.623
Grèce	88	0.453	86	0.460	94	0.457	94	0.457
Guatemala	63	0.547	28	0.640	33	0.640	41	0.603
Guinée	84	0.463	103	0.420	92	0.463	112	0.373
Guyana	16	0.693	69	0.527	90	0.470	98	0.450

Haïti	76	0.493	63	0.540	75	0.503	71	0.507
Honduras	45	0.597	36	0.607	62	0.530	67	0.513
Hong Kong	100	0.413	107	0.403	110	0.397	114	0.370
Hongrie	53	0.570	29	0.630	16	0.697	20	0.687
Islande	41	0.610	49	0.563	2	0.877	4	0.827
Inde	85	0.460	89	0.453	99	0.427	100	0.443
Indonésie	36	0.630	42	0.587	53	0.560	62	0.527
Iran, Rep. Islamique	147	0.170	149	0.137	149	0.140	150	0.133
Irak	148	0.157	83	0.467	143	0.193	148	0.153
Irlande	4	0.820	3	0.840	4	0.853	1	0.887
Israël	111	0.397	114	0.397	107	0.403	113	0.373
Italie	25	0.660	27	0.643	28	0.650	21	0.683
Jamaïque	7	0.763	7	0.767	11	0.733	18	0.700
Japon	15	0.703	15	0.700	16	0.697	17	0.717
Jordanie	116	0.383	117	0.390	117	0.377	124	0.353
Kazakhstan	70	0.517	86	0.460	87	0.477	90	0.463
Kenya	61	0.557	53	0.560	66	0.517	69	0.510
Corée, Rep.	123	0.350	125	0.350	127	0.330	129	0.317
Koweït	103	0.407	122	0.377	114	0.390	120	0.363
République Kirghize	115	0.390	100	0.427	101	0.417	105	0.400
Lao RDP	137	0.250	135	0.290	131	0.297	133	0.283
Lettonie	39	0.613	23	0.653	30	0.643	32	0.637
Liban	106	0.403	96	0.440	106	0.403	123	0.357
Lesotho	74	0.500	70	0.517	60	0.537	73	0.500
Liberia	98	0.420	84	0.463	78	0.497	69	0.510
Libye	136	0.260	148	0.143	146	0.183	67	0.513
Lituanie	18	0.680	47	0.580	48	0.573	39	0.613
Luxembourg	1	0.927	1	0.917	1	0.940	3	0.830
Macédoine	139	0.237	107	0.403	119	0.370	114	0.370
Madagascar	91	0.450	72	0.507	65	0.520	65	0.517
Malawi	63	0.547	55	0.553	54	0.557	47	0.570
Malaisie	38	0.617	58	0.547	41	0.590	43	0.593
Mali	89	0.453	73	0.503	76	0.500	64	0.520
Malte	2	0.860	2	0.873	3	0.873	2	0.853
Mauritanie	130	0.280	141	0.227	141	0.220	135	0.260
Maurice	18	0.680	6	0.770	7	0.797	11	0.757
Mexique	17	0.687	16	0.693	21	0.680	23	0.673
Moldavie	62	0.550	58	0.547	37	0.607	48	0.567
Mongolie	149	0.143	144	0.207	132	0.287	134	0.263
Monténégro	91	0.450	95	0.443	82	0.487	85	0.480
Maroc	125	0.337	126	0.347	120	0.367	110	0.380

Mozambique	56	0.563	49	0.563	62	0.530	57	0.537
Namibie	83	0.467	96	0.440	113	0.393	126	0.337
Népal	73	0.503	107	0.403	112	0.397	128	0.317
Pays Bas	10	0.750	11	0.733	4	0.853	4	0.827
Nouvelle Zélande	6	0.783	9	0.747	10	0.740	14	0.743
Nicaragua	43	0.607	63	0.540	43	0.583	53	0.553
Niger	79	0.473	80	0.473	68	0.510	56	0.540
Nigeria	26	0.657	35	0.613	22	0.660	30	0.647
Norvège	52	0.573	63	0.540	56	0.553	45	0.583
Oman	122	0.353	133	0.307	129	0.307	130	0.313
Pakistan	129	0.303	119	0.383	115	0.383	120	0.363
Panama	3	0.833	14	0.707	13	0.707	22	0.677
Papouasie Nouvelle Guinée	46	0.593	48	0.570	38	0.597	34	0.630
Paraguay	111	0.397	75	0.503	87	0.477	92	0.460
Pérou	89	0.453	89	0.453	94	0.457	103	0.427
Philippines	39	0.613	32	0.627	43	0.583	44	0.593
Pologne	63	0.547	54	0.557	18	0.690	28	0.650
Portugal	49	0.580	45	0.580	50	0.567	50	0.560
Qatar	111	0.397	94	0.447	51	0.563	96	0.453
Romanie	103	0.407	89	0.453	67	0.513	75	0.493
Fédération Russe	119	0.367	124	0.357	125	0.340	118	0.367
Rwanda	134	0.270	132	0.313	116	0.383	108	0.390
Arabie Saoudite	96	0.440	112	0.400	105	0.407	111	0.380
Sénégal	43	0.607	44	0.583	47	0.577	49	0.563
Serbie	23	0.663	12	0.723	103	0.413	95	0.453
Sierra Leone	78	0.483	77	0.497	73	0.503	60	0.530
Singapore	80	0.470	93	0.447	80	0.487	81	0.483
République Slovaque	56	0.563	41	0.590	12	0.727	10	0.760
Slovénie	67	0.530	58	0.547	38	0.597	42	0.597
Afrique du Sud	34	0.633	25	0.650	22	0.660	24	0.667
Espagne	26	0.657	20	0.680	24	0.660	12	0.750
Sri Lanka	114	0.393	123	0.370	130	0.297	127	0.323
Soudan	140	0.230	140	0.233	110	0.397	107	0.393
Suriname	105	0.403	114	0.397	122	0.363	118	0.367
Swaziland	18	0.680	29	0.630	36	0.620	26	0.660
Suède	50	0.580	36	0.607	30	0.643	7	0.800
Suisse	8	0.760	10	0.740	33	0.640	25	0.663

République Arabe Syrienne	150	0.100	150	0.107	150	0.100	145	0.177
Tadjikistan	71	0.510	102	0.423	68	0.510	77	0.490
Tanzanie	121	0.357	106	0.410	124	0.353	120	0.363
Thaïlande	82	0.470	82	0.470	98	0.430	85	0.480
Togo	68	0.523	79	0.477	89	0.473	65	0.517
Tunisie	53	0.570	39	0.593	54	0.557	77	0.490
Turquie	98	0.420	88	0.457	99	0.427	102	0.430
Turkménistan	138	0.247	137	0.273	144	0.190	146	0.173
Ouganda	110	0.400	55	0.553	56	0.553	46	0.573
Ukraine	118	0.380	121	0.380	104	0.410	101	0.437
Emirats Arabes Unis	94	0.447	89	0.453	80	0.487	88	0.470
Royaume Uni	33	0.640	29	0.630	24	0.660	30	0.647
Etats Unis	50	0.580	67	0.530	85	0.483	81	0.483
Uruguay	35	0.630	45	0.580	51	0.563	63	0.523
Ouzbékistan	102	0.413	105	0.417	140	0.223	141	0.210
Venezuela, RB	28	0.653	42	0.587	82	0.487	90	0.463
Vietnam	123	0.350	145	0.190	147	0.183	142	0.207
Yémen, Rep.	145	0.190	139	0.237	139	0.227	144	0.187
Zambie	59	0.560	67	0.530	71	0.507	81	0.483
Zimbabwe	106	0.403	49	0.563	41	0.590	50	0.560
Résultat et rang médians pour les pays musulmans	108.5	0.400	106	0.410	107	0.402	108.5	0.387

Pour finir, nous regardons l'index général dans le tableau 4.5. Etant donné les résultats des quatre indices individuels, nous devrions avoir la même chose dans l'index qui est la combinaison des quatre ; encore une fois nous retrouvons nos attentes. Les pays avec les meilleures performances, dans les 10 premiers, pendant toute la période sont :

l'Australie, le Danemark, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Nouvelle Zélande et la Suisse. Les autres pays dans les 30 premiers sont aux mêmes places que dans les trois premiers indices.

Tableau 4.5: Résultat et rang des index d'islamicité d'ensemble

	2000		2005		2010		2016	
	Rank	Score	Rank	Score	Rank	Score	Rank	Score
Albanie	80	0.432	74	0.468	56	0.541	54	0.542
Algérie	121	0.325	114	0.346	122	0.314	120	0.311
Angola	147	0.220	144	0.230	146	0.208	148	0.165
Argentine	51	0.579	63	0.508	69	0.485	82	0.446
Arménie	103	0.378	84	0.425	102	0.377	90	0.399
Australie	7	0.884	8	0.873	7	0.872	11	0.865
Autriche	9	0.875	10	0.869	9	0.865	13	0.857
Azerbaïdjan	117	0.338	108	0.374	98	0.383	89	0.404
Bahreïn	55	0.539	53	0.552	51	0.554	57	0.530
Bangladesh	124	0.322	127	0.301	120	0.320	121	0.301
Biélorussie	105	0.376	103	0.378	99	0.382	94	0.388
Belgique	15	0.851	15	0.850	14	0.848	15	0.846
Belize	50	0.580	52	0.556	71	0.476	85	0.429
Benin	87	0.418	107	0.375	100	0.380	99	0.378
Bolivie	77	0.438	95	0.393	106	0.363	91	0.398
Bosnie et Herzégovine	104	0.377	87	0.413	80	0.440	74	0.480
Botswana	47	0.588	51	0.558	50	0.558	52	0.553
Brésil	58	0.532	58	0.527	59	0.526	70	0.488
Bulgarie	53	0.559	44	0.600	48	0.576	49	0.583
Burkina Faso	119	0.334	117	0.332	109	0.355	114	0.347
Burundi	149	0.216	142	0.238	144	0.223	144	0.213
Cambodge	101	0.380	94	0.394	103	0.376	106	0.360
Cameroun	137	0.274	139	0.265	134	0.255	137	0.276
Canada	14	0.857	16	0.847	16	0.840	16	0.839
Tchad	148	0.220	149	0.210	149	0.168	150	0.138
Chili	32	0.696	29	0.722	32	0.718	33	0.705
Chine	91	0.410	83	0.431	87	0.413	87	0.417
Colombie	74	0.459	69	0.478	67	0.489	72	0.483
Congo, Rep. Dem.	150	0.190	150	0.206	150	0.151	149	0.159
Congo, Rep.	145	0.243	143	0.233	147	0.197	145	0.197
Costa Rica	36	0.675	39	0.656	40	0.647	40	0.647
Côte d'Ivoire	133	0.291	141	0.244	141	0.238	119	0.317

Croatie	45	0.597	45	0.591	42	0.616	42	0.626
Chypre	23	0.762	22	0.772	22	0.767	29	0.735
République Tchèque	27	0.742	23	0.770	21	0.772	21	0.785
Danemark	4	0.899	3	0.899	3	0.893	4	0.893
République Dominicaine	63	0.501	71	0.475	74	0.467	78	0.467
Equateur	98	0.383	104	0.378	110	0.354	100	0.376
Egypte, Rep. Arabe	109	0.362	113	0.348	117	0.331	128	0.289
Le Salvador	61	0.522	62	0.510	70	0.477	76	0.476
Estonie	28	0.729	28	0.742	29	0.725	23	0.776
Ethiopie	128	0.309	121	0.316	118	0.330	127	0.291
Finlande	10	0.868	9	0.871	12	0.856	10	0.866
France	19	0.801	18	0.812	17	0.806	20	0.793
Gabon	95	0.392	106	0.376	112	0.346	113	0.349
Géorgie	96	0.387	81	0.433	57	0.530	50	0.568
Allemagne	16	0.849	14	0.853	11	0.858	8	0.870
Ghana	70	0.479	60	0.514	58	0.527	66	0.498
Grèce	41	0.631	40	0.647	44	0.606	46	0.592
Guatemala	86	0.419	88	0.406	90	0.402	97	0.383
Guinée	126	0.315	134	0.292	143	0.225	140	0.246
Guyane	56	0.538	76	0.458	81	0.440	86	0.422
Haïti	122	0.323	138	0.271	130	0.278	129	0.286
Honduras	92	0.406	96	0.386	111	0.354	112	0.349
Hong Kong	31	0.697	33	0.711	27	0.726	27	0.737
Hongrie	30	0.712	30	0.721	36	0.700	38	0.671
Islande	12	0.864	11	0.867	10	0.858	7	0.873
Inde	81	0.430	78	0.451	83	0.429	84	0.441
Indonésie	89	0.414	91	0.399	79	0.446	77	0.469
Iran, Rep. Islamique	125	0.315	123	0.309	133	0.264	138	0.274
Irak	144	0.246	137	0.279	135	0.254	131	0.281
Irlande	8	0.882	7	0.886	8	0.867	6	0.882
Israël	29	0.721	34	0.705	35	0.704	31	0.719
Italie	22	0.767	24	0.762	28	0.726	32	0.713
Jamaïque	44	0.605	46	0.591	55	0.543	51	0.564
Japon	18	0.813	19	0.803	19	0.800	19	0.795
Jordanie	62	0.510	61	0.510	73	0.472	69	0.490
Kazakhstan	110	0.358	90	0.400	86	0.422	75	0.477
Kenya	118	0.338	111	0.354	119	0.321	104	0.370
Corée, Rep.	33	0.682	31	0.718	30	0.718	37	0.690
Koweït	46	0.592	50	0.569	52	0.550	61	0.510
République Kirghize	123	0.322	124	0.307	124	0.312	101	0.374
Laos RDP	115	0.342	115	0.342	113	0.343	110	0.355

Lettonie	43	0.621	35	0.701	38	0.667	34	0.703
Liban	83	0.422	89	0.404	89	0.402	116	0.330
Lesotho	108	0.363	100	0.383	97	0.384	93	0.389
Liberia	129	0.307	131	0.294	116	0.333	118	0.324
Libye	132	0.295	136	0.290	132	0.274	123	0.298
Lituanie	34	0.678	36	0.697	37	0.684	30	0.729
Luxembourg	5	0.896	6	0.888	6	0.881	9	0.866
Macédoine	79	0.433	77	0.454	64	0.514	56	0.537
Madagascar	94	0.397	102	0.379	123	0.314	126	0.293
Malawi	84	0.420	97	0.385	84	0.425	111	0.354
Malaisie	42	0.629	42	0.623	41	0.624	41	0.640
Mali	100	0.380	105	0.376	108	0.361	132	0.280
Malte	20	0.791	20	0.799	20	0.783	18	0.801
Mauritanie	140	0.267	130	0.294	139	0.238	142	0.223
Maurice	37	0.673	38	0.675	34	0.704	36	0.693
Mexique	59	0.531	49	0.577	54	0.547	62	0.510
Moldavie	78	0.436	80	0.446	82	0.439	79	0.466
Mongolie	75	0.456	72	0.474	76	0.459	60	0.514
Monténégro	82	0.426	64	0.508	45	0.594	48	0.584
Maroc	88	0.415	101	0.381	94	0.388	95	0.388
Mozambique	120	0.332	119	0.329	121	0.315	124	0.298
Namibie	52	0.571	56	0.531	62	0.521	58	0.529
Népal	107	0.372	120	0.318	115	0.334	109	0.357
Pays-Bas	1	0.916	2	0.899	1	0.914	2	0.899
Nouvelle Zélande	3	0.900	1	0.900	2	0.897	1	0.902
Nicaragua	73	0.460	79	0.447	92	0.392	88	0.405
Niger	136	0.280	129	0.296	129	0.281	125	0.293
Nigeria	131	0.300	133	0.292	125	0.307	130	0.283
Norvège	13	0.860	13	0.859	13	0.854	12	0.860
Oman	71	0.476	66	0.500	63	0.520	63	0.506
Pakistan	134	0.285	135	0.290	131	0.277	134	0.279
Panama	40	0.635	43	0.601	47	0.587	47	0.591
Papouasie Nouvelle Guinée	90	0.411	99	0.383	93	0.388	96	0.385
Paraguay	112	0.357	110	0.361	95	0.386	98	0.379
Pérou	68	0.485	68	0.487	61	0.522	64	0.506
Philippines	64	0.500	73	0.474	78	0.449	59	0.521
Pologne	38	0.670	37	0.677	26	0.728	28	0.736
Portugal	24	0.752	27	0.744	31	0.718	26	0.740
Qatar	60	0.526	55	0.541	43	0.613	45	0.596
Roumanie	66	0.496	59	0.517	49	0.561	44	0.612
Fédération Russe	114	0.344	109	0.370	114	0.341	107	0.359

Rwanda	138	0.271	125	0.305	85	0.425	80	0.462
Arabie Saoudite	69	0.483	82	0.432	75	0.466	67	0.497
Sénégal	85	0.420	85	0.420	96	0.386	81	0.461
Serbie	67	0.487	67	0.493	66	0.491	55	0.537
Sierra Leone	130	0.303	126	0.302	127	0.296	122	0.299
Singapour	26	0.744	26	0.753	25	0.750	22	0.776
République Slovaque	35	0.676	32	0.714	33	0.713	35	0.702
Slovénie	25	0.752	25	0.759	23	0.760	25	0.767
Afrique du Sud	54	0.559	54	0.541	60	0.525	53	0.546
Espagne	21	0.781	21	0.773	24	0.759	24	0.773
Sri Lanka	65	0.497	65	0.508	68	0.488	68	0.493
Soudan	141	0.266	140	0.247	136	0.253	146	0.197
Suriname	76	0.445	75	0.464	77	0.456	83	0.444
Swaziland	102	0.378	118	0.331	107	0.361	115	0.340
Suède	6	0.890	5	0.892	4	0.887	3	0.898
Suisse	2	0.901	4	0.896	5	0.885	5	0.884
République Arabe Syriennes	116	0.339	112	0.350	128	0.291	136	0.278
Tadjikistan	127	0.312	128	0.301	126	0.306	117	0.327
Tanzanie	93	0.400	86	0.419	91	0.397	103	0.371
Thaïlande	49	0.584	47	0.588	53	0.550	65	0.503
Togo	146	0.233	147	0.221	140	0.238	133	0.280
Tunisie	57	0.533	57	0.530	65	0.508	71	0.487
Turquie	72	0.467	70	0.476	72	0.476	73	0.482
Turkménistan	143	0.251	145	0.228	142	0.232	139	0.261
Ouganda	99	0.383	98	0.384	88	0.404	105	0.370
Ukraine	111	0.357	93	0.397	104	0.373	108	0.358
Emirats Arabes Unis	48	0.584	48	0.578	46	0.594	43	0.624
Royaume Uni	11	0.868	12	0.862	15	0.841	14	0.851
Etats Unis	17	0.844	17	0.828	18	0.803	17	0.805
Uruguay	39	0.649	41	0.644	39	0.665	39	0.655
Ouzbékistan	135	0.283	132	0.292	137	0.251	135	0.278
Venezuela, RB	113	0.353	122	0.314	138	0.251	143	0.215
Vietnam	97	0.386	92	0.397	101	0.378	92	0.394
Yémen, Rep.	139	0.267	146	0.228	148	0.192	147	0.168
Zambie	106	0.374	116	0.341	105	0.364	102	0.373
Zimbabwe	142	0.265	148	0.216	145	0.220	141	0.240
Résultat et rang médians pour les pays musulmans	118	0.336	113.5	0.347	118.5	0.326	118.5	0.319

Les résultats médians pour tous les pays musulmans ont fluctué entre 113.5 et 118.5 et leurs résultats se situaient entre 0,319 et 0,347 pendant la même période. En 2016, seulement trois pays musulmans se trouvaient parmi les 50 premiers (la Malaisie (41), les Emirats Arabes Unis (43) et le Qatar (45)). Les Emirats arabes Unis et le Qatar ne sont pas très peuplés (citoyens) et représentent une toute petite fraction du monde musulman. La Malaisie, le pays qui aurait pu être parmi le peloton de tête des pays musulmans, est à présent sous le coup d'une grande corruption, d'abus des droits politiques et humains, ainsi qu'une discrimination persistante de sa population chinoise. En 2016, le pays qui a eu la meilleure performance, les Pays-Bas, avait un résultat de 0,9022, alors que le pays musulman avec la meilleure performance, la Malaisie, avait un résultat de 0,6406 et le pays musulman avec la plus mauvaise performance, le Yémen, avait un résultat de 0,167. Il y a un grand fossé entre les pays non musulmans avec les meilleures performances et les pays musulmans avec les meilleures performances, sans parler du fossé entre les pays musulmans avec les meilleures performances et les pays musulmans avec les plus mauvaises performances. Dans les deux chapitres qui suivent, nous regarderons de plus près les résultats d'un certain nombre de pays musulmans, nous nous pencherons sur leur déficience institutionnelle et nous proposerons des politiques qui sont essentielles pour prendre un tournant tout en restant dans le cadre islamique.

Résumé

Les pays qui montrent les meilleures performances dans le cadre des enseignements de l'islam comme société sont en général les pays européens, la Nouvelle Zélande, l'Australie et le Canada, avec les Etats-Unis à la marge. Leur performance est stable avec peu de fluctuations pendant la période 2000-2016. Ils possèdent des institutions fortes qui sont essentielles pour le développement, la croissance économique et sociale – la liberté, une gouvernance représentative, un état de droit et un système judiciaire indépendant, le respect des droits politiques et humains dans la dignité tout en évitant les conflits (avec les Etats-Unis, la Royaume Uni, la France et l'Australie comme exceptions possibles). Ceci contraste fortement avec les performances des pays musulmans qui professent l'islam mais ne suivent pas les enseignements du Coran. Leurs performances ont été décevantes. Alors que dans le domaine économique leurs performances ont été meilleures que dans d'autres domaines, cela résulte en grande partie de l'exploitation de leurs ressources épuisables avec des prix élevés du pétrole jusqu'en 2014. Mais ces performances économiques qui masquent la réalité et qui ont cependant été en dessous de la moyenne, pourraient devenir plus visibles avec la persistance des prix bas du pétrole, des conflits, et d'une mauvaise politique de création d'emploi pour leur population croissante. Les résultats nous mènent à une conclusion inévitable : les pays musulmans ne peuvent qu'adopter des formes institutionnelles efficaces et générales comme recommandées en islam - la liberté, une gouvernance représentative, un système judiciaire

indépendant et performant, le respect des droits humains et politiques, recommandations qui sont également présentes en dehors de l'islam. Rien ne serait possible avant qu'ils acceptent des réformes politiques essentielles et un programme réaliste pour une transition vers des gouvernements représentatifs et responsables.

Chapitre 5

Les indices et les attributions d'un pays musulman

Dans le chapitre précédent, nous avons fourni des résultats généraux des indices d'islamicité. Ici, notre but est de sélectionner 20 pays musulmans afin de fournir une présentation plus approfondie de leur performance dans les quatre sous indices, ainsi que dans l'index général de l'an 2000 à 2016. Nous comparerons également les

performances de ces pays avec d'autres pays musulmans et non musulmans qui ont eu de meilleures performances dans la même période. Notre intention est d'examiner les raisons pour lesquelles autant de pays musulmans se sont trouvés à la traîne alors que quelques uns montrent des performances acceptables. Nous voulons fournir des recommandations afin d'améliorer les performances des pays musulmans dans leur ensemble.

Nous examinons les résultats des indices d'islamicité pour tous les pays musulmans dans le même ordre que le chapitre 4 des tableaux 5.1 à 5.5 (tableau 5.1 : l'islamicité économique, tableau 5.2 : la gouvernance et le système juridique, tableau 5.3 : l'islamicité dans les droits humains et politiques, tableau 5.4 : l'islamicité dans les relations internationales et tableau 5.5 : l'islamicité en général, la combinaison des quatre indices d'islamicité précédents.

Algérie

Dans l'index d'islamicité économique en l'an 2000, l'Algérie se plaçait au 14^{ème} rang parmi les pays musulmans (38 dans notre échantillon), et au rang 68 parmi l'ensemble des pays (150 dans notre échantillon), avec un résultat de 0,486. En 2005, bien que l'Algérie se soit trouvée au même rang parmi les pays musulmans (n°14), ses résultats de 0,459 la plaçaient à un rang inférieur parmi l'ensemble des pays, au numéro 74. De 2010 à 2016, le rang de l'Algérie est tombé de 17 à 25 parmi les pays musulmans. Pendant cette même période, son rang parmi l'ensemble des pays semble avoir baissé de façon significative. Un résultat de 0,433 en 2010 et 0,368 en 2016 plaçait l'Algérie respectivement au rang 81 et 111 au niveau mondial. Comme nous pouvons l'observer, ses résultats et son rang ont baissé. L'Algérie est dotée de ressources naturelles et se

trouve au 17^{ème} rang des réserves de pétrole mondiales. La détérioration de sa performance économique, et surtout de ses résultats, est incompréhensible et inquiétant. À partir des indicateurs et des sous-composants, nous observons à la fois une performance médiocre dans les secteurs d'opportunité et de liberté économique (voir tableau 3.1 pour la liste des indicateurs des sous-composants). Les résultats montrent que depuis 2000, l'activité commerciale a été constamment gênée car les investisseurs sentaient qu'il y avait une certaine faiblesse dans la qualité des règlements commerciaux ainsi que dans la disponibilité des crédits et les pratiques concernant la main d'œuvre. En 2010 et 2016, la performance de l'Algérie s'est détériorée dans plus d'indicateurs de sous-composants que dans les années précédentes. Dans le domaine de la liberté financière et monétaire, ainsi que dans celui des droits de la propriété et des contrats, l'Algérie se trouvait parmi les 100 premiers pays dans l'étude. À partir de 2010, ses performances se sont détériorées et son rang est passé en dessous de 100 dans tous ces domaines. Ceci peut expliquer la chute de son rang de 81 à 111 ainsi que celle de ses résultats de 0,433 à 0,368.

Dans l'index d'islamicité de la gouvernance et du système juridique, l'Algérie se trouvait au rang 26 parmi les pays musulmans en 2000 avec des résultats de 0,245 et elle améliora son rang pour atteindre le rang 19, 22 et 17 dans les années 2005, 2010, et 2016 lorsque ses résultats étaient respectivement 0,325, 0,245 et 0,290. Cependant, son rang et ses résultats parmi l'ensemble des pays étaient encore faibles ; l'Algérie a eu continuellement un rang inférieur à 100, rang 124 et un résultat de 0,245 en 2000, rang 105 avec un résultat de 0,325 en 2005, rang 122 avec un résultat de 0,245 en 2010 et rang 110 avec un résultat de 0,290 en 2016. Sa légère amélioration pourrait être le résultat d'une amélioration d'un indicateur de sous-composant, l'index de la gestion des

ressources naturelles. Cependant, et ce n'est pas surprenant, l'Algérie a continuellement montré des résultats médiocres dans les indicateurs d'autres sous-composants comme l'intégrité judiciaire, la sécurité et la gestion gouvernementales.

Dans l'index d'islamicité des droits politiques et humains, l'Algérie semble s'être mieux comportée, comme nous observons une tendance à l'amélioration dans ses résultats. En 2000, ses résultats étaient de 0,280, en 2005 de 0,279, en 2010 de 0,293 et en 2016 de 0,315. Elle occupait le rang 25 (en 2000), 24 en 2005 et 2010, pour grimper au rang 20 en 2016. Comparé à tous les autres pays, bien que son rang fût inférieur à 100, il a quand même progressé de 127 avec un résultat de 0,280 en 2000 au rang 116 avec un résultat de 0,315 en 2016. Malgré cette amélioration, les domaines des droits politiques et civils, de la liberté personnelle et sociale plaçaient continuellement l'Algérie à un rang inférieur à 100 de 2000 à 2016. Cependant, nous remarquons une amélioration significative dans la proportion de sièges occupés par des femmes au parlement dans l'indicateur du sous-composant ; elle occupait un rang inférieur à 100, mais entre 2010 et 2016, elle passa de 130 à 30.

La pire performance de l'Algérie dans les pays musulmans se trouve dans l'index d'islamicité des relations internationales avec des rangs de 34, 32, 29 et 32. Malgré une légère amélioration des résultats entre 2000 (0,233) et 2005 (0,270), ses résultats déclinèrent de façon significative en 2016 (0,90), avec une baisse générale du rang de 141 à 143. Nous observons que les indicateurs concernant le sous-composants militaires a baissé constamment à partir de 2000, ce qui explique la performance médiocre constante et souligne largement l'état de conflit que le pays a connu.

Enfin, dans l'index général d'islamicité, les résultats de l'Algérie se sont détériorés pour tomber à 0,325 en 2000 et 0,311 en 2016. Son rang parmi les pays musulmans dans cette période a été stable (entre 21 et 20). Ses résultats en 2000 étaient de 3,25, en 2005 de 0,346, en 2010 de 0,314 et en 2016 les résultats sont tombés à 0,311. Son rang parmi l'ensemble des pays s'est amélioré légèrement, passant de 121 à 114 entre 2000 et 2005, pour retomber à 122 et 120 en 2010 et 2016.

De façon générale, les performances de l'Algérie étaient pires en 2016 dans 3 sur 4 des indices d'islamicité. L'Algérie fournit un exemple qui montre comment un conflit militaire empêche un pays d'atteindre une croissance saine et durable. Dans un système juridique, politique et gouvernemental fracturé, il a été difficile d'atteindre une performance acceptable non seulement dans le domaine économique et juridique, mais également dans celui des droits humains et des libertés. Les potentiels pour la croissance sont énormes, étant données les ressources naturelles de l'Algérie, mais elle continuera à avoir des performances médiocres dans tous les indicateurs si elle ne concentre pas ses efforts et ses ressources sur l'établissement d'un système juridique et politique sain pour résoudre l'état constant de trouble à l'intérieur du pays.

Tableau 5.1: Rang et résultat d'index d'islamicité économique pour les pays musulmans

	2000			2005			2010			2016		
	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat
Kuweït	1	27	0.717	1	34	0.683	4	41	0.634	6	46	0.617

Emirats Arabes Unis	2	33	0.693	2	40	0.646	6	44	0.614	2	34	0.695
Malaisie	3	35	0.679	3	41	0.643	3	37	0.654	1	27	0.722
Bahreïn	4	41	0.628	4	42	0.639	1	29	0.682	3	36	0.670
Jordanie	5	43	0.613	6	45	0.605	7	49	0.559	7	49	0.585
Arabie Saoudite	6	44	0.612	5	43	0.616	10	53	0.547	8	52	0.564
Tunisie	7	46	0.600	10	54	0.548	9	52	0.549	13	73	0.470
Oman	8	47	0.594	8	47	0.589	5	42	0.621	5	45	0.623
Qatar	9	49	0.589	7	46	0.597	2	32	0.667	4	38	0.664
Azerbaïdjan	10	54	0.525	9	52	0.556	8	51	0.550	10	56	0.541
Maroc	11	57	0.518	17	79	0.452	12	64	0.498	14	77	0.464
Liban	12	60	0.511	13	68	0.474	13	66	0.487	17	87	0.422
Turquie	13	62	0.497	18	82	0.445	14	74	0.452	11	71	0.485
Algérie	14	68	0.486	14	74	0.459	17	81	0.433	25	111	0.368
Egypte, Rep. Arabe	15	69	0.485	16	78	0.457	16	80	0.435	29	119	0.345
République Arabe Syrienne	16	70	0.481	12	64	0.503	18	88	0.420	22	103	0.380
Albanie	17	74	0.477	11	55	0.529	11	55	0.543	9	54	0.543
Indonésie	18	75	0.476	22	98	0.413	15	79	0.435	12	72	0.478
Bangladesh	19	88	0.441	19	90	0.429	24	107	0.371	19	91	0.416
Mali	20	89	0.438	29	121	0.367	23	105	0.371	32	129	0.325
Guinée	21	90	0.438	24	108	0.391	34	131	0.314	31	125	0.335
Pakistan	22	91	0.437	15	77	0.457	20	93	0.399	18	88	0.420
Burkina Faso	23	98	0.420	30	123	0.366	19	89	0.418	16	86	0.423
République Kirghize	24	102	0.406	20	93	0.422	21	98	0.394	15	82	0.438
Sénégal	25	107	0.404	21	97	0.415	25	111	0.364	21	102	0.386
Nigeria	26	110	0.385	28	120	0.367	22	99	0.391	24	107	0.370
Yémen, Rep.	27	111	0.383	25	110	0.388	32	128	0.328	27	116	0.353
Tadjikistan	28	113	0.380	23	102	0.404	28	122	0.340	28	118	0.347
Iran, Rep. Islamique	29	115	0.376	27	114	0.380	31	127	0.331	33	130	0.324
Ouzbékistan	30	122	0.354	26	112	0.385	27	120	0.341	23	104	0.380
Turkménistan	31	128	0.324	37	139	0.306	36	137	0.289	35	136	0.308
Libye	32	131	0.320	35	134	0.326	33	130	0.314	30	124	0.335
Soudan	33	132	0.318	32	125	0.354	35	135	0.304	37	142	0.275
Irak	34	133	0.317	34	127	0.351	29	125	0.334	20	96	0.413
Sierra Leone	35	134	0.312	38	146	0.276	38	143	0.270	36	140	0.284
Niger	36	136	0.310	33	126	0.353	26	116	0.348	26	115	0.355
Tchad	37	140	0.288	31	124	0.359	30	126	0.333	38	144	0.242
Mauritanie	38	143	0.270	36	137	0.311	37	142	0.277	34	134	0.311

Résultat et rang médians pour les pays musulmans	-	88.5	0.439	-	91.5	0.426	-	91	0.408	-	93.5	0.414
--	---	------	-------	---	------	-------	---	----	-------	---	------	-------

Tableau 5.2: Rang et résultat d'index d'islamicité juridique et de gouvernance pour les pays musulmans

	2000			2005			2010			2016		
	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat
Malaisie	1	44	0.681	1	38	0.739	1	41	0.717	2	40	0.706
Emirats Arabes Unis	2	45	0.653	2	44	0.683	3	46	0.690	1	37	0.739
Tunisie	3	49	0.614	3	47	0.629	6	58	0.574	6	60	0.551
Bahreïn	4	52	0.592	5	55	0.587	5	55	0.581	9	64	0.545
Koweït	5	53	0.584	7	58	0.573	8	60	0.551	11	68	0.511
Jordanie	6	54	0.577	4	51	0.599	11	66	0.531	4	57	0.569
Qatar	7	55	0.567	6	56	0.581	2	42	0.712	2	40	0.706
Oman	8	57	0.565	8	59	0.572	4	51	0.593	8	63	0.545
Maroc	9	60	0.517	11	75	0.441	13	86	0.418	14	77	0.459
Arabie Saoudite	10	63	0.511	15	96	0.361	9	62	0.545	5	59	0.566
Turquie	11	67	0.499	9	61	0.567	10	63	0.537	10	67	0.521
Sénégal	12	82	0.438	12	81	0.417	15	95	0.367	7	61	0.549
Liban	13	83	0.435	22	112	0.299	18	110	0.299	28	130	0.207
Mali	14	86	0.407	10	74	0.443	14	89	0.393	22	122	0.248
Albanie	15	89	0.387	13	84	0.410	7	59	0.554	12	72	0.489
Egypte, Rep. Arabe	16	92	0.383	14	89	0.384	17	103	0.322	19	116	0.260
République Arabe Syrienne	17	103	0.333	18	101	0.339	19	113	0.263	23	123	0.248
Iran, Rep. Islamique	18	109	0.314	21	109	0.306	27	129	0.200	25	127	0.222
Mauritanie	19	110	0.309	16	97	0.358	29	131	0.184	32	138	0.145
Yémen, Rep.	20	111	0.303	31	136	0.147	34	139	0.119	37	148	0.064

Niger	21	112	0.297	23	120	0.271	20	115	0.259	18	11 2	0.273
Indonésie	22	115	0.289	20	106	0.325	12	84	0.426	13	76	0.463
Burkina Faso	23	118	0.275	17	100	0.343	16	100	0.333	16	10 8	0.297
Pakistan	24	119	0.265	28	129	0.215	28	130	0.197	26	12 8	0.221
Irak	25	123	0.247	25	125	0.235	24	126	0.234	27	12 9	0.214
Algérie	26	124	0.245	19	105	0.325	22	122	0.245	17	11 0	0.290
Libye	27	127	0.241	24	124	0.244	26	128	0.203	34	14 0	0.132
Soudan	28	130	0.223	33	138	0.146	32	136	0.157	36	14 4	0.074
Guinée	29	131	0.220	29	131	0.198	37	144	0.105	30	13 3	0.185
Sierra Leone	30	132	0.216	26	126	0.234	23	125	0.238	21	12 1	0.249
République Kirghize	31	135	0.185	31	136	0.147	33	137	0.137	19	11 6	0.260
Tchad	32	136	0.179	38	150	0.070	38	150	0.056	38	14 9	0.039
Bangladesh	33	138	0.177	35	143	0.122	25	127	0.216	33	13 9	0.139
Nigeria	34	142	0.156	30	135	0.154	31	135	0.169	35	14 1	0.131
Tadjikistan	35	144	0.147	37	145	0.118	30	133	0.181	24	12 5	0.247
Turkménistan	36	145	0.145	36	144	0.119	35	140	0.118	29	13 1	0.197
Azerbaïdjan	37	147	0.137	27	128	0.229	21	116	0.259	15	98	0.347
Ouzbékistan	38	148	0.129	34	139	0.132	36	142	0.112	31	13 4	0.177
Résultat et rang médians pour les pays musulmans	-	110.5	0.306	-	105 .5	0.325	-	114	0.261	-	11 6	0.260

Tableau 5.3: Rang et résultat d'index d'islamicité des droits politiques et humains pour les pays musulmans

	2000			2005			2010			2016		
	Rang parmi les pays musulman	Rang	Résultat	Rang parmi les pays	Rang	Résultat	Rang parmi les pays	Rang	Résultat	Rang parmi les pays	Rang	Résultat
Kuwait	1	62	0.537	1	66	0.514	1	62	0.520	6	81	0.452
Malaisie	2	64	0.532	2	67	0.512	2	65	0.514	2	66	0.507
Albanie	3	72	0.484	3	69	0.508	4	71	0.507	1	58	0.540
Qatar	4	79	0.465	5	76	0.477	5	77	0.476	4	75	0.466
Emirats Arabes Unis	5	80	0.453	6	83	0.446	3	66	0.513	3	70	0.490
Bahreïn	6	83	0.432	4	75	0.482	7	82	0.449	9	87	0.418
Turquie	7	85	0.420	8	86	0.424	6	80	0.456	5	80	0.456
Indonésie	8	89	0.405	10	90	0.397	8	85	0.439	7	82	0.446
Jordanie	9	95	0.380	13	97	0.367	15	102	0.358	15	101	0.360
Azerbaïdjan	10	96	0.376	14	98	0.365	12	96	0.379	14	96	0.376
Tunisie	11	97	0.374	11	93	0.392	11	94	0.383	8	86	0.438
Sénégal	12	100	0.356	12	96	0.372	14	101	0.363	11	89	0.414
République Kirghize	13	101	0.354	20	115	0.310	13	100	0.369	10	88	0.415
Tadjikistan	14	105	0.343	16	106	0.339	17	108	0.330	18	112	0.333
Arabie Saoudite	15	106	0.342	18	109	0.331	18	109	0.328	13	92	0.400
Libye	16	107	0.336	15	101	0.349	16	106	0.336	16	104	0.355
Liban	17	110	0.325	7	85	0.426	9	86	0.421	17	106	0.352
Ouzbékistan	18	111	0.324	19	111	0.318	21	120	0.311	22	121	0.299
Sierra Leone	19	112	0.320	17	108	0.331	20	119	0.311	24	126	0.288
Oman	20	114	0.310	9	88	0.405	10	87	0.416	12	90	0.413
Iran, Rep. Islamique	21	116	0.302	22	120	0.298	23	123	0.301	19	115	0.322
Bangladesh	22	119	0.298	21	119	0.300	19	110	0.327	23	125	0.290
Turkménistan	23	124	0.286	28	134	0.246	22	122	0.303	21	120	0.307
République Arabe Syrienne	24	126	0.283	23	123	0.289	29	134	0.253	28	136	0.238
Algérie	25	127	0.280	24	125	0.279	24	124	0.293	20	116	0.315
Mali	26	130	0.272	25	126	0.277	25	128	0.271	32	142	0.187
Soudan	27	131	0.269	29	135	0.245	30	136	0.251	34	145	0.176
Burkina Faso	28	134	0.254	32	140	0.229	27	131	0.260	26	130	0.256
Nigeria	29	136	0.239	27	133	0.248	31	138	0.243	30	138	0.228
Guinée	30	138	0.237	30	136	0.243	35	144	0.177	33	144	0.177
Maroc	31	139	0.235	26	128	0.263	28	133	0.254	27	133	0.242
Mauritanie	32	141	0.218	31	138	0.237	26	130	0.260	31	141	0.200

Egypte, Rep. Arabe	33	142	0.218	33	142	0.212	32	140	0.238	29	137	0.235
Irak	34	143	0.205	35	144	0.188	33	142	0.214	25	129	0.259
Niger	35	146	0.168	34	143	0.204	36	146	0.160	35	147	0.170
Tchad	36	147	0.157	38	150	0.138	37	149	0.118	37	149	0.126
Pakistan	37	148	0.149	36	145	0.168	34	143	0.201	36	148	0.168
Yémen, Rep.	38	150	0.142	37	149	0.146	38	150	0.118	38	150	0.080
Résultat et rang médian pour les pays musulmans	-	113	0.31465 2778	-	113	0.314	-	114 .5	0.319	-	115. 5	0.319

Tableau 5.4: Résultat et score de l'index d'islamicité internationale pour les pays musulmans

	2000			2005			2010			2016		
	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat
Nigeria	1	26	0.657	1	35	0.613	1	22	0.660	2	30	0.647
Indonésie	2	36	0.630	3	42	0.587	6	53	0.560	8	62	0.527
Malaisie	3	38	0.617	5	58	0.547	3	41	0.590	3	43	0.593
Sénégal	4	43	0.607	4	44	0.583	4	47	0.577	4	49	0.563
Tunisie	5	53	0.570	2	39	0.593	7	54	0.557	11	77	0.490
Tadjikistan	6	71	0.510	17	102	0.423	9	68	0.510	11	77	0.490
Burkina Faso	7	75	0.497	6	71	0.510	8	64	0.523	5	55	0.547
Sierra Leone	8	78	0.483	8	77	0.497	11	73	0.503	7	60	0.530
Niger	9	79	0.473	9	80	0.473	9	68	0.510	6	56	0.540
Bangladesh	10	80	0.470	11	84	0.463	14	92	0.463	13	88	0.470
Guinée	11	84	0.463	18	103	0.420	14	92	0.463	22	112	0.373
Mali	12	89	0.453	7	73	0.503	12	76	0.500	9	64	0.520
Emirats Arabes Unis	13	94	0.447	13	89	0.453	13	80	0.487	13	88	0.470

Arabie Saoudite	14	96	0.440	21	112	0.400	18	105	0.407	21	111	0.380
Bahreïn	15	97	0.430	22	114	0.397	20	108	0.400	17	104	0.400
Turquie	16	98	0.420	12	88	0.457	16	99	0.427	16	102	0.430
Ouzbékistan	17	102	0.413	19	105	0.417	31	140	0.223	31	141	0.210
Koweït	18	103	0.407	25	122	0.377	22	114	0.390	24	120	0.363
Liban	19	106	0.403	15	96	0.440	19	106	0.403	26	123	0.357
Qatar	20	111	0.397	14	94	0.447	5	51	0.563	15	96	0.453
République Kirghize	21	115	0.390	16	100	0.427	17	101	0.417	18	105	0.400
Jordanie	22	116	0.383	23	117	0.390	24	117	0.377	27	124	0.353
Egypte, Rep. Arabe	23	120	0.363	28	130	0.320	26	128	0.330	23	114	0.370
Oman	24	122	0.353	29	133	0.307	27	129	0.307	28	130	0.313
Maroc	25	125	0.337	26	126	0.347	25	120	0.367	20	110	0.380
Tchad	26	126	0.330	20	107	0.403	36	148	0.157	36	147	0.157
Pakistan	27	129	0.303	24	119	0.383	23	115	0.383	24	120	0.363
Mauritanie	28	130	0.280	35	141	0.227	32	141	0.220	29	135	0.260
Albanie	29	131	0.280	27	128	0.340	2	38	0.597	1	18	0.700
Azerbaïdjan	30	132	0.270	30	136	0.290	28	134	0.263	30	137	0.250
Libye	31	136	0.260	36	148	0.143	35	146	0.183	10	67	0.513
Turkménistan	32	138	0.247	31	137	0.273	34	144	0.190	35	146	0.173
Soudan	33	140	0.230	34	140	0.233	21	110	0.397	19	107	0.393
Algérie	34	141	0.223	32	138	0.270	29	138	0.230	32	143	0.190
Yémen, Rep.	35	145	0.190	33	139	0.237	30	139	0.227	33	144	0.187
Iran, Rep. Islamique	36	147	0.170	37	149	0.137	37	149	0.140	38	150	0.133
Irak	37	148	0.157	10	83	0.467	33	143	0.193	37	148	0.153
République Arabe Syrienne	38	150	0.100	38	150	0.107	38	150	0.100	34	145	0.177
Résultat et rang médians pour les pays musulmans	-	109	0.400	-	106	0.410	-	107	0.402	-	108.5	0.387

**Tableau 5.5 : Résultat et rang de l'index d'islamicité
d'ensemble pour les pays musulmans**

	2000			2005			2010			2016		
	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat	Rang parmi les pays musulmans	Rang	Résultat
Malaisie	1	42	0.629	1	42	0.623	1	41	0.624	1	41	0.640
Kuwait	2	46	0.592	3	50	0.569	5	52	0.550	6	61	0.510
Emirats Arabes Unis	3	48	0.584	2	48	0.578	3	46	0.594	2	43	0.624
Bahreïn	4	55	0.539	4	53	0.552	4	51	0.554	5	57	0.530
Tunisie	5	57	0.533	6	57	0.530	8	65	0.508	10	71	0.487
Qatar	6	60	0.526	5	55	0.541	2	43	0.613	3	45	0.596
Jordanie	7	62	0.510	7	61	0.510	10	73	0.472	9	69	0.490
Arabie Saoudite	8	69	0.483	11	82	0.432	11	75	0.466	8	67	0.497
Oman	9	71	0.476	8	66	0.500	7	63	0.520	7	63	0.506
Turquie	10	72	0.467	9	70	0.476	9	72	0.476	11	73	0.482
Albanie	11	80	0.432	10	74	0.468	6	56	0.541	4	54	0.542
Liban	12	83	0.422	13	89	0.404	13	89	0.402	18	116	0.330
Sénégal	13	85	0.420	12	85	0.420	15	96	0.386	13	81	0.461
Maroc	14	88	0.415	15	101	0.381	14	94	0.388	15	95	0.388
Indonésie	15	89	0.414	14	91	0.399	12	79	0.446	12	77	0.469
Mali	16	100	0.380	16	105	0.376	17	108	0.361	28	132	0.280
Egypte, Rep. Arabe	17	109	0.362	19	113	0.348	19	117	0.331	25	128	0.289
République Arabe Syrienne	18	116	0.339	18	112	0.350	26	128	0.291	31	136	0.278
Azerbaïdjan	19	117	0.338	17	108	0.374	16	98	0.383	14	89	0.404
Burkina Faso	20	119	0.334	21	117	0.332	18	109	0.355	17	114	0.347
Algérie	21	121	0.325	20	114	0.346	21	122	0.314	20	120	0.311
République Kirghize	22	123	0.322	23	124	0.307	22	124	0.312	16	101	0.374
Bangladesh	23	124	0.322	25	127	0.301	20	120	0.320	21	121	0.301
Iran, Rep. Islamique	24	125	0.315	22	123	0.309	30	133	0.264	32	138	0.274
Guinée	25	126	0.315	31	134	0.292	36	143	0.225	34	140	0.246
Tadjikistan	26	127	0.312	26	128	0.301	24	126	0.306	19	117	0.327
Sierra Leone	27	130	0.303	24	126	0.302	25	127	0.296	22	122	0.299
Nigeria	28	131	0.300	30	133	0.292	23	125	0.307	26	130	0.283
Libye	29	132	0.295	33	136	0.290	29	132	0.274	23	123	0.298
Pakistan	30	134	0.285	32	135	0.290	28	131	0.277	29	134	0.279
Ouzbekistan	31	135	0.283	29	132	0.292	33	137	0.251	30	135	0.278
Niger	32	136	0.280	27	129	0.296	27	129	0.281	24	125	0.293
Yémen, Rep.	33	139	0.267	37	146	0.228	37	148	0.192	37	147	0.168
Mauritanie	34	140	0.267	28	130	0.294	34	139	0.238	35	142	0.223

Soudan	35	141	0.266	35	140	0.247	32	136	0.253	36	146	0.197
Turkménistan	36	143	0.251	36	145	0.228	35	142	0.232	33	139	0.261
Irak	37	144	0.246	34	137	0.279	31	135	0.254	27	131	0.281
Tchad	38	148	0.220	38	149	0.210	38	149	0.168	38	150	0.138
Résultat et rang médians pour les pays musulmans	-	118	0.336	-	113.5	0.347	-	118.5	0.326	-	118.5	0.319

Le Bangladesh

Les résultats du Bangladesh dans l'index économique d'islamicité ont chuté de 0,441 en 2000 à 0,429 en 2005. Cependant, durant ces deux années, il est resté au rang 19 parmi les pays musulmans. Les résultats ont baissé encore plus en 2010 jusqu'à 0,371, et ont placé le Bangladesh au rang 24. En 2016, ses résultats se sont améliorés jusqu'à 0,416 et le rang est remonté à 19. En 2000, il était au rang 88 (0,441) parmi tous les pays, en 2005 au rang 90 (0,429), en 2010 au rang 107 (0,371) et en 2016 au rang 91 (0,416). Bien que ses résultats se soient améliorés, et qu'il ait progressé à partir de 2010, les résultats du Bangladesh en 2016 (0,416) sont pires que ceux de 2010 (0,371).

Nous observons à partir des indicateurs des sous-composants un certain nombre de secteurs sont restés continuellement faibles depuis 2000. Tout d'abord, à partir de 2000 jusqu'en 2016, le Bangladesh a fait peu de progrès quant à l'éradication de la pauvreté puisque le taux de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté a été continuellement élevé. Deuxièmement, le Bangladesh s'est trouvé constamment à un

rang pire que 100 dans deux indicateurs : la liberté financière et monétaire qui montrent la santé du secteur financier et la stabilité dans le contrôle des prix et montre s'il y a pas trop de contrôle et d'interférence gouvernementales. Finalement, ses performances ont toujours été médiocres dans la croissance des revenus per capita et dans le contrôle de l'inflation. Notamment, sur une période de dix ans, alors que d'autres pays ont progressé de façon significative, le Bangladesh n'a pas été capable de faire croître son économie.

Dans l'index de gouvernance et du système juridique, avec un résultat de 0,177 en 2000, le Bangladesh se trouvait au rang 33 parmi les pays musulmans et au rang 138 dans le monde. En 2005, ses résultats ont baissé jusqu'à 0,122 et son rang jusqu'à 35 (les pays musulmans) et 143 (tous les autres pays). Ses résultats semblaient s'améliorer légèrement en 2010 avec un résultat de 0,259. Son rang s'est amélioré pour atteindre le rang 25 parmi les pays musulmans et 127 parmi les autres pays. En 2016, ses résultats ont baissé jusqu'à 0,139, et ont détérioré son rang parmi les pays musulmans jusqu'à 33 et 139 parmi tous les autres pays de notre échantillon. Les progrès du pays dans le domaine de l'index de gouvernance et du système juridique reste médiocre et se trouve toujours au dessus de 100 dans de nombreux indicateurs importants des sous-composants. Ces résultats comprennent les domaines qui ont trait à l'indépendance et l'impartialité du système judiciaire, la corruption et le degré de transparence et d'efficacité dans la gestion de ses ressources épuisables et naturelles.

Les performances du Bangladesh dans le domaine des droits politiques et humains sont également préoccupantes. Ses résultats se sont légèrement améliorés et ont monté jusqu'à 0,300 et 0,327 en 2005 et 2010 alors qu'en 2000 ils étaient de 0,298. Cependant, en 2016, ses résultats sont tombés à 2,90 , ce qui constitue son plus bas niveau dans

toute la période. Dans la même période, son rang a fluctué entre 22 en 2000 et 23 en 2016 parmi les pays musulmans. En 2000 et 2005, son rang était de 119, en 2010 de 110 et en 2016 de 125 parmi tous les pays de notre échantillon de 150 pays. Encore une fois, les résultats et le rang montrent que le pays a souffert d'un recul en 2016 et semble avoir eu une performance pire qu'en 2000. En effet, en 2016 ses performances étaient pires que le rang 100 dans plus d'indicateurs de sous-composants que dans toutes les années auparavant. Ses performances ont été constamment médiocres dans le domaine de l'accès du citoyen à l'éducation et à la santé. Nous observons également que son rang dans la démocratie a également baissé depuis 2010 et se trouvait au niveau le pire en 2016.

Le Bangladesh semble avoir une meilleure performance dans l'index d'islamicité des relations internationales que dans les autres domaines. Il se trouvait dans les 15 meilleurs parmi les pays musulmans et dans les 100 meilleurs parmi tous les pays. Cependant, comme dans les indices précédents, ses résultats n'ont pas beaucoup bougé depuis 2000. En 2000, ils étaient de 0,470, en 2005 et 2010 de 0,463 et en 2016, ses résultats sont revenus à 0,470. Pendant cette même période, son rang était de 10, 11, 24 et 13 parmi les pays musulmans et de 80, 84, 92 et 88 parmi les autres pays. Ceci dit, dans l'indicateur du sous composant mondialisation, qui mesure ses dimensions économiques, sociales et politiques, le Bangladesh a été continuellement à un rang pire que 100 parmi notre échantillon de 150 pays.

Dans l'index d'islamicité général, les résultats du Bangladesh étaient de 0,322 en 2005, 0,301 en 2010, et 0,320 en 2010 et 0,301 en 2016. Il se trouvait entre le rang 23 et 21 parmi les pays musulmans et en 2000, il était au rang 124, en 2005 au rang 127, en 2010

au rang 120 et en 2016 au rang 121 parmi tous les pays. Des faiblesses dans la qualité de ses institutions ajoutées aux conditions des droits politiques et humains détériorées, sont des facteurs qui ont contribué aux performances économiques abyssales du Bangladesh. Dans presque tous les indicateurs, les pires performances du Bangladesh étaient en 2016, montrant une large et lente détérioration et exigeant une réforme vaste pour arrêter cette tendance et faire advenir un tournant.

Egypte

Dans l'index d'islamicité économique en 2000, l'Egypte se trouvait au rang 15 parmi les 38 pays musulmans de notre échantillon et au rang 69 parmi les 150 pays de l'échantillon avec un résultat de 0,485. Elle se trouvait au rang 16 parmi les pays musulmans et 78 et 80 parmi tous les pays en 2005 et 2010. Le rang et les résultats étaient à leur pire niveau en 2016. Les résultats de l'Egypte ont chuté jusqu'à 0,345 et elle se trouvait au rang 29 parmi les pays musulmans et au rang 119 parmi tous les pays. L'Egypte s'est constamment trouvée à un rang inférieur dans trois indicateurs des sous-composants concernant l'environnement commercial, la régulation économique et la possibilité de faire des affaires. En 2000, ses résultats étaient pires que son rang 100 dans 7 des 23 indicateurs de sous-composants. En 2016, ses performances étaient pires que 100 dans 4 indicateurs de sous-composants. Ainsi, de 2000 à 2016, le nombre de domaines où ses performances économiques se sont détériorées, a doublé et elles se trouvaient à leur pire niveau en 2016. En 2016, l'Egypte a eu une performance pire que le rang 100 dans la plupart des indicateurs des sous-composants concernant la création d'emplois, l'égalité des chances d'accès à l'emploi, à la propriété, aux droits aux contrats, à la prospérité et à la liberté économique et monétaire.

Dans l'index d'islamicité de gouvernance et du système juridique, bien que l'Égypte se trouvait dans les 20 premiers parmi les pays musulmans, elle a montré sa pire performance en 2016. Ses résultats étaient respectivement de 0,383 (2000), 0,384 (2005), 0,322 (2010) et 0,260 (2016). Son rang parmi l'ensemble des pays s'est amélioré légèrement jusqu'au rang 89 en 2005, 92 en 2000. Cependant, depuis 2005 son rang est tombé à 103 et s'est détérioré encore plus jusqu'au rang 116 en 2016. Ses performances ont été constamment médiocres dans les indicateurs de sous-composants concernant la sécurité et la gestion gouvernementale. Dans un autre indicateur de sous-composant concernant le gouvernance, où elle avait de bonnes performances jusqu'en 2010, ses performances ont chuté de manière significative en 2016 et ceci pourrait être la raison principale de ses mauvaises performances en 2016.

Dans l'index des droits humains et politiques, l'Égypte semble avoir progressé entre 2000 et 2010, mais elle a régressé ensuite. En 2000, ses résultats étaient de 0,218, 0,212 en 2005, 0,238 en 2010 et 0,235 en 2016. En comparaison avec les autres pays, elle se trouvait au rang 142 en 2000, au rang 140 en 2010 et 137 en 2010 et 2016. En 2005, il y avait 11 indicateurs de sous-composants (sur un total de 17) où l'Égypte a eu une performance pire que le rang 100. En 2010 et 2016, les résultats étaient pires que le rang 100 dans 9 indicateurs de sous composants. Il y a eu une amélioration notable dans deux domaines de sous composants : la proportion des sièges occupés par les femmes dans le parlement national et la qualité des soins de santé. En dépit de ces améliorations, les domaines de liberté individuelles et sociales, les libertés civiles, le nombre de femmes par rapport au nombre d'hommes, le niveau d'éducation et de démocratie

étaient des domaines où l’Egypte s’est trouvée constamment à un rang pire que 100 de 2000 à 2016.

Le rang de l’Egypte dans l’index des relations internationales s’est amélioré légèrement de 114 en 2016 comparé à 120 en 2000. Parmi les pays musulmans, elle se trouvait au rang 23 en 2000 avec un résultat de 0,363, au rang 28 en 2005 avec un résultat de 0,320, au rang 26 en 2010 avec un résultat de 0,330 et au rang 23 en 2016 avec un résultat de 0,370. Elle a constamment occupé un rang pire que le rang 100 dans l’indicateur du sous-composant concernant l’index des guerres militaires. Son rang était également au niveau le plus faible en 2016.

Finalement, dans l’index d’islamicité général, ces résultats de l’Egypte ont généralement empiré, allant de 0,362 en 2000 à 0,348 en 2005, à 0,331 en 2010 puis 0,289 en 2016, montrant une baisse significative depuis 2010. Son rang parmi les pays musulmans était de 17 en 2000, 19 en 2005 et 2010 et 25 en 2016. Son rang parmi l’ensemble des pays a aussi décliné, allant de 109 en 2000 à 113 en 2005, puis 117 en 2010 et 128 en 2016. Cette nette tendance à la baisse dans l’ensemble des indicateurs montre que l’Egypte a eu des performances médiocres depuis 2000. Surtout, l’Egypte s’est dirigée de plus en plus vers des conflits militaires et comme conséquence, ses performances dans les domaines des droits politiques et humains ont été catastrophiques. Dans ce tableau, l’Egypte a été incapable d’atteindre une performance économique saine et durable.

L’Indonésie

L’index d’islamicité économique de l’Indonésie était de 0,476 en 2000, 0,413 en 2005, et 0,435 en 2010, montant jusqu’à 0,478 en 2016. Son rang était de 18, 22 et 15 entre 2000

et 2010 et il a monté jusqu'à 12 en 2016. Bien qu'il y ait eu un recul notable en 2005 quand son rang était de 22, le rang de l'Indonésie s'est amélioré et a monté de façon significative en 2016. Parmi tous les pays, son rang dans les 100 premiers était de 75 en 2000, 98 en 2005, 79 en 2010 et 72 en 2016. Il n'y a qu'un indicateur de sous-composant dans lequel l'Indonésie a un rang pire que 100, il s'agit du domaine de la liberté du travail. Nous remarquons également que de 2000 à 2010, l'indicateur du sous-composant concernant la liberté financière a été constamment dans un rang pire que 100, mais pour la première fois en 2016, il est resté dans les 100 premiers, une indication qui montre un progrès significatif dans ce domaine.

L'Indonésie a également fait des progrès considérables dans l'index d'islamicité de gouvernance et de système juridique. Les résultats de l'Indonésie en 2000 étaient de 0,289, en 2005 0,325 et en 2010 0,426 et en 2016, il y a eu un progrès pour arriver jusqu'à 0,463. Son rang parmi les pays musulmans s'est amélioré, allant de 22 en 2000 à 20 en 2005. Bien qu'il y ait eu une légère baisse en 2016 jusqu'au rang 13 par rapport au rang 12 en 2010, l'Indonésie a eu une amélioration dans son rang et ses résultats depuis 2000. Parmi tous les pays, l'amélioration dans le rang est la plus significative.

L'Indonésie était au rang 15 en 2000 et elle est montée au rang 106 en 2005, 84 en 2010 et 76 en 2016. Dans une large mesure, l'amélioration de ses résultats et de son rang reflète des améliorations dans plusieurs sous indicateurs, notamment il y a eu une grande amélioration dans de larges domaines. En 2000 et 2005, l'Indonésie était dans un rang pire que 100 dans 4 des 8 domaines. Mais en 2010 et 2016, l'Indonésie semble être sortie du rang 100 dans tous les domaines sauf un. En 2016, un domaine qui reste préoccupant est celui de l'intégrité judiciaire et légale.

Dans l'index d'islamicité concernant les droits politiques et humains, les résultats de l'Indonésie ont baissé légèrement en 2005 à 0,397, et de 0,4505 en 2000. Depuis 2005, ses résultats ont augmenté pour atteindre 0,439 en 2010 et 0,446 en 2016. Son rang parmi les pays musulmans a commencé à 8 en 2000, a baissé à 10 en 2005. En 2010, son rang s'est amélioré pour atteindre 8 et en 2016, elle a eu son meilleur rang au rang 7. Parmi tous les pays, son rang était de 89 en 2000, 90 en 2005, 85 en 2010 et 82 en 2016. En dépit d'une amélioration significative, entre 2010 et 2016, il y a eu des indicateurs de sous-composants qui se trouvaient dans un rang pire que 100. Ces domaines comprennent celui de la liberté individuelle, l'inégalité entre hommes et femmes, le nombre de femmes par rapport à celui des hommes et la qualité des soins de santé.

Dans l'index des relations internationales, son rang en 2000 parmi les pays musulmans était 2 avec un résultat de 0,630, en 2005 le rang 3 avec un résultat de 0,587, en 2010 le rang 6 avec un résultat de 0,560 et en 2016 le rang 8 avec un résultat de 0,527. Comme le montrent ces chiffres, bien que l'Indonésie se trouve dans les dix premiers pays musulmans, son rang a baissé de façon significative depuis 2000, avec le rang le plus mauvais en 2016. Comme prévu, la même tendance à la baisse peut être observée dans son rang parmi l'ensemble des pays. Elle a commencé au rang 36 en 2000 et a baissé au rang 42 en 2005, 53 en 2010 pour arriver au rang 62 en 2016. Ceci dit, aucun des ces indicateurs de sous composants ne se trouve dans un rang pire que 100. Sa position est toujours meilleure que celle des autres pays musulmans que nous avons examinée jusqu'ici.

Pour finir, dans l'index d'islamicité général, les résultats de l'Indonésie se sont améliorés notablement depuis 2000. Bien qu'il y ait eu une légère baisse de 0,414 en 2000 à 0,399

en 2005, ses résultats se sont améliorés pour arriver à 0,466 en 2010 et à 0,469 en 2016. Son rang parmi les pays musulmans s'est amélioré passant de 15 en 2000 à 14 en 2005 et 12 en 2010 et 2016. Elle se trouve dans les 100 premiers de l'ensemble des pays. Elle avait le rang 89 en 2000, 91 en 2005, 79 en 2010 et 77 en 2016.

Pour conclure, avec l'exception des performances dans l'index des droits politiques et humains, l'Indonésie a connu une amélioration notable dans tous les indices pour atteindre ses meilleurs résultats en 2016. Des efforts pour améliorer les conditions de travail pourraient augmenter les performances de l'Indonésie pour qu'elle atteigne un rang encore meilleur parmi les pays musulmans et dans le monde entier.

L'Iran

Dans l'index d'islamicité économique, l'Iran se trouvait au rang 29 parmi les pays musulmans (sur un total de 38 pays) en 2000 avec un résultat de 0,376, au rang 37 en 2005 avec un résultat de 0,380, au rang 31 en 2010 avec un résultat de 0,331 et au rang 33 avec un résultat de 0,327 en 2016. Son rang parmi l'ensemble des pays était de 115 en 2000, 114 en 2015, 127 en 2010 et 130 en 2016. Son rang et ses résultats se sont détériorés depuis 2000 et étaient à leur plus bas niveau en 2016. Depuis 2000, l'Iran s'est trouvé constamment dans un rang pire que 100 dans de nombreux indicateurs de sous-composants concernant la propriété et les droits de contrats, l'environnement commercial, l'emploi, la liberté du travail, la liberté et la régulation économique. Nous observons également un rang médiocre dans des domaines qui concernent le système de santé et le système financier tel que l'investissement, le contrôle des prix, et la liberté monétaire et financière. Pour la première fois depuis 2000, en 2016 l'Iran s'est trouvé

dans un rang pire que 100 dans le taux moyen de croissance per capita du PIB. En 2016, il y avait plus d'indicateurs de sous-composants que jamais dans un rang pire que 100. Depuis 2000, les performances de l'Iran se sont détériorées largement et de façon significative. Pour analyser ces résultats, il nous faudrait une analyse plus approfondie ; nous devons dire que les performances en dessous de la normale de l'Iran sont premièrement dues à ses choix politiques qui ont été à l'origine d'indicateurs médiocres de sous composants de façon générale, deuxièmement, au durcissement des sanctions économiques durant la période et troisièmement au prix bas du pétrole.

L'Iran a également connu un déclin notable dans l'index d'islamicité concernant la gouvernance et le système juridique. L'Iran occupait le rang 18 parmi les pays musulmans en 2000 avec un résultat de 0,314. Les résultats et le rang ont empiré pour arriver à 0,306 au rang 21 en 2005, 0,200 au rang 27 en 2010 et 0,222 au rang 25 en 2016. Le rang parmi l'ensemble des pays était de 109 en 2000 et 2005, 129 en 2010 et 127 en 2016. Le même schéma peut être observé dans l'analyse des indicateurs des sous-composants. L'Iran a trois domaines où il s'est trouvé dans un rang pire que 100. Les trois domaines sont ceux de la sécurité, de la gestion gouvernementale et de la gouvernance en général. En 2016, l'Iran a amélioré son rang (en dessous de 100) pour la première fois depuis 2000 dans l'indicateur de sous-composant concernant la gestion des ressources naturelles.

Dans l'index des droits politiques et humains, les résultats et les rangs de l'Iran se sont détériorés constamment de 2000 à 2010. Son rang et ses résultats semblent s'être améliorés en 2016. Parmi les pays musulmans, son rang était de 21 en 2000 avec un résultat de 0,302, 22 en 2005 avec un résultat de 0,298 et en 2010 son rang et ses

résultats sont tombés au rang 23 et un résultat de 0,301. En 2016, son rang s'est amélioré pour arriver à 19 avec un résultat de 0,322. Parmi tous les pays, le rang de l'Iran ne s'est pas beaucoup amélioré depuis 2000. Il a baissé de 116 en 2000 à 120 en 2005 et 123 en 2010 pour s'améliorer légèrement ensuite jusqu'à 115 en 2016. Depuis 2000, l'Iran s'est trouvé constamment dans un rang pire que 100 dans six indicateurs de sous-composants : la liberté individuelle, les droits politique et les libertés civiles, la proportion des sièges occupés par les femmes, le nombre de femmes par rapport aux hommes et la démocratie. Nous observons également des faiblesses dans les inégalités entre hommes et femmes puisqu'elles sont détériorées et l'Iran se trouve au rang pire que 100 en 2000, 2010 et 2016.

Dans l'index des relations internationales, l'Iran se trouve au rang 36 parmi les pays musulmans avec un résultat de 0,170 en 2000, au rang 37 en 2005 et 2010 avec un résultat de 0,137 (2005), 0,140 (2010) et en 2016, ses résultats ont chuté pour atteindre son plus mauvais résultat au rang 38 et 0,133, un rang et des résultats qui se trouvaient parmi les derniers dans les pays musulmans. Son rang parmi l'ensemble des pays était de 147 en 2000, 149 en 2005 et 2010, et 150 (encore une fois son rang le plus bas) en 2016 – un rang qui était le tout dernier parmi nos 150 pays. Dans tous les indicateurs des sous-composants concernant les guerres militaires et la mondialisation, l'Iran s'est toujours trouvé plus mauvais que 100 de 2000 à 2016. Il n'est pas surprenant de constater que son rang et les indicateurs de sous-composants sont à leur pire niveau en 2016. Le terrible déclin de l'Iran et de ses performances dans ce domaine est dû à plusieurs facteurs : les huit ans de la présidence agressive du Président Ahmadinejad qui a soutenu le président Assad en Syrie, le soutien du Hezbollah et l'isolation de l'Iran par les pays occidentaux.

Les résultats et le rang de l'Iran dans l'index d'islamicité en général a également empiré depuis 2000. Son rang était de 24 avec un résultat de 0,315 parmi les pays musulmans en 2000 et 22 en 2005 avec un résultat de 0,309. Il y a eu une baisse supplémentaire pour arriver à un résultat de 0,264, ce qui a fait baisser son rang de 8 places au rang 30 en 2010 puis au rang 32 en 2016 avec un résultat de 0,274 – ce rang étant le pire depuis 2000. Le déclin des performances de l'Iran a été confirmé dans presque tous les domaines avec les pires niveaux dans la toute dernière année. Malgré la levée des sanctions en 2016, il faut du temps avant que la confiance soit restaurée dans l'économie et le système politique iranien.

En Iran, la qualité médiocre des institutions, l'inégalité entre hommes et femmes et les faiblesses concernant les droits politiques et humains exacerbent et empêchent un progrès et une prospérité constants. Dans ce paysage sombre, les dépenses militaires ont continué à augmenter pendant ces années. L'environnement actuel dans lequel les citoyens iraniens sont obligés de vivre est loin d'être celui qui pourrait générer des investissements et des affaires pour leur donner un niveau de vie décent. Le rang constamment médiocre dans de nombreux indicateurs de sous-composants concernant les droits des femmes et un système juridique indépendant montre des niveaux inquiétants d'inégalité qui sont contraires à un vrai cadre islamique qui protège l'intérêt de tous les individus. L'Iran a besoin d'institutions et de politiques efficaces avant que la confiance puisse être rétablie pour les Iraniens et que le pays puisse développer son vrai potentiel.

L'Irak

En 2000 et 2005, l'Irak avait le rang 34 parmi les pays musulmans dans l'index d'islamicité économique avec un résultat de 0,317 (2000) et 0,351 (2005). En 2010, son résultat était de 0,334 et son rang s'est amélioré de 5 places, passant de 34 à 29.

L'amélioration de son rang a continué en 2016 quand il a gagné 9 places et est arrivé au rang 20 et un résultat de 0,413. L'Irak a également amélioré son rang dans le monde. Il a commencé au rang 133 en 2000, est arrivé à 127 en 2005 et 125 en 2010. En 2016, son rang s'est amélioré de 29 places, allant de 125 à 96 et, pour la première fois depuis 2000, il était dans les 100 premiers. En 2016, le nombre des indicateurs de sous-composants où l'Irak était dans un rang pire que 100 avait baissé. Dans les années précédentes, il était constamment dans le groupe pire que 100 dans 10 à 11 parmi les indicateurs des 23 sous-composants, mais en 2016 ce nombre avait baissé à 9 indicateurs de sous-composants sur 23. Il est utile de noter que, bien que l'Irak continue d'avoir un rang pire que 100 dans 9 des indicateurs de sous-composants, en 2016 le rang dans certains domaines s'est amélioré de manière significative comparé aux résultats de 2006. On peut observer une amélioration dans le domaine de la création d'emploi, de la liberté d'investissement, de la prospérité économique et de la distribution des revenus.

Dans l'index de gouvernance et du système juridique, parmi les pays musulmans, l'Irak avait le rang 25 en 2000 et 2005 avec un résultat respectivement de 0,247 et 0,235. Son rang s'est amélioré en atteignant le rang 24 avec un résultat de 0,2134 en 2010, mais il a reculé un peu au rang 27 avec un résultat de 0,214 en 2016. Son rang dans le monde s'est détérioré, allant du rang 123 en 2000 à 125 en 2005, 126 en 2010 et 129 en 2016.

À partir de 2000, il est constamment dans le groupe au-dessus de 100 dans les indicateurs de sous-composants concernant la sécurité et la sûreté, la gestion gouvernementale et la gestion des ressources épuisables et d'autres ressources

naturelles. De 2005 à 2016, il occupait constamment un rang au-dessus de 100 dans le domaine de la prévention de la corruption. Bien que son rang parmi les pays musulmans n'ait pas été modifié, son déclin est plus prononcé dans ses résultats et son rang dans le monde entier. Les résultats indiquent que l'Irak est dans une position pire en 2016 qu'en 2000. La qualité des institutions a baissé et l'Irak a occupé constamment un rang pire que 100 dans le monde entier.

Dans l'index des droits politiques et humains, les résultats et le rang de l'Irak se sont généralement améliorés. Parmi les pays musulmans, il occupait le rang 34 en 2000 avec un résultat de 0,205, en 2005 il a légèrement reculé pour arriver au rang 35 avec un résultat de 0,188, en 2010 il y a eu une amélioration et il est monté au rang 34 avec un résultat de 0,214 et en 2016 il a eu son meilleur résultat de tout temps, le rang 25 et un résultat de 0,259. Parmi les autres pays, son rang était de 116, 120, 123 et en 2016 nous observons une amélioration notable jusqu'à 115. Une analyse des indicateurs de sous-composants montre que, bien que l'Irak connaisse tout le temps un rang plus mauvais que 100 dans de nombreux domaines, la plupart de ces sous-rangs se sont améliorés comme son rang en 2016 qui était meilleur qu'en 2000. Par exemple, l'indicateur de sous-composant concernant les libertés civiles a eu tendance à s'améliorer et en 2016, il a grimpé de 33 rangs depuis 2000. De même, dans le domaine des droits politiques, son rang s'est amélioré de 17 positions comparé à sa position en 2000. Bien qu'il y ait quelques indicateurs de sous-composants avec un rang plus mauvais qu'en 2016, nous pensons que l'amélioration générale du rang en 2016 est le résultat d'une amélioration significative. En dépit de ces améliorations, le nombre des indicateurs de sous-composants qui se trouvent à un rang plus mauvais que 100 est de 13 sur 17, nombre

encore élevé comparé aux autres pays. Les mauvais rangs importants se trouvent dans les indicateurs de sous-composants concernant l'éducation, la santé et la démocratie.

Dans l'index des relations internationales, l'Irak occupait le rang 37 parmi les pays musulmans en 2000 avec un résultat de 0,157, le rang 10 et un résultat de 0,4467 en 2005, le rang 33 avec un résultat de 0,193 en 2010 et le rang 39 avec un résultat de 0,153 en 2016. Son rang parmi tous les pays était de 148, 83, 143 et 148. Malgré une soudaine amélioration de son rang et de ses résultats en 2005 après l'invasion de l'Irak et la chute de Saddam Hossein, Le rang de l'Irak a chuté entre 2010 et 2016. Il va sans dire qu'il y eut peu de progrès entre 2000 et 2016 puisque son rang dans le monde et parmi les pays musulmans est resté le même. Son indicateur de sous-composant concernant les guerres militaires a constamment un rang pire que 100 et se trouve à son plus mauvais rang en 2016.

Finalement, le rang et les résultats de l'index d'islamicité général de l'Irak se sont améliorés. En 2000, il occupait le rang 37 parmi les pays musulmans avec un résultat de 0,246, en 2005 le rang 34 avec un résultat de 0,279, en 2010 le rang 31 avec un résultat de 0,254 et en 2016 le rang 27 avec un résultat de 0,281. Parmi tous les pays, son rang pendant la même période était de 144, 137, 134 et 131. L'amélioration de ses positions en 2016 depuis 2000 parmi les pays musulmans est de 10 positions et parmi l'ensemble des pays de 13 positions, mais cependant ses résultats ne se sont pas améliorés autant qu'on aurait pu prévoir à cause des hostilités internes. Malgré les améliorations de rang et des résultats, l'Irak a un rang médiocre dans un grand nombre d'indicateurs de sous-composants concernant l'index des droits politiques et humains. Des mesures devraient être prises pour améliorer les performances générales de l'Irak. Nous ajouterons

également le besoin pour l'Irak de combattre vigoureusement la corruption puisque son rang et ses résultats dans ces domaines étaient très mauvais en 2016. De plus, et afin d'insister sur ce que nous avons déjà dit, l'Irak a besoin d'une paix intérieure avant de s'engager sur le chemin du développement politique, social et économique durables.

Le Koweït

Les résultats du Koweït dans l'index d'islamicité économique se sont quelque peu détériorés depuis 2000. Il a cependant maintenu son rang dans les 10 premiers parmi les pays musulmans et dans les 50 premiers dans le monde entier. Ses résultats étaient de 0,717 en 2000, 0,683 en 2005, 0,634 en 2010 et 0,617 en 2016. Il était au rang 1 parmi les pays musulmans en 2000 et 2005. En 2010, il a reculé de 3 rangs jusqu'au rang 4 et en 2016 il a reculé de deux positions pour arriver au rang 6. Parmi tous les pays, il se trouvait au rang 27 en 2000, 34 en 2005, 41 en 2010 et 46 en 2016. À partir de 2000, son rang était constamment dans les 100 plus mauvais dans un seul indicateur de sous-composants, dans le domaine de la distribution des revenus. Il a un rang plus mauvais que 100 pour l'indicateur de sous composants en relation avec la croissance moyenne du PNB per capita entre 2010 et 2016. À part ces deux domaines, le Koweït occupe un rang élevé dans plusieurs des indicateurs de sous-composants. Dans le domaine de l'emploi, il conserve un rang dans les 20 premiers dans le monde entier de 2000 à 2016. Quant à la croissance du PIB per capita, le Koweït se porte très bien, de temps à autre il a occupé un rang parmi les 5 premiers dans le monde à partir de 2000 et dans le domaine des calculs de risques sur le marché financier et dans la sécurité des crédits, le Koweït occupe le rang 16 dans le monde. Il est clair que les résultats du Koweït dans cet index

sont les plus élevés et les plus stables parmi les pays musulmans, et ils se portent bien dans beaucoup de sous-composants économiques dans le monde entier.

Dans l'index de gouvernance et du système juridique, malgré une baisse des résultats et une détérioration du rang dans le monde entier, le Koweït maintient un rang dans les 100 premiers parmi les pays musulmans et dans les 70 premiers dans le monde entier. En 2000, son rang parmi les pays musulmans était le rang 5 avec un résultat de 0,584, le rang 76 en 2005 avec un résultat de 0,573, le rang 8 en 2010 avec un résultat de 0,551 et en 2016 le rang 11 avec un résultat de 0,511. Parmi tous les pays, il était au rang 53 en 2000, 58 en 2005, 60 en 2010 et 68 en 2016. Deux de ses indicateurs de sous-composants avaient un rang pire que 100 à partir de 2000, cependant ces secteurs se sont améliorés et le rang en 2016 est meilleur que celui de 2000. Ce sont des domaines concernant la gestion gouvernementale, celui des ressources épuisables et d'autres ressources naturelles. Il est également utile de remarquer que, pour la première fois en 2016, et depuis 2000, le rang du Koweït a quitté celui des 100 meilleurs pour l'indicateur du sous-composant concernant la sécurité et la sûreté.

Dans l'index des droits politiques et humains, il est impressionnant de constater que le Koweït a été au rang 1 entre 2000 et 2010 parmi les pays musulmans, mais il est tombé au rang 6 en 2016. Ses résultats étaient de 0,537 en 2000, 0,514 en 2005, 0,520 en 2010 et 0,452 en 2016. Son rang dans le monde était le rang 62, 66 et 62 et en 2016, il est tombé au rang 81. Il n'est pas surprenant de constater qu'il y avait plus d'indicateurs de sous composants qui étaient parmi les 100 plus mauvais en 2016 par rapport aux années précédentes. En 2000, le Koweït avait un rang médiocre dans deux indicateurs de sous-composants et en 2016 son rang était médiocre dans 7 sur 17 des indicateurs de

sous composants. Il a continué à avoir un rang médiocre dans la proportion de sièges tenus par les femmes et les hommes au parlement entre 2000 et 2016 et à partir de 2005 jusqu'à 2016, son rang était médiocre dans les domaines concernant la liberté individuelle et l'efficacité dans l'éducation. La chute de son rang pourrait également être attribué à une baisse de son rang dans le domaine des droits politiques et de la démocratie.

Dans l'index des relations internationales, le Koweït se trouvait au rang 18 parmi les pays musulmans en 2000 avec un résultat de 0,407, au rang 25 en 2005 avec un résultat de 0,377, au rang 22 en 2010 avec un résultat de 0,390 et au rang 24 en 2016 avec un résultat de 0,363. Contrairement aux rangs favorables dans les trois domaines précédents, le Koweït était à un rang pire que 100 parmi tous les pays entre 2000 et 2016, il avait le rang 103, 122, 144 et 120 pendant les quatre années ; Il a continuellement eu un mauvais rang dans les indicateurs de sous-composants en relation avec les dépenses de guerres et militaires, ce rang s'est amélioré à la marge de 4 positions entre 2000 et 2016. Ce rang médiocre peut s'expliquer par le fait qu'après sa libération et les pressions des pays occidentaux, le Koweït a acheté des armes, mais des années ont passé depuis et le Koweït devrait sérieusement envisager une baisse dans ce domaine.

Dans l'index d'islamicité général, le Koweït a conservé un rang dans les dix premiers parmi les pays musulmans et dans les 60 premiers dans le monde entier. Cependant, ses résultats ont baissé de façon constante de 0,592 en 2000, 0,569 en 2005, 0,550 en 2010 et jusqu'à 0,510 en 2016. Parmi les pays musulmans, son rang a reculé jusqu'au rang 6 en 2016 du rang 2,3 et 5 en 2000, 2005 et 2010. Parmi l'ensemble des pays, son rang

pour la même période était le rang 46, 50, 52 et 61. Nous pouvons observer que son rang dans le monde en 2000 a baissé de 15 positions allant de 46 à 61. Alors qu'il a des résultats bien meilleurs dans la plupart des index et en même temps un rang élevé, ses résultats dans l'ensemble des indices se sont détériorés depuis 2000. Un domaine demande un examen plus attentif : bien qu'il ait généralement réussi dans l'index des droits politiques et humains, la détérioration soudaine dans un certain nombre d'indicateurs de sous-composants, jusqu'à se trouver dans un rang pire que 100, devrait attirer l'attention. Si la détérioration dans ce domaine continue après 2016, elle pourrait mettre en péril la réussite du Koweït dans l'avenir.

La Malaisie

Dans l'index d'islamicité économique de 2000 à 2010, la Malaisie occupait le rang 3 parmi les pays musulmans et elle est montée jusqu'au rang 1 en 2016. Un résultat de 0,679 en 2000, 0,643 en 2005, 0,654 en 2010 et 0,722 en 2016 place la Malaisie dans les 40 premiers pays dans le monde. Parmi l'ensemble des pays, elle occupait le rang 35, 71, 37 et 27 entre 2000 et 2016. Les progrès en Malaisie ont été remarquables. Ses résultats ont augmenté sans cesse entre 2000 et 2010, et encore plus en 2016. Elle a juste un indicateur de sous-composants concernant la distribution des revenus où son rang est pire que le rang 100 de 2000 à 2016. Dans la plupart des autres indicateurs de sous-composants, la Malaisie a connu une amélioration significative à partir de 2000. De façon impressionnante, la Malaisie a occupé le rang 1 de 2000 à 2016 dans le monde entier dans le domaine de l'éradication de la pauvreté. Entre 2000 et 2016, il y a eu une

amélioration durable du rang de 60 places dans l'indicateur de sous-composants dans le domaine de la liberté du marché et des affaires. On peut noter une tendance semblable à l'amélioration dans le domaine de la régulation économique et dans celui de la facilité à faire des affaires. Ces améliorations dans les indicateurs de sous composants se reflètent dans l'amélioration de l'ensemble du rang en 2016. Si la Malaisie améliore la distribution des revenus et l'exploitation de ses ressources, elle pourrait améliorer son rang dans le monde et réussir à conserver son rang 1 parmi les pays musulmans.

Dans l'index de gouvernance et du système juridique, la Malaisie se trouvait au rang 1 parmi les pays musulmans entre 2000 et 2010 et elle est tombée au rang 2 en 2016. Ses résultats étaient de 0,681 en 2000, 0,739 en 2005, 0,717 en 2010 et 0,706 en 2016. Parmi tous les pays, elle a maintenu un rang parmi les 50 premiers entre 2000 et 2016. Elle avait le rang 44, 38, 41 et 40 de 2000 à 2016. Contrairement à d'autres pays musulmans dont nous avons parlé jusqu'ici, la Malaisie n'a pas d'indicateurs de sous-composants qui se trouvent à un rang pire que 100. Son rang dans l'indicateur de sous composants concernant l'intégrité judiciaire et juridique s'est amélioré de façon significative, gagnant 46 rangs et allant du rang 74 dans le monde en 2000 au rang 28 en 2005. Une détérioration rapide de son rang concernant la gestion des ressources épuisables et d'autres ressources naturelles de 33 rangs allant du rang 26 en 2010 au rang 59 en 2016 pourrait être la raison de sa chute dans les résultats et dans le rang de l'index de gouvernance et du système juridique.

Dans l'index des droits politiques et humains, la Malaisie avait un résultat de 0,532 en 2000, 0,512 en 2005, 0,514 en 2010 et 0,507 en 2016. Bien que ses résultats se soient détériorés, elle a réussi à se maintenir au rang 2 parmi les pays musulmans de 2000 à

2016. Son rang dans le monde entier était le rang 64 en 2000, 67 en 2005, 65 en 2010 et 66 en 2016. Un coup d'œil à ses indicateurs de sous composants révèle la raison de la baisse des résultats en 2016. En comparaison avec les années précédentes, elle avait un rang pire que 100 dans la plupart des sous-composants en 2016, 4 sur 17. Il est important de noter que pour la première fois en 2016, elle avait un mauvais rang dans l'indicateur du sous-composant concernant la démocratie, ce qui est évident et reflété largement dans la presse internationale.

Dans l'index des relations internationales, le rang de la Malaisie parmi les pays musulmans était le rang 5 en 200 (et le rang 3 en 2000, 2010 et 2016). Ce n'est qu'en 2005 qu'elle a eu un rang pire que 100 dans l'indicateur du sous composant concernant les guerres militaires. Depuis lors, son rang s'est amélioré et la Malaisie se trouve dans les 100 meilleures positions. Elle a eu constamment un rang dans les 30 premiers dans l'indicateur du sous-composant concernant la mondialisation.

Les bonnes performances dans les indices précédents a placé la Malaisie au premier rang des pays musulmans dans l'index d'islamicité général entre 2000 et 2016. Son rang parmi tous les pays pendant cette période a été stable, entre le rang 42 et le rang 41. Mais nous devons ajouter quelques bémols concernant la très bonne performance de la Malaisie parmi les pays musulmans. Puisque nos résultats sont basés sur des données historiques disponibles, nos indicateurs et nos données pour 2016 datent de 2014 et 2015, le rang et les résultats ne prennent pas en compte le scandale politique récent impliquant le Premier Ministre Dato' Seri Najib Razak qui doit répondre d'un détournement de fonds de plus de 4,6 milliards dollars US. Cependant, si les investigations sont défavorables pour le Premier Ministre, nous nous attendons à un

déclin brusque des résultats et du rang de la Malaisie, mais il pourrait y avoir une rapide amélioration si une majorité de la population a l'impression que la justice a été rendue.

Le Mali

Dans l'index d'islamicité économique, le Mali se trouvait au rang 20 parmi les pays musulmans avec un résultat de 0,438, au rang 29 avec un résultat de 0,367 en 2005, au rang 23 avec un résultat de 0,371 en 2010 et au rang 32 avec un résultat de 0,325 en 2016. Dans l'ensemble des pays, son rang était 89, 121, 105 et 129, avec une détérioration de son rang de 40 places entre 2000 et 2016. Il a eu 7 indicateurs de sous-composants qui se sont constamment trouvés dans un rang pire que 100 de 2000 à 2016. Ces sous-composants concernent l'environnement commercial, la régulation économique, les facilités de faire des affaires, l'éradication de la pauvreté, l'application de la finance islamique, la prospérité économique et le PNB per capita. Mais comme prévu, ces conditions se sont encore détériorées en 2016 avec 16 indicateurs de sous-composants sur 23 qui se trouvaient dans un rang pire que 100. Egalement pour la première fois en 2016, son rang s'est trouvé dans les 100 pires concernant les domaines de liberté du travail, la protection de la propriété et les droits des contrats.

Le rang et les résultats du Mali dans l'index d'islamicité de gouvernance et du système juridique s'était également détérioré de manière significative en 2016. Parmi les pays musulmans, il occupait le rang 14, 10, 14 et 22 en 2000, 2005, 2010 et 2016 et ses résultats étaient de 0,407, 0,443, 0,393 et 0,248. Parmi l'ensemble des pays, il a maintenu un rang dans les 100 premiers entre 2000 et 2010, le rang 86, 74 et 89, mais il est tombé au rang 122 en 2016. Il avait constamment un rang pire que 100 de 2000 à

2016 dans l'indicateur du composant concernant la gestion des ressources épuisables et des autres ressources naturelles. Il avait également, et pour la première fois, un rang médiocre en 2016 dans les domaines concernant la gouvernance, la sécurité et la sûreté. Depuis 2005, il a eu constamment un mauvais rang dans l'indicateur du sous composant de l'intégrité judiciaire et juridique.

Nous observons un déclin semblable pour le Mali dans son rang et ses résultats dans l'index des droits politiques et humains. En 2000, son rang et ses résultats parmi les pays musulmans étaient le rang 26 et 0,272, en 2005 le rang 25 et 0,277, en 2010 le rang 25 et 0,271 et en 2016 le rang 32 et 0,187. Son rang parmi l'ensemble des pays pendant la même période était de 130, 126, 128 et en 2016 il a perdu 14 places pour arriver au rang 142. Le nombre des indicateurs de sous-composants se trouvant à un rang pire que 100 varie entre 13 et 14 sur un total de 17 entre 2000 et 2016. Il y a assez de preuves pour souligner les mauvaises conditions de vie dans le pays. Les domaines où le rang est médiocre comprennent celui du développement humain, des libertés civiles, des droits de la femme, de l'accès à l'éducation, de l'accès au soin et de la démocratie.

Dans l'index des relations internationales, les résultats et le rang du Mali se sont améliorés légèrement entre 2000 et 2016. Le Mali avait le rang 12 parmi les pays musulmans et ses résultats étaient de 0,453 en 2000, le rang 7 et 0,503 en 2005, le rang 12 et 0,500 en 2010 et le rang 9 et 0,520 en 2016. Son rang parmi l'ensemble des pays était le rang 89, 73, 76 et 64. Le Mali a amélioré son rang de 3 places du rang 12 en 2000 au rang 9 en 2016 parmi les pays musulmans et de 25 places parmi les autres pays du rang 89 en 2000 au rang 64 en 2016. Cependant, malgré cette amélioration, il a continué

à avoir un rang pire que 100 dans l'indicateur du composant concernant la mondialisation.

Dans l'index d'islamicité générale, parmi les pays musulmans, le Mali occupait le rang 16 et 17 entre 2000 et 2010, mais en 2016, son rang a chuté de façon significative pour arriver au rang 28. Ses résultats étaient de 0,380 en 2000, 0,376 en 2005, 0,361 en 2010 et 0,280 en 2016. De même, parmi l'ensemble des pays, son rang a atteint son pire niveau au rang 132 en 2016 alors qu'il occupait le rang 100 en 2000. Dans l'ensemble nous pouvons constater une tendance à la détérioration dans ces résultats avec la pire performance en 2016. Au Mali, la situation des droits politiques et humain est la pire qu'on ait constaté dans un pays musulman. Il faudrait prendre des mesures pour corriger cette situation et s'assurer que, dans ce pays, les citoyens puissent avoir accès aux besoins de première nécessité comme l'éducation et la santé afin de pouvoir être productifs.

Le Maroc

Dans l'index d'islamicité économique, le Maroc occupait le rang 16 parmi les pays musulmans et le rang 59 parmi l'ensemble des pays avec un résultat de 0,518 en 2000. En 2005 avec un résultat de 0,452 son rang parmi les pays musulmans et aussi parmi l'ensemble des pays a chuté respectivement au rang 17 et 79. En 2010, avec un résultat de 0,478, il avait le rang 12 parmi les pays musulmans et le rang 64 parmi l'ensemble des pays. En 2016, ses résultats étaient de 0,464 et il avait le rang 14 parmi les pays musulmans et son rang dans l'ensemble des pays avait baissé jusqu'au rang 79. Le Maroc a deux indicateurs de sous composants qui ont un rang pire que 100n entre 2000 et

2016, dans les domaines de la liberté du travail et l'emploi. En 2016, il y a eu une amélioration de l'ensemble des indicateurs des sous composants qui avaient un rang pire que 100 passant de 6 à 5 (sur un total de 23 sous composants).

Dans l'index de gouvernance et du système juridique, le Maroc avait le rang 9 parmi les pays musulmans en 2000 avec un résultat de 0,517. Il a connu une baisse à partir de ce moment dans son rang et ses résultats. Son rang parmi les pays musulmans est tombé au rang 11 en 2005 avec un résultat de 0,441, au rang 13 en 2010 avec un résultat de 0,418 et au rang 14 en 2016 avec un résultat de 0,459. Son rang parmi l'ensemble des pays était 60, 75 et 86 et en 2016, il est monté à 77. À partir de 2010, le Maroc avait un rang pire que 100 dans les indicateurs de sous-composants concernant la gestion gouvernementale, la sécurité et la sûreté. Auparavant, il était dans les 100 premiers dans ces domaines entre 2000 et 2005.

Dans l'index des droits politiques et humains, bien que le Maroc ait eu un meilleur rang en 2016 que celui qu'il avait en 2000, pendant cette période, ses résultats avaient tendance à baisser. En 2000, il avait un résultat de 0,235 en 2005, 0,254, en 2010 et de 0,242 en 2016. Parmi les pays musulmans, il occupait le rang 31, 26, 28 et 27 et parmi l'ensemble des pays, il avait le rang 139, 128 et 133 à la fois en 2010 et 2016. Il y a 9 indicateurs de sous-composants dans lesquels le Maroc a eu constamment un rang plus mauvais que 100 entre 2000 et 2016. Ces domaines sont celui du développement humain, du capital social, de la liberté individuelle, du nombre de femmes comparé au nombre d'homme, de l'accès à l'éducation, de l'indicateur concernant l'éducation dans son ensemble, de l'égalité dans la prospérité, de l'efficacité et de la démocratie.

Egalement et pour la première fois en 2016, son rang est tombé en dessous des 100 plus mauvais dans l'indicateur du sous-composant dans le domaine des libertés civiles.

Dans l'index des relations internationales, le Maroc semble avoir une meilleure performance. En 2000, ses résultats étaient de 0,337, en 2005 0,347, en 2010 0,367 et il a atteint son meilleur résultat en 2016 avec 0,380. Parmi les pays musulmans, il avait le rang 25, 26 et 25 et en 2016, il a amélioré son rang de 5 places pour arriver au rang 20. Parmi tous les pays, il avait le rang 125, 126, 120 et 110. Malgré cette amélioration, le Maroc a eu constamment un rang pire que 100 dans l'indicateur du sous composant concernant les guerres militaires et il a eu son plus mauvais rang en 2016.

Dans l'index d'islamicité générale, les résultats du Maroc ont généralement baissé, allant de 0,415 en 2000 à 0,381 en 2005 pour atteindre le plus mauvais résultat, 0,388, à la fois en 2010 et 2016. Son rang parmi les pays musulmans est resté stable, entre 14 et 15, pendant cette période. Parmi l'ensemble des pays, son rang a également chuté ; il avait le rang 88 en 2000, 101 en 2000 et 94 et 95 en 2010 et 2016. Malgré une chute conséquente de son rang dans le monde en 2005, le Maroc a réussi à améliorer son rang pour arriver à 95 en 2016. Le Maroc a des résultats médiocres dans l'index des droits politiques et humains, mais ses performances dans les autres indices connaissent également une fragilité puisqu'on constate un recul dans la plupart des secteurs en 2016.

Le Niger

Les résultats du Niger dans l'index d'islamicité économique se sont améliorés, passant de 0,310 en 2000 à 0,353 en 2005 et son rang parmi les pays musulmans s'est amélioré en passant de 36 à 33. Ses résultats étaient de 0,353 en 2010 et 0,348 en 2016. Malgré cette baisse dans les résultats, le Niger est resté au rang 26 parmi les pays musulmans en 2010 et 2016. Parmi l'ensemble des pays, son rang s'est amélioré en passant de 136 en 2000 à 126 en 2005, 116 en 2010 et 115 en 2016. Il a neuf indicateurs de sous-composants qui se trouvent dans un rang pire que 100. Ces neuf indicateurs concernent les domaines suivants : l'environnement commercial, la facilité de faire des affaires, la liberté économique, du marché et des affaires, l'éradication de la pauvreté, les risques du marché financier qui sont liés à la solidité et au crédit du pays, la prospérité économique et le PIB per capita. De 2000 à 2016, il a eu constamment un nombre entre 14 et 15 sur 23 sur les 23 indicateurs de sous composants dans lesquels il se trouvait à un rang pire que 100. Mais son rang était meilleur en 2016 qu'en 2000 dans un nombre significatif de ces indicateurs. Les performances économiques du Niger indiquent qu'il a encore un long chemin à parcourir pour améliorer ses résultats et rattraper le niveau des pays avec de meilleures performances.

Dans l'index d'islamicité de la gouvernance et du système juridique, le Niger avait le rang 21 parmi les pays musulmans en 2000 avec un résultat de 0,297. Malgré une légère baisse en 2005, au rang 23 avec un résultat de 0,271, son rang s'est amélioré pour passer à 20 et à 18 en 2010 et 2016 avec un résultat de 0,259 et 0,273. De 2000 à 2010, 6 indicateurs de sous composants sur 8 occupaient constamment un rang pire que 100. Ses performances se sont améliorées en 2016 avec 3 de ses indicateurs de sous-composants qui n'étaient plus dans le groupe des 100 pires. Les trois autres indicateurs de sous-composants dans des rangs pires que 100 concernaient les domaines de

l'intégrité judiciaire et juridique, la gestion des ressources épuisables et d'autres ressources naturelles et la gouvernance de l'état.

Dans l'index des droits politiques et humains, le rang du Niger ainsi que ses résultats se sont améliorés depuis 2000. Il avait le rang 35 parmi les pays musulmans en 2000 avec un résultat de 0,168 et en 2005, un résultat de 0,204 et un rang légèrement meilleurs, le rang 34, puis en 2010, avec un résultat de 0,160, son rang a chuté à 36 ; en 2016, il est arrivé au rang 35 avec un résultat de 0,170. Il a 15 indicateurs de sous-composants sur 17 qui occupaient constamment un rang pire que 100 entre 2000 et 2016. Ses indicateurs de sous-composants qui exigent une attention immédiate sont les domaines du développement humain, de la liberté individuelle, des droits de la femme, de l'accès à l'éducation, de l'accès aux soins, et de la démocratie. Pendant une période de dix ans, il y a assez de preuves pour montrer que les conditions de vie au Niger sont restées extrêmement mauvaises.

Dans l'index des relations internationales, le Niger occupait constamment le rang 9 parmi les pays musulmans entre 2000 et 2010 et il a amélioré son rang de 3 places pour arriver au rang 6 en 2016. Ses résultats étaient de 0,473 en 2000, 0,473 en 2005, 0,510 en 2010 et 0,540 en 2016. Parmi l'ensemble des pays, son rang durant la même période était 79, 80, 68 et 56. L'amélioration des résultats et du rang est manifeste et en 2016, il a eu une meilleure performance qu'en 2000. Le Niger a un indicateur de sous composant dans lequel il a constamment un rang pire que 100 de 2000 à 2016 dans le domaine de l'index de mondialisation.

Les résultats et le rang du Niger dans l'index d'islamicité générale se sont améliorés très légèrement. En 2000, ses résultats étaient de 0,280, en 2005 0,296, puis une légère baisse en 2010 avec 0,281 et en 2016 une hausse avec 0,293. Parmi les pays musulmans, il avait le rang 32 en 2000, 27 en 2005 et 2010 et 24 en 2016. Parmi l'ensemble des pays, il avait le rang 146 en 2000, 129 en 2005 et 2010 et il a atteint son meilleur rang de 125 en 2016. En dépit d'une légère amélioration, ses performances dans l'index des droits politiques et humains montrent que les citoyens du Niger vivent dans un état pauvre et ne peuvent pas avoir accès aux besoins élémentaires : l'éducation et la santé. Le Niger ne pourra arriver à un développement et une croissance sans se concentrer sur des réformes immédiates pour améliorer les conditions élémentaires de vie de ses citoyens.

Le Nigéria

Dans l'index d'islamicité économique, les résultats du Nigéria en 2016 sont pires qu'il y a une dizaine d'années, en 2000. Ses résultats étaient de 0,385 en 2000, 0,367 en 2005, 0,391 en 2010 et 0,370 en 2016. Son rang parmi les pays musulmans durant les mêmes années était 26, 28, 22 et 24 et parmi l'ensemble des pays, 110, 120, 99 et 107. Dans 7 des indicateurs de sous composants sur 23, son rang était constamment pire que 100 de 2000 à 2016. Ces domaines concernaient l'éradication de la pauvreté, le niveau des retraites, les risques du marché financier liés sur la sécurité du crédit, la prospérité économique, la stabilité des prix et le PIB per capita. Depuis 2010, son rang est tombé à pire que 100 dans les domaines des sous composants concernant les affaires et la liberté

du marché et, depuis 2005, il a un mauvais rang dans le domaine de la liberté d'investissement. En 2016, il a eu un mauvais rang dans 12 sur 23 des indicateurs de sous-composants qui montrent une mauvaise performance économique. Tout en étant un des grands producteurs de pétrole du monde, pendant la période 2000-2016, le Nigéria n'a pas réussi à garder une croissance économique durable et ses performances sont restées constamment médiocres.

Dans l'index de gouvernance et du système juridique, le rang et les résultats du Nigéria ont reculé depuis 2000. Ses résultats étaient de 0,156 en 2000, 0,154 en 2005, 0,169 en 2010, 0,131 en 2016, ce qui est son pire résultat. Son rang parmi les pays musulmans était 34, 30 31 et 25, et parmi l'ensemble des pays il occupait le rang 142, 135 à la fois en 2005 et 2010, et 141 en 2016. Le nombre d'indicateurs de sous-composants dans lesquels son rang était pire que 100 est le plus élevé en 2016, 6 sur 8. Pour la première fois en 2016, son rang était pire que 100 pour l'indicateur de sous-composants concernant la gestion gouvernementale. Depuis 2000, il a constamment eu un rang médiocre dans le domaine de l'intégrité judiciaire et juridique, la prévention de la corruption, la sûreté et la sécurité, la gestion des ressources épuisables et d'autres ressources naturelles et de la gouvernance de l'état. Le Nigéria souffre de la pauvre qualité de ses institutions.

Dans l'index des droits politiques et humains, nous constatons qu'il y a eu peu ou pas de progrès depuis 2000. Ses résultats étaient de 0,239 en 2000, 0,248 en 2005, 0,243 en 2010 et 0,228 en 2016. Son rang parmi les pays musulmans et l'ensemble des pays était 29 et 136 en 2000, 27 et 133 en 2005, 31 et 138 en 2010 et 30 et 138 en 2016. Le nombre des indicateurs de sous-composants dans lesquels il avait constamment un rang

pire que 100 est élevé, 14 sur 17 de 2000 à 2016. Il a amélioré ses résultats dans un indicateur de sous-composant en 2016 concernant la proportion des femmes par rapport aux hommes. Les domaines où il a toujours eu des mauvais résultats sont ceux qui concernent le développement humain en général, la liberté individuelle, les droits des femmes, l'accès à l'éducation, l'accès aux soins, la démocratie. Encore une fois, nous voyons un autre exemple d'un pays musulman qui est incapable d'offrir des conditions de vie acceptables et humaines à ses citoyens tout en étant doté de larges ressources et des richesses naturelles.

Dans l'index des relations internationales, le Nigéria occupe le rang 1 parmi les pays musulmans entre 2000 et 2010 et le rang 2 en 2016. Ses résultats pour les quatre années étaient de 0,657, 0,613, 0,660 et 0,647. Parmi l'ensemble des pays, il occupait le rang 26, 35, 22 et 30. Il n'occupe un rang pire que 100 dans aucun des indicateurs de sous-composants et il a été constamment dans les 20 premiers concernant les guerres militaires.

Dans l'index d'islamicité générale, les résultats du Nigéria ont baissé de 0,300 en 2000 à 0,292 en 2005. Ils sont montés légèrement à 0,307 mais ils ont baissé en 2016 à 0,283. Son rang parmi les pays musulmans et l'ensemble des pays était 28 et 131 en 2000, 30 et 133 en 2005, 23 et 125 en 2010 et 26 et 130 en 2016. Bien qu'ayant des ressources naturelles, le Nigéria a été incapable d'atteindre une croissance et un développement durables. À moins de contrôler la corruption, d'améliorer ses institutions, surtout dans le domaine juridique, il continuera à avoir des performances médiocres tout en gaspillant les richesses et les ressources naturelles du pays sans rien laisser aux générations futures.

Le Pakistan

Le Pakistan occupait le rang 22 parmi les pays musulmans avec un résultat de 0,437 dans l'index d'islamicité économique en 2000. En 2005 son résultat était de 0,457, de 0,399 en 2010, et de 0,420 en 2016. Son rang parmi les pays musulmans dans les mêmes années était 22,15,20 et 18. Parmi l'ensemble des pays il avait le rang 91 en 2000, 77 en 2005, 93 en 2010 et 88 en 2016. Dans l'ensemble des pays son rang s'est amélioré de 3 places, du rang 91 en 2000 au rang 88 en 2016. Il a constamment un rang pire que 100 dans 4 indicateurs des sous-composants, surtout dans ceux qui concernent la facilité de faire des affaires, le bien-être social, les risques du marché financier qui montrent la solidité du crédit dans le pays, la prospérité économique et le PNB per capita. En 2010, il avait la plupart des indicateurs de sous-composants dans un rang pire que 100, 15 sur 23, et en 2016 il a baissé ce nombre à 10 sur 23.

Dans l'index de gouvernance et du système juridique, le Pakistan avait le rang 24 parmi les pays musulmans en 2000 avec un résultat de 0,265, le rang 28 en 2005 avec un résultat de 0,215, le rang 28 en 2010 avec un résultat de 0,197 et le rang 26 en 2016, avec un résultat de 0,21. Le nombre des indicateurs de sous-composants dans lesquels son rang était pire que 100 était de 7 sur 7 entre 2005 et 2016. Il a un rang médiocre dans le domaine de l'intégrité judiciaire et juridique, dans celui de la prévention de la corruption, de la sureté et de la sécurité, de la gestion gouvernementale, de la gestion

des ressources épuisables et des autres ressources naturelles ainsi que dans celui de la gouvernance de l'état.

Dans l'index des droits politiques et humains, le Pakistan avait le rang 37, 36,34 et 36 parmi les pays musulmans en 2000,2005,2010 et 2016 avec des résultats de 0,149,0,168,0,201 et 0,168. Son rang parmi l'ensemble des pays et de 146 et 147 durant la même période. En 2000 et 2005, le nombre des indicateurs de sous-composants dans lesquels le Pakistan avait un rang pire que 100 était 16 sur 17 et en 2010 et 2016, 15 sur 17. En effet le Pakistan a fait pire que le Mali dans ce domaine. Les secteurs où il a eu constamment des mauvais résultats sont celui du développement humain, du capital social, de la liberté individuelle, des droits politiques, des inégalités entre femmes et hommes, d'accès à l'éducation, d'accès aux soins et de la démocratie. Son rang était particulièrement mauvais en 2016 dans le domaine de l'accès aux soins et dans celui de la démocratie. Les résultats montrent une détérioration rapide des conditions de vie au Pakistan et nous pensons que ces conditions ne vont pas s'améliorer à moins qu'on réalise très vite des réformes efficaces et de nouvelles politiques.

Dans l'index des relations internationales et parmi les pays musulmans, le Pakistan avait le rang 27 en 2000 avec un résultat de 0,303, 24 en 2005 et 23 en 2010 avec un résultat de 0,383 et 24 en 2016 avec un résultat de 0,363. Parmi l'ensemble des pays il avait le rang 129,119,115 et 120. Malgré une amélioration de ses résultats en 2016 par rapport à ceux de 2000, son rang parmi les pays musulmans ne s'est pas amélioré de façon significative, il a gagné trois places passant du rang 27 en 2000 au rang 24 en 2016.

Parmi l'ensemble des pays, il a gagné 9 places passant du rang 129 en 2000 au rang 120 en 2016. Cependant, le Pakistan n'a aucun indicateur de sous-composant à un rang pire que 100 pendant cette période.

Dans l'index d'islamicité générale, le Pakistan avait le rang 30 parmi les pays musulmans avec un résultat de 0,285 en 2000, 32 en 2005 avec un résultat de 0,290, 27 en 2010 avec un résultat de 0,277 et le rang 29 et un résultat de 0,279 en 2016. Son rang parmi l'ensemble des pays pendant la même période était 134,135,131 et 134. En plus d'une décennie, parmi les pays musulmans, le Pakistan a amélioré son rang d'une place depuis 2000 et il n'y a eu aucune amélioration de son rang parmi l'ensemble des pays. Le Pakistan a les plus mauvais résultats dans le domaine de l'indice des droits politiques et humains, ce qui montre que les citoyens vivent dans des conditions humaines déplorables. Comme dans le cas de la plupart des pays musulmans, le Pakistan a besoin de réformes institutionnelles à une large échelle.

Le Qatar

Dans l'index d'islamicité économique, les résultats du Qatar étaient de 0,589, 0,597, 0,667 et 0,664 en 2000, 2005, 2010 et 2016. Pendant cette période son rang était de 9,7,2 et 4 parmi les pays musulmans et dans l'ensemble des pays, il occupait le rang 49, 46, 32 et 38. Le Qatar fait partie des rares pays musulmans qui a vu ses résultats et son rang s'améliorer progressivement, il occupe un rang dans les 10 premiers parmi les pays musulmans et dans les 50 premiers dans le monde pendant toute la période entre 2000 et 2016. Il a un rang médiocre dans seulement un indicateur sous-composant dans le domaine de la distribution des revenus.

Dans l'index de gouvernance et du système juridique, Le Qatar a eu sa meilleure performance en 2016. Parmi les pays musulmans, il avait le rang 7,6 et 2, 2 en 2000, 2005, 2010 et 2016 avec des résultats correspondants de 0,567, 0,581, 0,712 et 0,706. Son rang parmi l'ensemble des pays a progressé continuellement du rang 55 en 2000 au rang 56 en 2005, 42 en 2010 et 40 en 2016. Pour la première fois, en 2016, son indicateur de sous-composant concernant la gestion des ressources épuisables et des autres ressources naturelles ne figurait plus dans les rangs pire que 100 ; et en 2016 aucun de ses indicateurs de sous-composants ne se trouvait dans un rang pire que 100.

Le Qatar était dans les 10 premiers rangs parmi les pays musulmans et dans les 80 premiers dans le monde dans l'index des droits politiques et humains entre 2000 et 2016. Ses résultats en 2000, 2005, 2010 et 2016 étaient 0,465, 0,477, 0,476 et 0,466. Il occupait le rang 5 parmi les pays musulmans en 2005 et 2010 et le rang 4 en 2000 et 2016. Parmi l'ensemble des pays il avait le rang 79, 76,77 et 75 dans la même période. De 2000 à 2010, il avait 7 indicateurs de sous-composants sur 17 qui avaient un rang

pire que 100 et en 2016 ce nombre a baissé à 6. Pour la première fois en 2016, le Qatar ne se trouvait pas dans les rang pires que 100 pour l'indicateur de sous-composant concernant les libertés individuelles. Les domaines où le Qatar a des résultats médiocres sont celui des droits politiques et civiles, des droits des femmes et de la démocratie.

Dans l'index des relations internationales, les résultats et le rang du Qatar se sont améliorés. En 2000, 2005, 2010 et 2016, il avait le rang 20, 14, 5, et 15 parmi les pays musulmans avec un résultat de 0,397, 0,447, 0,563 et 0,453. Son rang parmi l'ensemble des pays était le rang 96, 112, 105 et 111. Les indicateurs de sous-composants dans lesquels il occupe un rang pire que 100 sont dans le domaine des guerres militaires.

Le Qatar est un des rares pays musulmans qui a un bon rang dans l'index d'islamicité générale. En 2000 avec un résultat de 0,526 il avait le rang 6 parmi les pays musulmans, en 2005 avec un résultat de 0,541 il avait le rang 5, en 2010 avec un résultat de 0,613 le rang 2 et pour finir en 2016 avec un résultat de 0,596 il occupait le rang 3. Il peut améliorer ses performances de façon significative en concentrant ses efforts sur l'indice de sous-composant où il se trouve dans un rang pire que 100, l'indice des droits politiques et humains. Nous devons ajouter que les grandes réserves de gaz et de pétrole du Qatar et sa population native peu nombreuse (250000-300000) offrent au pays des choix que d'autres n'ont pas. Cette grande richesse per capita permet un accès illimité à une éducation de bonne qualité, un accès aux soins de santé pour tous et facilite l'éradication de la pauvreté. Cependant, pour réussir dans la durée et éviter les conflits internes, le Qatar a besoin de réformer sa structure légale et de gouvernance en respectant les droits humains et politiques.

L'Arabie Saoudite

L'Arabie Saoudite avait le rang 6 parmi les pays musulmans en 2000 pour l'index d'islamicité économique avec un résultat de 0,612 et elle a amélioré son rang pour arriver à 5 en 2005 avec un résultat de 0,616. En 2010 avec un résultat de 0,547, son rang a baissé de 5 places jusqu'au rang 10. En 2016, son rang s'est amélioré légèrement jusqu'au rang 8 et un résultat de 0,564. Son rang dans le monde durant la même période était le rang 44, 43, 53 et 51. Elle a eu constamment un indicateur de sous-composant dans un rang pire que 100, dans le domaine de la liberté d'investissement dans la période 2000-2016, elle a eu un meilleur rang que 100 dans l'important indicateur de sous-composant concernant la distribution des revenus.

Dans l'index de gouvernance et du système juridique, l'Arabie Saoudite était dans les 15 premiers parmi les pays musulmans et dans les 60 premiers dans l'ensemble des pays. Ses résultats étaient de 0,511 en 2000, 0,361 en 2005, 0,545 en 2010 et 0,566 en 2016. Elle avait le rang 7 et 6 en 2000 et 2010 et en 2010 et 2016 son rang s'est amélioré de 4

places pour arriver au rang 2. Dans le monde entier, son rang était 63, 96, 62 et 59.

Malgré l'amélioration, l'Arabie Saoudite a eu constamment un rang pire que 100 dans le domaine de la gestion gouvernementale entre 2000 et 2016. Pour la première fois, en 2016, elle a amélioré son rang pour sortir des 100 plus mauvais dans l'Indicateur du sous-composant concernant la sûreté et la sécurité.

Dans l'index des droits politiques et humains, l'Arabie Saoudite avait le rang 15 parmi les pays musulmans en 2000, le rang 18 en 2005 et 2010 et le rang 13 en 2016. Ses résultats étaient 0,342, 0,331, 0,328 et 0,400. Son rang parmi l'ensemble des pays était le rang 106 en 2000, 109 en 2005 et 2010 et il s'est amélioré pour arriver à son meilleur rang en 2016, le rang 92. De 2000 à 2016, l'Arabie Saoudite a eu constamment un rang pire que 100 dans 5 sur 17 des indicateurs de sous-composants concernant les libertés individuelles, les libertés civiles, les droits politiques, le nombre de femmes par rapport au nombre d'hommes et la démocratie. Pour la première fois en 2016 elle n'avait pas un rang pire que 100 dans deux indicateurs de sous-composants en relation avec l'inégalité entre femmes et homme et la proportion de sièges occupés par les femmes. Dans l'ensemble, l'Arabie Saoudite a fait peu de progrès dans le domaines des droits des femmes depuis 2000.

Dans l'index des relations internationales, l'Arabie Saoudite avait un résultat de 0,440 en 2000 et 2005, 0,407 en 2010 et de 0,380 en 2016. Parmi les pays musulmans, elle avait le rang 14, 21, 8 et 21 pendant la même période. Parmi l'ensemble des pays, elle avait le rang 96, 112, 105 et 111. Les résultats ont tendance à baisser et son rang parmi les pays

musulmans et dans le monde est plus mauvais en 2016 qu'en 2000. Elle a constamment un rang pire que 100 dans l'indicateur de sous-composants concernant les guerres militaires et comme on pourrait s'y attendre, son rang en 2016 était le pire pour la période.

Dans l'index d'islamicité générale, l'Arabie Saoudite avait le rang 8 parmi les pays musulmans en 2000 et 2016 et le rang 11 en 2005 et 2010. Parmi l'ensemble des pays, elle avait le rang 69 en 2000, 82 en 2005, 75 en 2010 et 67 en 2016. Ses résultats pour la même période étaient 0,483, 0,432, 0,466 et 0,497 en 2016. Depuis 2000, l'Arabie Saoudite a fait peu de progrès quant à son rang. Parmi les pays musulmans son rang est le même en 2000 et en 2016 et parmi l'ensemble des pays son rang s'est amélioré de 2 places passant de 69 en 2000 à 67 en 2016. Dans l'index d'islamicité économique, à l'exception de l'indicateur du sous-composant concernant la liberté d'investissement, elle n'a pas de domaine où elle a un rang pire que 100. Les manques sérieux de l'Arabie Saoudite se trouvent dans le domaine de l'indice des droits politiques et humains et dans celui de la gouvernance et du système juridique. Tout récemment, son implication dans la guerre civile au Yémen va détériorer davantage sa position dans l'indice des relations internationales ; ce qui sera visible dans l'indice d'ici environ deux ans. L'Arabie Saoudite, pays natal de l'islam, a besoin de réformes fondamentales dans sa gouvernance si elle souhaite améliorer ou même maintenir son rang.

Le Sénégal

Le Sénégal occupait le rang 25 avec un résultat de 0,404 dans l'index d'islamicité économique en 2000 parmi les pays musulmans. Il avait le rang 21 avec un résultat de 0,415 en 2005, en 2010 il avait le rang 25 avec un résultat de 0,364, et en 2016 le rang 21 avec un résultat de 0,386. Parmi l'ensemble des pays et pour les mêmes années son rang était le rang 107, 97, 111 et 102. Son rang et ses résultats ont baissé de 2005 à 2010 et ils se sont améliorés légèrement entre 2010 et 2016. Le Sénégal a des rangs médiocres dans un certain nombre d'indicateurs de sous-composants entre 2010 et 2016. Ce sont des domaines qui concernent l'environnement des affaires, la régulation économique, la facilité de faire des affaires, la liberté du travail, l'éradication de la pauvreté, le bien être social, les risques du marché qui montrent la solidité du pays, la prospérité économique et le PIB per capita, des secteurs où le Sénégal avait constamment un rang pire que 100.

Le Sénégal a eu de meilleures performances dans l'Indice d'islamicité concernant la gouvernance et le système juridique. Son rang était dans les 15 premiers parmi les pays musulmans et dans les 100 premiers parmi l'ensemble des pays entre 2000 et 2016. Ses résultats en 2000 étaient de 0,438, 0,417 en 2005, 0,367 en 2010 et 0,549 en 2016. Bien

que nous observions une baisse dans les résultats entre 2005 et 2010, les résultats du Sénégal ont progressé de façon significative en 2016 quand il a atteint son meilleur niveau depuis 2000. Parmi l'ensemble des pays, le Sénégal avait le rang 81 en 2000, 81 en 2005 et il y a eu une chute en 2010 jusqu'au rang 95 mais en 2016 il a eu une amélioration de 34 positions pour arriver au rang 61, et un meilleur rang dans l'ensemble du monde que son rang de 2000. Le Sénégal a eu seulement un indicateur de sous-composants sur 8 dans un rang pire que 100 depuis 2000, celui qui concerne la gestion des ressources épuisables et des autres ressources naturelles. En 2016, il y a eu une amélioration notable dans l'indicateur du sous-composant concernant l'intégrité judiciaire et légale, sortant ainsi des rangs pires que 100. Cette amélioration significative était un facteur important et a contribué à lui attribuer un meilleur rang en 2016

Dans l'index des droits politiques et humains, le Sénégal avait le rang 12 parmi les pays musulmans en 2000 et 2005 avec un résultat de 0,356 et 0,372. En 2010, le Sénégal avait le rang 14 avec un résultat de 0,363 et en 2016 avec un résultat de 0,414 il avait le rang 11. Le Sénégal avait constamment un rang pire que 100 dans un grand nombre d'indicateurs de sous-composants depuis 2000. De 2000 à 2010 il a eu des rangs médiocres dans 12 des indicateurs de sous-composants sur 17 et en 2016 dans 9 indicateurs sur 17. Ce sont des domaines concernant le développement humain, l'accès aux soins et ses sous-composants et l'accès à l'éducation et son sous-composant.

Dans l'index des relations internationales, le Sénégal a de bons résultats et un bon rang, dans les 5 premiers parmi les pays musulmans et dans les 50 premiers parmi l'ensemble des pays entre 2000 et 2016. En 2000 ses résultats étaient de 0,607, 0,583 en 2005, 0,577 en 2010 et 0,563 en 2016. Il a occupé le rang 4 parmi les pays musulmans en 2000, 2005, 2010 et 2016. Parmi l'ensemble des pays, son rang dans la même période était 43, 44, 47 et 49. Le Sénégal n'a aucun indicateur de sous-composants dans un rang pire que 100. Il a maintenu son rang dans les 100 premiers pour les indicateurs de sous-composants en relation avec l'index de mondialisation et des guerres militaires où il a conservé son rang dans les 40 premiers dans le monde. Le Sénégal semble stable dans ses relations internationales et il n'est pas impliqué dans des conflits sérieux.

Dans l'index d'islamicité générale, le Sénégal a maintenu son rang dans les 15 premiers parmi les pays musulmans et dans les 100 premiers parmi l'ensemble des pays. Il a eu le rang 13,12, 15, et 13 parmi les pays musulmans en 2000, 2005, 2010 et 2016 avec des résultats de 0,420 pour 2000 et 2005 et 0,386, et 0,461 en 2010 et 2016. Parmi tous les pays, il avait le rang 85 en 2000 et 2005 et 96 et 81 en 2010 et 2016. Cependant les résultats du Sénégal n'ont pas montré d'amélioration notable depuis 2000.

Contrairement aux autres pays dont nous avons parlé jusqu'ici, l'état déplorable des conditions de vie au Sénégal n'est pas dû aux facteurs comme un conflit militaire ou la mauvaise qualité des institutions. Dans ces deux domaines, le Sénégal se trouve en bonne place. Mais, la plupart de ses citoyens ont du mal à avoir des conditions de vie satisfaisantes avec un accès correct à l'éducation et aux soins. En même temps, nous observons qu'il a un très mauvais rang dans la gestion des ressources épuisables et des

autres ressources naturelles. D'autre part, le Sénégal a besoin d'un meilleur système pour améliorer la distribution la des revenus et de la richesse.

Oman

Oman avait le rang 8 parmi les pays musulmans en 2000 et 2005 dans l'index d'islamicité économique. Ses résultats pour cette période étaient de 0,594 et 0,589. Son rang s'est amélioré de 3 places jusqu'au rang 5 en 2010 et 2016. Ses résultats étaient de 0,621 en 2010 et 0,623 en 2016. Parmi l'ensemble des pays, il se trouvait dans les 50 premiers au rang 47 en 2000 et 2005 et au rang 42 et 45 en 2010 et 2016. Il n'avait qu'un indicateur de sous composants dans lequel son rang était pire que 100 entre 2000 et 2016, concernant la distribution des revenus. En 2016, il avait un rang pire que 100 dans 2 sur 23 des indicateurs de sous-composants dans le domaine de la distribution des revenus et de la liberté d'investissement ; il n'avait plus dans les rangs pires que 100 que les domaines de l'emploi et du PIB per capital ainsi que celui du moyen de croissance.

Dans l'index de gouvernance et du système judiciaire, Oman avait continuellement un rang dans les 10 premiers parmi les pays musulmans avec un résultat de 0,565, 0,572,

0,593 et 0,545. Il avait le rang 8 en 2000 et 2005, le rang 4 en 2010 et le rang 8 en 2016. Son rang dans l'ensemble du monde était 57, 59, 51 et 63 en 2016. Bien que son rang ait été stable parmi les pays musulmans avec un résultat relativement stable, son rang dans l'ensemble du monde a été plus instable et a atteint son pire niveau en 2016. Oman a eu continuellement un rang pire que 100 de 2000 à 2016 dans 2 sur 8 des indicateurs de sous-composants en relation avec la gestion gouvernementale et la gestion des ressources périssables et d'autres ressources naturelles.

Oman n'a pas un rang aussi bon dans l'index des droits politiques et humains que dans celui de gouvernance et de système juridique. Son rang était de 20 en 2000, 9 en 2004, 10 en 2010 et 12 en 2016 parmi les pays musulmans avec un résultat de 0,310, 0,405, 0,416 et 0,413. Parmi l'ensemble des pays, il avait le rang 114, 88, 87 et 90. Ses résultats et son rang indiquent qu'Oman a progressé de façon significative depuis 2000 ; cependant, ses progrès semblent s'être dissipés. Oman a eu un rang continuellement pire que 100 dans 5 sur 17 des indicateurs de sous-composants, surtout dans le domaine des libertés individuelles, des droits politiques et civils, de la proportion de sièges occupés par les femmes dans le parlement national et de la démocratie.

Dans l'index des relations internationales, Oman avait le rang 24, 29, 27 et 28 en 2000, 200, 2010 et 2016 parmi les pays musulmans. Ses résultats étaient de 0,353 en 2000, 0,307 en 2005 et 2010 et 0,313 en 2016. Son rang parmi l'ensemble des pays était 122, 133, 129 et 130. Son rang et ses résultats se sont détériorés et étaient à leurs pires niveaux en 2016. Son indicateur de sous composant en relation avec les guerres militaires était constamment dans un rang pire que 100 entre 2000 et 2016. La pire

performance d'Oman se trouve dans l'index des relations internationales en comparaison avec les trois autres indices.

Oman a maintenu son rang dans les 10 premiers parmi les pays musulmans dans l'index d'islamicité générale entre 2000 et 2016. Ses résultats en 2000, 2005, 2010 et 2016 étaient de 0,476, 0,500, 0,520 et 0,506 et il avait le rang 9 et 8 en 2000 et 2005 parmi les pays musulmans et en 2000 et 2016 il avait le rang 7. Parmi l'ensemble des pays, il avait le rang 71 et 66 en 2000 et 2005 et en 2010 et 2016, il avait le rang 63. En résumé, il a eu des rangs médiocres dans la gestion gouvernementale, la gestion des ressources et dans plusieurs des indicateurs concernant les droits politiques et humains. D'autre part, son taux de militarisation est un des plus élevés et il n'est donc pas surprenant qu'Oman ait une mauvaise performance dans l'ensemble du monde dans ces domaines. Oman devrait réévaluer ses priorités et s'assurer qu'il y ait une meilleure gestion de ses ressources et il devrait renforcer le domaine dans lequel il a un rang médiocre, celui de l'index des droits politiques et humains.

La Tunisie

la Tunisie a un assez bon rang dans l'index d'islamicité économique. Cependant, ses résultats et son rang semblent avoir reculé entre 2000 et 2016. Elle se trouvait dans les 15 premiers parmi les pays musulmans et dans les 80 premiers dans l'ensemble du monde. Ses résultats étaient de 0,600 en 2000, 0,548, 0,549 et 0,470 en 2005, 2010 et 2016. Parmi les pays musulmans, il avait le rang 7 en 2000, 10 en 2005, 9 en 2010 et 13 en 2016. Parmi tous les pays, il avait le rang 46, 54, 52 et 73 pendant la même période. Une analyse de ses indicateurs de sous-composants montre que la Tunisie était dans les

rangs pires que 100 dans plus de domaines en 2016 qu'auparavant. Auparavant, il avait un rang médiocre dans un, cinq et trois indicateurs de sous-composants entre 2000 et 2010. Mais en 2016, 8 sur 23 des indicateurs de sous composants étaient dans le groupe pire que 100. Ces domaines de recul sont ceux de l'environnement des affaires, de la régulation économique, de la liberté économique, de la liberté financière et d'investissement, du chômage et du PIB per capita et du taux moyen de croissance. Nous voyons que ce sont des domaines de manques temporaires qui sont dus à un changement spectaculaire de gouvernance qui a eu lieu en Tunisie, le pays par lequel les printemps arabes ont commencé.

Dans l'index de gouvernance et du système juridique, la Tunisie avait le rang 12 parmi les pays musulmans en 2000 et 2005 avec un résultat de 0,438, et 0,417. En 2005, il avait le rang 15 avec un résultat de 0,367 et en 2016 il a eu son rang le plus élevé, le rang 7, avec un résultat de 0,549. Parmi tous les pays, il avait le rang 81,81 et 95 et a monté jusqu'au rang 61 en 2016. L'avance dans les résultats et le rang en 2016 est due à des améliorations dans les indicateurs de sous-composant

En 2010, il avait un rang pire que 100 dans les indicateurs de sous-composants concernant la gestion gouvernementale et la gestion des ressources épuisables et d'autres ressources naturelles. Elle a fait des progrès visibles dans ces deux domaines. Parmi 8 indicateurs de sous-composants, la Tunisie n'en avait aucun dans le groupe des pires que 100 en 2016. Encore une fois, nous espérons des améliorations régulières dans le domaine de gouvernance et du système juridique, du moment que le pays arrive à éviter des conflits internes sérieux.

Dans l'index des droits politiques et humains, la Tunisie a continuellement occupé le rang 11 parmi les pays musulmans entre 2000 et 2010 et elle a atteint son rang le plus élevé, 8, en 2016. Ses résultats étaient de 0,374 en 2000, 0,392 en 2005 et 0,383 en 2010 et ils sont montés à 0,438 en 2016. Parmi l'ensemble des pays, il avait le rang 97, 93, 94 et 86 durant la même période. À la fois son rang et ses résultats se sont améliorés depuis 2000 et elle a atteint son meilleur résultat et son meilleur rang en 2016. Malgré cette amélioration, la Tunisie a eu un rang pire que 100 continuellement dans trois indicateurs de sous-composants concernant les libertés individuelles, la proportion de femmes par rapport aux hommes et l'efficacité dans l'éducation. Il n'est pas surprenant que le nombre d'indicateurs de sous-composants dans lesquels elle avait un rang pire que 100 soit inférieur à celui des années précédentes.

Dans l'index des relations internationales, la Tunisie se trouve dans les 15 premiers parmi les pays musulmans et dans les 80 premiers dans le monde. Ses résultats étaient de 0,570 en 2000, 0,593 en 2005, 0,557 en 2010 et 0,490 en 2016. Elle a eu le rang 5, 2, 7 et 11 en 2000, 2005, 2010 et 2016. Parmi l'ensemble des pays, et dans la même période, son rang était 53, 39, 54 et 77. Bien qu'elle occupe un rang élevé parmi les pays musulmans et dans le monde, avec une exception pour ses performances en 2005, les résultats et le rang de la Tunisie ont baissé depuis 2000, mais elle arrive toujours à maintenir son rang dans les 100 premiers pour les indicateurs de sous-composants et de 2000 à 2016, elle n'a un rang médiocre dans aucun domaine. La baisse de cet indicateur est largement due aux troubles suite aux printemps arabes.

Dans l'index d'islamicité générale, la Tunisie avait un rang élevé parmi les pays musulmans. Elle a maintenu un rang dans les 10 premiers parmi les pays musulmans et

dans les 80 premiers dans l'ensemble des pays entre 2000 et 2016. Son rang était de 5, 6, 8 et 10 avec un résultat de 0,533, 0,530, 0,508 et 0,487 en 2000, 2005, 2010 et 2016. Son rang parmi l'ensemble des pays était 57 en 2000 et 2005, 65 en 2010 et 71 en 2016. Les performances de la Tunisie semblent s'être détériorés le plus dans l'index d'islamicité économique et dans l'index des relations internationales et elle a eu son meilleur rang et résultat en 2016 dans deux autres domaines avec une amélioration significative. La Tunisie avait un rang médiocre dans le domaine de l'investissement et de la liberté financière, et elle devrait concentrer ses efforts vers la création d'un environnement qui soutienne l'investissement et élimine les obstacles aux flux du capital pour les affaires et les individus.

Ici, nous devons ajouter quelques mots concernant la Tunisie. En 2017, la Tunisie se trouve encore au milieu d'une transition d'une dictature vers une forme spéciale de sa propre gouvernance représentative. Nous pensons que la Tunisie est, parmi les pays arabes, celui qui a réussi à se relever après le printemps arabe. C'est un pays dont la trajectoire sera un modèle important pour plusieurs pays musulmans qui sont sous des régimes totalitaires. Comme ces indices d'islamicité le confirment, la Tunisie a fait du chemin et, bien que son avenir ne soit pas garanti, nous sommes prudemment optimistes concernant sa réussite future comme tête de pont pour les pays musulmans.

La Turquie

Dans l'index d'islamicité économique en 2000, la Turquie avait le rang 13 parmi les pays musulmans et 62 parmi l'ensemble des pays avec un résultat de 0,97. En 2005, il a le rang 18 avec un résultat de 0,445, 14 en 2010 avec un résultat de 0,452 et 11 en 2016 avec un résultat de 0,485. Parmi l'ensemble des pays, son rang était 62, 82, 74 et 71. Cependant, en 2016, en comparaison avec les années précédentes, il n'avait que 5 sur 23 des sous-composants dans le rangs pires que 100. La Turquie a eu continuellement un rang médiocre dans des domaines concernant la liberté du travail et la liberté financière. En 2016, pour la première fois entre 2000 et 2016, son rang pour le PIB per capita s'est trouvé dans un rang pire que 100.

Les résultats de la Turquie dans l'index d'islamicité de gouvernance et du système juridique se sont quelque peu améliorés, son rang parmi les pays musulmans et dans le monde n'a pas beaucoup bougé dans cette période. Ses résultats étaient de 0,499, 0,567, 0,537 et 0,521 en 2000, 2005, 2010 et 2016. Parmi les pays musulmans, elle avait le rang 11 et 19 en 2000 et 2005 et en 2010 et 2016, elle a maintenu sa position au rang 11. Dans le reste du monde, son rang était 67, 61, 63 et 67 pendant la même période. Entre 2000 et 2010, elle a eu un rang pire que 100 dans l'indicateur du sous-composant concernant la gestion des ressources épuisables et d'autres ressources naturelles. Nous devrions ajouter que les développements anti-démocratiques de 2015-2016 ne sont pas reflétés dans cet index, mais ils devraient entraîner une sérieuse détérioration dans l'avenir.

Dans l'index des droits politiques et humains, les résultats et le rang de la Turquie se sont améliorés entre 2000 et 2010 et les résultats de 2000 ont été maintenus en 2016. Ses résultats étaient de 0,420 en 2000 et 0,424 en 2005. En 2010 et 2016 ses résultats étaient 0,456. Parmi les pays musulmans, elle avait le rang 7, 8, 6 et 5 en 2000, 2005, 2010 et 2016. Pendant la même période, parmi l'ensemble des pays son rang était 85 et 86 et en 2010 et 2016 son rang est resté 80. Son rang est resté constamment pire que 100 dans 2 sur 17 des indicateurs de sous-composants, surtout ceux en relation avec le capital social et la proportion des sièges occupés par les femmes dans le parlement national. Depuis 2010, elle semble avoir amélioré son rang dans l'accès à l'éducation.

Dans l'index des relations internationales, la Turquie avait un rang dans les 20 premiers parmi les pays musulmans entre 2000 et 2016 avec un résultat de 0,420, 0,427 et 0,430. Il avait le rang 16 et 12 en 2000 et 2005; et en 2010 et 2016 elle a maintenu son rang à 16. Elle a constamment un rang pire que 100 dans l'indicateur de sous-composant concernant les guerres militaires, avec une amélioration de 2 places de son rang dans le monde en plus d'une décennie, de 129 en 2000 à 127 en 2016.

Dans l'index d'islamicité générale, la Turquie est un des pays musulmans qui s'en sort généralement bien, maintenant un rang dans les 15 premiers parmi les pays musulmans et dans les 80 premiers parmi l'ensemble des pays entre 2000 et 2016. Ses résultats sont restés à 0,467 en 2000, 2005 et 2010 et en 2016 ils sont montés à 0,482. Elle avait le

rang 10 parmi les pays musulmans en 2000, le rang 9 en 2005 et 2010 et 11 en 2016.

Dans le monde, il avait le rang 72, 70, 72 et 73. La Turquie devrait examiner les deux indicateurs de sous-composants en relation avec les droits politiques et humains où elle a eu constamment un rang pire que 100 de 2000 à 2016. Elle devrait également améliorer sa position dans le domaine des guerres militaires.

Les Emirats Arabes Unis

Dans l'index d'islamicité économique, les EAU avaient le rang 2 parmi les pays musulmans et dans l'ensemble du monde entre 2000 et 2005. Leur rang est tombé à 6 en 2010, mais ils ont regagné leur position du rang 2 parmi les pays musulmans en 2016. Leurs résultats étaient de 0,693 en 2000, 0,646 en 2005, 0,614 en 2010 et 0,695 en 2016. Ils étaient parmi les 50 premiers dans le monde pour la même période le rang 33, 40, 44 et 34. leur seul indicateur de sous-composant à avoir un rang pire que 100 concerne la distribution des revenus. C'est un résultat particulièrement embarrassant pour des pays très riches comme le Koweït, Qatar et les EAU dont les revenus et la richesse dérivent dans une large mesure du pétrole et du gaz, des ressources épuisables qui appartiennent à tous les citoyens de chaque génération. Il existe un autre facteur qui complique cette question : une large part de la richesse du pétrole des EAU appartient à Abu Dhabi et n'est pas partagée de façon égale avec les autres membres de l'émirat. Pour la première fois, en 2016, les EAU n'ont pas eu un mauvais rang dans le domaine du PIB per capita.

Les EAU ont eu leur meilleur rang dans l'index d'islamicité de gouvernance et du système juridique. Il avait le rang 2 parmi les pays musulmans en 2000 et 2005, le rang 3 en 2010 et le rang 1 en 2016. Leurs résultats étaient 0,653, 0,683, 0,690 et 0,739 en 2000, 2005, 2010 et 2016. Son rang dans le monde était 45, 44, 46 et 37 pendant la même période. Il y a une augmentation notable dans ses résultats entre 2010 et 2016, ce qui a amélioré son rang à la fois parmi les pays musulmans et dans le reste du monde. Nous constatons le même schéma d'amélioration dans l'analyse des indicateurs de sous-composants. Ils ont eu seulement un indicateur de sous-composant sur 8 dans un rang pire que 100 entre 2000 et 2005, concernant la gestion gouvernementale; à partir de 2010, il y a eu des améliorations et ce manque a été comblé.

Dans l'indice des droits politiques et humains, les EAU ont également maintenu leur rang dans les 10 premiers parmi les pays musulmans. Ils avaient le rang 5 avec un résultat de 0,453 en 2000, 6 avec un résultat de 0,446 en 2005 et le rang 3 en 2005 et 2010 avec un résultat de 0,513 et 0,490. Leur rang dans le monde était 80, 83,66 et 70 en 2000, 2005, 2010 et 2016. Malgré une augmentation des résultats entre 2005 et 2010, il y a eu une baisse en 2016 et les résultats n'étaient ainsi pas très différents de ceux de 2000. Ils ont eu de façon constante un rang pire que 100 dans trois sous-composants, surtout dans le domaine des droits politiques et humains, dans celui de la proportion des femmes par rapport aux hommes et de la démocratie.

Dans l'index des relations internationales, les EAU ont maintenu le rang 13 parmi les pays musulmans entre 2000 et 2016. Leurs résultats étaient 0,447, 0,453, 0,487 et 0,470. Leur rang dans le monde était 94, 89, 80 et 88 en 2000, 2005, 2010 et 2016. Ils ont continuellement eu un rang pire que 100 dans l'indicateur de sous-composant concernant les guerres militaires.

Dans l'index d'islamicité générale, les EAU ont maintenu un rang dans les 3 premiers parmi les pays musulmans et dans les 50 premiers parmi l'ensemble des pays entre 2000 et 2016. Leurs résultats étaient de 0,584, 0,578, 0,594, 0,624 en 2000, 2010, et 2016. Ils avaient le rang 3 parmi les pays musulmans en 2000 et 2010 et le rang 2 en 2005 et 2016. Parmi l'ensemble des pays ils avaient le rang 48 en 2000 et 2005, 46 en 2010 et 43 en 2016. Dans le monde, ils ont eu leur meilleur rang en 2016. Dans l'ensemble, les bonnes performances des EAU dans les autres domaines sont ternies par le mauvais rang dans l'indice des droits politiques et humains ainsi que par ses lourdes dépenses militaires et achats d'armes. Il y a eu des améliorations dans le pays entre 2010 et 2016.

Les Performances des 4 premiers pays non-musulmans : Les Pays-Bas, La Nouvelle Zélande, la Suède et la Suisse.

Nous avons également étudié les pays que ont eu les meilleurs résultats dans l'index d'islamicité pour déterminer les raisons importantes de leurs réussites. Nous avons évalué et nous avons sélectionné les indicateurs de sous-composants dans lesquels les quatre pays ont eu continuellement un rang dans les 20 premiers entre 2000 et 2016.

(i) Islamicité économique : dans l'index d'islamicité économique, les Pays-Bas avaient le rang 1, 4, 2 et 4 dans l'ensemble des pays en 2000, 2005, 2010 et 2016 avec des résultats de 0,892, 0,874, 0,873 et 0,852. La Nouvelle Zélande avait le rang 7, 6, 5 et 3 pour la même période avec des résultats de 0,861, 0,869, 0,845 et 0,856. La Suède avait le rang 6 en 2000 et 2016 avec des résultats de 0,864 et 0,841 et en 2005 et 2010 elle avait le rang 5 et 7 parmi tous les pays avec des résultats de 0,873 et 0,829. La Suisse avait le rang 3 en 2000 et 2005 avec un résultat de 0,885 et 0,878, le rang 1 avec un résultat de 0,874 en 2010, et elle avait le rang 2 en 2016 avec un résultat de 0,871.

Nous avons constaté que comparés avec tous les pays, ces quatre pays se trouvaient dans les 15 premiers pour l'indice du sous-composant qui mesure l'état de l'environnement du pays pour les affaires. De 2000 à 2016 les Pays-Bas ont eu le rang 10 et 14, la Nouvelle Zélande entre 2 et 11, la Suède entre 12 et 13 et la Suisse entre 9 et 13. Un autre domaine où ces quatre pays ont eu des résultats exceptionnels est celui de l'indicateur du sous-composant concernant la propriété et le droit des contrats. Les quatre pays ont occupé la plupart du temps un rang dans les trois premiers entre 2000 et 2016. Les Pays-Bas avait le rang 3 entre 2000 et 2016. Dans la même période, la Nouvelle Zélande a conservé le rang 1 en 2000, 2005, 2010 et 2016. Bien que la Suède

ait commencé au rang 25 en 2000, elle est arrivée au rang 1 en 2005 et 2010 et elle occupait le rang 3 en 2016. La Suisse avait le rang 1 entre 2000 et 2005 et 3 entre 2010 et 2016. En ce qui concerne la santé financière des pays, nous avons constaté que les quatre pays ont des résultats exceptionnellement bons dans les indicateurs de sous-composants en relation avec la liberté financière, les risques du marché financier et la sécurité du crédit dans le pays.

Les Pays-Bas, la Nouvelle Zélande et la Suisse ont eu continuellement un rang parmi les 5 premiers entre 2000 et 2016 dans l'indicateur du sous-composant concernant la liberté financière. La Suède avait le rang 9 en 2000 mais elle a amélioré ses résultats et accent le rang 5 entre 2005 et 2016. Les Pays Bas avait le rang 1 en 2000 et 2005 et 4 et 3 en 2010 et 2016. La Nouvelle Zélande avait le rang 1 avec les Pays-Bas en 2000 et 2005, puis le rang 4 en 2010 et 3 en 2016. La Suède avait le rang 9, 1, 4, et 3 en 2000, 2005, 2010 et 2016. Et enfin, La Suisse avait le rang 1 en 2000 et 2005 et 4 et 3 en 2010 et 2016. Dans l'indicateur du sous-composant concernant les risques du marché financier, les Pays-Bas ont brillé par leurs résultats et ont occupé tout le temps le rang 1 entre 2000 et 2016. La Nouvelle Zélande était dans les 20 premiers et avait le rang 16 pendant la même période. La Suède avait le rang 6 et la Suisse toujours le rang 1 entre 2000 et 2016.

Enfin, les quatre pays avaient un rang dans les 20 premiers dans l'indicateur du sous-composant qui mesure la prospérité du pays. Les Pays Bas avaient le rang 2 en 2000 et 2005. En 2010 ils sont montés au rang 1 et en 2016 ils avaient le rang 2 parmi l'ensemble des pays. La Nouvelle Zélande avait le rang 3 parmi tous les pays entre 2000

et 2005 et le rang 6 et 1 en 2010 et 2016. La Suède n'était pas loin derrière au rang 4 en 2000 et 2005 et au rang 2 et 3 en 2010 et 2016. la Suisse avait le rang 15 en 2000 et 2005 et 9 et 4 en 2010 et 2016.

Ces quatre pays montrent un très bon niveau dans les domaines qui concernent la force de l'environnement des affaires, la protection de la propriété, le droit des contrats et la sécurité du crédit dans le pays ainsi que la prospérité économique dans son ensemble. De plus, avec quelques exceptions mineures, leurs performances ont été consistantes et stables.

(ii) Islamicité de gouvernance et du système juridique : Dans l'index d'islamicité de gouvernance et du système judiciaire, les Pays-Bas, la Nouvelle Zélande, La Suède et la Suisse se trouvaient dans les 10 premiers pendant toute la période. Les Pays-Bas avaient le rang 3 parmi tous les pays en 2000 avec un résultat de 0,963, en 2005 et 2010 au rang 6 avec des résultats de 0,938, 0,940 et en 2016 au rang 7 avec un résultat de 0,935. La Nouvelle Zélande avait le rang 6, 4, 1 et 2 entre 2000 et 2010 avec des résultats de 0,940, 0,948, 0,971 et 0,973. la Suède a eu également de très bons résultats, rang 4 en 2000 et 2016 avec des résultats de 0,952 et 0,957 et en 2005 et 2010 le rang 5 et 2 avec des résultats de 0,945 et 0,964. la Suisse a eu des résultats légèrement inférieurs mais elle se trouvait tout de même dans les 10 premiers : 10 en 2000 et 2005 avec des résultats de 0,925 et 0,929, et en 2010 et 2016 elle avait le rang 8 et 9 avec des résultats de 0,930 et 0,927.

Tous les quatre pays ont eu de très bonnes performances dans l'indicateur de sous-composant concernant l'intégrité judiciaire et légale. Les Pays Bas avaient le rang 1, 11 et 9 parmi l'ensemble des pays entre 2000 et 2016. La Nouvelle Zélande avait le rang 11 et 7 entre 2005 et 2010 et elle est remontée au rang 2 en 2010 et 2016. La Suède avait le rang 13, 14, 7 et 12 et La Suisse le rang 7, 6, 5 et 4 durant la même période.

Dans l'indicateur du sous-composant qui mesure l'efficacité du pays quant à la prévention de la corruption, les quatre pays se trouvaient entre le rang 1 et 15 entre 2000 et 2016. La Nouvelle Zélande semble avoir les meilleurs résultats et elle occupait le rang 3,2,1 et 4 dans la même période. Finalement, tous ces pays ont eu un rang élevé dans les indicateurs de sous-composants en relation avec la gestion gouvernementale et la gestion des ressources épuisables et les autres ressources naturelles. La Suède et la Suisse ont maintenu leur rang dans les 15 premiers entre 2000 et 2016. Les performances de la Suisse sont particulièrement remarquables dans l'indicateurs de sous-composant concernant la gestion des ressources épuisables et des autres ressources naturelles. Elle avait le rang 1 parmi tous les pays entre 2000 et 2010 mais elle est tombée au rang 16 en 2016. Les Pays-Bas ont vu leurs performances baisser en 2016 dans le domaine de la gestion des ressources épuisables et des autres ressources naturelles mais ils sont restés dans les 15 premiers dans l'indicateur du sous-composant concernant la gestion gouvernementale. La Nouvelle Zélande a également conservé son rang dans les 15 premiers dans ces deux indicateurs de sous-composants.

Encore une fois, nous voyons que ces quatre pays ont montré la bonne qualité de leurs institutions, surtout dans le domaine de l'indépendance du système légal et judiciaire durant toute la période de 2000 à 2016.

(iii) Islamicité des droits politiques et humains : Les Pays-Bas avaient le rang 3 parmi tous les pays en 2000, 2005 et 2016 avec des résultats de 0,948, 0,941 et 0,935 et en 2010 le rang 2 avec un résultat de 0,950. La Nouvelle Zélande avait le rang 6 en 2000 avec un résultat de 0,938 et entre 2005 et 2016 le rang 7 avec des résultats de 0,934, 0,927 et 0,928. La Suède avait le rang 2 en 2000 et 2005 avec des résultats de 0,958 et 0,954 et le rang 3 et 4 en 2010 et 2016 avec des résultats de 0,950 et 0,930. La Suisse avait le rang de 5, 8, 4 et 6 parmi tous les pays pendant le même période avec des résultats de 0,939, 0,933, 0,934 et 0,928.

Les quatre pays avaient un rang dans les 20 premiers dans la plupart des indicateurs concernant l'index des droits politiques et humains. Ils avaient des résultats exceptionnellement bons dans le domaine des droits civils et dans celui des droits politiques. Chaque pays avait le rang 1 ou 2 entre 2000 et 2016. Les Pays -Bas se sont distingués dans leur performance concernant l'éducation. Ils avaient constamment le rang 1 entre 2000 et 2010 et le rang 2 en 2016. La Nouvelle Zélande, la Suède et la Suisse sont restés dans les 20 premiers. Il apparaît que dans le domaine de l'accès aux soins, bien que les quatre pays avaient des rangs élevés, la Suisse a eu la meilleure performance et elle a eu le rang 3 ou 4 parmi tous les pays entre 2000 et 2016. Enfin, et comme on pouvait s'y attendre, les quatre pays ont montré une performance supérieure dans l'indicateur de sous-composant en relation avec la démocratie. Les Pays-Bas ont eu continuellement le rang 6 parmi tous les pays entre 2000 et 2016. La Nouvelle Zélande avait le rang 7 entre 2000 et 2010 et le rang 3 en 2016. La Suisse occupait le rang 4 entre 2000 et 2010 et elle a monté au rang 2 en 2016.

(iv) Islamicité dans les relations internationales : dans l'index d'islamicité des relations internationales, les Pays-Bas avaient le rang 10 et 11 avec des résultats de 0,750, et 0,733 en 2000 et 2010, et une amélioration jusqu'au rang 4 en 2010 et 2016 avec des résultats de 0,853 et 0,827. La Nouvelle Zélande avait le rang 6, 9, 10 et 14 pendant la même période avec des résultats de 0,783, 0,747, 0,740 et 0,743. La Suède, en revanche, a fait moins bien, au rang 50, 36 et 30 entre 2000 et 2010 avec des résultats de 0,580, 0,607 et 0,643. En 2016, il y a eu une amélioration notable jusqu'au rang 7 avec un résultat de 0,800. La Suisse avait le rang 8 et 10 en 2000 et 2005 avec un résultat de 0,760 et 0,740 mais en 2010 et 2016 son rang a baissé au 33 et 25 avec des résultats de 0,640 et 0,663. Les Pays-Bas avaient un rang entre 1 et 3 dans l'indicateur de sous-composant concernant la mondialisation, la Suède entre 6 et 8 et la Suisse entre 4 et 9. La Nouvelle Zélande avait un rang entre 21 et 28 pendant la même période. Aucun des quatre pays n'a eu de bons résultats dans l'indicateur du sous-composant concernant les guerres militaires. Les Pays-Bas avaient un rang entre 50 et 70, la Nouvelle Zélande entre 40 et 50, la Suède entre 50 et 120 et la Suisse entre 60 et 100. Dans l'ensemble, leurs rangs dans le domaine des relations internationales n'ont pas été aussi excellents que dans les trois autres indices.

(v) Islamicité générale : Il n'est pas surprenant que dans l'index d'islamicité générale les Pays-bas, la Nouvelle Zélande, la Suède et la Suisse dominent les autres pays. Les Pays-Bas avaient le rang 1 en 2000 et 2010 et le rang 2 en 2005 et 2016, avec des résultats de 0,916, 0,899, 0,914 et 0,899 en 2000, 2005, 2010 et 2016. La Nouvelle Zélande avait le rang 2, 1, 2 et 1 avec des résultats de 0,900 en 2000 et 2005, 0,897 en 2010 et 0,902 en 2016. La Suède avait le rang 6,5,4 et 3 entre 2000 et 2016 avec des résultats de 0,890,

0,892, 0,887 et 0,898. La Suisse avait le rang 2 et 4 en 2000 et 2005 avec des résultats de 0,901 et 0,896 et le rang 5 en 2010 et 2016 avec des résultats de 0,885 et 0,884.

La comparaison des 4 pays non musulmans au sommet avec les 20 pays musulmans.

Les quatre pays non musulmans au sommet ont eu des rangs très élevés dans les quatre indices chaque année, avec de petites faiblesses dans le domaine international (avec 10% de baisse dans l'index général), ceci confirme notre postulat que pour qu'un pays réussisse, il doit réussir partout et dans le long terme pour qu'il y ait les fondements d'une bonne performance dans l'index d'islamicité générale. Lorsqu'un pays a un bon cadre institutionnel, il peut avoir une bonne gestion des ressources, une meilleure distribution permettant ainsi une bonne performance économique. En même temps ses citoyens pourront avoir de meilleures conditions de vie. Tous les domaines doivent fonctionner ensemble et les performances doivent être bonnes partout, quand il y a une baisse dans un domaine, les performances générales chutent. D'autre part, les pays s'appuient sur leurs réussites, ce qui demande une constance dans les performances dans la durée. Nous pensons que ce sont là des raisons— l'excellence partout et dans la durée—qui expliquent la réussite de ces quatre pays au sommet de la liste.

Alors que ces pays non-musulmans qui réussissent reflètent les enseignements de l'islam, les pays musulmans en sont loin. Les pays musulmans sont loins de l'adoption des règles islamiques. Les mauvaises performances étaient dues aux mauvais rangs dans

la plupart des sous-composants, montrant ainsi qu'ils étaient incapables d'avoir une croissance, un développement et de bonnes conditions de vie en raison de retard et de déficiences institutionnelles ; et à cause de ces déficiences, même quand ils réussissait dans un secteur une année, ce n'était pas dans la durée. De plus, de nombreux pays musulmans étaient mêlés

à des conflits armés, intérieurs ou régionaux, ou bien ils étaient touchés par une corruption à grande échelle dans un système judiciaire et juridique faible. Ces pays continueront à avoir des performances médiocres tant qu'ils auront des institutions faibles et inefficaces. Puisque dans ces pays le changement ne pourra être effectué que dans un cadre islamique, ils devraient étudier le Coran et les pratiques du Prophète pour bâtir des institutions islamiques pour éclairer leur avenir. La restauration de la liberté, le précieux don de Dieu à toute l'humanité, et le cadre institutionnel pour la soutenir serait un bon premier pas.

Résumé

Commençons par quelques faits du Tableau 5.6. La performance des pays musulmans (mesurée par leurs résultats moyens ou faibles) dans l'index économique, dans l'index juridique et de gouvernance et dans l'index général s'est détériorée pendant la période 2000 à 2016. Dans l'index des droits politiques et humains et dans l'index des relations internationales, leur performance n'a pas changé de façon notable pendant la même période. Nous pensons qu'une performance soutenue demande les quatre éléments—économique, juridique, la gouvernance, les droits politiques et humains et les relations internationales—de façon simultanée et sur une base soutenue. De façon générale, les

pays musulmans ont eu de mauvaises performances. Les pays qui s'en sortent le mieux ne sont pas nombreux : la Malaisie, les EAU, le Qatar et Koweït. Tous ces pays ont ou ont eu d'énormes revenus des exportations de pétrole pour financer leurs programmes. Trois d'entre eux (à l'exception de la Malaisie) ont un petit nombre de citoyens et se trouvent parmi les quelques pays les plus riches au monde.

Tableau 5.6: Résultats des indices d'islamicité medians et moyens pour les pays musulmans

No	Indices d'islamicité		2000	2005	2010	2016
1	Islamicité économique	Moyen	0.461	0.454	0.437	0.439
		Médian	0.439	0.426	0.408	0.414
2	Gouvernance et juridique	Moyen	0.354	0.344	0.337	0.336
		Médian	0.306	0.325	0.261	0.260
3	Droits politiques et humains	Moyen	0.318	0.323	0.327	0.321
		Médian	0.315	0.314	0.319	0.319
4	Islamicité des relations internationales	Moyen	0.386	0.392	0.389	0.390
		Médian	0.400	0.410	0.402	0.387
5	Islamicité d'ensemble	Moyen	0.378	0.376	0.369	0.368
		Médian	0.336	0.347	0.326	0.319

En observant les pays qui ont réussi, La Nouvelle Zélande, la Suisse et les Pays-Bas, deux facteurs nous paraissent comme la base de la réussite : (i) les pays ont besoin d'un certain nombre d'institutions efficaces simultanément, et (ii) ils doivent éviter une trop grande volatilité (c'est acceptable d'avoir quelques hauts et bas mais il ne faut pas qu'ils soient récurrents). Face à ce tableau des pays qui réussissent, l'expérience des pays

musulmans a été différente. Tous, exceptés trois, ont eu de mauvaises performances avec une grande volatilité. Mais ce qui a essentiellement manqué à tous les pays musulmans se trouve dans les fondements des quatre indices.

En observant plus en détails les 20 pays, nous avons été particulièrement préoccupés par les pays qui ont eu des indicateurs de sous-composants qui étaient constamment dans un rang pire que 100 entre 2000 et 2016. Nous nous sommes également penchés sur les pays dont les résultats et le rang étaient plus faibles en 2016 qu'en 2000, ce qui montre que, dans une période de plus de dix ans, non seulement le pays n'a pas réussi à se développer ni à progresser, mais contraire, ses performances se sont détériorées.

Les pays dont le rang en 2016 était plus mauvais qu'en 2000 dans l'index d'islamicité générale sont l'Égypte, l'Iran, le Koweït, le Mali et le Maroc. L'Égypte avait le rang 17 en 2000 et 25 en 2016 parmi les pays musulmans et le rang 109 et 132 dans le monde entier. L'Iran avait le rang 23 en 2000 et 32 en 2016 parmi les pays musulmans et le rang 123 et 138 dans le monde. Le Koweït avait le rang 2 en 2000 et il est tombé au rang 6 en 2016 parmi les pays musulmans. Parmi tous les pays, la détérioration des performances du Koweït est la plus marquée. Il avait le rang 46 en 2000 et 61 en 2016. Le Mali avait le rang 16 en 2000 et le rang 28 en 2016 parmi les pays musulmans et le rang 100 et 132 dans le monde entier. Et enfin, le Maroc avait le rang 14 en 2000 et le rang 15 en 2016 parmi les pays musulmans et le rang 88 et 95 dans le monde.

Dans l'ensemble, tous les pays que nous avons étudiés avaient au moins un indicateur de sous composant dans lequel ils avaient constamment un rang pire que 100 entre 2000 et 2016. Même parmi les pays musulmans qui avaient de très bons rangs, comme la

Malaisie et les EAU n'étaient pas épargnés. Les pays qui avaient un grand nombre d'indicateurs de sous composants dans un rang pire que 100 étaient le Pakistan et la Mali dans l'index des droits politiques et humains; ces pays avaient constamment un rang médiocre entre 2000 et 2016 dans plus de 14 sur 17 des indicateurs de sous-composants.

Nous pouvons raisonnablement conclure que les pays qui avaient un mauvais rang dans l'index d'islamicité économique auront presque certainement une mauvaise performance dans un ou tous les index concernant la gouvernance et le système juridique, l'index des droits politiques et humains et l'index des relations internationales. Les pays qui s'en sortent mieux dans l'Index d'islamicité économique mais ont un mauvais rang dans l'index des droits politiques et humains ont souvent un mauvais rang dans l'index des relations internationales. Encore une fois, nous pensons que, pour progresser et réaliser un développement durable tous ces composants doivent avancer et travailler ensemble. Ils sont liés les uns aux autres, quand un s'effondre, l'autre est incapable de réussir.

Nous avons confirmé ce fait en comparant les performances des pays qui ont eu des performances supérieures dans l'index d'islamicité générale. La Nouvelle Zélande, qui avait le rang 1 et les Pays Bas qui avaient le rang 2 dans les 20 premiers dans presque tous les indicateurs de sous-composants des quatre indices. De solides institutions, des gouvernements de bonne qualité, peu de conflits ouvrent la voie d'un pays à un progrès économique réel et, ce faisant, améliore les conditions de vie de ses citoyens. À notre avis, et en observant tous les 150 pays, les pays musulmans ont besoin de cinq éléments de façon durable pour réussir : la liberté, des réformes juridiques et de gouvernance, le

respect des droits humains et politiques, le développement humain par un accès égal à une éducation de bonne qualité et aux soins, et en évitant des conflits armés internes ou externes. Et, ce qui est encore plus important, est ce que nous avons dit plusieurs fois dans le livre : les musulmans doivent étudier le Coran et les pratiques du Prophète, en débattre, afin de déterminer les moyens de les adapter aux besoins de à nos jours et de faire entrer les enseignements islamiques dans leur vie individuelle. Mais pour y parvenir, les musulmans doivent jouir de la liberté que Dieu leur a accordée.

Les pays musulmans qui réussissent ne peuvent pas se contenter d'être des observateurs en sachant que d'autres pays comme le Pakistan ou le Mali vivent dans des conditions humaines misérables. L'OCI, avec le soutien des pays musulmans riches, devrait adopter des mesures immédiates pour aider ces pays et pour travailler et obtenir de meilleures performances dans ces indices.

Dans les chapitres suivants, nous expliquerons comment les indices d'islamicité peuvent être utilisés pour effectuer ces réformes, à quel point les conflits ont affecté le développement des pays musulmans, quel rôle les puissances étrangères ont joué dans le passé et comment elles pourraient aider dans l'avenir, et quel rôle les musulmans doivent jouer individuellement pour prendre un tournant vers la réussite.

Les indices d'islamicité comme repère pour des réformes dans le monde musulman

Douglas North (1990) a expliqué que la clé pour une bonne performance dans les économies se trouve dans des coûts faibles des transactions, ce qui est le résultat d'une structure institutionnelle que ces pays ont développée durant des siècles. Les prix des transactions peuvent être des handicaps pour le progrès économique et social et la prospérité. Ils découlent d'une information coûteuse parce que les partenaires de l'échange retiennent les informations de façon asymétrique. On peut répondre que les institutions d'une collectivité fournissent à la société la capacité d'établir un ordre stable en réduisant les incertitudes ou les ambiguïtés auxquelles les membres de la société sont confrontés.

North pense qu'une mauvaise performance est due aux résultats de structures institutionnelles passées, y compris l'héritage culturel qui impose « des contraintes sévères qui empêchent tout changement. » C'est soit parce que cette dépendance peut être le résultat d'une structure institutionnelle qui reflète un système de croyance difficile à changer, soit parce que ces changements pourraient améliorer les performances économiques et aller à l'encontre du système de croyance, ou encore parce qu'ils constituent une menace pour les dirigeants politiques ou économiques. Les changements nécessaires dans les structures institutionnelles pourraient être difficiles à réaliser car, bien que les règles puissent être changées par la loi, les normes sociales sont moins flexibles et plus difficiles et lentes à installer que les décisions qui s'appliqueraient à les changer. Ainsi, bien qu'il soit nécessaire d'établir des institutions efficaces, ce n'est pas une chose facile à réaliser du jour au lendemain ; certains

changements demandent des décennies ou même des siècles. Tout en reconnaissant que l'amélioration des performances économiques pourraient être lentes à développer, à cause des facteurs culturels et de la dépendance au passé, North a néanmoins envisagé une structure institutionnelle politique et économique idéale qui, selon lui, a un potentiel idéal pour atteindre une bonne performance économique et un bien-être sociétal.

Un tel cadre institutionnel idéal aurait :

- Des institutions qui protègent les droits individuels, les personnes, la propriété, la parole, la participation politique et sociale, et qui créent des motivations pour les membres de la société et des organisations pour des engagements dans des activités productives⁴².
- Un niveau élevé de confiance et de fiabilité.
- Etat de droit et un gouvernement qui est engagé dans la création et l'application de règles politiques qui protègent les individus, les organisations et les échanges.
- Les contrats et l'application de ces contrats qui résultent d'une internalisation des normes et d'une application coercitive.

⁴² Nous avons avancé qu'en absence de liberté, d'état de droit et de gouvernance représentative, il serait difficile, sinon impossible, d'atteindre un développement économique et social durable et une croissance rapide. Ceci est généralement le cas avec une exception possible, c'est-à-dire la Chine. Mais, alors que la Chine a eu une performance remarquable en terme de croissance économique pendant les trois dernières décennies, il faut encore évaluer ses perspectives à plus long terme et ses progrès dans le domaine du développement social et humain qui ont été beaucoup plus limités.

- Une structure stable des échanges dans les marchés politiques et économiques et un système de prix efficace qui mène à des transactions peu coûteuses dans la production, l'échange et la distribution⁴³.
- Des règles de gouvernance à tous les niveaux⁴⁴.
- Un système juridique efficace, indépendant et impartial.

L'islam comprend toutes ces institutions mais dans le contexte des règles islamiques que nous avons élaboré ci-dessus, dans leurs objectifs et dans leurs résultats, ils vont beaucoup plus loin et exigent davantage. Dans une communauté musulmane respectueuse des règles, il doit y avoir une liberté politique et individuelle, une absence de pauvreté côtoyant la richesse, des dirigeants et des gouvernements redevables et une justice socio-économique. En plus des structures institutionnelles recommandées par North, l'islam requiert des institutions qui guident et appliquent la distribution et la redistribution des revenus, qui éradiquent la pauvreté et fournissent les besoins élémentaires pour une vie digne à ceux qui ne peuvent pas s'en charger eux-mêmes et qui se trouvent dans le besoin, une fois que les individus ont accompli leur devoir ; il faut leur assurer un accès égal à une bonne qualité d'éducation et de soins.

En islam, quelles sont les constructions institutionnelles essentielles et critiques pour le développement économique et humain ? Vu l'état du monde musulman, nous devons commencer par ce qui apparaît comme l'échec le plus flagrant et le plus controversé, aux yeux des dirigeants et des gouvernements. Comme nous l'avons dit auparavant, Dieu

⁴³ North (2005), p. 157.

⁴⁴ Williamson, Oliver E. *The Mechanisms of Governance*. New York: Oxford University Press, 1996, p. 5.

a fait don de liberté à l'humanité, un don des plus précieux. Aucun musulman respectueux des règles et aucun gouvernement légitime ne peut reprendre ce don. Il a également donné aux humains des règles et un schéma parfait pour le développement économique et humain, un chemin pour que les communautés prospèrent, ayant la justice comme fondement. Dans un tel tableau, les dirigeants sont redevables à la communauté et doivent être les membres les plus respectueux des règles, *ce qui* leur donne le droit de diriger. D'autre part, la règle selon laquelle « il faut dire le bien et interdire le mal » pousse les musulmans à mettre en question les dirigeants non obéissants et à participer aux affaires de la communauté. Etant données ces élaborations, il nous semble clair que les dirigeants légitimes ne peuvent pas reprendre ce que Dieu tout puissant a donné à tous les humains, peu importe la race, la couleur et le credo.

Ainsi, le Tout Puissant a donné le pouvoir à la communauté de choisir librement ses dirigeants et leur forme de gouvernance. La liberté politique, la liberté de parole et une gouvernance représentative constituent les droits de chaque musulman. Par conséquent, les pays musulmans qui ont des familles comme dirigeants, des dictateurs, des dirigeants militaires, des structures constitutionnelles qui cachent des élections truquées et en fait tout ce qui fait que les dirigeants (ou les hauts responsables) n'agissent pas de façon transparentes et ne sont pas redevables à la communauté doit laisser la place à un système qui prône la liberté et la participation de l'humanité. Ceci ne peut pas être fait dans la paix et la douceur en un jour. Les dirigeants musulmans devraient être en accord avec leurs communautés pour trouver une transition transparente de 10 à 20 ans.

Une transition vers un système politique libre qui offrirait aux membres de la communauté le confort et la sécurité d'une société juste exigerait que les pays musulmans établissent des tribunaux et un système juridique impartial et efficace. Un système dans lequel les hauts responsables du système juridique seraient élus librement et seraient responsables devant la communauté, où il y aurait peu de liens entre la branche exécutive et la branche judiciaire et où tous les individus, les compagnies et les organisations seraient égales devant la loi. Un système politique libre et un système judiciaire indépendant et efficace sont essentiels pour avoir un secteur privé florissant dans lequel les membres de la société puissent épargner et se sentir, eux aussi bien que les étrangers, plus en sécurité dans les décisions d'investissement.

Quant aux institutions concernant les affaires, en plus d'un système judiciaire efficace et impartial, les pays ont besoin d'une organisation pour fixer les règles et les règlements pour le fonctionnement de la bourse, surveiller ses opérations et faire appliquer ses règles. Ceci a une importance toute particulière dans les pays musulmans où les dettes avec intérêt sont prohibées, et les contrats et les investissements avec partage de risques, tels que des stocks (capitaux propres) sont encouragés.

Le prophète, même en son temps, a donné beaucoup d'importance au bon fonctionnement des marchés, avec une compétition juste et un jeu égal, où les participants au marché gagnèrent la confiance pour avoir des coûts de transactions bas. Les pays musulmans ont besoin d'une organisation qui édicterait et feraient respecter les règles et les comportements du marché, comme celles qui encourageraient la compétition et interdiraient le pouvoir de monopole et de concentration économique.

Comme dans le cas de n'importe quelle économie, les gouvernements des pays musulmans doivent lever des impôts. Les gouvernements doivent développer une organisation des impôts juste et efficace qui établirait le cadre et la possibilité de contrôler tous les paiements mandatés (comme le *zakât* n'est pas un impôt dans le sens habituel du terme) et/ou les impôts (*zakât, khums, Kharaj, jizya*) et la collecte si nécessaire⁴⁵. Malheureusement, même les impôts mandatés/ les transferts en islam ont été laissés aux bons soins des individus. La plupart des gouvernements des pays musulmans n'ont même pas un système efficace de collecte de *zakât*, sans parler des impôts islamiques et d'autres impôts nécessaires pour gouverner une communauté musulmane.

Il y a encore d'autres fonctions importantes concernant les affaires pour le gouvernement dans un système économique islamique. Parce que l'islam encourage le travail et le traitement juste des travailleurs (y compris payer à tous ce que l'on doit), les pays musulmans doivent développer une organisation efficace pour établir des lois du travail justes, les surveiller et les faire appliquer. Puisque l'islam interdit toute corruption, les pays musulmans devraient mettre en place une institution pour surveiller les pratiques dans les affaires et amener tous les contrevenants devant les tribunaux. Puisque l'islam encourage des politiques économiques saines surtout dans les échanges et le commerce, il serait de première importance de créer des institutions pour faire appliquer des politiques micro et macro commerciales internationales saines.

⁴⁵ Voir Askari, Iqbal and Mirakhor (2015), *Introduction to Islamic Economics: Theory and Practice*.

Les économies modernes ont besoin d'une organisation économique et financière nationale saine pour établir des politiques monétaires et fiscales saines. Les pays ont besoin d'une banque centrale indépendante qui puisse réguler et contrôler les banques et établir des politiques monétaires saines. Bien entendu, dans un système islamique, la banque centrale ne fonctionne pas à travers les taux d'intérêt et l'achat et la vente de documents avec intérêt, mais en achetant et en vendant des titres (capitaux propres) tenus par des banques, des institutions et des individus. Etant donnée l'importance des échanges, les pays ont besoin d'une institution internationale techniquement compétente pour surveiller les pratiques commerciales de ses propres exportateurs et surtout ceux des autres nations afin d'assurer que les autres suivent les règles de l'OMC ou celles d'un cadre bilatéral (dans le cas des accords commerciaux bilatéraux).

Comme nous l'avons mentionné, l'islam insiste beaucoup sur la protection de ceux qui ne peuvent pas s'occuper d'eux-mêmes, sur la protection de l'environnement et de toutes les ressources naturelles au profit de tous les membres de la communauté et de toutes les générations. Ainsi, nous recommandons une agence de protection environnementale forte et efficace pour surveiller et conserver les intérêts des générations actuelles et futures. Dans un monde de risques environnementaux croissants, un pays a besoin d'une institution environnementale compétente et efficace pour surveiller l'environnement et faire appliquer toutes les règles et les réglementations. De même, l'islam accorde une grande importance à l'éducation pour tous les musulmans. Il est nécessaire d'avoir de nombreuses institutions pour couvrir tous les niveaux d'éducation et vérifier que l'éducation offerte est de bonne qualité et que tous les membres de la société y ont un accès égal. Les êtres humains ne peuvent pas fonctionner si ils ne sont pas en bonne santé. Encore une fois, l'islam recommande

un système de santé de qualité avec un accès pour tous, ce qui exige une institution de santé efficace. Bien que l'islam accorde une grande importance au travail intensif, il protège également le bien être de ceux qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Un gouvernement musulman a besoin d'une institution efficace qui contrôle et subvient aux besoins de ceux qui sont incapables d'y arriver eux-mêmes.

Toutes ces institutions politiques, judiciaires, économiques et sociales ne peuvent fonctionner efficacement que si il y a un personnel permanent et professionnel constitué de fonctionnaires qui ne soient pas nommés en fonction de leur appartenance politique et qui ne dépendent pas de ceux qui sont au pouvoir. Dans plusieurs pays musulmans, un tel personnel professionnel et technique, même s'il existe, change souvent de politique pour plaire à un nouveau chef. Afin de se développer et être efficace, les institutions et leur personnel ont besoin de protection, de continuité et de certitude et non de changements brusques et de menaces.

L'islam a besoin d'une institution propre qui n'existe, à notre connaissance, dans aucun autre système - une institution pour la protection de la justice économique et sociale.

Puisque l'islam insiste sur l'égalité et qu'il est fondé sur la justice, une communauté musulmane respectueuse des règles devrait s'assurer que le système économique établit une égalité où chaque individu jouit d'une opportunité égale. Bien entendu, en reconnaissant que le Tout Puissant n'a pas créé tous les êtres humains avec les mêmes capacités, et que les résultats des efforts de deux individus pourraient être très différents, chaque personne devrait avoir les mêmes possibilités sans que des pressions venant du pouvoir, de la famille ou d'ailleurs n'interviennent. L'étendue des fonctions de

cette institution doit traverser d'autres institutions et organisations, puisque le champ d'action est multi-dimensionnel.

Même si les membres de la société, le gouvernement et toutes les institutions sont honnêtes et engagés, un pays a besoin d'une presse indépendante et libre (media) pour s'assurer que les projecteurs sont braqués sur le bien et le mal. Une presse libre est essentielle pour avoir un système juste et égalitaire, car invariablement, un ou plusieurs individus essaieront de jouer avec le système.

En dernier lieu, nous devons reconnaître ce que nous avons répété de nombreuses fois dans ce livre, l'islam accorde une grande importance au développement individuel car, ce développement constitue le fondement de tout le reste. Alors que des institutions efficaces sont essentielles et indispensables pour le bon fonctionnement d'une communauté musulmane, elles ne sont pas suffisantes. Les musulmans en tant qu'individus, doivent prendre le temps de comprendre mieux le Coran et les pratiques du Prophète Mohammad, de discuter et de débattre de l'application des règles dans le monde d'aujourd'hui ; ils doivent reprendre possession de leur religion et de ses institutions qui sont aux mains des dirigeants autoproclamés, du clergé et des extrémistes qui sont devenus les derniers occupants du vide laissé par les musulmans dévots.

Résumé

L'islam est un système fondé sur des règles (qui définissent une structure institutionnelle) avec des règles détaillées qui sont faites pour créer des sociétés

florissantes ayant la justice comme leur fixation et leur marque. Les institutions recommandées doivent soutenir les institutions de base recommandées par Adam Smith et énumérées par Douglas North, mais l'islam insiste sur les institutions qui défendent la liberté, les droits humains et la dignité humaine, une gouvernance représentative et des droits politiques, un système judiciaire efficace et un état de droit, le droit à une bonne éducation, aux soins, et aux autres services sociaux pour tous, la protection du droit de la propriété et des marchés compétitifs, une égalité des chances pour assurer les fonds de capitaux, et la couverture des besoins de base pour ceux qui ne peuvent pas y subvenir.

9. Chapitre 7

Le soutien des Grandes Puissances

Comme nous l'avons dit plusieurs fois auparavant, les musulmans sont en dernier lieu responsables de leur propre destin, de l'état de leurs communautés et des conditions de leurs pays. Les musulmans ne peuvent pas jouer aux victimes si chacun individuellement n'étudie pas et ne discute pas du Coran, ne mesure pas la portée et l'application des règles et des pratiques du Prophète en son temps. Il leur faut obéir à ces règles en accordant une importance toute particulière à la règle d'or de « commander le bien et interdire le mal », ce qui signifie qu'il faut tenir les dirigeants activement et pacifiquement responsables et redevables.

Tout en rappelant que les dirigeants obtiennent une légitimité quand ils sont les membres qui obéissent le plus aux règles d'après les exigences de l'islam, comment un musulman fidèle aux règles peut-il accepter comme dirigeant un roi qui vit dans une opulence incroyable et décadente alors que des membres de la communauté n'ont pas accès à une éducation de qualité, aux soins de santé ou à des logements décents ; ou comment un musulman peut accepter qu'un homme des plus fortunés dans son pays soit

un membre éminent du clergé quand les pauvres et les démunis manquent du strict minimum ? Le roi a-t-il entendu parler de l'injonction islamique contre une vie dans l'opulence ? Le haut membre du clergé a-t-il entendu parler de l'injonction contre l'accumulation de richesse ? Les riches musulmans ont-ils entendu parler de distribution (*zakat*) et de redistribution des richesses ? Ces conditions qui prévalent dans deux pays du Moyen Orient et qui sont répétées de façon semblables dans plusieurs pays musulmans, constituent la preuve que quelque chose ne tourne pas rond dans le monde musulman et que ces sociétés ne suivent pas les règles de l'islam.

Comme nous l'avons dit dans le chapitre précédent, ces conditions ne se sont pas développées en un jour. Nous répétons la croyance de Douglass North que toute condition existante dans un pays est le résultat d'événements passés, de structures institutionnelles et d'un héritage culturel, ce qui impose « de sérieuses contraintes sur les capacités d'effectuer des changements. » Car la dépendance vis à vis du passé pourrait être le résultat d'une structure institutionnelle qui est le reflet d'un système de croyance difficile à changer, soit parce que les changements nécessaires qui amélioreraient les performances économiques vont à l'encontre du système de croyance, soit ces changements constituent une menace pour les dirigeants politiques ou des hommes d'affaires. Les changements indispensables dans les structures institutionnelles pourraient être difficiles à réaliser car si les règles peuvent être modifiées par décisions, les normes sociales sont moins flexibles et réagissent plus lentement aux changements. Ainsi, l'amélioration des performances économiques pourraient être ralentie par des facteurs culturels, politiques et par l'influence du passé.

Les musulmans sont responsables d'eux-mêmes et collectivement de leurs communautés, de leurs pays et du monde musulman. Les étrangers, surtout les grandes puissances, ont joué un rôle délétère dans le développement des pays musulmans, surtout dans les pays qui avaient une importance stratégique ou économique. Les actions nuisibles des grandes puissances depuis la première guerre mondiale, et surtout après la seconde guerre mondiale ont fait beaucoup de dégâts et à cause de la dépendance envers le passé, il sera difficile, lent et douloureux de changer les conditions.

Dans les siècles passés, les grandes puissances ont conquis, occupé et exploité des pays faibles partout dans le monde. Ils ont poursuivi leurs propres intérêts avec peu de considération pour le bien être des populations locales. L'exploitation et le pillage égoïste de ces pays ont laissé des cicatrices politiques, sociales, économiques et religieuses. Il sera sans doute difficile de comprendre l'étendue et l'impact de ces cicatrices pour longtemps. A des périodes différentes, les Britanniques, les Français, les Hollandais, les Russes, les Portugais, les Espagnols et les Italiens, parmi d'autres ont participé à ce pillage et à cet assujettissement, avec les Etats-Unis un nouveau venu dans ce qui est devenu un colonialisme métamorphosé, un colonialisme collaboratif après la seconde guerre mondiale⁴⁶.

⁴⁶ Askari, Hossein, *Collaborative Colonialism: The Political Economy of Oil in the Persian Gulf*, Palgrave Macmillan, 2013.

Dans un univers mondialisé où l'information circule de manière internationale et rapide, les grandes puissances ont compris qu'il était moins acceptable de conquérir des pays, d'établir une présence militaire et d'utiliser une force militaire pour dicter des politiques et d'extraire des ressources et de profiter d'autres avantages économiques. Leur soutien de la démocratie partout dans le monde serait ridiculisé. Dans le passé, quand ils utilisaient la force, les dirigeants des contrées lointaines ne les laissaient pas s'adresser aux masses populaires, et si on entendait parler d'oppression, de force militaire et de conflit, la nouvelle faisait le tour du monde et entachait la réputation des grandes puissances quant au respect de l'humanité, des droits humains de la démocratie et de la coopération. Les grandes puissances ont trouvé une meilleure alternative. Elles ont commencé à soutenir des hommes forts, à établir une présence militaire secrète et à installer une police secrète et un personnel militaire. Elles vendent des armes pour étouffer toute contestation locale et vendent encore plus d'armes pour être sur place et pour défendre rapidement leur client. Et ce faisant, elles donnent un coup de pouce à leurs économies. En 2015, les États-Unis étaient le premier exportateur d'armes avec 40 milliards de dollars, la France deuxième loin derrière avec 15 milliards\$. Les plus gros acheteurs des armements américains étaient le minuscule Qatar (17milliards\$), l'Égypte (12 milliards\$) et l'Arabie Saoudite (8milliards\$)⁴⁷.

Avec l'assurance que leur dirigeant-marionnette s'occuperait des enchères, quelles qu'ils soient, leur accordant un accès préférentiel aux ressources et au commerce, et l'autorisation d'une présence militaire et politique selon les besoins du moment. De plus, les maîtres occidentaux ont eu un avantage supplémentaire : les dirigeants (et leurs

⁴⁷ Shanker, Tom, " U.S. Sold \$40 Billion in Weapons, Topping Global Market," New York Times, 26 décembre 2016.

copains) des pays riches et clients couvrent les dirigeants occidentaux de cadeaux personnels et d'avantages financiers quand les conflits d'intérêt ne sont pas trop visibles, comme le confirment des exemples de pratiques en faveur d'anciens responsables américains et anglais.

Mais de telles interférences étrangères ont eu des conséquences lourdes à la fois pour les maîtres et les serviteurs. Les grandes puissances ont perdu beaucoup de sang et de trésors ; elles ont été submergées par des millions de réfugiés, par exemple après le fiasco d'Afghanistan, d'Irak et de Syrie ; elles ont été attaquées chez eux et au loin ; et elles doivent faire face à des décennies d'agitation terroriste chez eux et à l'étranger qui menacent leur stabilité nationale. Dans le cas du Moyen Orient musulman, il y a eu des révolutions, des guerres civiles, et des groupes terroristes qui menacent à la fois l'Orient et l'Occident.

Pour les occidentaux, et surtout pour les Etats Unis, les conflits ont été coûteux à la fois en hommes et en argent et l'avenir est loin d'être rose. A notre avis, ceux qui sont derrière les décisions en matière de politique étrangère et leurs conseillers ne mesurent pas l'étendue et la force de l'histoire d'un pays, ses relations avec les pays de la région et avec les différents groupes ethniques, ses religions et ses sectes, sa culture, sa composition politique, religieuse, sectaire et éthique ainsi que ses failles dans l'élaboration des décisions de politique étrangère. Les experts américains ne semblent pas apprécier ces répercussions pour maintenir la stabilité ou pour garder en au pouvoir un homme fort bien aimé. Quelles seront les conséquences dans les autres pays ? Comment réagiront les différents groupes religieux et ethniques ? Quelle en sera la signification à long terme et quels seront les effets sur les intérêts américains de façon

plus générale ? Il semble que la plupart des experts avec leurs formations spécialisées et limitées ont étudié ces pays dans les bibliothèques, ont résidé dans un ou deux pays dans une région tout en écrivant une thèse et ils y ont fait des voyages de temps à autre. Mais ils ne sont pas originaires de la région et n'y ont pas séjourné pendant des années ; ils n'ont pas voyagé de façon sérieuse et pendant de longues périodes dans la région ; ils n'ont pas eu l'occasion de connaître et d'observer les membres éminents dans le secteur religieux, militaire, policier et celui des renseignements des communautés, ni d'approcher les cadres politiques et académiques qui figurent normalement sur leurs listes. Bien que les Britanniques aient fait des erreurs dans leur politique étrangère à travers l'histoire, ils semblent s'en être mieux sortis, au moins jusqu'à la deuxième guerre mondiale, que les Etats Unis aujourd'hui, en étant beaucoup plus proches des peuples et des pays qu'ils contrôlaient.

Pour les pays musulmans, l'interférence étrangère a arrêté la transformation naturelle qui aurait pu avoir lieu, elle y a laissé de profondes divisions et cicatrices. Ils n'ont pas réussi à effectuer une transition à partir du règne de la famille, de l'armée et des dictatures vers une gouvernance représentative, pour aller du système d'un homme fort qui dit la loi à un état de droit, les fondements d'une communauté musulmane prospère ainsi que ceux d'un état moderne performante. Elles ont étouffé l'émergence de partis d'opposition pacifiques, en laissant comme seul choix d'avenir l'oppression et le conflit armé. Par conséquent, leur transformation a été quasiment arrêtée et leur croissance retardée. Quand le changement arrivera, il prendra invariablement la forme d'un soulèvement ou d'une révolution. Comme on pouvait s'y attendre, sous un régime oppressif, l'opposition organisée a été torturée, emprisonnée et /ou exilée, il n'y a aucun groupe organisé capable de commencer un processus pacifique de transformation. Et

lorsque le conflit, la violence et les troubles deviennent incontrôlables, les grandes puissances versent des larmes de crocodile, se tordent les mains et chantent les louanges de la « stabilité » qu'un pouvoir absolu assurait. D'autres déclarent que le problème c'est l'islam. L'étau se resserre et nous nous attendons à un prochain bouleversement encore plus violent et traumatisant

Tout au long des périodes d'instabilité et de conflit, les dirigeants occidentaux professent la démocratie et les droits humains tout en versant encore plus de larmes de crocodile sur le sort des musulmans tout en vendant des armes à leurs hommes forts pour les assujettir et pour se lancer dans d'autres aventures à l'étranger, contre d'autres musulmans. Mais dans un monde digital avec des nouvelles qui circulent dans le monde instantanément, leurs larmes se transforment en combustible qui nourrit les flammes dans le monde musulman. Simultanément, les dirigeants musulmans professent leur allégeance à l'islam, achètent encore plus d'armes à l'occident, augmentent encore plus la répression, construisent de nouveaux palais et pillent encore davantage leurs citoyens déshérités. En regardant de plus près les interférences étrangères dans les pays musulmans du Moyen Orient, nous pouvons voir comment les étrangers ont dessiné ce que nous voyons au Moyen Orient aujourd'hui et pourquoi elles ont également un rôle important à jouer si les pays musulmans doivent réussir une transformation dans les prochaines décennies, ce qui à long terme est dans l'intérêt des grandes puissances et aussi dans l'intérêt du monde entier.

Tout au long de l'histoire, les étrangers ont conquis et ont dominé les terres d'islam qui étaient jugées stratégiquement importantes. Dans le cas du Golfe Persique, une région autrefois importante pour les routes commerciales et plus tard pour ses immenses réserves de pétrole et de gaz, un certain nombre de puissances étrangères ont eu une présence importante dans la région. Les Portugais occupèrent une grande partie du sud du Golfe Persique au seizième et au début du dix-septième siècle jusqu'à l'affrontement avec les Ottomans puis avec les persans qui les ont chassé ; au même moment les Ottomans régnaient sur l'Arabie occidentale et avaient accès au Golfe Persique ainsi qu'aux routes du commerce après la conquête de la Mésopotamie au seizième siècle ; l'Empire Britannique a effectivement colonisé certaines parties du Golfe Persique (surtout Bahreïn, EAU ou les états de la trêve, Koweït, le Qatar et Oman) en commençant un peu après le milieu du dix-huitième siècle, et elle avait une grande influence en Iran et en Arabie ; la Russie Impériale avait également une présence et rivalisait avec les Britanniques surtout en Iran ; et plus récemment, après la deuxième guerre mondiale, les Etats Unis commencèrent à entrer dans le jeu, avec le renversement de Mohammad Mossadegh en 1953 et surtout après le départ des Britanniques du Golfe Persique en 1971⁴⁸.

Dans les premiers temps, avant la découverte du pétrole au début du vingtième siècle, l'intérêt pour la région avait augmenté pour raison d'accès aux routes commerciales vers l'Inde. La Russie avait une raison supplémentaire : l'accès aux mers chaudes pour sa marine. Tout ceci changea avec l'arrivée du pétrole, surtout après la deuxième guerre

⁴⁸ Voir Askari (2013).

mondiale. Et très rapidement le pétrole devint le but et le prix à gagner pour les étrangers. L'exploitation étrangère du pétrole commença avec des pratiques essentiellement impérialistes et colonialistes et sont devenues ce que nous avons appelé colonialistes de collaboration. Dans ce processus, les étrangers ont montré peu de préoccupation pour les conséquences de leurs actions, les conflits qu'ils déclenchent et nourrissent, les politiques nuisibles qu'ils encouragent consciemment ou inconsciemment, les réformes essentielles qu'ils empêchent, le développement humain qu'ils retardent et les nuisances et la misère générale qu'ils provoquent. Et, bien entendu, les étrangers s'en vont finalement lorsque ce qu'ils cherchaient au départ, dans ce cas le pétrole et le gaz naturel, vient à manquer ou a perdu de sa valeur. Des générations de citoyens auront souffert et d'autres auront subi des privations, leur avenir compromis et leurs patrimoines gaspillés au profit de quelques uns, pour l'achat d'armes ou donnés aux étrangers comme pots de vin. Quelques événements récents très médiatisés et la politique générale suivie par les puissances étrangères dans la région illustrent le mieux comment les étrangers ont déclenché des conflits ou les ont encouragés sans se soucier des conséquences plus larges.

Au départ, après la découverte du pétrole en Iran, les Britanniques, qui avaient une grande influence dans le Golfe Persique, ont dicté leurs conditions de l'exploitation du pétrole de la région, c'est à dire l'endroit de l'exploration active, la quantité de la production de pétrole, la part des profits du pays producteur, et tout ceci sans aucun partage d'information commerciale. Cette pratique n'a pas causé immédiatement des conflits visibles mais elle a préparé le terrain pour des injustices, des futures ressentiments, des disputes et des conflits. Peu après, les citoyens iraniens commencèrent à détester les Anglais et leur influence en Iran. Les dirigeants se sont

habitué à recevoir des paiements qui leur permettaient d'avoir accès à des fonds sans avoir à travailler. Avec le temps, les activités des étrangers ont nourri et encouragé des conflits, par exemple, l'accord entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite USS Quincy en 1945, le coup d'état en 1953 qui renversa le premier ministre Mohammad Mossadegh et réinstalla le Shah sur le trône, le soutien des États-Unis au Shah et aux Al-Saud, le soutien de l'Iraq pendant la guerre Iran-Iraq, la fourniture d'armes chimiques à Saddam Hossein, l'entraînement et le soutien aux Moudjahedins pour combattre en Afghanistan, la première guerre du Golfe, la deuxième guerre du Golfe, aucune critique des politiques oppressives des pays du CCG, surtout celles des Khalifas à Bahreïn et des Al-Saud en Arabie Saoudite et à Bahreïn, et l'exportation d'armes létales vers les pays de la région.

L'accord historique au bord du USS Quincy entre le Président Roosevelt pour les États-Unis et le Roi Abdul-Aziz Al-Saud pour l'Arabie Saoudite fut un mouvement stratégique important de la part des États-Unis. À l'époque, cela parut innocent, comme souvent dans ces cas là. Les États-Unis n'avaient pas de représentation diplomatique en Arabie Saoudite avant la deuxième guerre mondiale. Mais, reconnaissant l'importance potentielle du pétrole saoudien et le besoin d'avoir des bases militaires dans la région, le Président Roosevelt prit l'initiative et orchestra la rencontre insolite sur son chemin de retour après la conférence de Yalta. Le Roi Abdul-Aziz n'aimait pas Churchill et les Anglais en général et il ne leur faisait pas confiance (étant donné leur collaboration avec le Sharif de la Mecque et les Hashemites) et il considérait les États-Unis comme la puissance de l'avenir et plus dignes de confiance que les Britanniques. Bien que les Anglais ne voyaient pas d'un bon œil l'entrée des États-Unis dans une région du monde qu'ils avaient dominée depuis si longtemps, ils pensaient que l'entrée des Américains se limitait à l'Arabie Saoudite et ne s'étendrait pas au reste de la région. Bien qu'une

transcription complète de la rencontre Quincy ne fut pas rendue publique, nous pensons que le Roi Abdul-Aziz repartit avec l'impression que les États-Unis protégeraient le règne des Al-Saoud des menaces extérieures. Avec le temps, nous pensons que cette protection a couvert toutes les menaces, y compris les menaces intérieures. Cet arrangement peut paraître dans l'intérêt des États-Unis et de l'Arabie Saoudite, mais nous pensons autrement. En général, le soutien des États-Unis aux dirigeants détenant un pouvoir absolu, quels qu'ils soient, leur a donné plus de pouvoir, a augmenté l'injustice, a diminué l'avènement des réformes politiques indispensables, et a également entravé les réformes économiques et sociales. En bref, le soutien américain peut apporter une stabilité à court terme mais au prix d'un retard dans les réformes et des troubles et des conflits à long terme qui suivront inévitablement. Certains de ces conflits sont déjà visibles en Arabie Saoudite dues aux méthodes autocratiques. Des conflits avec les chiites dans la province à l'est, des disputes entre les autorités religieuses conservatrices et les citoyens, et les naissances et l'émergence d'Al Qaïda et de l'État Islamique à partir des sables d'Arabie.

Le renversement du Premier Ministre Mossadegh d'Iran en 1953 par la CIA et le MI6 anglais dans l'opération Ajax constitue, à notre avis, un événement qui a semé des conflits pendant des décennies, avec des conflits à venir pas pour des décennies mais pour des siècles. Ce coup fomenté par des étrangers est encore dans la mémoire de la plupart des gens de cette génération et représente la tragédie politique et nationale de leur vie. Les Anglais persuadèrent les Américains de collaborer avec eux pour protéger les intérêts commerciaux et pétroliers britanniques en Iran. Ce faisant, les Américains espéraient aussi protéger leurs propres intérêts en Arabie, au cas où les Saoudiens

auraient des idées similaires, et avec le temps étendre les intérêts américains dans le Golfe Persique. Le Président Eisenhower des États-Unis était également, et même davantage, influencé par les allégations des Anglais quant aux penchants communiste de Mossadegh dans une période du début de l'extension de la guerre froide. Comment cet événement a-t-il provoqué d'autres conflits ? Il a causé un grand ressentiment envers les intérêts étrangers, surtout anglais, en Iran. Le soutien au Shah, et leur soutien de ses politiques impopulaires (comme l'entraînement du système de renseignement brutal et la répression dans le domaine des libertés politiques) éloignèrent le dirigeant de son peuple et renforcèrent les sentiments anti-étrangers. Ce sont les politiques oppressives du Shah, soutenu par les États-Unis, qui ont à leurs tours provoqué la Révolution Iranienne et ont permis au clergé, mené par Ayatollah Khomeini, de détourner la révolution et ses idéaux. Khomeini avait été expulsé d'Iran et, peu importe les conséquences pour l'humanité et pour l'Iran, suite à la mort d'un fils sous le régime du Shah et de son humiliation par le Shah et Saddam Hossein, il avait un sentiment de vengeance.

De son côté, la révolution iranienne était l'événement qui a permis la résurgence du monde musulman. La révolution fut le catalyseur de la guerre Iran-Irak. La guerre Iran-Irak se prolongea en partie à cause du refus de Khomeini d'accepter un compromis. On peut facilement remonter à l'Opération Ajax pour trouver les origines de ces événements. L'état actuel de l'Iran peut également s'expliquer par cet incident. Les citoyens iraniens ont peu ou pas plus de liberté politique qu'en 1953 ou en 1979. Ils ont, sans aucun doute, beaucoup moins de liberté individuelle qu'auparavant, une économie qui a progressé moins comparée au reste du monde, et une société divisée avec peu

d'espoir de voir des réformes qui puissent apporter une évolution politique et économique. D'autre part, l'Iran est impliqué dans un certain nombre de conflits à l'extérieur, au Liban, en Syrie et au Yémen, et il a des relations hostiles avec tous ses voisins (ce qui peut déclencher de nouveaux conflits), sauf avec l'Irak post-Saddam. Les relations de l'Iran avec ses voisins arabes sont empoisonnées par la méfiance et la suspicion.

La guerre de huit ans entre l'Iran et l'Irak qui débuta en 1980 était une des plus coûteuses depuis la fin de la deuxième guerre mondiale⁴⁹? La décision de Saddam Hossein d'envahir l'Iran était encouragée par le désarroi en Iran à la suite de la Révolution et surtout parce que les relations entre l'Iran et les États-Unis s'étaient détériorées après que les étudiants iraniens sans scrupules avaient pris en otages des diplomates américains (un acte que Khomeini a ensuite scandaleusement soutenu). Saddam Hossein y a vu l'occasion de gagner des territoires, surtout la voie navigable jusqu'au Golfe Persique. L'absence de réaction de la part des États-Unis et des Nations Unies à cet agression a permis à Saddam Hossein d'avancer plus loin en Iran qu'il en avait l'intention au départ. Son agression devait être à l'origine de plusieurs conflits et apprendre aux habitants de la région que le droit international et les grandes puissances soutenaient les puissants et non les faibles. Les Etats-Unis ne devaient pas être mécontents de voir les Irakiens et les Iraniens s'entretuer et détruire leurs économies en même temps : « Le fait que des musulmans s'entretuent n'a jamais gêné les occupants du Bureau Oval. Nous retournons aux paroles de Henry Kissinger pendant la guerre de huit ans entre l'Irak et l'Iran, durant laquelle un million de conscrits ont été tués. (A des intervalles différentes, les Etats-Unis fournissaient des armes

⁴⁹ Même si nous donnons plus de détails au chapitre suivant, voir Askari (2012), pour de plus amples détails.

aux deux parties.) Kissinger a résumé brillamment la position des Etats-Unis dans ce conflit brutal, *j'espère qu'ils vont s'entretuer*.⁵⁰

Les Etats-Unis et ses alliés occidentaux ont soutenus ouvertement Saddam Hossein, l'agresseur, et isolement l'Iran. Ce soutien, avec la vente d'armes chimiques prohibées à Saddam Hossein, a eu de nombreuses conséquences involontaires, y compris l'aliénation des iraniens de tous les milieux, la consolidation du régime des religieux à Téhéran, la transmission d'une fausse impression à Saddam Hossein qu'il jouissait d'un soutien inconditionnel des occidentaux quoi qu'il fasse, et la persuasion des dirigeants du CCG qu'ils vivaient dans un environnement dangereux entourés par deux voisins puissants et qu'ils avaient besoin du soutien étranger pour survivre. En général, le prix des conflits intra-étatiques semble négatif, avec les agresseurs qui reçoivent des bénéfices de leur agression dans le Golfe Persique, surtout si l'agresseur a un fort soutien de l'étranger.

En 1979, l'Union Soviétique envahit l'Afghanistan. Comme la guerre continuait dans les années 1980, les États-Unis ont mis tout leur poids dans l'entraînement des Moudjahedin pour combattre l'incursion des Soviétiques dans un pays musulman. L'Arabie Saoudite fut facilement persuadée de fournir le financement et le CIA l'entraînement et les armes, avec de nombreux volontaires venant d'Arabie Saoudite. Ces hommes étaient pour la plupart des jeunes gens en colère, pleins de ferveur religieuse, qui désapprouvaient l'étroite collaboration des Al-Saoud avec les Etats-Unis et ils étaient absolument et fanatiquement

⁵⁰ Whitney, Mike, "I Hope They Kill Each Other," CounterPunch Magazine, 9 février 2004. <http://www.counterpunch.org/2004/02/19/quot-i-hope-they-kill-each-other-quot/>, (consulté le

« décembre 2016).

contre l'ombre de l'intervention étrangère dans les pays musulmans. Ce n'est pas étonnant qu'après le retrait des Soviétiques en 1989, ces combattants décidèrent de se débarrasser de leurs dirigeants oppressifs dans leurs propres pays et des étrangers (pour eux des croisés) qui les avaient soutenus. C'est ainsi qu'Al Qaeda est né. Comment les soi-disants habiles politiciens et diplomates occidentaux ont été aussi myopes ? Les États-Unis auraient dû connaître les sentiments anti-US des Moudjahedin, et pourtant ils les ont entraînés et armés.

Et puis ce fut l'agression de Saddam Hossein contre le Koweït. Il n'y a pas de doute que sa conquête du Koweït était en partie motivée par le fait que les richesses du Koweït pourraient résoudre en partie les problèmes financiers de son pays et aussi satisfaire l'ambition historique de l'Irak d'avoir accès au Golfe Persique et à une meilleure navigation, ce qui l'a poussé également à entrer en guerre contre l'Iran. Mais nous pensons que l'accord des US était aussi sinon plus important pour encourager Saddam dans son aventure pour envahir le Koweït. Lorsque Saddam avait envahi un voisin (l'Iran) plus tôt, les États-Unis n'avaient pratiquement rien dit. Quand les choses se tournèrent mal pour lui sur le terrain, les États-Unis et l'Europe, les champions mondiaux et auto-proclamés des droits de l'homme et de la paix, lui fournirent des armes chimiques interdites par la communauté internationale. L'Occident et les amis arabes de Saddam Hossein dans le Golfe Persique le considèrent comme un grand dirigeant arabe. Les États-Unis ne l'ont même pas critiqué pour sa façon inhumaine de traiter sa majorité chiite et les Kurdes dans le nord de l'Irak. Il était sûr de ne pas faire de mal ! Après tout ce soutien et toutes ces louanges, ses amis américains allaient sûrement accepter tout ce qu'il ferait !

Saddam Hossein envahit le Koweït et il était même assez audacieux pour avancer jusqu'à la frontière de l'Arabie Saoudite, menaçant ainsi le plus important allié arabe de l'Amérique.

Mais il fit un mauvais calcul en occupant la totalité du Koweït et en menaçant l'Arabie Saoudite. Ce faisant, il n'avait plus le soutien des Etats-Unis. L'Arabie Saoudite était importante pour les Etats-Unis. C'est ainsi que commença la Première Guerre du Golfe, ou la guerre pour libérer le Koweït. Les forces de Saddam Hossein furent rapidement et facilement évacuées du Koweït. Par la suite, il écrasa encore davantage les chiïtes irakiens et les Kurdes, qui eurent un peu de répit plus tard avec la création de la zone d'exclusion aérienne. L'économie irakienne était dévastée et les graines d'animosité entre l'Iraq et les pays du CCG étaient semées. Les pays du CCG, surtout le Koweït, l'Arabie Saoudite et Abu Dhabi payèrent la totalité des frais de la guerre. Malheureusement, la guerre renforça la perception qu'avaient les Saoudiens des Etats-Unis et de l'Occident, comme un grand prince saoudien l'affirma clairement dans une conversation privée, les Américains étaient des mercenaires et tant que les Saoudiens avaient de l'argent, ils pouvaient acheter la machine de guerre américaine. La guerre montra également aux dirigeants du CCG, s'ils ne le savaient pas auparavant, à quel point ils avaient besoin des Etats-Unis pour leur propre survie.

La guerre Iran-Irak, l'isolement et la vulnérabilité de l'Iran, et la présence de plus en plus insistante des Etats-Unis dans le Golfe Persique après la libération du Koweït envoyèrent un signal clair aux religieux à Téhéran : leur avenir était menacé avec un danger d'intervention étrangère visant un changement de régime à Téhéran. Dès 1992, l'Iran commença un programme d'enrichissement nucléaire. Ce sont les événements mentionnés ci-dessus qui encouragèrent le régime à Téhéran, en sachant qu'il aurait probablement le soutien populaire de toutes les classes sociales s'il parvenait à renforcer l'armée pour affronter une autre attaque dévastatrice. La découverte de ce programme secret, à son tour, empoisonna les relations entre les Etats-Unis et l'Iran et les Etats-Unis imposèrent leurs sanctions économiques afin d'arrêter la quête de l'Iran de maîtriser le cycle nucléaire. Les efforts de

l'Iran ont également effrayé les dirigeants du CCG, les poussant à acheter davantage d'armes des Etats-Unis et de l'Europe, à solliciter des garanties défensives des Américains, et peut-être à examiner leurs propres options nucléaires avec les puissances occidentales.

Les Etats-Unis avaient entrepris des actions contre Al-Qaïda surtout durant le deuxième mandat du Président Clinton. Cependant personne ne s'attendait aux terribles événements du 11 septembre 2001. Les Musulmans et les non-musulmans condamnèrent avec raison les actions terroristes de Oussama Ben Laden contre des civiles innocents. Mais nous devons mentionner ses motivations si nous voulons nous attaquer au terrorisme international, ses recrutements et ses ramifications à long terme. Le but déclaré de Oussama Ben Laden était d'expulser les étrangers d'Arabie et de chasser les Al-Saoud du pouvoir. Il pensait que le moyen le plus efficace pour atteindre son but était de frapper l'Amérique sur son sol et de couper ainsi les liens des Etats-Unis avec les Al-Saoud et peut-être avec d'autres dirigeants musulmans corrompus et tyranniques. Il avait tort. Les relations entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite devinrent temporairement tendues car 15 des pirates sur 19 étaient des citoyens saoudiens, affichant la haine des non-musulmans enseignée dans les madrassas financées par les Al-Saoud partout dans le monde, mais les Al-Saoud et les Etats-Unis avaient quand-même besoin les uns des autres. Pourquoi ? Le pétrole ! Le 11 septembre donna naissance à « La guerre contre le terrorisme », changeant la dynamique des relations internationales dans un avenir proche, et sans aucun doute semant les graines de futurs conflits dans le monde.

Les Etats-Unis ont cherché, avec raison, une forme de justice en bombardant et en occupant l'Afghanistan, « une guerre juste comme d'autres », ils ont également ouvert un nouveau front en Iraq contre Saddam Hossein en 2003. Ironie de l'histoire, la raison pour l'invasion de l'Irak était que Saddam Hossein détenait des armes de destruction massive et

constituait une menace pour la sécurité des Etats-Unis. Nous parlons d'ironie car si de telles armes avaient été trouvées, elles auraient été d'origine américaine ou européenne. D'autre part, la prétention des Américains et des Anglais quant à la menace que constituait Saddam Hossein à la sécurité nationale était hautement exagérée et douteuse. Saddam Hossein ne possédait pas de système de livraison à longue distance. Il n'avait pas de relation avec Oussama Ben Laden et Al-Qaïda et il était à la tête d'un pays ruiné. Malgré tout cela, les Etats-Unis et quelques alliés envahirent l'Irak, causant du chagrin aux Al-Saoud et du de l'enchantement aux religieux à Téhéran. En quelques jours, les États-Unis occupèrent la totalité du pays, Saddam se cacha et toute la région en trembla dans ses bottes. En quelques jours les Etats-Unis ont fait ce que l'Iran n'avait pas pu faire en huit longues années. Mais le succès ne devait pas durer. Saddam Hossein fut capturé, jugé et pendu, mais une insurrection sunnite éclata tuant des centaines de milliers d'Irakiens avec 4488 Américains tués et 33184 blessés chiffres du 6 février 2013⁵¹.

Les Al-Saoud étaient très déconcertés par l'installation d'un gouvernement chiite au pouvoir à Bagdad et ils ont soutenu les insurgés en Irak avec de l'argent et un grand nombre de recrues fanatiques, qui par la suite ont tué et blessé des milliers de militaires et de contractuels civils américains. L'expulsion de Saddam Hossein, même justifiée, a semé les graines de nouveaux conflits, dont certains sont à portée de notre imagination aujourd'hui. On devrait souligner que c'était le même Saddam Hossein que les Etats-Unis et le reste de l'Occident applaudissaient et soutenaient totalement pendant plus d'une décennie. Saddam Hossein avait-il changé de camp ou les Etats-Unis avaient-ils changé d'avis en fonction de ce qu'ils pensaient être leurs intérêts du moment ? Quel est le message que ce

⁵¹ Anti-War.com. (Consulté le 6 février 2013, <http://antiwar.com/casualties/>)

comportement envoie aux futurs agresseurs ? L'agression est peut-être acceptable du moment que des puissances extérieures la soutiennent et pas autrement ?

Ensuite arrivèrent les soulèvements en Tunisie et ailleurs appelés « le printemps arabe » ou plus exactement « l'hiver arabe » comme d'autres l'ont appelé. La Tunisie, l'Égypte et la Libye

se sont débarrassées de leurs dictateurs, avec des degrés variés de sang versé et de succès politique, alors que le soulèvement syrien fut écrasé par la minorité Alaouite (une branche du chiisme) menée par Bashar Al-Assad et se transforma en une guerre civile généralisée qui continue de plus belle en décembre 2016 avec aucune fin en vue. Le pays a été décimé et devenu la terre ravagée d'il y a des siècles. Plus de cinq million de Syriens ont cherché refuge ailleurs et un plus grand nombre a été déplacé. Les millions de réfugiés syriens ont menacé la stabilité de l'Europe et ont changé le cours des élections en Occident en favorisant les partis et les individus qui s'opposent aux flux des immigrants en appelant l'Islam leur ennemi. Pendant ce temps, des dizaines de milliers de réfugiés ont péri en tentant de fuir les dangers de mort du Moyen-Orient.

Les manifestations pacifiques qui se sont transformées en violence à Bahrein, dans l'absence de publicité et le silence international, sont également affligeantes. Le traitement brutal imposé à la majorité chiite de Bahrein par les Al-Khalifa avec le soutien militaire des Saoudiens et les armes américaines et anglaises a été non seulement inhumain mais pourrait être considéré comme des crimes de guerre. En même temps, les Al-Saoud ont brutalisé leurs propre citoyens chiites, au cas où ils pourraient demander une égalité avec la majorité sunnite. Face à l'existence possibles de

crimes contre l'humanité (comme l'arrestation de médecins chiites qui soignent des citoyens chiites, la fermeture des hôpitaux aux blessés chiites, et le renvoi de patients sévèrement atteints des hôpitaux), les Etats-Unis et les autres pays occidentaux se sont tus et n'ont pas critiqué les Al-Khalifa et les Al-Saoud et ils ont même augmenté leurs ventes d'armes.

Très récemment, le conflit au Yemen a mis l'Iran et l'Arabie Saoudite face à face dans un autre théâtre d'opérations dans la région. Quelle que soit le soutien de l'Iran aux Houthis (des chiites Zaidis), l'Arabie Saoudite s'est impliquée à un plus grand degré en bombardant des cibles au Yemen, visant également des civils, ce qui, à notre avis, constitue un crime de guerre. Et pendant tout ce temps, les Etats-Unis ont soutenu l'agression saoudite en vendant davantage d'armements, en fournissant des renseignements et des ravitaillements en vol. Quels seront les effets de ces actions sur l'esprit des Iraniens et des Chiites en Irak, au Koweït, en Arabie Saoudite et ailleurs, pour ne pas citer les 65 à 70 pour cent de Bahreïnais dont la vie est compromise chaque jour ? Une chose est certaine : le ressentiment et les futurs conflits suivront inévitablement, des conflits qui ont leurs sources dans les interférences étrangères poursuivant des intérêts nationaux à court terme.

Enfin, nous devons répéter naïvement ce que nous avons dit ailleurs : les conflits créent d'autres conflits et les armes qui tuent ne peuvent qu'empirer les choses⁵². Le Golfe

⁵² Askari (2012).

Persique tirerait avantage d'un embargo international sur les armes mortelles à tous les pays de la région et l'étendre au Moyen Orient et à l'Afrique du Nord. Les politiciens américains peuvent ne pas être d'accord mais la réputation internationale et régionale des Etats-Unis est essentielle s'ils veulent maintenir une présence au Moyen-Orient, avec une présence internationale pour des raisons de sécurité nationale et s'ils espèrent avoir une diplomatie internationale performante. Nous répétons encore une fois : dans le monde actuel, l'hypocrisie étrangère et la perte des membres de leurs familles est immédiatement transformées par la plupart des moyen-orientaux. Cela donne naissance à la colère, au ressentiment, à l'opposition et éventuellement à une hostilité vis à vis des intérêts étrangers dans la région. L'Amérique prétend soutenir la liberté et la démocratie comme le disait le Président Kennedy « Que toutes les nations le sachent, qu'ils nous veuillent du bien ou mal, que nous paierons n'importe quel prix, supporterons des fardeaux, ferons face aux épreuves, soutiendrons nos amis, combattrons les ennemis pour assurer la survie et la réussite de la liberté⁵³ » Il est certain que la duplicité et le mépris des droits humains ne serviront pas les Etats-Unis à long terme.

La justification des Etats-Unis que ses actions garantissent la stabilité dans la région n'est ni claire ni croyable. Par définition, si les États-Unis soutiennent un régime avec une puissance militaire massive, la stabilité intérieure est préservée. Le changement, pacifique ou violent, ne pourra arriver. Mais quels pourraient être les résultats de telles actions américaines surtout à long terme ? L'histoire nous a montré que les

53

<http://www.brainyquote.com/quotes/quotes/j/johnfkenn114918.html#0RuM7dyfdp7hIS9L.99>
(consulté le 6 février 2013).

gouvernements ne peuvent changer, surtout passer de la dictature à la démocratie et à la liberté, qu'après une certaine violence et des querelles intestines pendant la transition. La révolution française en est une bonne illustration. C'est l'ordre naturel des choses. Ceux qui sont au pouvoir ne sont jamais assez éclairés pour abandonner leurs pouvoirs absolus, et ceux qui sont sur les rangs pour s'emparer du pouvoir ne renonceront pas non plus. Quant à ceux qui les soutiennent, dans le cas les Etats-Unis, ne sont pas, non plus, assez clairvoyants pour voir les conséquences de leurs actions et ses implications à long-termes. Retarder les réformes en soutenant ceux qui sont au pouvoir ne fait que mener à plus de violence et à une période plus longue de querelles pendant la transition. Il est peut-être plus difficile d'arriver à un changement de façon pacifique aujourd'hui qu'au temps de la révolution française car l'accès aux renseignements et aux armements a pratiquement éradiqué toute opposition pacifique qui puisse prendre le pouvoir dans beaucoup de pays musulmans. L'intervention des puissances étrangères complique les choses et provoque des ressentiments et des conflits dans d'autres pays et éventuellement même à leurs portes. C'est, malheureusement, ce que les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux ont obtenu au cours des années dans le Golfe Persique et plus largement au Moyen Orient. Ils ont joué un rôle déterminant dans la concentration du pouvoir dans les mains des dictateurs menant à l'injustice, à l'oppression et aux conflits que nous voyons aujourd'hui et que nous verrons dans l'avenir dans cette région. Alors que les universitaires occidentaux voyaient au départ dans le conflit les raisons du schisme Chiite-Sunnite d'il y a 14 siècles, ils commencent à reconnaître que l'oppression, la dictature et les privations économiques ont eu un rôle important dans l'évolution de la division sectaire et dans les conflits de nos jours⁵⁴.

⁵⁴ Voir par exemple une série d'articles rassemblés à la Luce Foundation et publié par Carnegie Endowment For International Peace en 2016.

Résumé

L'interférence étrangère dans les pays du Golfe Persique individuellement ou dans l'ensemble de la région, essentiellement par la Grande Bretagne plus tôt et plus récemment par les Etats-Unis, commença même avant que le pétrole soit en jeu. Mais, le pétrole, surtout avec le resserrement des marchés du pétrole après le Seconde Guerre Mondiale, augmenta les intérêts. L'interférence étrangère, directe ou indirecte, dans quelques interventions spectaculaires, comme le renversement du Premier Ministre Mossadegh, la guerre Iran-Irak avec l'Occident qui fournit des armes chimiques prohibées à l'Irak, l'entraînement et l'approvisionnement des Moudjahedin, la Première Guerre du Golfe, et la Seconde Guerre du Golfe ont engendré des conflits et donné naissance à Al-Qaïda et ISIS. Ces conflits ont infligé de lourdes pertes humaines et économiques à la région. Mais, nous pensons que le soutien apporté par les États Unis aux dirigeants oppressifs a été aussi nuisible, ces dirigeants ont provoqué des dissensions, ont freiné les réformes politiques, ont éradiqué toute forme d'opposition pacifique, ont empêché le développement d'institutions efficaces, ont ralenti le développement humain et économique tout en s'enrichissant et en enrichissant leurs soutiens étrangers. Cela a rendu, directement et indirectement, la région plus propice pour les conflits et les guerre pour des décennies à venir.

On peut avancer l'argument selon lequel le soutien étranger a apporté une stabilité à court terme à certains pays, il a également causé des dissensions et retarder l'inévitable. Les pays de la région auront besoin de plus de temps pour arriver à des démocraties

libérales. Cependant, le changement finira par arriver dans la région. La question est de savoir avec quel degré de violence et combien de conflits engendrés en chemin. Les Etats-Unis ne peuvent pas se permettre de rester dans la région éternellement en soutenant des dirigeants impopulaires. Les États-Unis ne peuvent pas se permettre de verser le sang, de dépenser tout ce trésor et voir sa réputation ternie. Les puissances occidentales quitteront la région une fois que l'importance du pétrole et du gaz du Golfe Persique commencera à décliner dans les deux ou trois décennies à venir.

Il est vrai que nous pensons que les conflits et les guerres dans la région depuis la Seconde Guerre Mondiale sont causés en partie par le rôle destructeur des étrangers, cependant il y a beaucoup d'autres événements à venir. La quête de l'Iran pour maîtriser la technologie nucléaire est, à notre avis directement liée à l'expérience de l'Iran pendant la guerre Iran-Irak et le soutien occidental apporté à Saddam Hossein, l'agresseur, qui envahit l'Iran et utilisa des armes chimiques prohibées. Par conséquent, l'Iran possède déjà ou possèdera des capacités nucléaires dangereuses. Nous laissons à l'imagination du lecteur ce qui arrivera alors dans la région.

Les grandes puissances s'aideraient si elles acceptaient le fait que les dirigeants oppressifs doivent faire des réformes. Leur règne sème les graines du ressentiment et des conflits qui rendra les réformes plus douloureuses et plus violentes, avec des conséquences désastreuses pour l'Occident. Un soutien désintéressé de la part des occidentaux en vue de réformes de fond au Moyen-Orient rendrait la transformation indispensable de la région beaucoup plus harmonieuse.

Chapitre 8

Les musulmans comme ambassadeurs à l'étranger

Il ne peut y avoir de doute que les grandes puissances (étrangères) ont eu une grande part dans le remodelage du monde musulman depuis la Première Guerre Mondiale, et surtout là où se trouve le cœur du monde musulman, le Moyen-Orient. Dans le chapitre précédent, nous avons discuté du fait que les grandes puissances, surtout les États-Unis depuis la Seconde Guerre Mondiale, ont poursuivi leurs propres intérêts à courte vue et, à notre avis, au détriment de leurs intérêts futurs et des réformes et créations d'institutions dans le monde musulman. Dans ce processus, il y a eu de nombreuses conséquences y compris des conflits armés, des guerres, des destructions physiques massives, un nombre inimaginable de morts, la naissance de Al-Qaïda, et d'autres organisations terroristes et extrémistes, des extrémistes élevés dans le monde occidental peut-être 20 millions de personnes déplacées qui comprend 10 millions de réfugiés d'Irak et de Syrie seulement, et le flux de plusieurs million de réfugiés des régions déchirées du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord vers l'Europe. L'émergence de terroristes étrangers et nationaux dans le monde occidental et le flux de plusieurs million de réfugiés ont, à leur tour, changé le cours de l'histoire en Occident, menant à des résultats d'élections et de référendums inattendus qui menacent la stabilité européenne et mondiale qui régnait depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Ainsi la politique raisonnable à suivre serait une coopération totale entre l'Est et l'Ouest, en s'attaquant aux problèmes à leurs sources, en écartant les intérêts égoïstes et les

manoeuvres politiciennes et en améliorant les conditions pour tous—rétablir la paix au Moyen Orient, en soutenant des réformes politiques et économiques significatives dans toute la région, et en défendant un Plan Marshall pour le Moyen-Orient financé par l'occident et par les pays riches du Golfe Persique. Ceci, comme nous le savons, n'est qu'une utopie dans le monde.

Dans un tel décor, y-a-t-il un rôle à jouer pour les musulmans qui vivent en Occident, qu'ils y soient nés, y résident, soient citoyens d'autres pays, ou de nouveaux immigrants ? Ces ambassadeurs potentiels et auto-proclamés de l'Islam pourraient-ils apporter un peu de raison à ce monde si divisé ? Les Musulmans qui vivent aux Etats-Unis, au Canada et en Europe de l'ouest pourraient jouer un rôle important pour changer le cours des politiques occidentales vis à vis du monde musulman, et des politiques qui comprennent également l'intérêt des citoyens dans les pays musulmans, ce qui devrait bénéficier, à terme, aux pays occidentaux. Que peuvent-ils faire pour changer le point de vue politique de leurs pays d'adoption et dans les pays musulmans en général ?

Pour commencer, nous devons mentionner que les musulmans font face à une discrimination sérieuse dans leurs pays d'adoption. Par exemple, aux États-Unis, Pew Research (2016) résume ainsi les conditions : « Le public fait une distinction claire quant à l'examen du degré de discrimination subie par les différents groupes dans la société actuelle. Une large majorité d'Américains (82%) disent que les musulmans subissent des discriminations, 57% disent qu'ils subissent « beaucoup » de discrimination.» Alors qu'il n'y a pas de vraie raison pour la discrimination, les musulmans n'ont d'autre choix que de travailler dur pour dissiper l'image négative de l'islam et des musulmans dans les pays occidentaux.

Les musulmans pourraient commencer par s'assimiler davantage à la culture locale. La tendance des nouveaux immigrants et même des résidents de longue date et naturalisés

est de s'assembler, rechercher la compagnie les uns des autres dans les écoles ou dans le voisinage, se fréquenter et parler leur langue maternelle lorsqu'ils sont ensemble à la fois dans les espaces privés et publics. Ce sont là des tendances naturelles mais elles ont des tendances à séparer les immigrants des autres citoyens et provoquent le sentiment que les musulmans appartiennent à une « tribu » et à une culture différentes et ne s'assimilent pas à la population du pays. De la même manière, le hidjab musulman suscite des objections chez les Occidentaux. Alors que beaucoup de musulmanes portent une forme de hidjab, nous nous demandons s'il est nécessaire de porter le hidjab intégral, couvrant la totalité du corps de la tête aux pieds. Le hidjab est devenu une question qui divise tellement les musulmans et les non-musulmans que les musulmanes pourraient envisager de faire quelques sacrifices afin d'améliorer les relations. Les musulmans pourraient accélérer leur assimilation en perfectionnant la maîtrise de la langue, en étudiant l'histoire, la politique et la culture de leur nouveau pays. Ils pourraient se porter volontaires dans les services sociaux pour les personnes âgées, les malades et les handicapés. Ils pourraient se porter volontaires pour travailler dans des organisations à but non-lucratif comme les hôpitaux et les écoles. Ces activités sont le meilleur moyen pour les musulmans de montrer qu'ils sont des membres attentionnés de leurs communautés et le moyen le plus efficace pour briser les barrières et le mur de la méfiance. Alors que beaucoup de musulmans pratiquent plus que ce que nous conseillons, ils devraient encourager tous les musulmans de faire plus afin d'améliorer l'image négative et ancrée de l'Islam en Occident.

Étant donné l'idée erronée qu'ont les occidentaux de l'Islam, les musulmans devraient trouver des moyens d'apporter un enseignement sur l'essence de l'Islam aux non-musulmans, peut-être dans un cadre non-académique. Dans ce cadre, les indices

d'islamicité (et les enseignements islamiques qu'ils représentent peuvent fournir une approche utile. Les indices d'islamicité (tableau 3.1) fournissent un moyen facilement compréhensible pour expliquer le message de l'Islam. D'autre part, les résultats qui montrent que les pays de l'Europe du Nord et la Nouvelle Zélande se trouvent aux premières places devraient calmer les craintes en montrant que le message de l'Islam n'est pas différent de celui de la chrétienté, la règle d'or étant « fais à autrui ce que tu voudrais qu'on te fasse », ce qui peut être un pont utile

Le message est simple : ce que le monde voit dans le monde musulman n'est pas l'islam. l'islam est fondé sur la liberté, le plus grand don de Dieu. Il prône la liberté de choisir son chemin sur terre, même dans le domaine de la religion. C'est une religion de paix qui met l'accent sur l'unité de la création de Dieu. C'est une religion qui prône l'égalité et le partage parmi les humains. Il interdit l'oppression, l'opulence, la pauvreté, la corruption et en fait toutes les activités qui nuisent aux autres. Ce n'est pas le message de l'islam que doivent craindre les occidentaux mais ses fausses représentations par ceux qui l'utilisent pour avoir du pouvoir et du contrôle afin de vivre dans l'opulence alors que d'autres sont dans la pauvreté, et répandent la haine dans leur propre intérêt. Un contact social entre voisins, le thé l'après-midi, des déjeuners et d'autres occasions, peuvent être des moyens pour faire connaître le message du Coran aux non-musulmans. la communauté musulmane pourrait soutenir un membre éclairé pour faire une série de courtes interventions sur l'islam aux élèves des lycées, ayant pour but d'effacer des mythes, d'expliquer le détournement de l'islam par des dirigeants corrompus, les torts infligés dans le passé, et de mettre l'accent sur les similarités entre l'Islam et le christianisme. Principalement, le but devrait être d'éduquer et de diffuser le message de l'islam. Ils devraient insister sur la croyance en un Dieu et en l'unité de l'humanité.

Il est vrai que les musulmans qui vivent dans la plupart des pays musulmans n'ont pas la liberté de discuter et de débattre de leur religion et de leur dirigeants, alors que les musulmans qui vivent en Europe, en Amérique du Nord, en Nouvelle Zélande, en Australie et dans d'autres pays non-musulmans jouissent de bien plus de liberté et peuvent relever ce défi. Ils pourraient être très utiles et au premier rang pour débattre des enseignements du Coran et de la vie du Prophète ainsi que leur adaptation aux exigences du monde actuel. Ces discussions et ces activités pourraient être conçues et menées de façon à inclure, ou au moins à être disponibles aux musulmans à travers le monde au moyen des réseaux sociaux, de la radio, de la télévision, des livres et d'autres moyens de communication. Une telle initiative pourrait devenir le moyen pour les musulmans pieux de reprendre leur religion de paix et d'amour des mains de ceux qui l'ont utilisée et abusée à leur propre profit. En même temps, cela pourrait constituer une base pour réunir les musulmans sur le plan international pour travailler pour des institutions efficaces en vue de la reconstruction et du développement du monde musulman.

Dans un monde où les extrémistes commettent des atrocités sur des victimes innocentes à travers le globe, les musulmans qui se trouvent dans la société doivent individuellement condamner avec véhémence et force de tels actes qu'ils soient commis par des musulmans ou par des non-musulmans. Ils devraient souligner le fait que les terroristes musulmans tuent et blessent bien plus de musulmans que des membres d'autres religions. En même temps, les musulmans doivent parler ouvertement des conditions politiques, sociales et économiques dans les pays musulmans, des abus concernant les droits humains et le soutien que les pays occidentaux apportent aux dictateurs musulmans. En agissant ainsi, ils montreraient au monde que ce qu'ils voient dans la plupart des pays musulmans n'est pas l'Islam mais autre chose que des

musulmans fervents ont peine à reconnaître. Les voix musulmanes en Europe et en Amérique du Nord qui condamnent la duplicité de l'Occident se feront entendre. Les musulmans peuvent montrer l'essence de leur religion et être les meilleurs ambassadeurs de l'Islam par leur façon de vivre, en étant des membres honnêtes, productifs et attentionnés dans leurs communautés en Amérique du Nord et en Europe. Les musulmans peuvent aider en étant simplement plus impliqués dans leurs communautés, se mêlant aux autres, prenant part aux activités et menant des vies qui montrent qu'ils ne sont pas différents des autres membres engagés de la communauté. Des stages culturels et pédagogiques et des programmes d'échanges sont un autre moyen utile pour enseigner l'Islam à des non-musulmans à un jeune âge afin de contrer les préjugés avant qu'ils ne s'installent. Les communautés musulmanes peuvent organiser des programmes d'été dans leurs communautés, des programmes d'échanges avec des écoles dans les pays musulmans avec un soutien financier, inviter des conférenciers et conférencières savants pour parler de l'histoire islamique et ses contributions à la civilisation dans des écoles et des réunions, organiser des expositions d'art et de culture islamiques.

Afin de changer les perceptions et les politiques à un niveau gouvernemental, les musulmans devraient participer activement à la vie politique au niveau local et national du pays où ils résident en Amérique du Nord et en Europe. Ils devraient avoir pour but d'instruire leur communauté et leur pays concernant l'Islam, comment il a été détourné à travers l'histoire et que ce n'est pas l'Islam du Coran, et qu'un changement de politique envers les pays musulmans pourraient provoquer un tournant et améliorer les relations Est-Ouest. Le message devrait être d'arrêter de soutenir les dictateurs et les autres dirigeants non-élus à moins qu'ils acceptent de mettre en route un calendrier de transition vers un gouvernement représentatif, la liberté pour leur peuple et le respect

immédiat des droits humains. La participation à la vie politique pourrait être renforcée avec un lobbying auprès des femmes et des hommes politiques et par des dons aux campagnes électorales qui soutiennent l'unité et rejettent l'exclusion et la division. Enfin, les musulmans devraient se présenter aux postes politiques à tous les niveaux. Ils ne devraient pas s'attendre à une réussite immédiate mais ils devraient espérer, en se présentant, donner plus de publicité à leur héritage, lever les barrières et finalement gagner des élections et changer les politiques pour le bénéfice de tous.

Pour mener à bien ces recommandations, les musulmans devraient étudier et se familiariser avec le message du Coran et ses interprétations par le Prophète Mohammad. Ils devraient discuter et débattre ses contenus et ce que cela implique dans leur vie quotidienne. Ils devraient écouter les enseignants savants mais ils ne devraient pas forcément les suivre à la lettre car les « enseignants » pourraient aussi avoir leur propre agenda. Mais en discutant des moyens d'adapter les enseignements de l'Islam aux conditions actuelles, les musulmans pourraient reprendre leur religion des mains du clergé et des dirigeants qui contrôlent leur religion et dictent ses messages aux musulmans. Les musulmans qui vivent en Occident ont la possibilité de libérer leur religion de la prison du clergé et des dirigeants corrompus. Ils devraient utiliser leur précieuse liberté pour aider ceux qui vivent dans les pays musulmans, qui sont nombreux à ne pas pouvoir poser de question sur leur religion et de discuter de sa signification. Cette interaction pourrait être relayée par des programmes de radio et de télévision pour diffuser le message du Coran et insister sur les raisons qui expliquent pourquoi la civilisation occidentale (chrétienne) a prospéré alors que la civilisation orientale (islamique) a décliné.

En bref, pour être efficace, les musulmans qui vivent en Occident doivent poursuivre tout d'abord leur propre développement pour être ensuite des ambassadeurs efficaces de l'islam dans des pays étrangers.

Résumé

Au cours de l'histoire, les grandes puissances ont eu une influence néfaste sur la croissance et le développement de nombreux pays musulmans. Dans un passé plus lointain, elles les ont occupés, contrôlés et pillés. Plus récemment, depuis la deuxième Guerre Mondiale, elles ont collaboré avec des hommes forts locaux et leur ont apporté leur soutien pour qu'ils renforcent leur dictature et qu'ils s'enrichissent en enrichissant leurs soutiens étrangers. Cette collaboration a été un facteur déterminant dans le sous-développement politique, social, et économique des sociétés musulmanes. Les musulmans qui vivent dans ces pays étrangers peuvent jouer un rôle important en apportant une formation sur l'islam à leurs compatriotes non-musulmans, en menant une vie qui éloigne l'image typique des musulmans comme des ennemis de la liberté, des égoïstes, matérialistes, arriérés, non-productifs et extrémistes. Les musulmans devraient s'assimiler davantage dans leurs communautés afin de renforcer le message de compassion de l'islam. Ils devraient dissiper la croyance qui prévaut chez beaucoup en Occident que la condition lamentable des pays musulmans est due aux enseignements de l'islam. En fait, c'est le résultat de plusieurs décennies de gouvernance corrompue qui a pénétré leurs institutions. Les musulmans devraient travailler pour reprendre le contrôle de leur religion des mains des dirigeants tyranniques et des religieux dociles, et de réunir les musulmans dans le but de créer des institutions efficaces dans les pays

musulmans. Leur but devrait être de changer la politique des pays occidentaux pour qu'ils soutiennent la liberté et le développement des pays musulmans, une politique qui serait dans l'intérêt de tous à long terme.

11.Chapitre 9

Conclusion

Il est clair que le monde musulman est en crise : l'absence de liberté, l'oppression politique, les gouvernements illégitimes, le système juridique affaibli, les conflits armés, la décadence culturelle, la faillite économique, l'accumulation des richesses à travers la recherche de rentes, l'opulence voisinant la pauvreté, les infrastructures médicales et scolaires insuffisantes aux accès limités et l'injustice dans beaucoup de domaines. Il y a plus d'un siècle, Mohammad Abduh a constaté ces insuffisances lorsqu'il est supposé avoir déclaré : « *Je suis allé en Occident et j'ai vu l'islam mais pas de musulmans; je suis retourné en Orient et j'ai vu des musulmans, mais pas l'islam.* » Alors que les paroles de Mohammad Abduh sont bien connues, d'autres moins connus ont prononcé des mots qui portent un message semblable en référence avec notre étude⁵⁵ :

« L'étude pourrait sembler choquante à la plupart d'entre nous, mais lorsque nous regardons autour de nous et inversons la réalité de la situation, nous trouvons que les résultats de l'étude sont exacts et vrais. Les musulmans semblent seulement se préoccuper de se conformer aux obligations religieuses (la prière, le jeûne, etc...) et d'apprendre le Coran et les paroles du Prophète par cœur, mais nous ne mettons pas en

⁵⁵Al-Ahmadi, Fahd. "Islam is about how we treat others." *Saudi Gazette*, July 16, 2016.

pratique ce que nous apprenons. Nous écoutons les leçons et les sermons religieux plus que les autres sur terre mais nous ne sommes toujours pas la meilleure des nations. Durant les 60 dernières années, nous avons écouté 3000 sermons du vendredi.

Un marchand chinois a dit un jour : « Les marchands musulmans viennent me voir et me demandent de mettre de fausses étiquettes et marques internationales sur leurs articles. Lorsque je les invite à manger, ils refusent parce que la nourriture n'est pas halal. Il leur est donc halal de vendre des articles contrefaits ? »... La religion ne devrait pas être réduite à la prière et au jeûne. C'est une façon de vivre et cela concerne notre façon de traiter les autres. »

Bien entendu, nous comprenons parfaitement que les cinq piliers de l'islam sont nécessaires pour un musulman, mais ils sont insuffisants. Apprendre le Coran par cœur et assister aux sermons du vendredi sont utiles mais cela ne remplace pas l'*étude* du Coran, la pratique du Prophète, ni les *discussions* autour des enseignements importants et leur *adaptation* à l'époque moderne et à la vie quotidienne. Tandis que des millions de musulmans étudient, discutent et pratiquent tout ce que l'islam demande, les musulmans ne sont pas nombreux à le faire dans leur communauté afin d'influencer la forme et la nature de leur société et de leur pays.

Dans les pays qui professent l'islam et où les dirigeants se basent sur l'islam pour leur légitimité, nous observons un fossé significatif entre ce que l'islam prêche et ce que les

musulmans et leurs dirigeants mettent en pratique. Alors que les paroles perspicaces de Mohammad Abduh résumant les conditions générales, elles ne donnent pas de détails sur la maladie qui s'est emparée du monde musulman, n'offrant pas un chemin vers la création d'une communauté libre, prospère et juste. Pour les pays musulmans, une avancée ne serait réalisable que dans un cadre islamique et exigerait la participation de tous les membres de la communauté. Les communautés musulmanes ont la base pour créer un système idéal qui est envisagé en islam. Le Coran fournit le cadre et les règles théoriques que le Prophète Mohammad interpréta et mit en pratique à Médine dont certains devraient être adaptés à l'époque et aux conditions modernes.

Que s'est-il passé donc ? Presque aussitôt après la mort du Prophète, les musulmans commencèrent à écarter les enseignements importants du Coran et les pratiques du Prophète. Les enseignements moraux et fondamentaux de l'islam s'érodèrent et furent remplacés par des pratiques pseudo-occidentales qu'on nomma islamiques par la suite.

Comme le Prophète l'a pratiqué et démontré, les musulmans doivent participer individuellement et collectivement à la création de leur communauté islamique idéale. Ils ne peuvent pas compter sur les dirigeants ou sur quelqu'un d'autre pour le faire à leur place. Il est temps pour les musulmans de briser les chaînes qui les relient aux dirigeants et aux religieux qui ont leur propre agenda, et de s'éloigner des extrémistes qui représentent une perversion de l'islam et de ne pas craindre le changement, de reprendre leur religion et d'apprendre du Coran et des pratiques du Prophète. Ils devraient étudier, questionner, s'engager dans les débats sur la signification du Coran

pour leur vie personnelle et pour leur communauté à leur époque et avec les conditions existantes. Avec cette connaissance, ils peuvent défier pacifiquement le règne de ceux qui les oppriment au nom de l'islam. Les indices d'islamicité fournissent un instrument simple qui pourrait aider les musulmans à reprendre en main leur religion, rétablir ses fondements moraux et justes, à initier un tournant positif pour construire des communautés prospères et justes, à apporter aux non-musulmans un enseignement sur la nature pacifique et juste de l'islam afin d'établir de meilleures relations entre l'Est et l'Ouest.

Notre but, dans ce volume et dans l'avenir, est de mesurer le degré et les façons que les pays musulmans et non-musulmans incarnent les enseignements de l'islam. Bien que ceux qui professent l'islam conseillent les devoirs des musulmans, nous n'avons pas incorporé ce qui est communément considéré comme les cinq piliers de l'islam (la profession de foi (il n'y qu'un dieu et Mohammad est son prophète), les prières quotidiennes, les dons (*zakat*), le jeûne pendant le mois de Ramadan, et le pèlerinage à la Mecque (*Hajj*)). Ce sont là des engagements pris par des musulmans et qui se passent directement entre eux et leur créateur, mais qui sont insuffisants dans une communauté de musulmans. Il est facile de dire « je suis un musulman », mais la pratique des enseignements de l'islam exige plus. On dit que le prophète a déclaré : « Si on trouve ces traits de conduites chez une personne, alors c'est un hypocrite, même si il jeûne, prie, et effectue le grand et le petit pèlerinage, et qu'il dit « Je suis un musulman »: quand il parle, il ment, quand il fait une promesse, il ne la tient pas, et lorsqu'on lui fait confiance, il trahit, et la foi (Iman) sans une action correspondante, c'est comme un corps sans tête, et le *jihad* le plus vertueux consiste à dire la vérité à un dirigeant injuste. » C'est ce

musulman dont le Coran dit: « Assurément, l'être humain est perdu s'il ne croit pas activement en faisant ses actions positives et en exhortant les autres à dire la vérité et à être patient. » Ces paroles et beaucoup d'autres, ainsi que pratiques du Prophète, montrent que l'islam ne se réduit pas aux cinq piliers. Si les musulmans individuellement et collectivement suivent les règles mentionnées dans le Coran et mises en pratique par le Prophète, y compris considérer leurs dirigeants responsables, le résultat devrait se refléter dans les institutions, les conditions et les paysages des sociétés des pays musulmans, c'est à dire, des sociétés pacifiques, justes et prospères.

Les indices d'islamicité sont fondés sur les enseignements du Coran (ses règles, ses recommandations et ses institutions). Ces indices sont en cours de réalisation. Ils devraient être débattus et affinés dans les enseignements et les règles qu'ils professent, comment ils doivent être adaptés aux conditions actuelles et mis à jour fréquemment. Les indices d'islamicité fournissent un repère utile pour mesurer les réussites et les échecs d'une communauté musulmane et de créer un chemin qui mène à la réussite. Ces indices ont pour but de montrer le paysage et la construction d'une communauté musulmane respectueuse des règles.

Les règles du Coran et les pratiques du prophète Mohammad sont compatibles avec les idées les plus progressistes dans une économie politique classique, et les institutions recommandées qui comprennent celles envisagées par Adam Smith dans ses deux traités (*La Richesse des nations* et *La Théorie des sentiments moraux*) et mentionnées par Douglas North (2005). Mais l'islam va beaucoup plus loin que ce qu'Adam Smith a

envisagé dans le système de marché pour créer une économie plus morale avec la justice comme fondement. Le système islamique a peu de choses en commun avec les pratiques capitalistes d'aujourd'hui que même Adam Smith trouverait contraire à sa vision. L'islam conseille un mode de vie modeste, sans opulence, l'éradication de la pauvreté, des bénéfices raisonnables, le partage par transfert et une participation volontaire pour aider les individus qui sont dans le besoin, et une aide à ceux qui sont incapables de subvenir à leurs besoins, interdire l'accumulation de richesse, de l'intérêt des capitaux, la promotion du travail et les moyens pour tous de participer au système économique et politique avec des dirigeants responsables.

Pour mesurer l'islamicité des pays musulmans, nous avons mis au point quatre indices pour évaluer les conditions dans quatre domaines (économique, juridique et gouvernance, les droits politiques et humains, les relations internationales, et les conditions générales dans un cinquième index). Nous avons fait des estimations de ces indices en commençant en 2000 jusqu'à 2016, avec les résultats et les rangs des pays (parmi un total de 150 pays qui comprennent 38 pays musulmans). Les résultats sont frappants mais prévisibles.

Les pays européens (surtout ceux de l'Europe du Nord), le Canada, la Nouvelle Zélande et l'Australie occupent invariablement les premières places dans les tous les cinq indices (chapitre 4). Les quatre premiers pays (tous non-musulmans) - les Pays Bas, la Nouvelle Zélande, la Suède et la Suisse - occupaient des rangs élevés partout dans les quatre indices et presque tous les ans. Les dimensions et les règles de réussite sont liées et

fonctionnent ensemble ; les pays s'appuient sur leur réussite, ce qui exige une performance continue dans le temps et ils le font avec des institutions efficaces comme moyens. Les Etats-Unis, le Japon, la Corée et quelques autres pays sont dans le groupe suivant. Mais aucun pays musulman ne se trouve dans les 40 premiers dans l'index générale et même le pays musulman avec les meilleurs résultats en 2016, la Malaisie, se trouve au rang 41, avec un résultat de 0,6404 comparé au pays avec les meilleurs résultats (0,9022), la Nouvelle Zélande. Le fossé est grand avec le rang médian des pays musulmans (121) sur un total de 150 pays dont 38 pays musulmans.

La moyenne des résultats des pays musulmans dans l'index économique, juridique et de gouvernance ainsi que dans l'index général, se sont détériorés pendant la période de 2000 à 2016. Dans l'index des droits humains et politiques et dans celui des relations internationales, leur performance n'a pas varié de façon notable dans la même période. Une performance sérieuse exige tous les quatre éléments (économique, juridiques et de gouvernance, les droits humains et politiques et les relations internationales) de façon simultanée et sur une base solide. Les pays musulmans qui ont eu une performance correcte sont peu nombreux (la Malaisie, les EAU, le Qatar, et le Koweït). Tous ces pays ont ou ont eu des revenus substantiels de l'exportation de pétrole pour financer leurs programmes. Trois d'entre eux (avec l'exception de la Malaisie) ont une population peu nombreuse et font partie des quelques pays riches dans le monde, une richesse qui est venue directement de l'exploitation de pétrole et de gaz - richesse du pays extraite de la terre.

La meilleure performance des pays musulmans se trouve dans le domaine économique où leur rang médian (parmi 150 pays), fluctue entre 90 et 95 selon les années et leur résultat médian se trouve entre 0,408 et 0,439. Le Qatar a eu les meilleurs résultats parmi les pays musulmans en 2016 avec le rang 38 et un résultat de 0,6642 comparé au Danemark qui occupait le premier rang avec un résultat de 0,8726. Nous supposons que la petite amélioration des pays musulmans dans le domaine économique est probablement dû, pour une grande part, à la « manne du ciel » (le pétrole et le gaz) et une période de prix élevées. Mais nous devons souligner ce qui est évident. Les revenus du pétrole et du gaz ne sont pas une richesse fabriquée par des entrepreneurs ou du travail. Ces ressources font partie du capital de la communauté, don de Dieu pour toutes les générations de l'humanité. Il ne doit pas être gaspillé mais devrait au contraire être transformé de façon optimale en d'autres formes de capitaux dans l'intérêt de toutes les générations de façon égale. Malheureusement, ces ressources ont encouragé des individus à rechercher le pouvoir absolu ou à être proches du pouvoir afin de piller la communauté et d'accumuler une richesse illégitime.

Dans le domaine juridique et de gouvernance, la performance des pays musulmans est bien pire que même dans le domaine économique. Dans ce cas, le rang médian des pays musulmans a fluctué entre 108 et 119 pour les résultats moyens entre 0,260 et 0,325, avec le pire rang médian et les résultats moyens en 2016, ce qui indique une détérioration pendant les 15 dernières années. Seuls deux pays musulmans, la Malaisie et les EAU, se trouvent dans les 50 premiers pendant toute la période 2000-2016.

Dans le domaine des droits humains et politiques, la performance des pays musulmans est même plus mauvaise que dans le domaine juridique et de gouvernance. Leur rang médian a fluctué entre 116 et 120, et leurs résultats médians entre 0,305 et 0,314. En 2016, il n'y avait pas un seul pays musulman dans les 50 premiers. Le pays musulman avec la meilleure performance était l'Albanie avec un rang général de 58 parmi tous les pays et un résultat de 0,54. Le Yémen avait la pire performance avec un résultat incroyablement bas de 0,079.

Dans le domaine des relations internationales, les pays musulmans encore une fois ont eu une performance médiocre, leur rang médian fluctuant entre 107 et 112 et leur résultat moyen entre 0,410 et 0,387, avec leur pire performance dans les dernières années car beaucoup de pays musulmans se sont impliqués dans des conflits armés et sont de grands importateurs d'armes.

Nous avons également examiné un grand nombre de pays musulmans en détails parmi la période 2000-2016, observant leurs performances plus en détails dans la durée et en comparant l'expérience d'un pays avec d'autres, en étudiant pourquoi certains pays musulmans ont une meilleure performance, quelles sont les politiques et les pratiques qui ont aidé et ce que les pays musulmans devraient faire dans l'avenir pour créer des communautés prospères et justes. Tout d'abord, ces résultats détaillés (chapitre 5) confirment les résultats résumés ci-dessus. Les pays musulmans ont de mauvaises performances avec l'observation qu'en général, ces résultats se sont détériorés depuis 2000 ; les choses empirent et ne s'améliorent pas. Afin de refléter les enseignements

islamiques et d'améliorer leurs performances, les pays musulmans n'ont pas d'autres choix que d'améliorer leurs résultats dans deux larges domaines où ils sont mauvais, les résultats sur lesquels repose tout le reste. Tout d'abord, ils doivent créer les institutions nécessaires pour respecter et maintenir les droits humains et politiques. Les institutions et les conventions nécessaires sont nombreuses et devraient être développées dans le cadre des enseignements islamiques. Ce processus prendra du temps car certaines de ces institutions et conventions ne peuvent pas être mises en place du jour au lendemain. La plupart trouvent leurs racines dans des développements culturels depuis des siècles et des décennies et ne peuvent être modifiés que progressivement. Par ailleurs, ils doivent développer les institutions et les conventions, encore une fois dans le cadre islamique, pour créer un système juridique et de gouvernance indépendant qui permette l'application de la loi et de l'égalité de tous devant la loi, une gouvernance qui contrôle les lois et les régulations et les applique dans l'intérêt d'une communauté prospère. Le chemin, bien que semblable, ne sera pas le même pour tous les pays. Les institutions et les conventions devraient tenir compte de l'histoire et de la culture du pays et être très flexibles quant au temps nécessaire pour leur mise en œuvre. D'autre part, chaque pays a ses propres difficultés dont on doit examiner les sous-composants (tableau 3.1) de nos indices et de nos résultats détaillés.

De façon générale, nos résultats confirment les observations célèbres de Mohammad Abdhu d'il ya plus de 100 ans, citées plus haut. Les pays occidentaux reflètent les enseignements de l'islam bien mieux que les pays musulmans ! Les raisons qui expliquent les manques des sociétés musulmanes sont nombreuses. Des dirigeants corrompus ont détourné la religion peu après la mort du Prophète. Ceux qui étaient aux

commandes ont utilisé la religion comme instrument pour contrôler et opprimer les musulmans pour leurs propres bénéfices égoïstes et corrompus afin d'accumuler des richesses. L'entreprenariat, l'innovation et le travail (des activités recommandées en islam) ont été utilisés et remplacés par des raccourcis et des pratiques corrompues Des musulmans ordinaires ont permis aux dirigeants et aux religieux de détourner les enseignements de leur religion pour leurs propres bénéfices et ceux de leurs acolytes. Et en l'absence de fondement moral, les dirigeants se sont permis des indulgences personnelles que l'on peut tout à fait appeler détestables. Aujourd'hui, ce sont des citoyens ordinaires dans les pays musulmans, et non l'état et les riches, qui fournissent l'essentiel des aides et des services pour les membres défavorisés de leur communauté.

Ce faisant, les dirigeants ont dépouillé les musulmans de leur précieux don de liberté. Ils ont fait la liste des services des religieux corrompus afin de nourrir les musulmans avec leur propre interprétation de l'islam qui ne permet pas la discussion et le débat sur la signification du Coran et de son interprétation par le Prophète. Les musulmans n'ont pas la possibilité de discuter et de se mettre d'accord sur les moyens d'appliquer les pratiques du Prophète aujourd'hui et dans les conditions actuelles. Pendant des siècles, la continuation de ces pratiques nuisibles utilisant les habitudes du passé a créé la crise que nous observons dans les pays musulmans au vingt et unième siècle. Ces influences du passé demanderont des années, sinon des décennies, pour être modifiées.

Pendant le siècle dernier, les puissances étrangères ont rendu les choses encore plus intraitables. Elles ont dessiné des frontières au Moyen-Orient qui ont rendu la région

plus exposée aux conflits ; elles ont nourri et se sont engagées dans des conflits armés pour atteindre leurs objectifs ; elles ont soutenu des hommes forts pour satisfaire leurs intérêts à court terme ; elles ont dénigré l'islam en y faisant référence comme une religion sombre et elles ont présenté les musulmans comme des terroristes islamistes de toutes sortes. Tout ceci a suscité plus de sectarisme, de haine communautaire et de conflits. Les musulmans ont perdu leur liberté, ils ont perdu le contrôle de leur religion, ils ont été exclu de toute participation dans les affaires de leur communauté et ils vivent dans un système politique et judiciaire injuste qui offre peu d'espoir d'un meilleur avenir. Bien que quelques néo-orientalistes et orientalistes rendent les enseignements de l'islam responsables de l'arriération des pays musulmans, nous pensons le contraire. Alors que l'islam propose le meilleur chemin, et les meilleures institutions qui sont beaucoup plus exigeantes que celles recommandées par Adam Smith avec comme base la moralité et la justice, l'état des pays musulmans est le résultat d'évènements passés qui ont été le résultat d'une totale perversion des enseignements de l'islam, les actions de dirigeants corrompus et une interférence néfaste des puissances coloniales et néo-coloniales.

Comment les pays musulmans peuvent-ils sortir ce borbier dont ils ont hérité ?

Tout d'abord, les musulmans devraient commencer à reconnaître les échecs de leurs communautés.

Deuxièmement, les musulmans doivent reprendre leur religion des mains des dirigeants et des religieux, reconnaissant que le changement se fera dans un contexte islamique.

Pour y arriver de manière efficace, les musulmans devraient étudier le Coran et les pratiques du Prophète Mohammad. D'autre part, la règle d'« ordonner le bien et d'interdire le mal » apprend aux musulmans de remettre en question les dirigeants non respectueux et de participer aux affaires de la communauté. Dans cette tâche, les indices d'islamicité fournissent un moyen précieux qui ne peut être facilement écarté.

Troisièmement, notre travail avec les indices d'islamicité, observant les pays musulmans individuellement ainsi que les pays qui se trouvent en haut de l'échelle, essentiellement les pays de l'Europe du Nord, la Nouvelle Zélande et le Canada, fait ressortir des fondements importants qui sont à la base d'une société prospère et juste. En premier lieu, les musulmans doivent combattre pour reprendre leur liberté donnée par Dieu pour établir le respect des droits humains et politiques. C'est le domaine où les pays musulmans se trouvent au plus bas dans nos indices. En l'absence de liberté, il ne peut y avoir que peu ou pas de progrès. Le deuxième domaine de faible performance est celui du système de gouvernance et du système juridique. Dans l'ensemble des pays musulmans, les manques dans ces deux domaines sont importants (les droits humains et politiques et le règne de la loi et de la gouvernance) ; ils sont à la base du progrès économique et social et doivent être traités avant d'atteindre une croissance et un développement stable. Les pays musulmans ont désespérément besoin d'une transition vers des gouvernements représentatifs qui soient responsables devant la communauté. Les réformes politiques sont indispensables pour arriver à des réformes économiques et sociales significatives. Car comment peut-on avoir un état de droit et une justice économique et sociale dans une dictature ? L'état de droit et l'égalité devant des tribunaux impartiaux n'ont pas beaucoup de sens sous une dictature, avec un monarque

absolu, un dirigeant militaire ou un religieux. Récemment, seul un pays, la Chine, avait réellement atteint un développement stable sans réformes politiques suivies de liberté, du respect des droits humains, de l'état de droit et d'une gouvernance représentative.

Quatrièmement, les pays musulmans doivent s'efforcer de créer des institutions proposées par l'islam. Ils ont cruellement besoin d'institutions efficaces. Dans une communauté musulmane respectueuse des règles, le cadre institutionnel doit comprendre la liberté individuelle et politique, l'état de droit, l'absence de pauvreté voisinant l'opulence, des institutions qui contrôlent et encadrent la distribution et la redistribution, l'éradication de la pauvreté et la couverture des besoins vitaux d'une vie digne pour ceux qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins, et après que les individus se sont acquittés de leurs devoirs offrir un accès égal à une bonne éducation, à la santé, des gouvernements et des dirigeants responsables et une justice socio-économique. Mais rien de tout cela ne peut arriver sans que les pays musulmans n'entreprennent des réformes politiques pour avoir des gouvernements représentatifs dans le contexte d'un calendrier raisonnable.

Cinquièmement, les étrangers ont également un rôle à jouer car les grandes puissances ont été une force négative dans de nombreux pays musulmans et doivent maintenant jouer un rôle positif dans un changement total. L'interférence étrangère dans les pays musulmans, surtout ceux de la région du Golfe Persique et du Moyen Orient a commencé même avant que le pétrole soit un enjeu. L'interférence directe ou indirecte lors de nombreuses interventions très médiatisées, dont des guerres, a provoqué des conflits et

donné naissance à Al-Qaïda et l'Etat Islamique. Depuis la Deuxième Guerre Mondiale, le soutien des Etats-Unis aux dirigeants tyranniques a accumulé des dissensions, a évité toute réforme politique, a empêché le développement d'institutions efficaces et entravé le développement humain et économique. Tout ceci a rendu la région directement et indirectement plus propice aux conflits et aux guerres pour des décennies à venir, et à l'émergence d'extrémistes sous forme d'Al-Qaïda et de l'Etat Islamique qui ont comblé ce vide. Alors que ce soutien étranger a bien entendu apporté une stabilité à court terme à certains pays, il a accumulé des contestations, éliminé toute opposition pacifique et retardé l'inévitable. Les pays de la région auront besoin d'une transition plus longue que la normale pour créer des gouvernements représentatifs. Cependant, le changement finira par arriver dans la région. Mais quel sera le degré de violence et combien de conflits engendrera-t-il en chemin ? Les dirigeants tyranniques n'ont pas d'autres choix que d'adopter des réformes fondamentales. Leur règne sème les graines de la haine et des conflits qui avec le temps, rendront les réformes encore plus douloureuses et violentes. Les Etats-Unis et leurs alliés devraient reconnaître ces faits et aider ces pays à se réformer, des réformes qui, à la longue, seront dans l'intérêt de tous. À leur tour, ces réformes économiques et politiques et ces institutions efficaces limiteront le fléau de l'extrémisme et amélioreront les relations Est-Ouest.

Sixièmement, les musulmans qui vivent dans les pays occidentaux peuvent jouer un rôle positif en s'assimilant dans la culture locale et en étant productif afin de briser les barrières de la suspicion et de la méfiance. Ce que le monde voit dans le monde musulman n'est pas l'islam. L'islam est fondé sur la liberté de tous. C'est une religion de paix qui met l'accent sur l'unité de la création de Dieu. C'est une religion qui prône

l'égalité et le partage parmi les êtres humains. Elle interdit l'oppression, l'opulence, la pauvreté, la corruption et en fait, toutes les activités qui nuisent aux êtres. Les musulmans doivent faire cela pour être un exemple et pour que leur voix soit entendue et prise au sérieux. Ils devraient militer pour une modification des politiques occidentales et un soutien aux réformes à long terme dans les pays musulmans. Ils devraient se présenter aux postes publics et devenir des membres à part entière de leur communautés occidentales, et ainsi améliorer les attitudes envers la communauté musulmane.

Nous devons répéter ce que nous avons dit à plusieurs reprises. Les pays musulmans manquent l'institutions importantes: des garanties de liberté et le respect des droits fondamentaux, humains et politiques, un système juridique impartial et efficace, l'état de droit, un système de gouvernance qui fonctionne, et un système politique libre et représentatif. Mais la création et le développement d'institutions ne peut commencer que si les musulmans affrontent les faits. Les enseignements de l'islam ne sont pas mis en pratique et appliqués comme ils devraient l'être dans les pays musulmans. Si cela était ainsi, les pays musulmans seraient prospères et progressifs. Dans cette quête, la pratique des enseignements de l'islam commence par les musulmans individuellement et nous espérons que les indices d'islamicité fourniront un moyen utile pour les individus et les communautés. Comme prévu, toute tentative comme la nôtre suscitera des commentaires et des critiques de toute part. Nous accueillons tous les commentaires et les propositions tout en continuant notre quête pour améliorer nos repères d'islamicité et développer des programmes et des politiques pour des réformes et des institutions efficaces dans les pays musulmans.

Certains musulmans qui nous ont contactés reconnaissent que les pays musulmans ont besoin de réformes fondamentales, d'autres nous conseillent la prudence. Ils veulent le changement mais ils ne sont pas prêts pour une guerre civile sanglante. Il y a de l'espoir si ces indices ou quelques variantes, étaient acceptés largement et à une échelle internationale. Un mouvement international ayant comme but la réforme et le développement des pays musulmans viendrait à naître avec des indices reconnus comme repères pour ces réformes. Les communautés pourraient éviter des pièges et des erreurs en partageant leurs expériences. Les tyrans et les puissances étrangères auraient du mal à écarter et supprimer un tel mouvement. Ces indices, avec la prise en compte de la culture et de l'histoire de chaque pays musulman fournirait une première feuille de route pour un changement positif. Pour réussir, chaque pays aurait besoin d'établir un calendrier réaliste et transparent soutenu par leur communauté. Ainsi, ils pourraient éviter des soulèvements et des turbulences qui ont accompagné les révoltes désorganisées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Bibliographie

Al-Ahmadi, Fahd, "Islam is about how we treat others," *Saudi Gazette*, 16 juillet 2016.

Al-Hakimi, M.R., M. Al-Hakimi, et Ali Al-Hakimi, *Al-Hayat*, six volumes, Tehran, Iran: Maktab Nashr Al-Thaqafa Al-Islamiyyah, 1989.

Askari, Hossein, *The Middle East Oil Exporters: What Happened to Economic Development?*, introduction de Robert M. Solow, Cheltenham, UK: Edward Elgar Publishing, décembre 2006.

Askari, Hossein, Zamir Iqbal, Noureddine Krichene et Abbas Mirakhor, *The Stability of Islamic Finance: Creating a Resilient Financial Environment for a Secure Future*, introduction de Sir Andrew Crockett, Singapore: John Wiley and Sons, 2010.

Askari, Hossein, Zamir Iqbal, Noureddine Krichene et Abbas Mirakhor, *Risk Sharing in Finance: The Islamic Finance Alternative*, Singapore: John Wiley and Sons, 2011.

Askari, Hossein, *Conflicts and Wars: Their Fallout and Prevention*, introduction de George A. Akerlof, New York, NY: Palgrave Macmillan, 2012.

Askari, Hossein, *Collaborative Colonialism: The Political Economy of Oil in the Persian Gulf*, introduction de Robert E. Looney, New York, NY: Palgrave Macmillan, 2013.

Askari, Hossein, *Conflicts in the Persian Gulf: Origins and Evolution*, introduction de Ahmad Ghoreishi, New York, NY: Palgrave Macmillan, 2013.

Askari, Hossein et Nouredine Krichene, *The Gold Standard Anchored in Islamic Finance*, New York, NY: Palgrave Macmillan, 2014.

Askari, Hossein, Zamir Iqbal et Abbas Mirakhor, *Challenges in Economic and Financial Policy Formulation: An Islamic Perspective*, Singapore: John Wiley and Sons, 2014.

Askari, Hossein and Scheherazade Rehman, "The Economic Development of OIC Countries: A Survey," in *Islamic Finance and Economic Development*, Zamir Iqbal et Abbas Mirakhor (éditeurs), Washington DC: World Bank, juillet 2013.

Askari, Hossein, Zamir Iqbal et Abbas Mirakhor, *Introduction to Islamic Economics: Theory and Application*, Singapore: John Wiley and Sons, 2015.

Askari, Hossein et Abbas Mirakhor, *The Next Financial Crisis and How to Save Capitalism*, Introduction de Vittorio Corbo, New York, NY: Palgrave Macmillan, 2015.

Askari, Hossein et Hossein Mohammadkhan, *Islamicity Indices: The Seed for Change*, introduction de Abbas Mirakhor, New York, NY: Palgrave Macmillan, 2015.

Barrera, A., *God and the Evil of Scarcity*, Notre-Dame, Indiana: University of Notre Dame, 2005.

Ihsanoglu, E., *First Statement, OIC Inaugural Summit*, 2004. Tiré de www.oic.org.com

Jazeera, A., "Syria's Civil War Explained," 2016. Tiré de
<http://www.aljazeera.com/news/2016/05/syria-civil-war-explained-160505084119966.html>

Kister, M. J., "The Market of the Prophet," *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, janvier 1965.

Marglin, Stephen, "How the Economy is Constructed: On Scarcity and Desire," dans *Social Inequality*, Andres Solimano (ed.), Ann Arbor, Michigan: The University of Michigan Press, 1998.

McMillan, John, *Reinventing the Bazaar: A Natural History of Markets*, New York, NY: W.W. Norton & Company, 2002.

Metz, A., *Islamic Civilization in the Fourth Century of Hijrah* traduit par M. Abdil Hadi, Beirut, Liban : Dar al-Kutub, 1967.

Mirakhor, Abbas, *The General Characteristics Of An Islamic Economic System*, New York: Global Scholarly Publication, 2003.

Mirakhor, Abbas, "A Note on Islamic Economics," Islamic Research and Training Institute, IDB Lecture Series No. 20, Islamic Development Bank, 2007.

Mirakhor, Abbas, et Hossein Askari, *Islam and the Path to Human and Economic Development*, New York, NY: Palgrave Macmillan, 2010.

Morgan, M. H., *Lost History*, Washington DC: National Geographic Society, 2007.

North, D.C. “Five Propositions About Institutional Change.” In *Explaining Social Institutions* publié chez J. Knight and I. Sened, 15-26, Ann Arbor: The University of Michigan Press, 1995.

North, D.C. *Understanding the Process of Economic Change*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 2005.

North, D. C., *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge: Cambridge University Press, 1990.

North, D.C., “Institutions and Economic Growth: an Historical Introduction,” *World Development*, Vol. 17 No. 9 (1989): 1314–1332.

Pew Research Center, “Discrimination and Conflicts in U.S. society,” 8 décembre, 2016.
<http://www.people-press.org/2016/12/08/2-discrimination-and-conflicts-in-u-s-society/>.

Consulté le 6 janvier 2017.

Rehman, Scheherazade et Hossein Askari, "An Economic Islamicity Index," *Global Economy Journal*, volume 10, n° 3, septembre 2010.

Rehman, Scheherazade et Hossein Askari, "How Islamic Are Islamic Countries?" *Global Economy Journal*, volume 10, n° 2, mai 2010.

Shanker, Tom, "U.S. Sold \$40 Billion in Weapons, Topping Global Market," *New York Times*, 26 décembre, 2016.

Shihata, H. H., "Market Competition in Light of Islamic Sharia," Cairo, Department of Commerce: Al-Azhar University, 1977.

Solow, Robert M., "Intergenerational Equity and Exhaustible Resources," *Review of Economic Studies*, volume 41, 1974.

Qutb, Seyed, *Social Justice in Islam*, traduit par J.B. Hardie, Lahore, Pakistan, 1953.

Williamson, Oliver E. *The Mechanisms of Governance*, New York: Oxford University Press, 1999.

Whitney, Mike, "I Hope They Kill Each Other," *CounterPunch Magazine*, 19 février 2004.

Zaman, A., "The Ethical and Political Foundations of Scarcity," Draft Paper, International Institute of Islamic Economics, International Islamic University, Islamabad, Pakistan, 2005.

Zaman, A., "Toward A New Paradigm for Economics," *Journal of King Abdulaziz University: Islamic Economics*, 18(2), 49–59, 2005.

Appendice I

Indices d'islamicité— Éléments, Indicateurs et saisies de données

I. Index d'islamicité économique

1. Opportunités économiques et liberté économique

1.1. Environnement des affaires:

Index de prospérité Legatum

1.2. Indicateur de régulation économique:

Indicateurs de régulation économique: régulation du crédit, du travail, et des affaires

Les affaires et la liberté économique du monde, rapport annuel- Fraser Institute

1.3. Indicateur des possibilités pour entreprendre des affaires :

Faire des affaires, indicateurs de développements mondiaux, banque mondiale

1.4. Indicateur de liberté économique :

Index de liberté économique- fondation Heritage

1.5. Indicateur des affaires et de la liberté du marché :

Index de liberté économique- fondation Heritage

2. Création d'emploi et accès libre à l'emploi

2.1. Emploi libre et création d'emploi :

Chômage, total (% de force de travail total) (estimation de model ILO)-IDM

2.2. Liberté de travail :

Index de liberté économique- fondation Heritage

3. Droits de propriété et respect des contrats

3.1. Droits de propriété et de contrats:

Index de liberté économique- fondation Heritage

4. Dispositions pour éradiquer la pauvreté, disposition d'aide et de santé

4.1. Indicateur de pauvreté effective :

Population en dessous de la barre de pauvreté (%) - Factbook de la CIA

4.2. Index du World Giving :

Index du World Giving - la fondation Charities Aid

4.3. Bien-être social :

Bénéficiaire de la pension vieillesse (% de population d'âge légal de retraite),
Moyenne -UNHDI

5. Système financier de soutien

5.1. Liberté d'investissement :

Index de liberté économique- fondation Heritage

5.2. Liberté financière :

Index de liberté économique- fondation Heritage

5.3. Liberté monétaire :

Index de liberté économique- fondation Heritage

5.4. Indicateur de risque de marché financier:

Le taux de crédit économique du marché

6. Adhérence à la finance islamique :

6.1. Absence d'indicateur d'intérêt

6.1.1. Taux de réduction de la banque centrale :

Factbook de la CIA

6.1.2. Taux préférentiel de prêt de la banque commerciale :

Factbook de la CIA

7. Prospérité économique

7.1. Prospérité économique :

Index de prospérité Legatum

7.2. Stabilité des prix :

Inflation, prix de consommation , indicateurs de développement mondial ,
Banque Mondiale

7.3. PIB per capita :

Indicateurs de développement mondial, Banque Mondiale

7.4. Taux de croissance moyenne du PIB Per Capita : Indicateurs de développement mondial, Banque Mondiale

8. Justice économique

8.1. Distribution de revenus :

Coefficient Gini-le World Facebook de la CIA

II. Index d'islamicité juridique et de gouvernance

9. Intégrité juridique

9.1. Indicateur juridique et judiciaire :

Institut Fraser - Rapport annuel

9.2. Indicateur d'interférence militaire:

Institut Fraser - Rapport annuel, Indicateur d'intégrité judiciaire et juridique

10. Prévention de la corruption

10.1. Indicateur international de transparence :

Index des perceptions de la transparence de la corruption internationale (CPI)

10.2. Indicateur d'absence de corruption :

Index de liberté économique- fondation Heritage

11. Index de sécurité et de sûreté

11.1. Index de sécurité et de sûreté :

Index de Prospérité Legatum

12. Index de gestion

12.1. Gestion de gouvernement :

Index de transformation (BTI)

12.2. Gestion des ressources épuisables et autres ressources naturelles:

Index de performance environnementale, Yale Center for Environmental Law & Policy (YCELP) et the Center for International Earth Science Information Network (CIESIN) à Columbia University

13. Gouvernance gouvernementale

Indicateurs de gouvernance mondiale, Banque Mondiale

III. Index d'islamicité des droits politiques et humains

14. Développement humain

14.1. Index de développement humain :

Rapport du de développement humain des Nation Unies

15. Capital social

15.1 Indicateur du capital social

Index de prospérité Legatum

16. Liberté personnelle

16.1 Index de liberté personnelle

Index de prospérité Legatum

17. Droits politiques et civils

17.1. Indicateur de libertés civiles

Freedom House

17.2. Indicateur de droits politiques

Freedom House

18. Le droit des femmes

18.1. Inégalité des genres: Inégalité des genres, rapport du développement humain des Nations Unies

18.2. Proportion de sièges tenus par des femmes dans le parlement national :
rapport du développement humain des Nations Unies

18.3. Ratio de femmes comparé aux hommes : IDH- Rapport du développement humain des Nations Unies

19. Accès à l'éducation

19.1. Indicateur d'éducation

Rapport du développement humain des Nations Unies

19.2 Prospérité dans l'éducation

Index de prospérité Legatum

19.3. Indicateur d'égalité dans l'éducation

Index de l'éducation ajusté à l'inégalité - Rapport du développement humain des Nations Unies

19.4. Efficacité de l'éducation

Population avec au moins une éducation secondaire (% des 25 ans et plus), IDHNU, IDH

20. Accès à la santé

20.1. Espérance de vie à la naissance

Rapport du développement humain des Nations Unies

20.2. Qualité de santé

Rapport du développement humain des Nations Unies

20.3. Prospérité de la santé

Index de prospérité Legatum

20.4. Taux de mortalité

Taux de mortalité en dessous de 5 ans (par 1,000 naissances en vie), IDHNU

21. Démocratie

21.1. Index de démocratie mondiale

La Democracy Ranking Association, GDI

IV. Index d'islamicité des relations internationales

22. Index de mondialisation

Index KOF de mondialisation

23. Armée/ Guerres

Index de militarisation mondiale

Appendice II: Nombre de données et d'indicateurs disponibles et requis pour les pays

	Global				Economie				Juridique				Humain				International			
	2000	2005	2010	2016	2000	2005	2010	2016	2000	2005	2010	2016	2000	2005	2010	2016	2000	2005	2010	2016
Albanie	46	47	48	48	22	21	22	22	6	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Algérie	44	44	45	44	20	19	20	19	6	7	7	7	16	16	16	16	2	2	2	2
Angola	43	37	46	45	20	14	22	21	6	6	7	7	15	15	15	15	2	2	2	2
Argentine	46	45	46	45	20	19	20	20	7	7	7	7	17	17	17	16	2	2	2	2
Arménie	46	47	48	48	21	21	22	22	6	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Australie	47	45	46	46	22	20	21	21	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
Autriche	45	44	45	45	20	19	20	20	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
Azerbaïdjan	43	45	46	47	21	21	22	22	6	7	7	7	14	15	15	16	2	2	2	2
Bahrein	42	43	44	43	20	18	19	17	5	6	6	7	15	17	17	17	2	2	2	2
Bangladesh	46	47	48	48	22	21	22	22	6	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Biélorussie	42	44	44	45	21	21	21	21	6	6	6	6	13	15	15	16	2	2	2	2
Belgique	47	46	46	46	22	21	21	21	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
Bélize	43	43	43	43	21	20	21	20	4	5	4	5	16	16	16	16	2	2	2	2

Bénin	45	46	47	46	21	20	21	20	6	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Bolivie	48	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Bosnie - Herzegovin e	33	38	39	40	17	18	19	19	4	6	6	6	10	12	12	13	2	2	2	2
Botswana	48	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Brésil	48	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Bulgarie	47	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Burkina Faso	40	43	44	46	20	20	21	20	5	6	6	7	13	15	15	17	2	2	2	2
Burundi	43	36	45	44	20	13	21	19	5	5	6	7	16	16	16	16	2	2	2	2
Cambodge	42	43	45	45	19	19	20	20	5	6	7	7	16	16	16	16	2	2	2	2
Cameroun	46	46	46	45	22	21	21	20	7	7	7	7	15	16	16	16	2	2	2	2
Canada	45	46	47	47	22	21	22	22	6	6	6	6	15	17	17	17	2	2	2	2
Tchad	43	43	44	44	21	20	21	19	5	6	6	7	15	15	15	16	2	2	2	2
Chili	48	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Chine	48	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Colombie	48	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Congo, Rep. Dem.	41	35	45	45	19	12	21	20	6	5	6	7	14	16	16	16	2	2	2	2
Congo, Rep.	46	45	45	45	22	21	21	20	6	6	6	7	16	16	16	16	2	2	2	2

Costa Rica	48	46	47	48	22	21	22	22	7	7	7	7	17	17	17	17	2	1	1	2
Côte d'Ivoire	43	44	45	46	20	19	20	20	7	7	7	7	14	16	16	17	2	2	2	2
Croatie	48	47	48	47	22	21	22	21	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Chypre	45	45	46	45	22	20	21	20	5	6	6	6	16	17	17	17	2	2	2	2
République Tchèque	48	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Danemark	47	45	46	46	22	20	21	21	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
République Dominicaine	46	46	47	47	21	20	21	21	6	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Equateur	48	47	48	47	22	21	22	21	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Egypte, Rep. arabe	48	46	46	47	22	21	22	22	7	6	6	7	17	17	16	16	2	2	2	2
Salvador	45	45	46	46	20	19	20	20	7	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Estonie	48	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Ethiopie	44	44	45	45	21	20	21	20	6	7	7	7	15	15	15	16	2	2	2	2
Finlande	47	45	45	45	22	20	20	20	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
France	47	45	46	46	22	20	21	21	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
Gabon	43	43	43	44	21	19	19	20	5	6	6	6	15	16	16	16	2	2	2	2
Géorgie	43	46	47	46	21	21	22	21	5	7	7	7	15	16	16	16	2	2	2	2
Allemagne	47	45	46	46	22	20	21	21	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2

Gana	45	46	47	47	21	20	21	21	7	7	7	7	15	17	17	17	2	2	2	2
Grèce	46	45	46	46	22	20	21	21	6	6	6	6	16	17	17	17	2	2	2	2
Guatemala	46	47	48	48	22	21	22	22	6	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Guinée	39	39	39	42	19	18	18	18	4	4	5	6	14	15	15	16	2	2	1	2
Guyane	42	42	43	43	20	19	20	18	4	5	5	6	16	16	16	17	2	2	2	2
Haïti	36	37	38	39	18	17	18	18	5	6	6	6	11	13	13	13	2	1	1	2
Honduras	46	47	48	48	22	21	22	22	6	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Hong Kong	36	33	34	36	18	17	18	17	5	5	5	5	11	11	11	12	2	0	0	2
Hongrie	47	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Islande	46	43	45	45	22	20	21	21	6	6	6	6	16	16	16	16	2	1	2	2
Inde	47	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Indonésie	47	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Iran, Rep. Islamique	42	42	43	44	19	19	20	20	6	6	6	7	15	15	15	15	2	2	2	2
Irak	39	36	37	40	17	13	14	16	5	5	5	6	15	16	16	16	2	2	2	2
Irlande	47	46	46	46	22	21	21	21	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
Israël	47	46	47	47	22	21	22	22	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
Italie	47	46	47	47	22	21	22	22	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
Jamaïque	47	47	48	47	22	21	22	21	6	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2

Japon	47	46	47	47	22	21	22	22	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
Jordanie	47	46	47	47	22	21	22	22	7	7	7	7	16	16	16	16	2	2	2	2
Kazakhstan	44	45	46	45	20	20	21	20	6	7	7	7	16	16	16	16	2	2	2	2
Kenya	48	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Corée, Rep.	45	44	45	46	21	20	21	21	7	6	6	7	15	16	16	16	2	2	2	2
Koweït	46	45	46	46	21	19	20	20	6	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
République Kyrgyz	45	45	46	47	21	21	22	22	6	6	6	7	16	16	16	16	2	2	2	2
Laos PDR	40	41	42	41	19	19	20	19	4	5	5	6	15	15	15	14	2	2	2	2
Lettonie	48	46	47	46	22	20	21	20	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Liban	41	45	46	47	19	20	21	21	6	7	7	7	14	16	16	17	2	2	2	2
Lesotho	43	45	46	47	20	20	21	21	4	6	6	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Liberia	32	34	41	43	11	12	18	18	3	4	5	6	16	16	16	17	2	2	2	2
Libye	37	38	38	39	17	16	16	17	5	5	5	6	15	17	17	16				
Lithuanie	46	47	48	47	22	21	22	21	6	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Luxembourg	45	43	44	44	21	19	20	20	6	6	6	6	16	16	16	16	2	2	2	2
Macedoine	31	42	43	44	14	20	21	21	4	7	7	7	11	13	13	14	2	2	2	2
Madagascar	43	43	44	45	21	20	21	20	5	6	6	7	15	15	15	16	2	2	2	2
Malawi	44	44	45	47	21	20	21	21	6	6	6	7	15	16	16	17	2	2	2	2

Malysie	48	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Mali	43	43	44	45	20	19	20	19	5	6	6	7	16	16	16	17	2	2	2	2
Malte	42	43	44	44	20	19	20	20	5	6	6	6	15	16	16	16	2	2	2	2
Mauritanie	42	43	45	45	20	20	21	20	4	5	6	7	16	16	16	16	2	2	2	2
Maurice	45	45	46	47	21	20	21	21	6	6	6	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Mexique	48	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Moldavie	44	46	47	47	21	21	22	22	6	7	7	7	15	16	16	16	2	2	2	2
Mongolie	44	47	48	48	21	21	22	22	5	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Montenegro	26	29	43	45	11	12	21	21	3	4	6	7	10	12	14	15	2	1	2	2
Maroc	48	47	47	47	22	21	21	21	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Mozambique	46	47	48	48	21	21	22	22	6	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Namibie	47	47	48	47	21	21	22	21	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Népal	46	46	47	46	21	20	21	20	6	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Pays Bas	47	46	47	46	22	21	22	21	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
Nouvelle Zélande	46	44	45	45	21	19	20	20	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
Nicaragua	46	47	48	48	22	21	22	22	6	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Niger	43	43	43	45	20	19	20	19	5	6	6	7	16	16	15	17	2	2	2	2
Nigeria	44	45	46	46	21	20	21	21	7	7	7	7	14	16	16	16	2	2	2	2

Norvège	47	45	45	45	22	20	20	20	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
Oman	39	42	43	44	19	18	19	19	6	7	7	7	12	15	15	16	2	2	2	2
Pakistan	44	46	47	47	21	20	21	21	6	7	7	7	15	17	17	17	2	2	2	2
Panama	45	45	46	47	21	20	21	21	6	7	7	7	16	17	17	17	2	1	1	2
Papuasie Nouvelle Guinée	37	30	38	39	19	12	19	18	4	4	5	6	12	12	12	13	2	2	2	2
Paraguay	46	46	48	48	21	20	22	22	6	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Pérou	46	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	15	17	17	17	2	2	2	2
Philippines	48	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Pologne	48	47	47	47	22	21	21	21	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Portugal	46	45	46	46	21	20	21	21	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
Qatar	39	42	45	44	18	19	20	19	5	6	7	7	14	15	16	16	2	2	2	2
Roumanie	46	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	15	17	17	17	2	2	2	2
Fédération Russe	48	46	47	48	22	21	22	22	7	6	6	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Rwanda	45	45	46	47	22	21	22	22	5	6	6	7	16	16	16	16	2	2	2	2
Arabie Saudite	41	43	44	44	20	18	19	19	5	7	7	7	14	16	16	16	2	2	2	2
Sénégal	47	46	47	47	21	20	21	21	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Serbie	32	34	46	47	14	14	22	22	4	5	7	7	12	13	15	16	2	2	2	2

Sierra Leone	42	43	44	45	20	19	20	19	5	6	6	7	15	16	16	17	2	2	2	2
Singapour	46	45	46	46	21	19	20	20	7	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
République Slovaque	46	45	45	46	22	21	21	21	7	6	6	7	15	16	16	16	2	2	2	2
Slovénie	46	47	47	47	22	21	21	21	7	7	7	7	15	17	17	17	2	2	2	2
Afrique du Sud	48	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	17	17	17	17	2	2	2	2
Espagne	47	46	46	46	22	21	21	21	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
Sri Lanka	44	47	48	47	21	21	22	21	6	7	7	7	15	17	17	17	2	2	2	2
Soudan	37	35	34	39	16	12	12	15	5	5	5	6	14	16	16	16	2	2	1	2
Suriname	35	38	39	43	18	17	19	19	3	5	4	6	12	15	15	16	2	1	1	2
Swaziland	40	42	43	42	19	19	20	19	3	5	5	5	16	16	16	16	2	2	2	2
Suède	47	45	45	45	22	20	20	20	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
Suisse	47	46	47	47	22	21	22	22	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
République Arabe Syrienne	34	34	35	34	15	14	15	13	5	5	5	6	12	13	13	13	2	2	2	2
Tadjikistan	43	45	46	45	20	20	21	20	5	7	7	7	16	16	16	16	2	2	2	2
Tanzanie	44	45	46	46	21	20	21	21	7	7	7	7	14	16	16	16	2	2	2	2
Thaïlande	48	47	48	47	22	21	22	22	7	7	7	7	17	17	17	16	2	2	2	2
Togo	44	44	46	45	20	19	20	19	6	6	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2

Tonga	23	23	32	31	8	8	15	14	1	1	3	3	12	12	12	12	2	2	2	2
Tunisie	46	46	47	47	21	20	21	21	7	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Turquie	46	45	46	46	21	20	21	20	7	7	7	7	16	17	17	17	2	1	1	2
Turkmenistan	29	30	32	32	14	14	14	14	4	5	5	5	9	9	11	11	2	2	2	2
Ouganda	46	45	45	47	22	21	22	22	6	6	6	7	16	16	15	16	2	2	2	2
Ukraine	47	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Emirats Arabes Unis	42	42	43	43	18	17	18	18	6	7	7	7	16	16	16	16	2	2	2	2
Royaume-Uni	47	46	47	47	22	21	22	22	6	6	6	6	17	17	17	17	2	2	2	2
Etats-Unis	45	45	46	47	22	21	22	22	6	5	5	6	15	17	17	17	2	2	2	2
Uruguay	47	47	47	48	22	21	22	22	6	7	7	7	17	17	17	17	2	2	1	2
Ouzbekistan	32	33	33	33	15	15	15	15	5	5	5	5	10	11	11	11	2	2	2	2
Venezuela, RB	45	45	46	46	22	21	22	21	7	6	6	7	14	16	16	16	2	2	2	2
Vietnam	45	44	45	46	22	21	22	22	6	6	6	7	15	15	15	15	2	2	2	2
Yemen, Rep.	42	43	44	43	19	19	20	18	5	6	6	7	16	16	16	16	2	2	2	2
Zambie	47	47	48	48	22	21	22	22	7	7	7	7	16	17	17	17	2	2	2	2
Zimbabwe	45	44	43	44	21	19	18	19	7	7	7	7	15	16	16	16	2	2	2	2
Nombre Total Requis	48				22				7				17				2			
